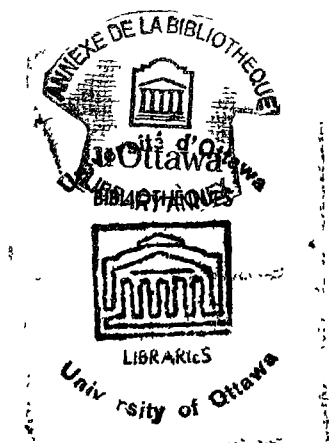


L'INTERVENTION FRANCAISE AU MEXIQUE VUE PAR LES PRINCIPAUX  
JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS DU QUEBEC (1861-1867)

par

José Antonio de Larrinaga

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures  
en vue de l'obtention de la maîtrise  
ès arts en histoire



UNIVERSITE D'OTTAWA  
OTTAWA, CANADA, 1976

UMI Number: EC55244

### INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

**UMI<sup>®</sup>**

---

UMI Microform EC55244  
Copyright 2011 by ProQuest LLC  
All rights reserved. This microform edition is protected against  
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

---

ProQuest LLC  
789 East Eisenhower Parkway  
P.O. Box 1346  
Ann Arbor, MI 48106-1346

## REMERCIEMENTS

Cette thèse a été préparée sous la direction de Monsieur Jean-Claude Dubé, Ph.D. professeur au Département d'Histoire de l'Université d'Ottawa.

Nous tenons à remercier la Section des Journaux de la Bibliothèque Nationale du Canada pour l'aide précieuse qu'elle nous a fournie dans nos recherches. Nous désirons remercier également la Section des Prêts entre Bibliothèques de l'Université d'Ottawa qui nous a permis d'obtenir de vieux ouvrages très peu connus.

CURRICULUM STUDIORUM

José Antonio de Larrinaga naquit à Madrid, Espagne,  
le 9 mai 1935. Il obtint son B.Adm. de l'Université  
d'Ottawa en 1958.

## TABLE DES MATIERES

Chapitres	pages
INTRODUCTION	6
I.- LE MEXIQUE, LE QUEBEC ET LES JOURNAUX CANADIENS - FRANCAIS. . . . .	1
A. LE MEXIQUE . . . . .	1
1.- La Société coloniale . . . . .	1
2.- Premières tentatives d'indépendance . .	6
3.- L'Indépendance. . . . .	10
4.- Le Mexique à l'heure de l'Indépendance.	12
5.- Les guerres civiles . . . . .	17
6.- La Réforme. . . . .	19
B. LE QUEBEC . . . . .	24
1.- La société canadienne-française jusqu'au soulèvement de 1837 . . . . .	24
2.- Les insurrections de 1837 . . . . .	28
3.- L'affrontement entre les Ultramontains et les Rouges . . . . .	31
4.- L'affrontement entre ultramontains et libéraux dans la presse . . . . .	34
C. POSITION DES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS AVANT L'INTERVENTION . . . . .	36
II.- LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS DE L'INTERVENTION A L'EMPIRE . . . . .	46
A. INTRODUCTION . . . . .	46
B. LES ANTECEDENTS. . . . .	46
C. LES JOURNAUX QUEBECOIS ET L'INTERVENTION .	55
1.- La Convention de Londres. . . . .	55
2.- Le débarquement des troupes . . . . .	61
3.- Rupture de l'entente tripartite . . . .	65
4.- La défaite de Puebla. . . . .	74
5.- La prise de Mexico et la Régence. . . .	91
III.- LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS ET L'EMPIRE DE MAXIMILIEN . . . . .	118
A. INTRODUCTION . . . . .	118
B. LES JOURNAUX QUEBECOIS ET LA POLITIQUE DE MAXIMILIEN . . . . .	119
1.- Situation du Mexique à l'arrivée de Maximilien. . . . .	119
2.- Premières décisions politiques de Maximilien. . . . .	121
3.- La question des biens du clergé . . . .	128
4.- Premier affrontement avec les Américains	135
C. LES JOURNAUX DU QUEBEC ET L'ATTITUDE AMERICAINE ENVERS L'EMPIRE . . . . .	143
1.- Politique américaine envers l'Empire. .	143
2.- Début de l'affrontement franco-américain	158

IV.- LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS ET LA CHUTE	
DE L'EMPIRE MEXICAIN . . . . .	175
A. INTRODUCTION. . . . .	175
B. REACTION DES JOURNAUX QUEBECOIS DEVANT LA	
CHUTE DE L'EMPIRE . . . . .	176
1.- Fin des négociations franco-américaines	
au sujet du retrait des troupes. . . . .	176
2.- Rumeurs d'abdication et folie de l'Impé-	
ratrice. . . . .	191
3.- Décision de Maximilien et fin de l'Inter-	
vention. . . . .	195
4.- Chute de l'Empire et mort de Maximilien.	202
CONCLUSION . . . . .	221
1 <sup>o</sup> .- CHOIX DES JOURNAUX. . . . .	222
2 <sup>o</sup> .- ANALYSE QUANTITATIVE DES EDITORIAUX ET	
COMMENTAIRES. . . . .	223
3 <sup>o</sup> .- ANALYSE DE LA QUESTION. . . . .	224
A. DILEMME DES JOURNAUX. . . . .	225
1.- La France et l'Intervention . . . . .	225
2.- La question religieuse. . . . .	225
3.- La France et les Etats-Unis . . . . .	226
B. REACTION DES JOURNAUX . . . . .	228
1.- Période de la Convention de Londres et	
de l'Intervention . . . . .	228
2.- Période de la création de l'Empire. . . . .	230
3.- Période de l'affrontement franco-	
américain . . . . .	231
4.- Période de la chute de l'Empire . . . . .	235
CONCLUSION FINALE . . . . .	236
ANNEXE A.- Le Journal de Québec, 8 juillet 1867.	239
ANNEXE B.- La Minerve, 9 juillet 1867. . . . .	241
BIBLIOGRAPHIE. . . . .	242

## INTRODUCTION

La question de l'intervention française au Mexique et de l'Empire de Maximilien a toujours intéressé et piqué l'imagination du public et, tant pour l'historien que pour le littérateur, cette tragédie, au goût du romantisme du XIXe siècle, a suscité de nombreuses polémiques et inspiré de nombreux ouvrages.

Mais de 1861 à 1867, c'est surtout par la presse que le public fut mis au courant des événements qui se déroulaient au Mexique. Les journaux créaient des opinions qui reflétaient leurs tendances idéologiques. "Par la Presse, l'image soulève des passions, le fait divers devient mythe"<sup>1</sup>.

L'intervention française au Mexique souleva une polémique internationale qui fut menée surtout dans la presse mondiale. Dans cette polémique s'affrontèrent différents mouvements idéologiques, dont les principaux furent ceux du libéralisme et du conservatisme.

Le Québec ne fit pas exception. Les journalistes canadiens-français se sont vite rendu compte de l'usage qu'ils pouvaient faire des événements du Mexique pour trouver des arguments justifiant leurs idées. En effet, "conditionnés par leurs tendances politiques", ils "transposent dans les événements nationaux et internationaux leurs attitudes et leur idéologie"<sup>2</sup>. Ainsi les journaux libéraux (Rouges) du Bas-Canada vont s'identifier au mouvement libéral radical de Juárez qui luttait contre la France et l'Empire mexicain. Pour eux, la lutte contre la France était une guerre pour l'indépendance nationale (idée de nationalisme chère aux Libéraux), et la lutte contre

Maximilien était une guerre contre les tendances conservatrices (monarchie et cléricalisme). Pour leur part, les journaux Bleus vont s'identifier au mouvement conservateur mexicain qui avait demandé l'Intervention. Pour eux, la France de Napoléon III aiderait le Mexique à sortir de l'anarchie où l'avaient poussé les excès du radicalisme libéral, et à former un empire "latin" et catholique pour faire échec à leurs ennemis communs, les États-Unis (anglo-saxons et protestants).

En règle générale, les journaux vont traiter de la question mexicaine en se basant sur des articles publiés dans d'autres journaux d'idéologie semblable. Ces articles étaient presque toujours reproduits intégralement. Quelquefois, ils provoquaient des éditoriaux où les rédacteurs pouvaient faire connaître leur point de vue. Il arrivait aussi qu'ils soient accompagnés de courts commentaires. Les nouvelles reçues par d'autres moyens, c'est-à-dire les correspondants à l'étranger, le télégraphe, les débats des Assemblées et autres publications diverses, étaient traitées de la même façon. Il convient de signaler que la nouvelle, même quand le journal se limitait à la reproduire textuellement, reflétait, d'une façon ou d'une autre, l'intérêt et la valeur que ce dernier accordait au sujet.

Dans la présente thèse, nous examinerons et tenterons d'interpréter ces nouvelles.

La première étape de ce travail a consisté à choisir un certain nombre de journaux, qui donneraient le spectre le plus complet des tendances idéologiques au Québec et qui

couvriraient toute la période. Pour les Rouges, deux journaux sont importants: le Pays et le Journal de Saint-Hyacinthe. Le Pays a été choisi en raison de son lieu de publication (Montréal) et de l'importance de ses collaborateurs. Pour les Bleus, la Minerve, l'unique journal qui couvre toute la période, et le Journal de Québec à cause de son importance dans la vieille capitale et de son attitude plutôt modérée à l'égard de la question mexicaine. Il restait à choisir un journal de tendance violette, et l'Ordre était tout indiqué car il couvrait toute la période, et son rédacteur, Hector Fabre, était un ancien membre de l'Institut Canadien de Montréal.

Nous avons ensuite analysé les journaux à la lumière des événements au Mexique. Nous avons suivi de près l'histoire de l'Intervention et de l'Empire, telle que vue par les journaux canadiens-français choisis, en essayant de voir si les éditoriaux et commentaires ainsi que les articles reproduits des journaux étrangers reflétaient leurs idéologies respectives, si ces journaux étrangers étaient choisis parmi ceux qui étaient d'une idéologie similaire. Quand cela était nécessaire, c'est-à-dire quand le journal se perdait en conjectures et ne semblait pas saisir le sens de la situation, nous avons ajouté des explications pour aider le lecteur à comprendre le sujet. De plus, nous avons examiné ces nouvelles sur le Mexique pour voir si elles étaient bien choisies, si elles étaient utilisées pour appuyer une position ou pour attaquer un autre journal, si elles correspondaient à un fait historique ou si elles ne servaient qu'à justifier le point de vue du journal.

Pour arriver à ce but, nous avons d'abord pensé analyser une par une toutes les nouvelles concernant le Mexique. Après avoir fait une liste préliminaire des articles, commentaires et éditoriaux, nous nous sommes rendu compte de l'énormité de la tâche. En effet, pour les quatre journaux, le nombre total de ces nouvelles s'élevait à plus de 1267<sup>3</sup> (sans compter les nouvelles télégraphiques dont une, en moyenne, paraissait dans chaque numéro des journaux).

Il aurait été intéressant de faire une analyse quantitative de la question (ce qui pourrait faire l'objet d'une autre thèse), comme l'a fait M. Pierre Louis Lapointe dans La presse québécoise d'expression française face au problème franco-prussien, 1866-1871, mais nous avons préféré suivre notre idée première, c'est-à-dire étudier le problème de l'Intervention et de l'Empire à travers les journaux québécois, étant donné l'importance de l'affrontement des idéologies. Toutefois, nous avons fait dans la conclusion un bref examen quantitatif des éditoriaux pour démontrer l'intérêt croissant qu'a suscité l'Intervention après la fin de la guerre de Sécession et au cours des débats sur la Confédération canadienne.

Par conséquent, tous les éditoriaux et commentaires ont été examinés, mais les articles reproduits d'autres journaux ont été choisis selon leur importance et commentés, les uns séparément, les autres en groupe; enfin, d'autres moins importants et répétitifs ont été abandonnés.

Le plan du travail suit un ordre chronologique non seulement parce que la division Intervention, Empire et Chute facilite l'étude, mais parce qu'il n'y a rien de plus chronologique

Le premier chapitre, intitulé Le Mexique, le Québec et les journaux canadiens-français, comprend un exposé de la situation historique et idéologique au Mexique et au Canada, avant l'Intervention française. Il nous a paru important de faire cette étude préliminaire afin que le lecteur puisse voir l'évolution politique des deux pays et comprendre non seulement la suite des événements mais aussi l'affinité idéologique entre les partis politiques du Mexique et du Canada (affinité qui, plus tard, se a vérifiée par l'examen des journaux). Dans ce chapitre aussi, nous jetterons un coup d'oeil sur la presse canadienne avant l'Intervention, et sur les connaissances qu'avait celle-ci du Mexique.

Dans les trois chapitres suivants, nous analyserons les journaux selon la méthode exposée ci-dessus.

Le deuxième chapitre, intitulé Les journaux canadiens-français de l'Intervention à l'Empire, est divisé en deux parties: la première traite des antécédents de l'Intervention; la deuxième est l'étude proprement dite des journaux, et elle englobe la période de la Convention de Londres, le débarquement des troupes alliées, la rupture de l'entente tripartite, la défaite de Puebla et la prise de Mexico, et la formation de la Régence.

Dans le troisième chapitre, intitulé Les journaux canadiens-français et l'Empire de Maximilien, nous poursuivons notre étude du point de vue des journaux au cours de deux périodes principales: premièrement, celle des premières décisions politiques de Maximilien, c'est-à-dire ses efforts pour rapprocher

les partis extrémistes (Cléricaux et Libéraux), pour régler le problème des biens de l'Eglise, et pour faire reconnaître l'Empire par les Américains. La deuxième période porte surtout sur la politique américaine envers l'Empire et envers la France (demande des Etats-Unis visant le retrait des troupes françaises au Mexique).

Dans le quatrième chapitre, intitulé Les journaux canadiens-français et la chute de l'Empire, nous étudions le point de vue des journaux sur l'abandon du Mexique par les troupes françaises, la folie de Charlotte, la décision de Maximilien de lutter jusqu'à la fin, et l'exécution de ce dernier par les libéraux mexicains.

Dans la conclusion, nous exposerons le résultat de notre étude, c'est-à-dire que nous donnerons les réponses aux questions suivantes: 1) Les journaux québécois ont-ils choisi leurs articles dans des journaux étrangers qui reflétaient une idéologie semblable à la leur? 2) Dans leurs éditoriaux, les journaux du Québec ont-ils manifesté un intérêt constant pour la question, quand cet intérêt s'est-il intensifié, et pourquoi? 3) L'analyse de toutes les nouvelles (articles reproduits, éditoriaux et commentaires) démontre-t-elle que celles-ci reflétaient les tendances idéologiques des journaux?

Au cours de nos recherches, nous n'avons trouvé aucun article ou ouvrage traitant de l'Intervention française au Mexique et des réactions qu'elle a suscitées dans la presse canadienne-française.<sup>4</sup>

Les sources principales ont été les journaux déjà mentionnés, qui ont été choisis après une étude de tous les journaux

du Québec qui sont parus pendant toute la période. Ont été éliminés ceux qui ont vu le jour ou qui sont disparus entre 1861 et 1867. Pour l'étude, il était préférable de choisir des journaux qui maintiendraient le même point de vue idéologique tout au long de leur analyse des événements. Les quatre journaux choisis, soit l'Ordre, le Pays, le Journal de Québec et la Minerve, ont gardé cette uniformité de pensée.

En ce qui concerne l'étude des journaux du Québec, le meilleur ouvrage est celui de Messieurs André Beaulieu et Jean Hamelin, Les Journaux du Québec de 1764 à 1864.<sup>5</sup> Les auteurs donnent une liste complète de ces journaux mais n'analysent que les plus importants.

Très peu d'ouvrages d'envergure ont été publiés sur l'étude des idéologies et de l'histoire sociale du Canada-français de 1860 à 1867. Il y a toutefois l'excellent livre de Monsieur Jean-Paul Bernard, Les Rouges, Libéralisme, Nationalisme et Anticléricalisme au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle,<sup>6</sup> et de nombreux articles dont certains ont une très grande valeur. Pour n'en citer que quelques-uns, mentionnons Libéralisme et Ultramontanisme au Canada-français. Affrontement idéologique et doctrinal (1840-1865)<sup>7</sup> de Monsieur Philippe Sylvain; Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet, Groupes sociaux et pouvoir: le cas canadien au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle;<sup>8</sup> Jacques Monet, French-Canadian Nationalism and the Challenge of Ultramontanism,<sup>9</sup> et Fernand Dumont, Notes sur l'analyse des Idéologies.<sup>10</sup> De plus, pour l'intérêt qu'elle présente en ce qui concerne le Mexique, la thèse de Monsieur Gaétan Gervais, Médéric Lanctôt et l'Union Nationale<sup>11</sup>, a été utile, car

l'auteur y mentionne l'idée de Lanctôt d'établir deux Etats d'influence française au Nord et au Sud des Etats-Unis. Toutefois, dans ces ouvrages, sauf celui de Monsieur Gervais, il n'y a rien ou très peu sur le Mexique. Ces ouvrages n'ont donc servi que de base aux analyses des idéologies, surtout à celle de l'idéologie des Rouges qui a été la plus étudiée dans l'historiographie canadienne-française.

Par ailleurs, la thèse de M. Pierre Louis Lapointe<sup>12</sup>, surtout la première partie qui a été publiée dans la Revue d'Histoire de l'Amérique française (mars 1975) sous le titre La nouvelle européenne et la presse québécoise d'expression française (1866-1871)<sup>13</sup>, nous a été très utile dans l'analyse de la question mexicaine. En effet, M. Lapointe étudie les journaux européens qui étaient l'une des principales sources d'articles des journaux canadiens-français.

Les travaux sur l'Intervention et l'Empire sont très nombreux. Nous les avons constamment consultés pour voir jusqu'à quel point les journaux canadiens publiaient des faits et non des conjectures, pour situer les événements dans leur contexte et, enfin, pour fournir au lecteur certains renseignements qui, à l'époque, étaient inconnus.

Ces travaux peuvent se regrouper selon une division chronologique qui comprendrait trois périodes: premièrement, ceux qui ont été écrits durant et juste après l'Intervention, et dont les principaux ont été les oeuvres de Gaulot, Olivier et Niox. Celle de Gaulot, La vérité sur l'Expédition du Mexique<sup>14</sup>, est basée sur les documents d'Ernest Loust, payeur en chef du corps expéditionnaire, et sur la correspondance entre

Bazaine et Napoléon III. C'est un livre indispensable, mais l'auteur essaie d'excuser la conduite de Bazaine au Mexique. Ollivier a écrit un très long traité sur l'Empire en 18 volumes, l'Empire libéral.<sup>15</sup> Les volumes 7 et 9 sont dédiés à l'Expédition et, par leur impartialité, constituent l'un des meilleurs comptes-rendus; en effet, à l'époque où ils furent écrits, l'auteur n'avait pas accès à d'autres documents que ceux qu'il pouvait trouver en France, et il nous laisse avec des situations qui manquent parfois de clarté. G. Niox, membre de l'Etat-Major français, écrivit un brillant exposé du point de vue militaire de l'Expédition, Expédition au Mexique 1861-1867,<sup>16</sup> en s'appuyant sur des documents du Ministère de la Guerre. C'est un ouvrage de valeur mais un peu trop patriotique.

Au Mexique, on trouve peu d'ouvrages de grande envergure sur la question. Les publications sont en général des bibliographies ou des travaux spécialisés. Pour l'Intervention elle-même, le classique est Historia de la Intervención y del Imperio de México,<sup>17</sup> de Rivera Cambas, en cinq volumes. Il fut écrit entre 1883 et 1895. C'est un ouvrage très complet, mais à l'instar de presque tous les historiens mexicains, l'auteur n'utilise jamais de références. Ce n'est pas une oeuvre profonde mais Monsieur Cambas a une vision assez juste des événements. En un sens, il complète le livre de Conti, en donnant une appréhension objective des faits du côté mexicain.

Deuxièmement, ceux qui apparurent après la Première Guerre mondiale, une fois que les archives diplomatiques des pays qui prirent part au drame furent ouvertes aux historiens.

Les principales oeuvres de cette époque furent celles de Conti et de Dawson, Roeder, Schefer et Sierra.

18

Le livre de Jorti, Maximilian and Charlotte of Mexico, donne la meilleure vue d'ensemble de l'affaire mexicaine. Bien qu'elle soit surtout basée sur les archives autrichiennes, et qu'elle ne soit au fond qu'une biographie, l'oeuvre continue d'être indispensable à l'étude de l'Intervention et de l'Empire. Mais étant donné que la partie la plus faible est celle qui concerne les négociations entre les trois Etats pour étudier l'Intervention, elle doit être lue conjointement avec le livre de Dawson, The Mexican Adventure,<sup>19</sup> qui utilise à peu près les mêmes sources mais d'une façon plus critique, en plus de les compléter avec les documents du Public Record Office de Londres. Mais il ne va pas au-delà de la rupture de l'entente tripartite. C. Scheffer, dans la Grande Pensée de Napoléon III. Les Origines de l'Expédition du Mexique,<sup>20</sup> étudie la même période tout en basant ses recherches sur les documents du Ministère des Affaires Etrangères de Paris.

De tous les ouvrages portant sur Juarez, le meilleur est probablement celui de Roeder, Juarez and His Mexico.<sup>21</sup> S'inspirant surtout de sources mexicaines, l'auteur a écrit un ouvrage valable, mais il se laisse emporter par ses sentiments à l'égard de son sujet.

Sur Juarez aussi, le classique mexicain de Justo Sierra et Carlos Pereyra, Juarez su Obra y su Tiempo.<sup>22</sup> Il s'agit d'un ouvrage didactique, écrit pour les Mexicains. Il glorifie autant les grandes actions des Libéraux que celles des Impérialistes.

Les auteurs ont fait preuve d'une grande compréhension du sujet et des événements.

Restent enfin les auteurs contemporains dont les plus importants sont Carl Heinz Bock et Fuentes Mares. De ce dernier les quatre volumes, Juarez y los Estados Unidos,<sup>23</sup> Juarez y la Intervención,<sup>24</sup> Juarez y el Imperio,<sup>25</sup> et Proceso de Maximiliano, Miramón y Mejía,<sup>26</sup> constituent une analyse complète de toute cette période. Fuentes Mares est un historien moderne, un investigateur; il cherche, il analyse, il rapporte des faits. Ses ouvrages sont bien annotés, clairs, et reflètent bien l'esprit critique et judicieux qui le caractérise. Il n'a pas peur de s'opposer à l'histoire officielle ni de détruire des mythes.

Pour sa part, Carl Heinz Bock couvre la première période de l'Intervention dans son excellente thèse The Negotiation and Breakdown of the Tripartite Convention of London of 31 October 1861.<sup>27</sup> A la suite de nouvelles recherches effectuées dans les archives de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, et de l'étude de nouveaux documents comme les Palmerston Papers, il arrive à une vue d'ensemble très exacte et particulièrement claire.

Pour une étude des causes de la lutte entre Libéraux et Conservateurs depuis l'Indépendance, il faut se reporter à l'excellent article de M. Jean Meyer, intitulé Décolonisation et Sous-développement: vues sur le Mexique au XIXe siècle.<sup>28</sup>

Pour l'étude des journaux français, nous avons utilisé l'Histoire Générale de la Presse Française de 1815 à 1871<sup>29</sup> et, pour les journaux mexicains, Historia del Periodismo

<sup>30</sup>  
mexicano . Dans son oeuvre, <sup>31</sup> French Opposition to the Mexican Policy of the Second Empire, Frank Edward Lally étudie l'attitude des journaux français. Cet ouvrage doit être lu en même temps que celui de Case, French Opinion in the U.S. and Mexico, 1860-1867, Extract from the Report of the Procureurs Généraux <sup>32</sup>, lequel est d'une importance capitale car il nous donne un aperçu du peu d'intérêt que prêtait le peuple français à l'Intervention, et de son opposition croissante après les événements de Puebla.

La principale source imprimée a été la Versión Francesa de México. Informes Diplomáticos 1853-1867. <sup>33</sup>

Pour terminer cette présentation des sources les plus importantes utilisées dans la rédaction de cette thèse, il faut mentionner, ne serait-ce qu'en quelques mots, les deux livres d'un Canadien qui alla lui-même au Mexique lutter avec l'armée française. A son retour, Faucher de Saint-Maurice écrivit De Québec à Mexico, Souvenirs de Voyage de Garrison, de Combat et de Bivouac, <sup>34</sup> et Notes pour servir à l'Histoire de l'Empereur Maximilien. <sup>35</sup> Les deux oeuvres sont très intéressantes à lire, non à cause de leur valeur historique qui est plutôt mince, mais en raison des faits qu'il rapporte et de l'affection presque fanatique qu'il en vient à éprouver pour Maximilien. Son point de vue est trop personnel et sa perspective trop limitée, mais ses descriptions du pays, de la vie des soldats en campagne, de ses propres aventures -ses blessures, sa captivité, etc.- et, enfin, du moment où, plein d'émotion, il est décoré personnellement par Maximilien, sont présentées dans un style réaliste et coloré.

NOTES DE L'INTRODUCTION

1. Aimé Dupuy, 1870-1871 la guerre, la Commune et la Presse, Paris, Armand Colin, 1959, p. 2.
2. Claude Bélanger, L'opinion des journaux Canadiens-français et l'affaire du Mexique, dans Cahiers Semestriels, Département d'Histoire, Université d'Ottawa, volume 1, numéro 1, novembre 1967, p. 67.
3. Dans le Pays, 237 nouvelles; dans l'Ordre, 279 nouvelles; dans la Minerve, 302 nouvelles; dans le Journal de Québec, 449 nouvelles.
4. Citons cependant un article rédigé par M. Claude Bélanger qui, en 1967 était étudiant au Département d'Histoire de l'Université d'Ottawa. Son article, l'Opinion des journaux Canadiens-français et l'affaire du Mexique, qui a paru dans les Cahiers Semestriels, Département d'Histoire, Université d'Ottawa, volume 1, numéro 1, novembre 1967, p.67-87, est une étude intéressante mais peu approfondie.
5. Jean Hamelin, André Beaulieu, Les Journaux du Québec, de 1764 à 1964, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965, 329 p.
6. Jean-Paul Bernard, Les Rouges, libéralisme nationalisme et anti-cléricalisme au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1971, xx-395 p.
7. Philippe Sylvain, Libéralisme et Ultramontanisme au Canada français: affrontement idéologique et doctrinal, 1858-1865, dans Le Bouclier d'Achille (W.L. Morton, éd.), Toronto, McClelland and Stewart, 1968, p. 111-138 et 220-255.
8. Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet, Groupes sociaux et pouvoir: le cas canadien au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, dans Revue d'Histoire de l'Amérique Française, volume 27, numéro 4, Mars 1974, Montréal, p. 509-564.
9. Jacques Monet, French-Canadian Nationalism and the Challenge of Ultramontanism dans The Canadian Historical Association, Rapport 1966, p. 41-55.
10. Fernand Dumont, Notes sur l'analyse des Idéologies, dans Recherches Sociographiques, mai-août 1963, volume 4, numéro 2, p. 155 à 165.
11. Gaétan Gervais, Médéric Lanctôt et l'Union Nationale, thèse (non publiée) de maîtrise présentée au Département d'Histoire de l'Université d'Ottawa, Ontario, 1968, 189 p.

12. Pierre-Louis Lapointe, La Presse québécoise d'expression française face au problème franco-prussien, 1866-1871, thèse (non publiée) de maîtrise présentée au Département d'Histoire de l'Université d'Ottawa, Ontario, 1974, vi-329 p.
13. Pierre-Louis Lapointe, La nouvelle européenne et la presse québécoise d'expression française (1866-1871), dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 28, numéro 4, mars 1975, p. 517-537.
14. Paul Gaulot, L'Expédition du Mexique (1861-1867), 2 volumes, Paris, Société d'Éditions Littéraires et Artistiques, 1906, xviii-1017 p.
15. La partie qui concerne l'Expédition du Mexique dans l'oeuvre d'Émile Ollivier, l'Empire libéral, publiée de 1884 à 1914, par Garnier Frères a été publiée dans un volume intitulé: Émile Ollivier, L'Expédition du Mexique, Paris, Nelson, 1922, 379 p. C'est ce dernier ouvrage qui a été consulté au cours de cette thèse.
16. Gustave Niox, Expédition du Mexique 1861-1867, Récit politique et militaire, Paris, Dumaine 1874, 770 p.
17. Cambas Rivera, Manuel, Historia de la Intervención Europea y Norte-Americana en Mexico y del Imperio de Maximiliano de Habsburgo, 5 volumes, Mexico, Academia Literatis, 1962, ccx-2703 p.
18. Egon Cesar Comte Corti, Maximilien et Charlotte du Mexique, 2 volumes, Paris, Plon, 1927, iii-892 p.
19. Daniel Dawson, The Mexican Adventure, Freeport N.Y., Books for Libraries Press, 1935, vi-433 p.
20. Christian Schefer, La Grande Pensée de Napoléon III, les Origines de l'Expédition du Mexique, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1930, 328 p.
21. Ralph Roeder, Juarez and his Mexico, 2 volumes, New York, Greenwood Press, 1947, 763 p.
22. Justo Sierra, Juarez, su obra y su tiempo, Mexico, Porrúa, 1905, xi-475 p.
23. José Fuentes Mares, Juarez y los Estados Unidos, Mexico, Editorial Jus, 1960, 244 p.
24. José Fuentes Mares, Juarez y la Intervención, Mexico, Editorial Jus, 1962, 244 p.
25. José Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, Mexico, Editorial Jus, 1963, 252 p.

26. José Fuentes Mares, Proceso de Fernando Maximiliano de Hapsburgo, Miguel Miramón y Tomás Mejía, Mexico, Editorial Jus, 1966, xii-271 p.

27. Carl Heinz Bock, The Negotiation and Breakdown of the Tripartite Convention of London of 31 October 1861, (thèse de doctorat), 2 volumes, Merburg/Lahn, publié par l'auteur, Philipps Universität, New York, 1961, 610 p.

28. Jean Meyer, Décolonisation et sous-développement: Le Mexique au XIX<sup>e</sup> siècle, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, octobre-décembre 1967, volume 14, p. 406-423.

29. Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guirol, et al, Histoire Générale de la presse française, volume 2, de 1815 à 1871, Paris, Presses Universitaires de France, 1969, 465 p.

30. Miguel Velasco Valdés, Historia del Periodismo mexicano, Mexico, Porrúa, (pas de date), 258 p.

31. Frank Edward Lally, French Opposition to the Mexican Policy of the Second Empire, Baltimore, The John Hopkins Press, 1931, 163 p.

32. Lynn M. Case, French Opinion on the United States and Mexico, 1860-1867, extracts from the Reports, of the Procureurs Généraux, New York, Archon Books, 1969, xxix-452 p.

33. Lilia Diaz, Versión Francesa de Mexico, Informes Diplomáticos (1853-1867) 4 volumes, Mexico, Colegio de Mexico, 1963-1967, 1950 p.

34. Faucher de Saint-Maurice, de Québec à Mexico. Souvenirs de Voyage, de Garnison, de Combat et de Bivouac, volume 1, Montréal, Duvernay, Frères et Dansereau, 1874, 271 p.

35. Faucher de Saint-Maurice, Notes pour servir à l'histoire de l'Empereur Maximilien, Québec, A. Coté et Cie, 1889, 225 p.

REPERES CHRONOLOGIQUES

1809

Napoléon entre en Espagne.

1810

Premier mouvement d'indépendance au Mexique.

1821

Proclamation de l'indépendance. Empire d'Iturbide.

1823

Fin de l'Empire d'Iturbide; première constitution fédéraliste.

1836

Constitution centraliste.

1846

Guerre contre les Etats-Unis.

1857

Constitution de 1857 et commencement des guerres de Réforme.

1860

Décembre: fin des guerres de Réforme.

1861

17 juillet: Loi de suspension des paiements de la dette étrangère.

31 octobre: Convention de Londres.

26 novembre: Juarez abroge la loi du 17 juillet.

8 décembre: Les troupes espagnoles arrivent à Vera Cruz.

1862

6 janvier: Les troupes anglaises débarquent à Vera Cruz.

8 janvier: Les troupes françaises débarquent à Vera Cruz.

9 janvier: Les plénipotentiaires alliés présentent leur ultimatum à Juarez et affirment qu'ils ne veulent que le paiement de la dette.

## 1862

- 14 janvier: Les délégués d'Espagne et d'Angleterre estiment inadmissibles les exigences françaises (dette Jecker).
- 23 janvier: Le Mexique répond à l'ultimatum et invite les délégués à commencer les négociations à Orizaba.
- 19 février: On signe les préliminaires de la Soledad.
- 1er mars: Juan Nepomuceno Almonte débarque à Vera Cruz, protégé par les Français, et proclame l'idée monarchique pour le Mexique.
- 6 mars: Le Général Lorencez, accompagné de 6.000 hommes, débarque à Vera Cruz.
- 17 mars: Prim écrit à Napoléon sur l'inutilité d'imposer un régime monarchique à la nation mexicaine.
- 24 mars: De la Gravière proclame les intentions politiques de la France au Mexique et annonce qu'il protégera les réactionnaires.
- 9 avril: La triple alliance est rompue. L'Espagne et l'Angleterre décident de se retirer alors que la France déclare ouvertement son ambition de dominer.
- 28 avril: Rencontre d'Acultzingo. Lorencez défait Zaragoza qui retourne à Puebla.
- 5 mai: Zaragoza défait Lorencez à Puebla et freine l'avance de ce dernier.
- 14 mai: Rencontre de Borrego où les Français mettent en déroute et annihilent les forces de Gonzalez Ortega.
- 18 mai: Rencontre de Barranca Seca. Triomphe des envahisseurs.
- 26 juin: Jules Favre proteste à Paris contre l'Intervention au Mexique.
- 3 juillet: Lettre de Napoléon à Forey lui indiquant que son intérêt consiste à arrêter l'expansion économique et politique des Etats-Unis.
- 8 septembre: Le Général Ignacio Zaragoza meurt à Puebla.
- 21 septembre: Une armée française de 10.000 hommes arrive à Vera Cruz.
- 17 octobre: Bazaine et Castagny débarquent avec 17.384 hommes.
- 23 novembre: Les Français occupent Tampico.
- 10 décembre: Prim assure au Parlement espagnol que la France ne triomphera jamais au Mexique.
- 12 décembre: Bazaine occupe Jalapa.

## 1863

- 23 mars: Le siège de Puebla commence.
- 2 mai: Ortega essaie de rompre le siège mais n'est pas secondé par l'armée du centre de Comonfort.

- 5 mai: L'armée du centre est presque détruite en essayant d'introduire des vivres dans Puebla.
- 19 mai: Forey entre à Puebla.
- 31 mai: Juarez abandonne Mexico.
- 10 juin: L'armée franco-mexicaine fait son entrée dans la capitale.
- 25 juin: On crée la Régence avec Almonte, Salas et Labastida.
- 10 juillet: L'Assemblée des Notables vote pour la monarchie, et on nomme une Commission pour offrir le trône à Maximilien.
- 1er octobre: Forey remet à Bazaine le commandement suprême de l'armée envahissante.
- 3 octobre: La Commission chargée d'offrir le trône à Maximilien arrive à Miramar. L'Archiduc exige une manifestation nationale pour l'accepter.
- 15 octobre: Bazaine irrite les Conservateurs en déclarant valides les opérations de nationalisation des biens ecclésiastiques.
- 17 octobre: Labastida proteste contre l'ordre de Bazaine, alléguant les pouvoirs qu'il tient de Rome pour régler les problèmes du clergé.
- 17 novembre: Labastida ne fait plus partie de la Régence.
- 30 novembre: Marquez occupe Morelia.
- 4 décembre: Tomás Mejía occupe San Miguel de Allende.
- 9 décembre: Bazaine, Douay et Castagny occupent Guanajuato.
- 20 décembre: Juarez quitte San Luis Potosí.
- 25 décembre: Tomás Mejía occupe San Luis Potosí.

## 1864

- 7 janvier: Entrée de Bazaine à Guadalajara.
- 9 janvier: Juarez arrive à Saltillo. Thiers, Gérault, Favre et Berryer protestent contre l'Intervention au Mexique.
- 6 février: Douay prend Zacatecas.
- 10 avril: Maximilien accepte le trône du Mexique.
- 21 avril: Maximilien et Charlotte quittent Rome pour Mexico.
- 28 mai: Maximilien et Charlotte arrivent à Vera Cruz.
- 12 juin: Entrée solennelle de Maximilien et Charlotte à Mexico.
- 28 juillet: Le Général Uruga adhère à l'Empire à León.
- 7 août: Décret de Maximilien sur la liberté de la presse.
- 10 août: Maximilien fait une tournée dans les provinces.

- 15 août: Juarez abandonne Monterrey.  
 20 août: Castagny occupe Saltillo.  
 28 août: Juarez arrive à Chihuahua.  
 4 septembre: Les généraux Vidaurri et Quiroga adhèrent à l'Empire.  
 26 septembre: Matamoros se rend à Tomás Mejía.  
 30 octobre: Maximilien revient de sa tournée dans l'intérieur.  
 2 novembre: Leonardo Marquez occupe Colima.  
 8 novembre: Miramón va à Berlin, envoyé par Maximilien.  
 7 décembre: Le Nonce Apostolique Francisco Meglia arrive à Mexico pour régler la question ecclésiastique avec Maximilien.  
 10 décembre: Meglia exige de Maximilien que la religion catholique soit l'unique religion, qu'on remette l'éducation au soin du clergé, et qu'on restaure les ordres religieux.  
 13 décembre: Maximilien refuse d'accepter les exigences de Meglia.  
 14 décembre: Leonardo Marquez se rend à Constantinople comme Ambassadeur.  
 15 décembre: Meglia demande l'abolition des lois de Réforme.  
 22 décembre: Triomphe républicain à Sinaloa.  
 27 décembre: Maximilien ordonne la défense des "intérêts légitimes créés par les lois de Réforme" et rompt les relations avec Meglia.  
 29 décembre: Maximilien déclare nul le pacte de famille par lequel il avait renoncé à ses droits à la couronne d'Autriche.

## 1865

- 7 janvier: Maximilien décrète une censure officielle sur tous les brefs, bulles et dépêches du Vatican, et le clergé proteste.  
 9 février: Bazaine occupe Oaxaca.  
 16 février: La mission envoyée par Maximilien quitte Mexico pour Rome, afin de régler la question ecclésiastique directement avec le Pape Pie IX.  
 3 avril: La guerre civile aux Etats-Unis se termine.  
 9 avril: La république Miguel Negrete prend Saltillo.  
 2 mai: Eloin s'embarque pour l'Europe pour sonder l'opinion publique et demander à Napoléon de rappeler Bazaine.  
 1er juin: Meglia quitte Mexico.  
 8 juillet: Le Pape rejette le projet de Concordat avec l'Empire.

## 1865

- 18 juillet: Les Etats-Unis déclarent qu'ils ne reconnaissent que le gouvernement de Juarez.  
 5 août: Juarez quitte Chihuahua pour Paso del Norte.  
 1er octobre: Bazaine reçoit la fausse nouvelle que Juarez a abandonné le pays.  
 3 octobre: Maximilien dicte la loi par laquelle toute personne qui lutte contre l'Empire est condamnée à mort.

## 1866

- 22 janvier: Napoléon annonce à Paris qu'il va négocier la possible retraite des troupes françaises.  
 6 mai: Les Etats-Unis protestent à Vienne contre l'envoi probable de troupes autrichiennes pour aider Maximilien.  
 31 mai: Napoléon annonce que la retraite de l'armée s'effectuera peu à peu, et que le traité de Miramar n'est plus valide.  
 6 juin: Tomás Mejía se rend à Matamoros.  
 7 juin: Juarez réinstalle son gouvernement à Chihuahua.  
 8 juillet: Charlotte quitte le Mexique pour l'Europe pour avoir des entrevues avec Napoléon et le Pape.  
 15 juillet: Le Congrès des Etats-Unis reconnaît de nouveau Juarez comme Président du Mexique.  
 8 août: Charlotte arrive en France.  
 11 août: Entrevue de Charlotte avec Napoléon. Première crise mentale de la princesse.  
 29 août: Charlotte quitte Paris pour Miramar.  
 16 septembre: Maximilien affirme que ce n'est pas à l'heure du péril qu'un Habsbourg abandonne son poste.  
 27 septembre: Charlotte visite le Pape au Vatican.  
 30 septembre: Maximilien est informé de l'insuccès des entrevues de Charlotte.  
 9 novembre: Bazaine annonce que l'armée française se retirera au cours des premiers mois de 1867.  
 30 novembre: Maximilien décide de ne pas abdiquer.

## 1867

- 14 janvier: Lors d'une réunion de notables, on décide que Maximilien doit continuer à la tête de l'Empire, et on lui offre argent et soldats.

1867

- 5 février: Le dernier corps expéditionnaire français quitte Mexico sous le commandement de Bazaine.
- 19 février: L'Archiduc Maximilien arrive à Querétaro.
- 9 mars: Querétaro est assiégé de toutes parts par les troupes d'Escobedo et Corona.
- 11 mars: Bazaine s'embarque à Vera Cruz.
- 15 mai: Chute de Querétaro. Maximilien se rend et est fait prisonnier.
- 16 juin: Maximilien est fusillé.

## CHAPITRE I

### LE MEXIQUE, LE QUEBEC ET LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS

Pour comprendre les causes de l'intervention française au Mexique, il faut examiner la structure de cette société coloniale avant l'Indépendance, l'Indépendance elle-même, et l'évolution politique du pays jusqu'en 1861. Par ailleurs, pour bien saisir l'attitude et les prises de position des journaux québécois, il faut jeter un coup d'oeil sur l'affrontement entre ultramontains et libéraux, particulièrement dans la presse, ainsi que sur les tendances idéologiques des journaux canadiens-français avant l'Intervention.

#### A. LE MEXIQUE

##### 1.- La Société coloniale

D'après l'illustre scientifique et explorateur, Alexandre Von Humbold<sup>1</sup>, la Nouvelle-Espagne traversait, au début du XIXe siècle, une période d'une grandeur sans précédent. Mexico, sa capitale, qu'il surnomma "Ville des Palais", avec sa société, son air de Cour, ses centres culturels et ses monuments artistiques, comptait 137.000 âmes et était la plus grande de l'Amérique (Etats-Unis compris). Son économie, qui était basée principalement sur l'exploitation agricole et l'industrie minière, connaissait un essor exceptionnel et était la plus florissante de l'Amérique espagnole.

Cette Nouvelle-Espagne comptait plus de six millions et demi d'habitants, produit de trois races: la blanche, l'indienne et la noire. Sa société hiérarchisée se composait

d'Européens, de Créoles, d'Indiens et de Métis.

Les Européens: (80.000)<sup>2</sup>. Ce sont les Espagnols nés en Espagne, la haute bourgeoisie coloniale. Ils étaient les seuls à diriger les affaires de la Colonie, et ils jouissaient de prérogatives spéciales dans l'administration et la gérance de la production économique et du monopole commercial. Péjorativement appelés "gachupines" par le reste de la population, ils représentaient aussi le haut clergé et les principaux généraux de l'armée.

Les Créoles: (1.150.00). L'Espagnol né en Amérique. Ils étaient propriétaires terriens, exploitants de mines, etc. En règle générale, ils étaient hostiles aux "gachupines" parce qu'ils se sentaient mieux préparés à la direction politique et économique du pays, en raison de leurs connaissances et de leurs intérêts. Cependant, poussés par l'ambition, un petit nombre d'entre eux vont se rapprocher des "gachupines", obtenant parfois de hauts postes au sein du gouvernement. Cette bourgeoisie, qu'on appellera "oligarchie créole", avait en général des tendances conservatrices.

Toutefois, elle comprenait une élite intellectuelle (avocats, médecins, éducateurs) qui, elle, entretenait des idées libérales. Outre cette bourgeoisie, il y avait la basse classe créole, composée de petits agriculteurs, commerçants, modestes employés, et le bas-clergé.

Les Indiens: Avec 3.700.000 âmes, ils constituaient 54% de la population. Sous la vice-royauté, ils vivaient dans un monde à part, protégés théoriquement par un "fuero" (statut particulier accordé par la Couronne à certains

groupes, certaines villes ou certaines régions)<sup>3</sup>. La Couronne les traitait comme des enfants, car "toutes les lois et toutes les dispositions qu'elle dicta étaient paternelles à leur égard"<sup>4</sup>. Elle sauvegardait leurs "fueros" et autorisait tout mode de vie qui n'allait pas contre la religion. Les Indiens étaient exemptés du service militaire, de la dîme et de presque tous les impôts. Grâce à leurs tribunaux spéciaux, ils ne payaient pas d'avocat et ils étaient hors de la portée de l'Inquisition<sup>5</sup>. Quelques-uns possédaient des terres, mais la majorité jouissait d'un régime de propriété communale<sup>6</sup>.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, la Couronne voulait une assimilation progressive des Indiens, afin que ceux-ci forment avec les Blancs une société homogène. Mais les lois des "repartimientos" et toutes celles qui furent dictées pour la protection des Indiens, ne furent guère respectées. Le Blanc abusa de sa force et se servit de ses richesses, des distances et de la corruption de quelques fonctionnaires pour soustraire des terres aux Indiens; si, par malheur, ceux-ci se révoltaient, on en faisait des péons (journaliers très peu payés), soit en agriculture, soit dans les mines. Ce régime attachait les Indiens au sol par un système d'avances sur gages, qui les endettait de génération en génération. La Couronne fut impuissante à empêcher le développement de ce péonage<sup>7</sup>.

Les Métis: (1.800.000). Ils étaient légalement sur le même pied que les Créoles, mais furent toujours considérés comme inférieurs, tant par ces derniers que par les Indiens.

Formant la grande majorité de la population urbaine, leurs membres travaillaient dans les services municipaux ou comme domestiques. D'autres travaillaient comme péons dans les champs et les mines. Les plus instruits et les plus ambitieux faisaient partie du bas-clergé, étaient petits commerçants, administrateurs de lopins de terre, ou exerçaient divers métiers. Ils formaient aussi la majorité des mendiants et des bandits de grand chemin <sup>8</sup>.

Grâce à leur nombre toujours croissant, les Métis commencèrent à former une race à part; ils étaient doués de conscience et de solidarité, et en raison de leur caractère audacieux et turbulent, ils furent toujours considérés comme une menace <sup>9</sup>.

Les Noirs: La plupart des Noirs et des mulâtres étaient esclaves. Ceux qui obtinrent la liberté vinrent augmenter les rangs de la population urbaine ou de l'armée.

Les mulâtres ne pouvaient être ecclésiastiques, ni obtenir aucun emploi: ils travaillaient dans les mines; étant une race forte, ils donnaient à l'armée beaucoup de soldats... au sein de laquelle ils pouvaient accéder au grade de capitaine.<sup>10</sup>

Cette société "pyramidale" subira, à tous les niveaux, l'influence d'un élément très riche et très puissant: l'Eglise. En Amérique espagnole, cette dernière était aussi protégée par un "fuero", le "fuero" ecclésiastique <sup>11</sup>. Il faut prêter une attention toute spéciale à cette Eglise mexicaine car elle va jouer un rôle décisif, non seulement au moment de la lutte libérale-conservatrice, après l'Indépendance, mais lors de l'Indépendance elle-même.

La tête nominale de l'Eglise était le roi. L'Eglise était donc assujettie au "real Patronato", statut privilégié accordé par Rome, en vertu duquel les rois d'Espagne contrôlaient les revenus de l'Eglise et la nomination des membres du clergé. En outre, le Pape ne pouvait décréter aucune bulle touchant les colonies, sans l'assentiment préalable du roi d'Espagne.<sup>12</sup>

Par ailleurs, non seulement l'Eglise s'occupait-elle de la conversion et de la protection des Indiens -métis et autres-, mais elle contrôlait tous les centres d'enseignement, accessibles à tous, depuis l'école élémentaire jusqu'à l'Université Royale et Pontificale de Mexico (1551). La culture et les arts étaient son patrimoine exclusif.

Le clergé influençait d'une autre façon toutes les couches de la société, car si la plupart des postes supérieurs (haut clergé) revenaient à des Espagnols nommés par le roi, les postes du bas-clergé appartenaient à des Créoles, des Métis et même des Indiens<sup>13</sup>. Ce fait est important car, quoique syncrétistes, les Métis et surtout les Indiens considéraient le curé comme leur guide principal, comme leur maître, leur médecin, leur directeur et leur juge. De là l'emprise absolue qu'aura le curé quand il leur ordonnera de prendre les armes.

Dans cette société créole se développèrent les pensées politiques et sociales de l'Europe. Les révolutions française et américaine et les idées qu'elles véhiculaient firent naître une conscience du progrès et de la liberté, qui l'amena à croire qu'elle pourrait être au même niveau

14

culturel et politique que l'Etat espagnol .

On se trouve donc devant une société mûre à plusieurs points de vue, sauf politiquement parlant. Les idées libérales existaient chez l'élite intellectuelle créole, mais celle-ci n'avait aucune expérience de gouvernement.

Fray Servando de Mier, libéral et fédéraliste, grand admirateur des Etats-Unis et qui faisait partie de la Constituante de 1823, fit remarquer à ses concitoyens l'absence de tradition démocratique au Mexique:

La prospérité de cette république voisine a été et continue d'être l'inspiration de notre Amérique, mais nous n'avons pas pesé suffisamment l'immense distance qui nous sépare d'eux. Ils étaient déjà des Etats séparés et indépendants les uns des autres, et ils se sont fédérés pour s'unir contre l'oppression de l'Angleterre; nous fédérer, alors que nous sommes unis, serait nous diviser et nous attirer les maux qu'eux ont essayé d'éviter avec cette fédération. Ils avaient vécu sous une constitution selon laquelle la suppression du nom Roi leur donnait une République. Courbés depuis trois cents ans sous le joug d'une monarchie absolue, à peine pouvons-nous, sans trébucher, avancer d'un pas dans le domaine de la liberté qui, pour nous, est inconnu.<sup>15</sup>

## 2.- Premières tentatives d'indépendance.-

Toutefois, parmi l'élite et, en général, parmi toute la société créole, l'optimisme régnait. Ses membres savaient qu'ils étaient supérieurs en nombre et en influence. Ils voulaient l'auto-détermination, la défaite de cette administration privilégiée des "gachupines", ainsi que "le droit de développer librement ses initiatives"<sup>16</sup> . Mais pour la bourgeoisie créole, les idées libérales n'étaient qu'un moyen de recruter des partisans pour l'indépendance. Pour elle, l'indépendance était la substitution de l'autorité espagnole par la sienne, sans le moindre changement de

structure; "...lorsqu'ils invoquent les principes de liberté politique, ils ne les conçoivent qu'à leur profit"<sup>17</sup> .

Le siècle de troubles qui commence en 1808 au Mexique est le fruit d'une "indépendance catastrophique parce que soudaine et due non pas au mûrissement d'une société, mais à la surprise d'un événement politique"<sup>18</sup> . Cet événement, c'est l'invasion napoléonienne en Espagne qui engendra le mouvement d'indépendance, non seulement au Mexique, mais dans toute l'Amérique espagnole.

En 1808, sous prétexte de régler le différend entre Ferdinand VII et son père Charles IV, Napoléon emprisonna ces derniers et plaça sur le trône d'Espagne son frère Joseph Bonaparte. L'Espagne perdit donc son indépendance et son roi. Dès les premières nouvelles, le vice-roi, José de Iturrigaray, qui ne reconnaissait pas le gouvernement imposé à l'Espagne par l'Empire, assumait la direction du gouvernement au nom de Ferdinand VII. Appuyé par la Municipalité qui était en majorité créole, il déclara que le pays ne serait livré à aucune puissance, quelle qu'elle fût; même l'Espagne devrait se tenir à l'écart, aussi longtemps qu'elle serait sous la domination française<sup>19</sup> . Le peuple tout entier manifesta son opposition à Napoléon. Le vice-roi réunit l'Audience (formée de "gachupines"), la Municipalité, le clergé, les représentants de l'armée, etc., pour proclamer une junte mexicaine, gouvernée indépendamment de l'Espagne, au nom de Ferdinand VII.

Les Créoles appuyèrent cette initiative du vice-roi, mais les "gachupines" s'y opposèrent, croyant voir dans cette Junte une poussée vers l'indépendance totale et, par conséquent, la perte de leurs privilèges. Ils déposèrent donc le vice-roi et firent appel aux juntes espagnoles pour obtenir un autre représentant <sup>20</sup>.

Les Créoles ne saisirent pas cette occasion pour devenir indépendants, mais cela leur servit de leçon: ils se rendirent compte que l'Indépendance ne pouvait se produire d'une manière pacifique. C'est alors qu'ils commencèrent à envisager de l'obtenir par la force.

En 1810, l'Espagne était presque conquise, et les Créoles craignaient que si elle tombait aux mains des Français, ce serait également leur chute. De nombreuses conjurations se formèrent. Les conjurés voulaient gagner à leur cause la population créole et les troupes (dont 90% étaient mexicaines), arrêter la population espagnole ("gachupines"), et former ainsi un gouvernement mexicain au nom de Ferdinand VII <sup>21</sup>. Une de ces conjurations était dirigée par un curé, Miguel Hidalgo, dont l'idée était la suivante: "En finir avec l'élément espagnol en Nouvelle-Espagne, pour que celle-ci, maîtresse de soi, puisse se conserver intacte pour Ferdinand VII, roi légitime" <sup>22</sup>.

Les Créoles voulaient organiser une révolte avec l'aide de conjurés provenant d'autres parties du Mexique. Mais la conjuration ayant été découverte, Hidalgo alla au-devant du peuple qui venait à la messe et, au nom de Ferdinand VII et sous la protection de la Vierge de Guadalupe, l'incita à supprimer les "gachupines":

La conjuration de Querétaro était devenue un immense soulèvement populaire, c'était l'insurrection... ces masses indisciplinées... opprimées de génération en génération, se dilataient soudainement, à l'absence de pression, en effervescences sauvages, la liberté pour ces groupes n'était pas un devoir, c'était une ivresse; ce n'était pas une attitude normale, c'était une explosion de haine et de joie; cette joie était indisciplinée, incontenable, elle avait l'aspect d'un élément de la nature dans toute sa violence...<sup>23</sup> .

En voyant cette masse de Métis et d'Indiens à laquelle se joignaient de plus en plus de gens de toutes sortes, qui dévastaient le pays et tuaient non seulement les Espagnols, mais également les Créoles, le monde créole se replia; il n'avait plus d'autre recours que de se joindre à l'Administration<sup>24</sup> .

Hidalgo fut arrêté en 1811 et fusillé. Un autre curé, José Maria Morelos, prit la relève. Disciple d'Hidalgo, il partageait encore les idées de celui-ci. Une situation plutôt cocasse se produisit quand, en 1812, les juntes espagnoles se réunirent dans les Cortes de Cadiz et formèrent la Constitution libérale espagnole. C'est ainsi que les troupes du vice-roi défendaient une Constitution libérale, avec les troupes coloniales, contre des révolutionnaires "libéraux" qui défendaient le "despote" Ferdinand VII<sup>25</sup> . Morelos commença alors à reconsidérer ses positions.

On doit considérer comme ennemis de la Nation et partisans de la tyrannie tous les riches, nobles et employés de premier ordre, créoles ou gachupines, parce que les vices et les passions de tous ceux-ci sont autorisés dans le système et la législation européenne dont le plan est réduit essentiellement à châtier sévèrement la pauvreté et la sottise, c'est-à-dire, le manque de talents et d'argent, seuls délits que connaissent les magistrats et les juges de ces tribunaux corrompus<sup>26</sup>.

Mais ce genre de proclamation divisa le pays, non pas entre Mexicains et "gachupines", mais entre pauvres et riches.

Au retour de Ferdinand VII, Morelos commença à penser à une indépendance détachée de la Couronne et, en octobre 1814, il proclama une constitution républicaine et libérale. Mais la fin des guerres en Europe libéra des troupes qui vinrent prêter main-forte aux forces locales. Morelos fut défait et tué en décembre 1815.

Dès lors, la guerre ralentit. Les insurgés étaient défaits partout. Les curés, qui avaient maintenant un roi, n'appuyaient plus aussi résolument les insurrections; les Indiens retournaient à leurs terres; la population, fatiguée des guerres, ne supportait plus le mouvement. Seuls quelques-uns, comme Guerrero et Vitoria, s'enfoncèrent dans les montagnes où ils firent une guerre de guerrillas; ils ravagèrent les alentours mais n'inquiétèrent pas trop les autorités. Des guerrilleros libéraux, comme l'Espagnol Mina, vinrent pour donner un élan à la guerre, mais ils tombèrent vite sous les balles du peloton. A vrai dire, au Mexique, la guerre d'indépendance était morte <sup>27</sup> .

### 3.- L'Indépendance.-

Et voici qu'un fait inattendu provoqua l'indépendance de la Nouvelle-Espagne. En Espagne, la révolution libérale de Riego <sup>(1810)</sup> obligea le roi Ferdinand VII à proclamer la Constitution de 1812. Les "gachupines", et surtout le haut clergé, y virent une menace à leurs prérogatives. Une constitution libérale au Mexique allait donner le droit de vote aux

Créoles, qui étaient plus nombreux, et ceux-ci auraient accès à l'administration. Les biens de l'Eglise seraient vendus, comme cela s'était produit en Espagne. La constitution amènerait également la liberté d'opinion et de presse, la suppression des ordres religieux, les idées françaises, l'abolition des Jésuites et celle du "fuero" ecclésiastique, etc.<sup>28</sup>

Alors, il y eut volte-face: les "gachupines" et le haut clergé, au lieu de tout perdre sous une constitution libérale, optèrent pour l'indépendance, afin de conserver les privilèges que leur conféraient les anciens canons politiques, économiques et religieux<sup>29</sup> .

L'indépendance du Mexique se faisait par les Conservateurs, appuyés par le haut clergé. Tout restait tel quel, sauf qu'au lieu de la "Nouvelle-Espagne", c'était maintenant le Mexique. "La Nation mexicaine cessa d'être la Nouvelle-Espagne, mais ne cessa pas d'être coloniale"<sup>30</sup> .

Les "gachupines" et les riches Créoles, ainsi que le haut clergé, choisirent Iturbide, un Colonel créole qui avait féroce-  
ment combattu les insurgés, pour entrer en contact avec Guerrero et les autres chefs des guerrilleros. L'entente se fit à Iguala, où l'on rédigea un plan d'indépendance et de constitution. "Il s'agit d'un véritable acte de prestidigit-  
ation: la séparation politique d'avec la métropole se réali-  
se contre les classes qui avaient lutté pour l'indépendance",<sup>31</sup>  
c'est-à-dire les masses qui avaient suivi Hidalgo et Morelos.

Cette indépendance soudaine fut la cause d'un siècle de troubles au Mexique. "Aurait-il fallu retarder l'indépendance de quelques années pour l'obtenir plus tard pour le plus grand intérêt du pays?", se demandait Gonzaga Cuevas<sup>32</sup>, en voyant les désastres qu'elle avait causés.

Le Mexique était indépendant, mais il n'était pas libre. En 1827, Fray Servando Teresa de Mier explique cette différence:

Nous ne voulons pas l'indépendance pour l'indépendance, mais l'indépendance pour la liberté. Une once d'or est une chose très précieuse, mais si celui qui me la donne m'interdit de l'utiliser pour les choses nécessaires, loin d'être un présent, c'est une insulte. Nous n'avons pas, pendant onze ans, teint les champs d'Anahuac de notre sang, pour obtenir une indépendance inutile; la guerre n'est pas encore conclue, et il ne manquera pas de défenseurs à ma patrie 33.

#### 4.- Le Mexique à l'heure de l'indépendance.-

Ces guerres d'indépendance avaient tellement ravagé le Mexique, que rien ne fonctionnait. Les mines étaient ruinées et abandonnées; l'agriculture, avec ses champs désolés et ses terres ravagées, se convertit en une agriculture de subsistance. Les anciennes voies commerciales connues (entre la colonie et la métropole) étaient fermées, car l'Espagne ne reconnut l'indépendance qu'en 1833. Au cours de cet arrêt de douze ans, presque tout le marché mexicain fut saisi par d'autres pays. Pierre Renouvain, dans son Histoire des Relations Internationales, nous dit: "...les Etats-Unis n'ont-ils pas avantage à voir s'effondrer l'Empire espagnol? La formation d'Etats indépendants, qui seront faibles, ouvrira à l'action politique et économique de l'Union des

perspectives nouvelles." <sup>34</sup> De son côté, l'Angleterre avait déclaré: "Spanish America is free and if we do not mismanage our affairs sadly, she is English, and novus saeculorum nascitur ordo" <sup>35</sup> .

Le Mexique avait perdu la moitié de ses revenus, ce qui provoqua un déficit qui s'aggrava de jour en jour <sup>36</sup> . Pour compliquer davantage les choses, pendant la période fédéraliste les "gachupines" furent expulsés; ils quittèrent le pays emportant avec eux d'énormes réserves de capital et une masse de spécialistes. Comme nous dit Sierra: "Les biens meubles disparurent avec eux et les biens immeubles demeurèrent jaccents ou furent engloutis par la main morte" <sup>37</sup> . Il s'ensuivit donc que l'unique employeur était le Gouvernement. La lutte pour les emplois publics provoqua la "emplomanía" <sup>38</sup> et, de là, les "institutions" de pots-de-vin, les gratifications spéciales, donc la corruption totale des employés civils. Ces dépenses du Gouvernement et de l'armée, dans un pays ravagé, firent de la Nouvelle-Espagne, comme nous dit Mora, un champ de ruines où furent ensevelis vaincus et vainqueurs <sup>39</sup> . Sans argent, sans moyen de se relever, le gouvernement dut demander du crédit à l'étranger. Mais à cause de l'instabilité politique du pays, on prêta à des taux très élevés. Presque tous les revenus provenaient des douanes et ils étaient déjà compromis. Faute d'argent, le Mexique s'engagea dans un cercle vicieux: promesses de paiement à l'armée et aux employés, révoltes dues au manque d'argent, autres emprunts, etc.

Vous connaissez la situation du pays. Aucun effort ne nous sauvera. Le parti conservateur pourra durer un an, dix-huit mois, deux ans peut-être, mais les démagogues (Libéraux) prendront encore le gouvernement en main, ensuite nous reviendrons au pouvoir; enfin, un cycle d'anarchie et de révolutions sans fin, jusqu'à ce que nous soyons absorbés par les Etats-Unis.<sup>40</sup>

Ainsi parlait Zuluaga, président du Mexique de 1858 à 1860, à l'Ambassadeur de France, Monsieur de Gabriac. Ce cycle d'anarchie et de révolutions va expliquer la nécessité d'une intervention étrangère car, comme dit Jean Meyer:

Commence alors pour le Mexique le cauchemar qui va pousser les plus grands esprits à désespérer de ses possibilités de vive (sic), et à chercher des solutions extrêmes qui ont toutes en commun la nécessité de faire appel à l'aide étrangère.<sup>41</sup>

Le clergé était devenu extrêmement puissant et avait acquis une force politique dans les milieux conservateurs. En effet, de toutes les classes de la société, seules l'Eglise et l'armée conservaient leurs "fueros". L'Eglise, déjà riche, n'était plus rattachée au Roi. Elle s'attribuait le "Real Patronato" que le gouvernement voulait s'approprier<sup>42</sup>, mais elle, appuyée par Rome, ne céda pas. Les conflits entre les pouvoirs laïque et clérical, qui avaient jadis été réglés par le Roi et son Conseil des Indes, l'étaient maintenant par la Curie romaine. Le Droit Canon, qui était régalien, devint ultramontain, et l'Eglise mexicaine, dans sa lutte contre les idéologies libérales du temps, devint aussi farouchement ultramontaine<sup>43</sup>. Les masses qui avaient lutté pour un changement politique, pour un changement social et une répartition des richesses, furent déçues; rien ou très peu ne changea, et la haine envers le riche "gachupín" se transforma en haine

contre les riches en général. Elles les voleront et les tueront, chaque fois qu'elles en auront l'occasion.

L'Indien fut celui qui y perdit le plus. Comme on l'a vu, il avait été protégé sous la Colonie. Les Libéraux protestèrent devant cet état de choses qui faisaient de l'Indien un enfant "perpétuel"<sup>44</sup>. Celui-ci devenait maintenant un citoyen comme un autre, "les bénéfices de la société étant accordés à tous"<sup>45</sup>. Les Indiens, dès lors, eurent droit à ces "bénéfices" et furent intégrés dans cette masse de pauvres gens, de plus en plus nombreux, qui formait le Mexique.

Un élément nouveau devint indispensable dans la société mexicaine: l'armée. Cette dernière, qui n'avait été mise sur pied que quelques années avant l'Indépendance, était maintenant divisée en deux factions: il y avait, d'une part, les guerrilleros, vaillants, indisciplinés et "adulateurs des valeurs personnelles" et, d'autre part, l'armée permanente qui formait "le nucleus et le fondement de la classe militaire"<sup>46</sup>. Cette dernière jouissait d'un "fuero" et devint, dès le début, le point d'appui des coups d'Etat, des pronunciamientos et des guerres. Ses cadres, qui étaient formés de membres de la haute bourgeoisie, s'identifiaient donc avec les Conservateurs. Les Libéraux, pour leur part, allaient la rejeter de plus en plus, au point de vouloir l'abolir par des lois de Réforme qui proposaient la création de milices nationales.

Cette armée subit un rude coup lors de sa défaite par les Etats-Unis en 1846. Par la suite, elle se démoralisa et

"gagnée par les factions auxquelles s'ajoutent les ambitions personnelles", sans "discipline... incapable de défendre le pays contre l'ennemi extérieur...", elle devint un fléau national, à cause des frais inutiles qu'elle occasionnait et surtout, à cause de son poids politique <sup>47</sup>. Elle allait pendant longtemps tenir entre ses mains les destinées du Mexique.

La situation politique n'était pas plus favorable. Le Mexicain n'avait aucune expérience de la politique et encore moins de la démocratie.

La loyauté traditionnelle au monarque qui était le lien le plus fort entre la société de la Nouvelle-Espagne fut annihilée. Les passions et l'envie du pouvoir s'éveillèrent et sans une ferme tradition politique, le pays se lança à expérimenter diverses formes d'organisation et de gouvernement qui ne réussirent pas toujours. 48

L'essai du système démocratique se solda donc par un échec.

Les luttes politiques qui se déroulèrent entre la Constitution de 1822 et celle de 1857, et qui déclenchèrent la guerre de Réforme, furent caractérisées par un va-et-vient de gouvernements marqués par des insurrections, des coups d'Etat et des conflits armés sans trêve. Les forces en présence étaient, d'une part les Conservateurs, qui appuyaient un pouvoir central puissant, gouverné par l'oligarchie créole et appuyé par le clergé et l'armée; ils sympathisaient avec les monarchies européennes. D'autre part, il y avait les Libéraux républicains, qui voulaient une fédération démocratique, modelée de près sur celle des Etats-Unis. Ils étaient appuyés par la classe moyenne et la basse bourgeoisie, et ils sympathisaient avec les Etats-Unis. Pour réaliser l'indépendance, les Libéraux consentirent à s'unir aux Conservateurs,

mais il était évident qu'ils n'allaient pas accepter pendant longtemps cet arrangement.

L'armée proclama Iturbide Empereur (1822). Toutefois, au lieu d'adopter un système de dictature, celui-ci conserva un congrès démocratique et libéral avec lequel il se brouilla peu de temps après et qu'il abolit. La révolte éclata et Iturbide fut chassé par l'armée, sous les ordres de Santa Ana qui proclama la République.

#### 5.- Les guerres civiles.

La Constitution de 1822 se fit d'un commun accord entre Conservateurs et Libéraux. Elle était fédéraliste et divisait le pays en 19 Etats, avec un gouvernement fédéral composé d'un corps exécutif, un congrès bicaméral et un corps judiciaire. Elle avait en elle le germe des troubles qui suivirent, car elle ne touchait pas le "Real Patronato", ni les prérogatives des militaires et celles du clergé, que voulaient abolir les Libéraux. Et c'est ce qui provoqua la rupture entre ces derniers et les Conservateurs.

Les premières élections furent gagnées par Guadalupe Vitoria, un libéral. Aux élections de 1828, Gomez Pedraza fut élu, mais un pronunciamiento militaire qui appuyait Guerrero, le déposa. Le va-et-vient continuait.

Au point de vue constitutionnel, le fait le plus important de la période se produisit quand Gomez Farias, libéral et vice-président, s'empara de force du pouvoir au moment où le président, Santa Ana, était absent. Il proclama des réformes: liberté d'opinion, suppression des lois de la presse, abolition des "fueros" ecclésiastiques et militaires,

mais surtout suppression des ordres monastiques et abolition du monopole du clergé dans l'éducation<sup>49</sup>. L'Eglise et l'armée se révoltèrent et Santa Ana fit volte-face et devint conservateur; sous la bannière "Religion et Fueros", il proclama une constitution centraliste. Les lois constitutionnelles abolissaient les Etats et divisaient le pays en départements. Une Assemblée législative, constituée d'une seule Chambre exécutive élue pour huit ans, allait être régie par un Conseil d'Etat et un pouvoir suprême conservateur, chargé de superviser les autres branches du Gouvernement. Ces lois eurent un mérite: pour la première fois, on incluait les droits du Mexicain dans la Constitution<sup>50</sup>.

De nombreuses insurrections ne tardèrent pas à se produire. Santa Ana fut exilé. Profitant de ces disputes, les Etats-Unis virent l'occasion de mettre en action leur "Destin Manifeste", la "justification morale de leur impérialisme"<sup>51</sup>. Sous le prétexte d'un petit incident de frontière, ils envahirent le Mexique (1846) et s'emparèrent de la moitié du territoire.

On rappela Santa Ana qui se dirigea vers le Nord pour combattre les Américains. Gomez Farias reprit le pouvoir et rédigea des lois de réforme. Santa Ana revint comme dictateur en 1853. L'insurrection éclata encore et Alvarez fut élu président en 1855. C'était un indien pur sang et le dernier héros survivant des guerres d'Indépendance. Libéral, il s'appliqua tout de suite à réformer la Constitution de 1824. Il s'entoura de jeunes Libéraux d'une nouvelle génération, comme Lerdo de Tejada, Melchor Ocampo, Benito Juarez,

José Maria Iglesias, etc.

Mais dès le début, le parti libéral se divisa en deux, à cause de questions ecclésiastiques. Les "Moderados", Comonfort en tête, voulaient poursuivre une attitude conciliatrice envers l'Eglise; par contre, les "Puros", avec Juarez et Miguel Lerdo de Tejada, étaient extrémistes.

#### 6.- La Réforme.-

Alvarez confia des postes ministériels aux Libéraux, qui, après quelques mois, commencèrent à attaquer les Conservateurs, c'est-à-dire l'Eglise et l'armée. La première loi, dite "Ley Juarez" parce qu'elle avait été décrétée par ce dernier en sa qualité de ministre de la Justice, abolissait les "fueros" et les Cours de Justice spéciales pour ecclésiastiques et militaires <sup>52</sup> .

Cette loi étant trop intransigeante, Alvarez dut démissionner en faveur de Comonfort; celui-ci essaya d'assouplir ladite loi. Mais, forcé par son jeune Cabinet, il en approuva d'autres, notamment la "Ley Lerdo" ou d'aliénation, qui restreignait le droit des corporations ecclésiastiques de posséder des terres, et les obligeait à vendre à des prix peu favorables. Cependant, les recettes revenaient à l'Eglise. Les terres de main morte et celles qui appartenaient aux communautés indiennes étaient distribuées à des particuliers. Ceci causa d'énormes préjudices aux Indiens qui perdirent leurs terres <sup>53</sup> . Pour compléter ces lois, quelques autres furent promulguées; elles portaient, entre autres, sur l'expulsion des Jésuites, l'abolition de l'usage de la coercition par les autorités civiles pour faire

respecter les vœux monastiques, la répartition des revenus paroissiaux et la réforme du Registre civil. La réforme allait de l'avant. Les Conservateurs perdaient pied; la lutte entre l'Eglise et l'Etat allait se déchaîner. L'explosion éclata avec la Constitution de 1857. Une Assemblée constituante fut promulguée par Comonfort, et l'on adopta la nouvelle Constitution<sup>54</sup>. Celle-ci abolissait l'esclavage et accordait la liberté de parole et de presse. Elle abolissait également les titres héréditaires ainsi que les cours spéciales, et interdisait aux corporations civiles et ecclésiastiques de posséder des propriétés (sauf les édifices alors en usage). Elle éliminait les monopoles. Elle annonçait que le Mexique était une République fédérale, représentative et démocratique, et elle définissait les Etats et leurs responsabilités. L'Eglise n'était pas mentionnée, donc l'Eglise cessait d'être une église d'Etat.

La suite est connue: à propos de la Constitution de 1857 s'ouvre le règlement de comptes; l'Eglise qui aurait pu et dû transiger, préféra dépenser ses forces contre la Constitution modérée pour se retrouver sans défense en 1859 contre les terribles lois de Réforme.<sup>55</sup>

Alors commença la guerre dite de Réforme, "...une lutte de tribus sauvages qui se massacrèrent sauvagement"<sup>56</sup>. Dès le début, Comonfort démissionna et Juarez, en sa qualité de président de la Cour Suprême, prit le pouvoir. Il proclama les lois de Réforme: confiscation, sans compensation, de toutes les propriétés ecclésiastiques, sauf les édifices alors en usage et destinés au culte; annulation de tous les mariages, sauf les civils; séparation formelle de l'Eglise et

de l'Etat; sécularisation des cimetières et liberté de  
 culte<sup>57</sup> .

Pour les Conservateurs, il s'agissait d'une lutte contre les "efforts pour détruire les traditions hispaniques", et les "remplacer par des idées et des valeurs étrangères", ce qui "condamne le pays à l'anarchie perpétuelle, la dictature et la corruption morale". Pour les Libéraux, c'était une lutte constante pour la liberté et la démocratie, et contre les forces de l'oppression politique et du clergé, de l'injustice sociale et de l'exploitation économique<sup>58</sup> . Une annexion américaine ou une monarchie confiée à un prince européen était préférable à la victoire de l'adversaire. "Regénérer le Mexique dans un protectorat étranger, tel est le grand thème du XIXe siècle". Conservateurs et Libéraux voulaient façonner une nation, mais un "...même désespoir étreint tous ces patriotes; ils lui donnent des réponses différentes: les libéraux résignés à la géopolitique du Destin Manifeste se tournent vers les Etats-Unis; les conservateurs, traditionnellement tournés vers l'Europe, en attendent le salut"<sup>59</sup> .

L'idée d'une monarchie au Mexique datait de loin: dans l'Acte d'Indépendance, on avait déjà demandé à Ferdinand VII de venir régner. Donc, en raison de la gravité de la guerre, la demande de l'Intervention devint de plus en plus pressante. Le Président Zuluaga demanda aux Français, aux Anglais et aux Espagnols d'intervenir<sup>60</sup> . Mais personne en Europe ne voulait le faire à ce moment-là, au milieu de cette révolution. Il faudra l'issue de cette dernière et un prétexte. Les Libéraux,

pour leur part, étaient décidés à tout, voire même vendre le Mexique entièrement ou partiellement. Le président américain, Buchanan, appuyé par les Etats du Sud, s'y intéressait pour en faire d'autres Etats d'esclavage et ainsi avoir plus de votes au Congrès. Déjà, en 1857, il voulait la Basse-Californie, la Sonora et une partie de Chihuahua. G. Forsyth, Ministre des Etats-Unis au Mexique, dut faire face aux Conservateurs car, entretemps, Comonfort était parti.

The United States may expect nothing in the way of treaties from the Church party, and Mr. Buchanan cannot fail to comprehend that it is good policy to support the Liberal Party in Mexico.<sup>61</sup>

En réalité, Forsyth essaya de convaincre Zuluaga, mais devant le refus de celui-ci, il rompit les relations et reconnut le gouvernement libéral qui était alors sis à Vera Cruz. Chez les Libéraux, il fut bien reçu, quoiqu'il eût traité le peuple mexicain de "masse ignorante et hybride, qui devait succomber et peu à peu, disparaître devant la supériorité de l'homme blanc"<sup>62</sup>. Donc, Mexico doit s'appuyer sur un pouvoir étranger: l'Europe ou les Etats-Unis.

Forsyth était plus sûr de conclure un traité avec les Libéraux, car ceux qu'il avait connus à Mexico étaient pro-américains. Il déclarait de l'un deux, Miguel Lerdo de Tejada:

This gentleman has lost all hope for his country, and is completely converted to the belief that an American and Protestant remedy will be the only one for Mexico. He desires that the Mexican Army be dissolved, since it is no more than a hothouse of corruption and revolution. For it there should be substituted American troops... He adds these words verbatim: "If it is possible, I would wipe out the Spanish language from Mexico. 63.

Mais Forsyth fut remplacé par MacLane, qui signa le fameux traité MacLane-Ocampo. En vertu de ce traité, les Etats-Unis s'engageaient à protéger et à aider le Mexique dans sa lutte contre les cléricaux; pour sa part, le Mexique accordait aux Etats-Unis des droits militaires et des options sur quelques parties de son territoire. Le Sénat américain ne ratifia pas ce traité car la guerre de Sécession <sup>64</sup> approchait.

Nous voilà donc au terme de cette synthèse de l'histoire mexicaine. Quelques mois plus tard, les Conservateurs perdirent une bataille après l'autre, et Juarez fit son entrée au Mexique en janvier 1861. En juillet, il suspendit la dette étrangère pour deux ans. Il était à bout de forces et le pays était en banqueroute. Les biens du clergé, qui avaient été confisqués, avaient été mal vendus, volés, pillés, bref rien ne restait. Les puissances intéressées avaient enfin un prétexte pour intervenir, et le moment était propice car les Etats-Unis, les protecteurs du Mexique, faisaient face à une guerre civile.

L'idée d'intervention a donc ses racines au Mexique et non en Europe. Le Mexique l'a demandée, car il était décliné, à cause d'une indépendance mal préparée, par des luttes internes où les idéologies s'affrontaient dans un carnage de guerre et de destruction.

## B. LE QUÉBEC

Cet affrontement entre Libéraux et Cléricaux qui, au Mexique, avait eu ses racines dans la société coloniale et dans une indépendance catastrophique, se produisit aussi au Canada français. Il prit naissance vers la même époque, (1791-1837) au moment où la société canadienne-française, qui avait été ébranlée par la conquête anglaise, se restructurait. Apparurent alors une série de conflits où s'affrontèrent non seulement Canadiens-français et Canadiens-anglais, mais, également, au sein même de la société canadienne-française, ceux qui croyaient pouvoir se développer sous la couronne britannique (les Conservateurs et l'Eglise) et ceux qui cherchaient pour le Québec d'autres possibilités dans l'avenir national (les Rouges).

### 1.- La société canadienne-française jusqu'au soulèvement de 1837

La société de la Nouvelle-France, telle que nous l'a décrite Guy Frégault, était une société harmonieuse et bien structurée:

en bas, les paysans des seigneuries et les ouvriers des villes; en haut, la bourgeoisie commerçante, qui englobe une classe moyenne et une aristocratie dans laquelle se recrutent des officiers civils et militaires qui, s'appuyant sur les institutions existantes, prennent en main les destinées du pays.<sup>65</sup>

En comparaison de celle qu'on a vue au Mexique, cette société coloniale semblait avoir réalisé une union peu commune qui était due soit au fait que la société devait lutter contre un climat rigoureux, soit parce qu'elle devait constamment se défendre contre les ennemis extérieurs, ou soit parce

qu'elle n'avait pas eu le problème du métissage. A ce propos, l'abbé Groulx nous dit que c'était "un peuplement de population blanche, française; rien, comme ailleurs, en Amérique, d'une population mixte, demi-indigène"<sup>66</sup> .

Mais cette société fut ébranlée par la conquête anglaise.

L'exode fatal de l'élite la plus dynamique et la banqueroute du trésor français viennent chapeauter un ensemble de faits beaucoup plus graves: la défaite organique ou la perte des leviers politiques, économiques et culturels propres. ...les conquies durent se replier sur les seules réalités qui surnageaient au désastre: leurs terres et l'Eglise.<sup>67</sup>

Les Canadiens-français s'attendaient à l'assimilation.

Elle ne se produisit pas. Les Anglais n'avaient ni les moyens -faible immigration anglaise- ni la détermination -la révolution américaine- pour l'accomplir. Le conquérant adopta alors une attitude de paternalisme que l'on peut qualifier de "despotisme éclairé"<sup>68</sup> . Les habitants gardaient leur langue, leur religion et leurs traditions. Mais ils se rendirent compte très tôt qu'ils devaient "apprendre à limiter leurs ambitions et leurs horizons"<sup>69</sup> .

Vers la fin du siècle apparut dans la colonie une nouvelle société formée d'immigrants d'origine anglaise (Loyalistes, etc.). Les problèmes qui surgirent entre cette société, riche mais minoritaire, et la société canadienne-française, pauvre mais majoritaire, amenèrent l'Angleterre à proclamer l'Acte Constitutionnel de 1791 qui divisait en deux la colonie (la colonie anglaise au Haut-Canada et la québécoise au Bas-Canada). Mais cet Acte eut deux effets désastreux: premièrement, Londres "avait tout simplement oublié que la bourgeoisie anglaise habitait le Bas-Canada"<sup>70</sup> ;

deuxièmement, l'Acte fit naître chez les Canadiens la dangereuse illusion que le Conquérant leur avait cédé un territoire autonome où rebâtir le Canada français détruit en 1763"<sup>71</sup>.

Au Bas-Canada, un certain nombre de Canadiens-français allait s'opposer à l'oligarchie britannique et militaire. C'est ainsi qu'entre 1791 et 1837 apparut une série de conflits: au niveau constitutionnel, le fondement de la discorde était la souveraineté métropolitaine (Conseil) contre la souveraineté locale (Assemblée); au niveau social, le pacte aristocratique contre le peuple; au niveau ethnique, les Britanniques contre les Canadiens-français; et au niveau économique, le commerce contre l'agriculture<sup>72</sup>. Ces conflits mirent aux prises des groupes sociaux que Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet classifient de la façon suivante<sup>73</sup>: la gentilité bureaucratique et militaire -en majorité britannique, elle détient le pouvoir avec le Gouverneur et le Conseil; la noblesse seigneuriale -en majorité canadienne-française, ses membres détiennent quelques postes au Conseil et sont divisés dans leur effort pour maintenir ces privilèges et s'aider à réaliser cette nation canadienne dont ils voudraient bien prendre la gouverne; la grande bourgeoisie d'affaires -encore en majorité anglaise, forte, riche, qui demande l'Assemblée, mais se rend compte de son erreur et veut l'union des deux Canadas; la moyenne et la petite bourgeoisies -en majorité canadiennes-françaises, elles comprennent les "membres des professions libérales" et les commerçants locaux, les commis, etc. La discrimination dont elles sont victimes dans la fonction publique et le commerce les amène à former

un groupe social distinct, avec des "intérêts sociaux et politiques communs". Elles représentent le peuple d'où elles sont issues et qui les appuie. "L'Assemblée, seul instrument à leur disposition, devient leur arme de combat économique, social, politique et national"; les classes populaires urbaines, artisans, ouvriers, etc., qui habitent les faubourgs des villes et appuient la "propagande" du parti Canadien; les classes populaires rurales -c'est le groupe le plus nombreux. Il est composé d'agriculteurs et, avec les masses urbaines, il constitue le "peuple". Ce peuple il faut le "gagner pour dominer à l'Assemblée législative"; le Clergé -canadien-français, dans sa grande majorité; il est l'intermédiaire entre la bureaucratie et le peuple. C'est pourquoi, dès le début, les conquérants

comprirent qu'ils n'avaient aucun intérêt à persécuter le clergé. Celui-ci avait donné la preuve qu'il était prêt à collaborer. Étroitement surveillé par le gouverneur, il constituait un lien indispensable entre la population conquise et l'administration britannique 74.

Alors se produisit ce que Wallot et Paquet appellent le duopol social:

Un bloc - une coalition de Britanniques, de diverses classes et de seigneurs canadiens utilisés- définit le pouvoir en terme d'une société coloniale britannique continentale, commerciale et fortement teintée d'aristocratie. L'autre bloc -les classes populaires canadiennes et leurs leaders bourgeois- promeut le développement d'une souveraineté locale à saveur démocratique et les progrès d'une économie locale, surtout agricole, fondements d'une "nation canadienne" loyale cependant à la Grande Bretagne...Chaque grand bloc se durcit dans une position antagoniste: le groupe britannique insiste, malgré son désir de progrès économique et social, pour maintenir le dominium du "peuple" au sens restreint; au contraire le groupe canadien, fort de son leadership sur le vrai peuple, bloque effectivement les progrès économiques et sociaux

qui risqueraient de consolider le pouvoir de l'adversaire. C'est le pat: l'Etat est neutralisé. Il s'établit un équilibre conflictuel des forces en présence, chaque parti ne sachant pas encore qu'il ne peut ni se débarrasser de l'autre ni le dominer complètement.<sup>75</sup>

## 2.- Les insurrections de 1837

Mais dans la société canadienne-française naît une autre lutte entre élites, c'est-à-dire, d'une part, les élites politiques formées par la moyenne et la petite bourgeoisie, véhicules d'idées de plus en plus libérales, et, d'autre part, les élites qu'on pourrait qualifier de conservatrices et qui sont représentées par le Clergé et la noblesse seigneuriale. Ces deux élites veulent s'attirer le peuple. Pour sa part, la noblesse seigneuriale perd très tôt l'appui du peuple qu'elle méprise<sup>76</sup>. C'est donc une lutte entre la bourgeoisie libérale et l'Eglise. Cette lutte a pour but, comme on l'a dit, de s'attirer les classes populaires lesquelles, à cette époque, étaient déjà considérées comme la force composante de la Nation.

Après avoir été l'intermédiaire entre l'exécutif et le peuple, l'Eglise céda peu à peu sa place à la jeune élite du Parti Canadien qui songeait à "la nation canadienne". Elle était affine à cette bourgeoisie libérale, en ce que leurs élites provenaient de la même classe sociale. Par ailleurs, même si cette Eglise ne s'allia jamais au Parti Canadien à cause de sa doctrine d'obéissance au Gouvernement légal et sa crainte des institutions démocratiques<sup>77</sup>, elle ne s'opposera pas au nouveau système parlementaire qui pouvait même lui être bénéfique (comme le prouva plus tard

l'immigration de prêtres, l'enseignement, etc.)<sup>78</sup>

Mais en 1830, le Parti Canadien qui, jusqu'alors, avait utilisé le système britannique ou démocratie à l'anglaise pour arriver à ses fins à l'Assemblée, changea d'attitude et réclama des réformes constitutionnelles. Le "britannisme"<sup>79</sup> fait place au "républicanisme", suivant le modèle américain. Le rêve d'une République canadienne-française, autonome, commença à s'esquisser. Le Parti Canadien devint Parti Patriote. C'est alors que l'Eglise du Québec refusa carrément de s'allier, de quelque façon que ce soit, à l'idéologie radicale du Parti Patriote.

Cela arrivait au moment même où l'Eglise devenait plus libre devant le gouvernement et où le clergé n'avait plus les mêmes raisons d'épouser la cause de l'Assemblée, la religion n'étant plus menacée par les hauts fonctionnaires britanniques... "Le clergé canadien n'ayant plus rien à espérer de la Chambre d'Assemblée, fera sagement d'en dénouer le fil de ses espérances pour l'attacher à l'exécutif". Avant 1830, la sympathie du clergé pour la cause patriote n'avait pas toujours été complète. Après 1830, les chefs patriotes se heurtèrent à de la méfiance, voire à de l'opposition.<sup>80</sup>

Il fallait maintenant gagner le peuple. Pour cela l'Eglise fut aidée par les insurrections. Elle comprit que les échecs des laïcs augmenteraient son prestige et son autorité.

Ils (les dirigeants ecclésiastiques) étaient prêts à profiter de toutes les circonstances qui diminueraient la popularité des chefs politiques auprès des électeurs qui étaient également leurs ouailles.

Il faut "reconquérir la confiance que le peuple a perdue en son clergé"<sup>81</sup>. L'Eglise travailla durement pour gagner ce peuple que les Républicains et les Libéraux avaient "poussé aux excès qu'il avait commis". Cérémonies religieuses éclatantes, services sociaux, éducation, retraites, visites

épiscopales, processions et pèlerinages, "contribuèrent à retenir l'attention des fidèles et à leur faire oublier l'époque où Papineau et ses lieutenants les inondaient de leur éloquence révolutionnaire"<sup>82</sup> .

Avec les insurrections de 1837, le nationalisme libéral avait perdu la partie, non seulement contre le bloc britannique comme représentant d'un Québec indépendant, mais aussi devant l'opposition idéologique représentée par le clergé: en fait, il avait perdu le peuple. Au point de vue politique, l'erreur de 1791 résulta en une victoire pour le bloc britannique. Avec l'Union et le changement de frontières géographiques et économiques, ainsi que la volonté d'assimilation, on empêchera les Canadiens-français de

faire obstacle à un ensemble de réformes économiques, juridiques et institutionnelles, nécessaires depuis longtemps mais retardées par l'anarchie politique. Il s'agissait non pas de punir le groupe français mais de l'obliger ...à consentir certains compromis.<sup>83</sup>

L'Eglise détenait la balance du pouvoir, au sein d'un nouvel équilibre de forces qu'avait créé l'union des deux colonies.

L'échec des chefs patriotes qui avaient formé une élite nationale incapable de devenir une élite sociale avait imposé ce que l'historien peut appeler le Grand Compromis victorien de l'histoire du Canada. Les principaux porte-parole laïcs de la collectivité canadienne-française, secrètement conscients de leur impuissance, se soumirent au sort que l'évolution historique leur avait réservé comme représentants d'un groupe culturel dominé. Ils avaient dû se réconcilier avec la bourgeoisie capitaliste britannique de la vallée du Saint-Laurent qui formait l'élite sociale de la colonie. Pour faire accepter leur démission partielle par un électorat auquel ils avaient laissé entrevoir un avenir bien différent, ils furent également obligés d'aller à Canossa en sollicitant l'alliance de l'Eglise catholique du Bas-Canada.<sup>84</sup>

### 3.- L'affrontement entre les Ultramontains et les Rouges

A cette Eglise et à ses sympathisants du parti libéral conservateur s'opposa le rougisme. A ce sujet, Jean-Paul Bernard nous dit:

une fraction de la petite bourgeoisie a tenté de définir la société canadienne-française et la position du Canada français face au Canada anglais. Elle l'a fait en invitant les Canadiens français à se libérer de la domination des conservateurs et du clergé et à chercher pour le Canada français d'autres voies d'avenir national que l'acceptation de l'Union de 1840 et de la Confédération de 1867. 85

Les Rouges vont naturellement s'opposer à l'alliance élite-clergé, non seulement à propos de questions politiques, car ils envisageaient une société québécoise progressive dans son économie et démocratisée dans sa structure -concept qui les poussera à désirer une alliance avec les Etats-Unis-, mais aussi de questions religieuses, à cause de leur anti-cléricalisme et leur idée de séparation Eglise-Etat. C'est l'affrontement de l'Eglise contre les libéraux européens et sud-américains, tel qu'on l'a vu au Mexique.

Ce rougisme qui, avant les soulèvements de 1837-38, s'était alimenté des idées du XVIII<sup>e</sup> siècle ou de la Révolution française, allait maintenant en puiser de nouvelles chez les révolutionnaires libéraux de 1848, comme Lamennais, Béranger, Bossange, Louis Blanc, et chez tous ceux que Papineau, revenu d'exil en 1847, avait connus en France <sup>86</sup>. Il allait s'inspirer également d'autres Libéraux comme le père du national-libéralisme, Mazzini <sup>87</sup>. Ces idéalistes affirmèrent leurs convictions républicaines démocratiques et parlèrent de libertés fondamentales ou de droits de l'homme. Ils professaient

non seulement un anti-cléricalisme à outrance, mais également des théories radicales comme le principe des nationalités selon lequel la volonté populaire, par le suffrage universel, devait être souveraine. Ce "principe révolutionnaire, faisant litière du droit divin, semblait avaliser tous les bouleversements"<sup>88</sup>. Ils préconisaient également la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et s'opposaient au pouvoir temporel du Pape. Ils attaquèrent alors l'Eglise canadienne dans ses prérogatives comme la dîme, ou la possession de seigneuries<sup>89</sup>.

L'Eglise prépara alors une offensive contre les idées laïques et les idées libérales; elle devint ultramontaine:

Si l'Eglise catholique, à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, s'opposa avec une telle vigueur aux thèses libérales, c'est parce que les libéraux, là où ils étaient installés au pouvoir, au Piémont, en Belgique, dans les pays d'Amérique latine, s'acharnaient à vouloir prouver que, pour eux, la séparation de l'Etat et de l'Eglise équivalait à la destruction des oeuvres de cette dernière. A cette sécularisation à outrance, l'Eglise brandit son nom possumus par l'encyclique Quanta cura et le Syllabus.<sup>90</sup>

L'ultramontanisme commença à s'introduire au Canada au temps de Mgr. Lartigue avec des auteurs comme de Maistre, Chateaubriand, Montalembert, Lamartine, ainsi que des journaux comme l'Univers de Louis Veuillot<sup>91</sup>.

Mais c'est surtout sous Mgr. Bourget que l'offensive ultramontaine devint plus forte. En effet, Mgr. Bourget, qui succéda à Mgr. Lartigue, incarnait l'ultramontanisme le plus intransigeant. Il se rendit à plusieurs reprises en France et à Rome où il s'entretint avec les leaders ultramontains les plus renommés. Pour s'assurer une force

additionnelle dans les missions et dans l'enseignement, il fit venir des renforts: les Jésuites, les Oblats de Marie Immaculée, les Clercs de Saint-Viateur et les Religieux de Sainte-Croix<sup>92</sup> .

Donc au Québec, au moment de l'intervention française au Mexique, les divergences politiques, sociales et religieuses s'étaient canalisées dans une lutte féroce entre les ultramontains et les radicaux libéraux. Les premiers, représentés par l'Eglise catholique et ses sympathisants du parti libéral conservateur, avaient l'appui de la majorité du peuple. Ils étaient le symbole du nationalisme, luttant pour la sauvegarde de leurs coutumes, de leur langue et de leur religion. Ils poursuivaient une vocation d'agriculteurs dans un provincialisme politique, culturel et social.

Les autres étaient les Rouges. Ils croyaient encore à la possibilité d'un Québec indépendant ou, du moins, librement uni aux Etats-Unis. Ils rejetaient donc les idées d'Union et de Confédération. Ils représentaient un nationalisme libéral, c'est-à-dire la volonté d'un peuple qui garde ses traditions, non pas pour se protéger de l'assimilation mais parce qu'il a choisi librement de former un Etat où les caractéristiques et les attributs extérieurs seront le symbole de l'idiosyncrasie de la nation. Pour cela, et à cause de cela, ils prêchaient un système démocratique républicain où toutes les libertés fondamentales et les droits de l'homme seraient respectés.

#### 4.- L'affrontement entre ultramontains et libéraux dans la presse

Comme le "vrai moyen d'action pour un homme ou pour un parti, c'était la presse"<sup>93</sup>, cette lutte allait s'intensifier à travers les journaux. Les Mélanges Religieux, la Minerve, le Journal de Québec et quelques autres soutenaient l'Eglise, alors que le Moniteur canadien, et surtout l'Avenir, soutenaient les Rouges.<sup>94</sup>

Les deux factions s'engageaient dans de violents conflits à propos de tout ce qui pouvait les opposer. Le premier de ces conflits fut occasionné par un article sur le principe des nationalités qui allait à l'encontre du droit divin. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'il touchait au problème des Etats pontificaux et au mouvement national et libéral de Mazzini en Italie.<sup>95</sup>

La question de l'annexion à la République voisine contribua aussi à élargir le fossé entre les deux group.s.<sup>96</sup> Les deux côtés adoptèrent des positions tout à fait opposées concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la dîme, etc. L'Eglise s'allia alors aux adversaires politiques des Rouges, les libéraux conservateurs de Lafontaine. Cette intervention de l'Eglise dans le terrain politique fut "l'origine de la guerre religieuse"<sup>97</sup>. L'Avenir ferma ses portes en 1852. La lutte allait continuer avec l'Institut Canadien de Louis Antoine Dessaulles, et le journal Le Pays qui prit la relève avec les grands canons du libéralisme radical, comme E. Chevalier, Labrèche-Vigé, Daoust, etc. L'Institut avait été fondé pour favoriser le développement de la littérature canadienne, mais il devint rapidement le foyer du libéralisme

radical des Rouges. Dessaulles soutenait et défendait la cause radicale, en particulier contre l'évêque de Montréal, Mgr. Bourget, qu'il attaqua pour son étroitesse d'esprit, sa répulsion pour le changement, sa cécité et, enfin, sa manie<sup>99</sup> de "proscrire toute expression libre de la pensée humaine" .

Aux élections de 1854, les Rouges obtinrent 62% des voix à Montréal, et firent des progrès notables dans toute la province<sup>100</sup> . Ceci leur donna de l'assurance et ils réclamèrent la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que l'abolition des écoles séparées. Ils s'attaquèrent à toute la vie cana-<sup>101</sup> dienne politique, sociale et religieuse . Leur attitude amena l'Eglise à condamner l'Institut, symbole du radicalisme, et sa bibliothèque "de livres d'une nature obscène et immorale"; en outre, ses membres se virent refuser l'absolution. Ce fait divisa l'Institut et un quart de ses membres allèrent fonder l'Institut Canadien-français. C'était

une condamnation sans appel des principes non seulement de leur Institut, mais du parti politique auquel ils se rattachaient et du journal qui était l'interprète officiel de leurs convictions, Le Pays 102.

La réunification de l'Italie fut l'occasion de nouvelles querelles. Une grande partie de la controverse se déroula dans la presse, et les ultramontains et les radicaux en profitèrent pour se fustiger sur la question du pouvoir temporel<sup>103</sup> du Pape . Cette polémique n'était pas encore terminée quand le Prince Napoléon, neveu de l'Empereur Napoléon III, vint à Montréal et fut invité par l'Institut. Comme le prince appuyait la cause de Garibaldi, il fut critiqué non seulement par le clergé, mais par les politiciens libéraux conservateurs,

104  
comme Georges-Etienne Cartier .

105  
Tous les prétextes leur étaient bons pour attaquer, opposer et provoquer. Dans cette lutte, la presse a joué le rôle de champ de bataille.

### C.- POSITION DES JOURNAUX CANADIENS-FRANÇAIS AVANT

#### L'INTERVENTION

La presse québécoise débuta vraiment en 1791.

La vie politique s'anime: des factions émergent, des partis se forment et se disputent la faveur populaire. La presse québécoise qui n'était alors qu'un écho de la presse américaine et européenne se transforme. Elle se politise, se met au service d'une cause, d'un groupe ou d'un parti. 106.

Des hebdomadaires comme Le Canadien et la Minerve -alors radicale- apparurent au cours de cette période. Ces journaux radicaux devaient lutter contre la presse gouvernementale comme Le Spectateur Canadien et Le Populaire . 107

Mais c'est après l'échec des rébellions de 1837-38 que, s'alimentant des idéologies extrêmes du libéralisme radical et de l'ultramontanisme, cette presse connaîtra ses meilleurs jours. Les deux factions vont s'opposer farouchement dans la guerre religieuse. "Dans l'espoir de freiner les idées libérales, le clergé exerce une censure draconienne sur la presse" et sur l'opposition qui était, selon Mgr. Bourget, "rien autre chose que la liberté de l'erreur, donnant la mort à l'âme, qui ne peut vivre que de vérité" . 108

En 1861, la Minerve devint "l'organe de l'alliance libérale-conservatrice de Cartier-MacDonald" . 109  
Le Journal de Québec de J. Cauchon va naviguer entre les factions politiques, mais il sera farouchement catholique, L'Ordre

représente les Libéraux qui se séparèrent de l'Institut et qui demeurèrent légèrement pro-rouges; mais il "s'afficha comme journal catholique". Seul le Pays poursuivra une politique radicale et anti-cléricale<sup>110</sup>.

C'est à ce moment que se présente la polémique qui, à la lumière de l'intervention française au Mexique, va s'amorcer dans les journaux québécois.

Les journaux du Québec ne semblent pas avoir eu de relations directes avec le Mexique. Aucun journaliste n'y alla, et aucun journal n'envoya de correspondant. Les journaux ne reçurent aucune nouvelle directe du Mexique, à l'exception de quelques lettres de A. Tachereau, jeune officier canadien<sup>111</sup> qui, avec quelques compagnons, dont Faucher de Saint-Maurice, se rendit au Mexique avec les troupes françaises. Ses lettres furent publiées par le Journal de Québec et la Minerve, mais elles n'avaient pas beaucoup d'importance. Pour sa part, le Pays aurait pu se servir de la correspondance que l'Institut Canadien de Montréal avait avec Monsieur Romero, Ambassadeur de Juarez à Washington. Le Pays en fit mention en décembre 1866, mais il ne publia aucune lettre dans son journal.<sup>112</sup>

Les connaissances que l'on avait du Mexique au Québec devaient se limiter à celles qui étaient acquises par la lecture d'oeuvres récentes comme celle de Michel Chevalier, le Mexique ancien et moderne,<sup>113</sup> d'articles venus de journaux étrangers et de romans comme les oeuvres de Gustave Aimard que les journaux publieront sous forme de feuilletons. Ces lectures ont dû donner au Québec une idée fausse du Mexique, idée qui, par ailleurs, était propagée partout en Europe.

En effet, on croyait que le Mexique était un pays merveilleux, immensément riche, mais non développé parce que gouverné par des incompetents; l'anarchie y régnait à cause des guerres civiles continuelles<sup>114</sup> .

La polémique sur l'intervention se traduit donc, surtout au début, par les comptes rendus reproduits de la presse européenne et américaine. Les journaux vont choisir surtout ceux qui ont une idéologie semblable à la leur. Mais à mesure que l'Empire mexicain s'écroule, la polémique s'avive, comme on peut le constater par les éditoriaux qui deviennent plus nombreux.

NOTES PREMIER CHAPITRELE MEXIQUE, LE QUEBEC ET LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS

1. Alejandro de Humboldt, Ensayo Político sobre el reino de la Nueva España, Mexico, Porrúa, 1966, p. 119 à 122.

2. Les chiffres de la population sont ceux de Rosenblat dans Germán Bleiberg, Diccionario de Historia de España, volume 2, Revista de Occidente, Madrid, 1968, p. 1035.

3. Ibid, vol 2, p. 142.

4. Francisco de Paula de Arrangoiz, Mexico desde 1808 hasta 1867, Mexico, Porrúa, 1968, p. 15.

5. Ibid, p. 15.

6. Américo Nunes, Les révolutions du Mexique, Paris, Flammarion, 1975, p. 12 à 19.

7. François Weymuller, Histoire du Mexique, Paris, Presses Universitaires de France, 1953, p. 45 à 53.

8. Ibid, p. 50

9. Ernesto de la Torre Villar, Historia Documental de Mexico, Vol. 2, Mexico, Universidad Autónoma de Mexico, 1964, p. 5.

10. F. Arrangoiz, op. cit., p. 15.

11. François Weymuller, op. cit. p. 59.

12. G. Bleiberg, op. cit., vol. 3, p. 186 à 187.

13. José Vasconcelos, Obras Completas, Mexico, Libreros Mexicanos Unidos, 1961, p. 1475.

14. E. de la Torre Villar, op. cit. p. 6 et 7.

15. Fray Servando Teresa de Mier, Discours dans la Constituante, 3 décembre 1823, dans E. de la Torre Villar, op. cit., p. 176 à 178.

16. Pierre Renouvin, Histoire des Relations Internationales, volume 5, Le XIX Siècle, l'Europe des nationalités et l'éveil de nouveaux mondes, Paris, Hachette, 1954, p. 23.

17. Ibid, p. 23.

18. Jean Meyer, Décolonisation et sous-développement: Le Mexique au XIXe siècle, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, octobre-décembre 1967, Volume 14, p. 406.

19. F. Arangoiz, op. cit., p. 27.
20. Ibid, p. 27 à 39.
21. F. Weymuller, op. cit. p. 72.
22. Justo Sierra, Evolución Política del Pueblo mexicano, México, La casa de España en Mexico, 1910, p. 52.
23. Ibid, p. 151.
24. Charles A. Hale, El liberalismo mexicano en la época de Mora, 1821-1853, Mexico, Ed. Siglo Veintiuno, 1972, p. 22 à 26
25. J. Vasconcelos, op. cit. p. 1521.
26. José Maria Morelos, Projet pour la confiscation des intérêts des Européens et Américains adeptes du Gouvernement espagnol, dans E. de la Torre Villar, op. cit. p. 85.
27. E. de la Torre Villar, op. cit. p. 10.
28. Mariano Cuevas, Historia de la Nación Mexicana, Mexico, Porrúa, 1940, p. 454 à 464.
29. E. de la Torre Villar, op. cit. p. 10; voir aussi dans le même ouvrage Plan de Iguala, p. 145.
30. Justo Sierra, Juarez, su obra y su tiempo, Mexico, Porrúa, 1905, p. 8.
31. Américo Munes, op. cit. p. 20.
32. Luis Gonzaga Cuevas, Porvenir de México o juicio sobre su estado político en 1891 y 1851, Mexico, 1951, p. 124, cité par J. Meyer, op. cit. , p. 407.
33. Fray Servando Teresa de Mier, cité par Carlos Pereyra, Juarez Discutido como dictador y estadista, Mexico, Tipografía Económica, 1904, p. 8.
34. P. Renouvin, op. cit. p. 91.
35. Samuel Eliot Morison, The Oxford History of the American People, New York, Oxford University Press, 1965, p. 418.
36. E. de la Torre Villar, op. cit. p. 12.
37. J. Sierra, Juarez su obra y su tiempo, op. cit. p. 14.
38. Ralph Roeder, Juarez and His Mexico, vol. 2, New York, Greenwood Press, 1947, p. 61.

39. José Maria Luis Mora, Mexico y sus Revoluciones, vol. 1, Mexico, Porrúa, 1965, p. 49.

40. Alexis de Gabriac au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 1er août 1858, dans Lilia Díaz, Versión Francesa de Mexico, Informes Diplomáticos, 1858-1862, Mexico, Colegio de Mexico, 1964, p. 34.

41. J. Meyer, op. cit. p. 407.

42. Moisés Gonzalez Navarro, Historia Documental de México, op. cit., p. 158 et 159.

43. J. Sierra, Juarez..., op. cit., p. 29.

44. J. M. Mora, op. cit. vol. 3, p. 273 et 274.

45. Ibid, p. 273 et 274.

46. J. Sierra, Juarez..., op. cit., p. 9.

47. J. Meyer, op. cit., p. 409.

48. E. de la Torre Villar, op. cit., p. 14.

49. Programme de l'Administration de Gomez Farias, rédigé par J. M. Mora, dans Moises Gonzalez Navarro, op. cit., p. 195.

50. Les sept lois constitutionnelles, 29 décembre 1836, dans Moises Gonzalez Navarro, op. cit. p. 207.

51. J. Meyer, op. cit., p. 415.

52. Ley Juarez dans Moises Gonzalez Navarro, op. cit., p. 266.

53. Ley Lerdo, dans Moises Gonzalez Navarro, op. cit., p. 267.

54. Constitution de 1857, dans M. Gonzalez Navarro, op. cit., p. 287 à 291.

55. J. Meyer, op. cit. p. 417.

56. Ibid, p. 417.

57. Lois de Réforme, dans Gonzalez Navarro, op. cit., p. 291 à 297.

58. C.A. Hale, op. cit. p. 5.

59. J. Meyer, op. cit. p. 416.

60. Alexis de Gabriac au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 1er août 1858, dans Lilia Díaz, Version... op. cit., p. 34 à 36.

61. James A. Wagner, Men of Mexico, Milwaukee, The Bruce Publishing Co., 1943, p. 375.

62. Edward J. Berbusse, The Origins of the Mac-Lane-Ocampo Treaty of 1859, dans The Americas, Volume 14, July 1957 through April 1958, p. 227 et 228.

63. Forsyth à Case, 1er Juin 1858, dans William R. Manning, Diplomatic Correspondence of the United States International Affairs, IX, Mexico (Washington 1937), p. 1011 à 1018, cité dans E. J. Berbusse, op. cit., p. 231 et 232.

64. E. J. Berbusse, op. cit., p. 234.

65. Guy Frégault, La Société Canadienne sous le régime français, Les Brochures de la Société Historique du Canada, numéro 3, Ottawa 1969, p. 15.

66. Lionel Groulx, Histoire du Canada-français depuis sa découverte, vol. 1, Montréal, Fides, p. 17.

67. Jean-Pierre Wallot, Le Canada français: classes sociales, idéologie et infériorité économique, dans Revue d'histoire de l'Amérique Française, Volume 20, numéro 3, décembre 1966, p. 487.

68. Michel Brunet, Les Canadiens et les débuts de la domination britannique 1760-1791, Brochure Historique de la Société Historique du Canada, numéro 13, Ottawa, 1962, p. 9.

69. Ibid, p. 6.

70. Ibid, p. 21.

71. Michel Brunet, Canadiens et Canadiens, Montréal, Fides, 1954, p. 21.

72. Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet, Groupes Sociaux et pouvoir: le cas canadien au tournant du XIXe siècle, dans Revue d'histoire de l'Amérique Française, Vol. 27, numéro 4, Mars 1974, Montréal, p. 558.

73. Ibid, p. 535 à 564.

74. M. Brunet, Les Canadiens et les débuts..., op. cit., p. 10.

75. Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet, op. cit., p. 560 à 562.

76. Fernand Dumont, La Représentation idéologique des classes au Canada français, dans Recherches Sociographiques, Volume 6, numéro 1, janvier-avril 1965, p. 12.

77. Jean-Pierre Wallot, Religion and French-Canadian Mores in the Early Nineteenth Century, dans The Canadian Historical Review, Vol. 52, numéro 1, March 1971, p. 71.

78. Fernand Ouellet, Histoire Economique et sociale du Québec, 1760-1850, Montréal, Fides, 1966, p. 166.

79. F. Dumont, op. cit., p. 13.

80. Jean-Paul Bernard, Les Rouges, libéralisme nationalisme et anti-cléricalisme au milieu du XIXe siècle, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1971, p. 17 et 18.

81. Michel Brunet, L'Eglise Catholique du Bas-Canada et le partage du pouvoir à l'heure d'une nouvelle donne (1837-1854), Communications Historiques, 1969, La Société Historique du Canada, p. 44 et 45.

82. Ibid, p. 45 à 47.

83. F. Ouellet, Histoire Economique..., op. cit., p. 593.

84. M. Brunet, L'Eglise Catholique, op. cit., p. 50.

85. J. P. Bernard, op. cit., p. 6.

86. Fernand Ouellet, Louis-Joseph Papineau, un être divisé, Brochure Historique numéro 11, Ottawa, La Société Historique du Canada, 1960, p. 18

87. Jacques Monet, French-Canadian Nationalism and the Challenge of Ultramontaniam dans The Canadian Historical Association, Rapport 1966, p. 50.

88. Philippe Sylvain, Libéralisme et Ultramontanisme au Canada français: affrontement idéologique et doctrinal, 1853-1865, dans le Bouclier d'Achille (W. L. Horton ed.), Toronto, McClelland and Stewart, 1968, p. 120.

89. J. Monet, op. cit., p. 51.

90. Philippe Sylvain, Compte-rendu du livre de Jean-Paul Bernard: les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle, dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, Volume 25, numéro 4, mars 1972, p.566.

91. P. Sylvain, Libéralisme et Ultramontanisme... op. cit., p. 113 à 116; voir aussi J. Monet, op. cit., p. 45 et 46.
92. J. Monet, op. cit. p. 45.
93. P. Sylvain, Libéralisme et Ultramontanisme... op. cit., p. 117.
94. Ibid, p. 122 et 123.
95. J. Monet, op. cit. , p. 50.
96. P. Sylvain, Libéralisme et Ultramontanisme, op. cit., p. 122.
97. Ibid, p. 124.
98. Ibid, p. 131.
99. Ibid, p. 130.
100. J.P. Bernard, Les Rouges... op. cit. Appendice 1, p. 324.
101. P. Sylvain, Libéralisme et Ultramontanisme, op. cit., p.131.
102. Ibid, p. 224.
103. Ibid, p. 230.
104. Ibid, p. 233.
105. Ibid, p. 122.
106. Jean Hamelin et André Beaulieu, Aperçu du journalisme d'expression française, dans Recherches Sociographiques, Vol. 7, numéro 3, Septembre-Décembre 1966, p. 309.
107. Ibid, p. 310.
108. Ibid, p. 316 et 317.
109. Jean Hamelin et André Beaulieu, Les Journaux du Québec, de 1764, à 1964, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965, p. 116.
110. Jean Hamelin et André Beaulieu, Aperçu du journalisme d'expression française, op. cit. p. 317 et 318.

111. Le Journal de Québec, 16 juin 1866.
112. Le Pays, 20 décembre, 1866.
113. Guy Martinière, L'Expédition Mexicaine de Napoléon III dans l'Historiographie française, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, janvier-mars 1974, Vol. 21, p. 144.
114. C. Pereyra, op. cit. p. 27 à 51.

## CHAPITRE II

### LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS DE L'INTERVENTION A L'EMPIRE

#### A.- INTRODUCTION

En octobre 1861, les puissances alliées (la France, l'Angleterre et l'Espagne) décidèrent, par la convention de Londres, d'envoyer une expédition au Mexique pour réclamer le paiement de la dette étrangère que Juarez avait suspendu par la loi du 17 juillet 1861. Les trois puissances se rencontrèrent à Vera Cruz au début de 1862. Mais comme elles n'arrivaient pas à s'entendre sur les réclamations et sur l'établissement d'une monarchie au Mexique, l'entente tripartite échoua (avril 1862), et les troupes espagnoles et anglaises se retirèrent. La France resta donc seule au Mexique et, malgré le revers militaire qu'elle essuya à Puebla (5 mai), elle prit Mexico le 10 mai 1863.

La politique de Napoléon III était d'établir une influence française au Mexique pour contrebalancer celle des Etats-Unis. Il fit donc des plans pour créer un empire mexicain, qui aurait à sa tête l'archiduc Ferdinand Maximilien.

Le présent chapitre traitera des antécédents de l'Intervention, et retracera la position des journaux québécois au cours de ses principales phases: la Convention de Londres, le débarquement des troupes alliées, la rupture de l'entente tripartite, la défaite de Puebla et la Régence.

#### B.- LES ANTECEDENTS

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, les Mexicains voyaient déjà en l'Intervention l'unique moyen de guérir les

maux qui assaillaient le pays depuis les guerres d'indépendance.

Les Conservateurs, soutenus par l'Eglise, ne voyaient qu'une solution: une monarchie sous un prince européen. Les Libéraux aussi envisageaient la solution sous la forme d'une intervention, mais se tournaient vers les Etats-Unis. Déjà en 1848, ils voulaient "entraîner les Etats-Unis dans l'occupation permanente du pays, condition première de sa reconstruction<sup>1</sup> .

A un moment donné, sous le gouvernement modéré de Comonfort, et sous la Constitution de 1857, il aurait été possible d'arriver à un accord pour sauver le pays. Mais l'erreur de l'Eglise et des Conservateurs fut "de ne pas appuyer les Libéraux modérés et de ne pas aller au-devant des réformes que le moment exigeait"<sup>2</sup> . Pour leur part, les Libéraux radicaux de Juarez, Ocampo et Lerdo de Tejada, s'opposèrent aussi énergiquement aux modérés. Cette opposition entre partis radicaux fit éclater la Guerre de Trois Ans ou de Réforme.

Les deux partis voulaient sauver la Nation. Les Conservateurs voulaient sauvegarder les traditions hispaniques et catholiques, et ils s'appuyaient sur une politique centraliste et monarchique. Les Libéraux voulaient implanter un nouvel ordre de choses inspiré du monde anglo-saxon ou américain, au moyen d'une réforme politique qui rétablirait la démocratie républicaine, et d'une réforme religieuse qui rendrait le Mexique protestant ou, au moins, qui établirait une Eglise Catholique Nationale (anti-ultramontaine).

Ces protestants de coeur ne peuvent se conduire comme s'ils n'avaient jamais été catholiques et leur violence naît de cette position incommode entre deux univers de signe différent. 3

Leur zèle pour convertir le Mexique à leurs idées les mène à un fanatisme tel, qu'appuyés par les "bayonnettes américaines", ils vont pendant la guerre de Réforme et de l'Empire, perpétrer le

pillage des églises et des couvents. Les religieuses furent insultées et expulsées; des bibliothèques et des archives disparurent; l'oeuvre civilisatrice de la colonie fut anéantie. Dans cette destruction générale et implacable, une foule d'institutions que l'Eglise soutenait alors furent abolies et elles n'ont pas encore été remplacées.4

A cause de leur position géographique d'"avant-poste du monde hispano-américain battu par les embruns nord-américains",<sup>5</sup> les Etats-Unis ont joué dans l'histoire mexicaine un rôle très important. En effet, c'est grâce à l'aide des Américains que Juarez gagna la guerre de Réforme. Les Conservateurs, vaincus, amorcèrent une nouvelle attaque dans les capitales européennes pour demander une intervention. C'était leur dernière chance.

Les éléments qui constituèrent la conjoncture propice à l'intervention furent réunis pendant cette année de 1861. Tout d'abord, les Mexicains voulaient l'intervention; ensuite, la guerre civile sévissant aux Etats-Unis, il était pratiquement impossible à ces derniers d'appliquer la doctrine Monroe; enfin, les Libéraux firent l'erreur de suspendre le paiement de la dette étrangère.

José Manuel Hidalgo, diplomate qui faisait partie du groupe des Mexicains conservateurs qui s'étaient exilés en Europe et qui tentaient depuis plusieurs années d'amener les cours européennes à intervenir, écrivit: "Il n'est pas possible que l'ensemble de circonstances et d'éléments qui se présentèrent en 1861 puissent encore se produire"<sup>6</sup>.

Les changements de gouvernement n'empêchèrent pas ce groupe d'exilés de continuer leur mission avec plus d'ardeur, maintenant que la monarchie était l'unique salut pour le pays. Ainsi Hidalgo, qui était à Paris en 1857, devint un visiteur régulier à la Cour, à cause de l'amitié qui l'unissait à la famille de l'Impératrice, qu'il avait connue en Espagne. Il ne tarda point à lui exposer la situation mexicaine, l'anarchie qui y régnait, les persécutions religieuses et la possibilité que les Etats-Unis finissent par annexer ce pays que ses ancêtres avaient fondé. Le sang espagnol, le catholicisme et la pitié de l'Impératrice fit qu'Hidalgo trouva en elle une alliée sûre et dévouée.<sup>7</sup>

Cette demande d'intervention des exilés mexicains en Europe était en même temps corroborée par les dépêches des représentants anglais et français au Mexique.

Alexis de Gabriac, Ministre français au Mexique, envoyait depuis 1857 de nombreuses dépêches exposant l'état du pays et le désir des Conservateurs que la France envoie des troupes pour le pacifier. Gabriac proposa même de placer un roi à la tête du pays. On était prêt à tout accepter pour ne pas voir le pays tomber aux mains des Etats-Unis.<sup>8</sup>

Napoléon III semble avoir été influencé par Hidalgo et Gabriac, mais en réalité l'idée d'intervention occupait déjà une place dans ses pensées et dans la politique coloniale française du XIXe siècle. En effet, Napoléon III avait déjà entretenu des desseins pour cette partie du monde. Pendant qu'il était prisonnier à Ham, il avait écrit une étude sur un projet de canal au Nicaragua.<sup>9</sup> De plus, en bon saint-simonien, il croyait à la réalisation "d'un empire latin progressiste, barrière à l'impérialisme anglo-saxon et premier maillon d'une chaîne d'Etats latino-américains réorganisés sur le même modèle".<sup>9a</sup>

Par ailleurs, les dernières études des historiens français et mexicains sur l'Intervention au Mexique tendent à démontrer qu'il y avait un impérialisme français en action contre le Mexique depuis 1838, et qu'il existait en France une

problématique "latine" de l'ancienne Amérique luso-hispanique profondément marquée par l'idéologie dominante du Second Empire que la plupart des ouvrages publiés reflétèrent à divers titres. Car cette problématique "interventionniste", remarquablement exposée par Michel Chevalier, d'ailleurs espérée par une large faction de la colonie française au Mexique, se développa selon une croyance affirmant la mission exportatrice de progrès de l'humanité grâce à la France et à partir d'elle, nation héritière du monde "latin", de l'Europe à l'Amérique, à l'Afrique et l'Asie, menacée par l'expansion anglo-saxonne qu'il convenait d'endiguer. Et le Mexique était une zone frontière idéale pour ce combat "latin" qu'il ne fallait pas perdre sous peine d'être victime de l'hégémonie de l'Angleterre et des Etats-Unis; l'expédition était donc un bienfait pour l'humanité entière: d'ailleurs, en 1857, un Mathieu de Fossey, avait soutenu la nécessité d'une intervention française que les Mexicains approuveraient sûrement dans leur masse. En ce sens, quelles raisons l'empereur aurait-il eues de ne pas croire les milieux mexicains exilés à Paris. 10

Mais l'Empereur n'arrivait pas à se décider, car il craignait une guerre avec les Etats-Unis et voulait s'assurer l'appui <sup>11</sup> du gouvernement britannique. Enfin, en octobre 1861, dans une lettre à Flahaut, il expliqua que les circonstances avaient changé, que le moment était favorable (les Etats-Unis étant en guerre civile), et que les outrages commis par les gouvernements mexicains avaient préparé un terrain légitime pour une intervention de l'Angleterre, de <sup>12</sup> l'Espagne et de la France.

L'Angleterre, pour sa part, souhaitait depuis longtemps <sup>13</sup> diminuer l'influence des ambitions américaines. Le représentant anglais à Mexico, Otway, envoyait lui aussi de multiples dépêches proposant depuis une intervention armée pour rendre la paix au pays et protéger les intérêts anglais, <sup>14</sup> jusqu'à l'incorporation du Mexique à l'empire britannique. Mais le gouvernement anglais ne voulait pas intervenir dans les affaires intérieures de "ce nid de guêpes"; si les circonstances étaient favorables à une intervention, il se limiterait à rétablir l'ordre pour des "raisons humanitaires <sup>15</sup> et commerciales". En effet, le Mexique devait à l'Angle- <sup>16</sup> terre plus de 80% de sa dette extérieure, et, avec les Etats-Unis, les Britanniques avaient des intérêts dans un <sup>17</sup> canal interocéanique par Tehuantepec. Une victoire des Libéraux, surtout après le traité MacLane-Ocampo, pouvait faire échouer ces plans et favoriser les Américains. Par conséquent, les Anglais interviendraient, mais à certaines conditions.

Pour leur part, les Espagnols avaient signé avec le Mexique un traité (Mon-Almonte) qui obligeait le gouvernement mexicain à corriger les abus dont avaient été victimes les Espagnols du Mexique, à protéger ceux-ci et à respecter les traités conclus auparavant. Ce traité avait été signé avec les Conservateurs, et quoique Juarez le reconnût,<sup>18</sup> il ne fit rien pour protéger les intérêts espagnols, ce qui fit dire à l'Ambassadeur d'Espagne, Joaquín Francisco Pachecho: "Je ne vois pas le Mexique mais deux hommes à la tête de deux partis: Miramón qui n'est pas hostile à l'égard des Espagnols, et Juarez qui les laisse assassiner!" A la suite de cette déclaration, l'Ambassadeur fut expulsé du pays par Juarez.<sup>19</sup>

Quoique l'attitude de l'Espagne envers ses anciennes colonies pendant toute la période fût remplie de conflits à cause des réclamations financières et des plaintes de ses ressortissants, elle ne tenta pas de les reconquérir.<sup>20</sup> En 1859, le gouvernement espagnol pensait sérieusement à intervenir militairement au Mexique; il proposa donc cette ligne d'action à l'Angleterre et à la France,<sup>21</sup> mais sans succès. Le moment, comme on le sait, n'était pas encore propice. Ainsi, en juillet 1861, les trois pays interventionnistes étaient prêts à y aller, chacun pour son bénéfice. L'Angleterre et l'Espagne y allaient pour régler des questions financières et, supposément, pour pacifier le pays, si possible avec des éléments conservateurs et monarchistes. La France, pour sa part, avait des desseins beaucoup plus vastes, et ses réclamations n'étaient qu'une excuse, comme on le verra plus

loin, pour prendre pied sur ce continent qui se convertirait en un monument à la latinité. C'est cette double pensée française qui, plus tard, fera échouer l'entente tripartite de Londres.

Le 17 juillet 1861, Juarez signa un décret visant la suspension, pour deux ans, des paiements de la dette étrangère. C'était l'excuse tant espérée. Pourquoi ce décret? Le pays était en banqueroute et le décret le confirmait. En outre, Juarez pensait que ni l'Angleterre ni la France n'attaqueraient un pays comme le Mexique pour quelques "pesos": l'Angleterre, à cause de son attitude dans le passé et à cause des Etats-Unis; la France, parce qu'elle était "la mère spirituelle du Mexique" et qu'elle n'avait que trois millions de dettes, la plus basse.<sup>22</sup> Il restait l'Espagne. Au fond, si cette dernière attaquait, cela avantagerait les Libéraux et cimenterait une fois pour toutes la révolution libérale. Juarez "envisageait un conflit avec l'Espagne comme un moyen de liquider certains problèmes domestiques".<sup>23</sup> Tous ses calculs se révélèrent faux, <sup>sauf</sup> jusqu'à un certain point, en ce qui concerne l'Angleterre.

Les négociations de la convention tripartite de Londres (septembre et octobre 1861) furent longues et compliquées, et il en résulta un instrument assez vague et assez neutre pour satisfaire tout le monde.

The Convention of London was a compromise, and, as such, it did not fully satisfy any of the contracting parties. The three allies disagreed about the purpose of an expedition to Mexico. For Napoleon the intervention would be the means of establishing Maximilian in Mexico. The Spanish Government wanted to gain popularity at home by an active Mexican policy designed not only to obtain redress for the Spanish claims but also to return the conservatives to power in Mexico. The British Government intended to limit the intervention to a debt-collecting expedition. The Convention was made vague enough to satisfy all, each believing his viewpoint was provided for or not excluded from, the terms of the Convention. The various interpretations of the objectives of the expedition led directly to a difference of opinion of how the expedition should be employed. Just what operations should be carried out were completely omitted from the Convention. The British and Spanish Governments accepted Thouvenel's banal explanations that these matters would be included in the instructions to the representatives of the allies. 24

Pour concrétiser cette idée de Napoléon de fonder une monarchie au Mexique, idée que désapprouvaient les Anglais, on avait besoin d'un candidat. De tous ceux qui furent mentionnés, le choix tomba sur Maximilien, Archiduc d'Autriche, frère de l'Empereur François-Joseph. 25

Ainsi, à la fin de l'année 1861, la situation était un peu confuse; on avait une Convention signée par la France, l'Angleterre et l'Espagne, qui "était importante par tout ce qu'elle ne contenait pas". 26 Elle préparait un trône au sujet duquel personne ne connaissait toute la vérité, et une intervention dans un pays dont le Président se préparait à une guerre contre l'Espagne qu'il haïssait, sans se douter qu'il allait devoir prendre les armes contre la France qu'il chérissait.

## G.- LES JOURNAUX QUEBECOIS ET L'INTERVENTION

### 1.- La Convention de Londres

La Guerre de Trois Ans ou de Réforme avait été traitée sporadiquement par les journaux canadiens. En 1859, Le Journal de Québec avait reproduit plusieurs articles du Propagateur Catholique de Nouvelle-Orléans sur la lutte que menaient les Conservateurs mexicains contre Juarez,<sup>27</sup> et sur les décrets émis par celui-ci (Lois de Réforme) contre les biens de l'Eglise.<sup>28</sup> Le Pays publia en 1859 trois articles sur la même question,<sup>29</sup> puis il garda le silence jusqu'en 1861. Par Le Journal de Québec, on apprit que le Président américain, Buchanan, avait déclaré devant le Congrès qu'il avait rompu les relations avec le gouvernement de Zuluaga et avait reconnu le gouvernement de Juarez. Dans ce message, il avait également mentionné l'opportunité d'intervenir. Il fallait faire vite car, selon lui, vu l'état d'anarchie de la République voisine, "il ne faudra pas s'étonner qu'une autre nation n'entreprenne cette tâche".<sup>30</sup> Quelques jours après, Le Journal de Québec reproduisait une nouvelle du Propagateur Catholique qui, parlant du traité MacLane-Ocampo, déclarait:

Nous avons déjà fait remarquer quelle était la tendance de la politique des Etats-Unis à l'égard du Mexique. Cette politique tend évidemment à entretenir la guerre civile, afin que le pays se trouvant affaibli et miné, les Etats-Unis aient un prétexte pour intervenir, et le protéger, c'est-à-dire l'absorber. 31

Le 30 juin, le même journal annonça que le traité n'avait pas été ratifié par le Sénat américain.<sup>32</sup>

C'est encore Le Journal de Québec qui fournit le plus de renseignements sur la question religieuse au Mexique. Après une série d'articles sur la question romaine, où il parlait des biens temporels du Pape et de l'Eglise, il en publia un autre sur le décret de Juarez relatif aux biens ecclésiastiques.<sup>33</sup> Au mois d'août, ce décret avait déjà été traité sommairement par L'Ordre, sous le titre: Décret sacrilège de Juarez.<sup>34</sup> Au début de 1861, Le Journal de Québec annonça la fin de la guerre<sup>35</sup> et l'expulsion de l'Ambassadeur d'Espagne<sup>36</sup> .

Les premiers échos sur l'Intervention se firent entendre vers le mois de septembre.

Pendant cette période, et jusqu'à la confirmation de l'entente entre les trois grandes puissances, la presse prétendit que l'Espagne était responsable de l'Intervention et qu'elle voulait reconquérir le Mexique ou, au moins, y fonder une monarchie ayant à sa tête un prince espagnol. A cause du mythe d'une Espagne ultra-cléricale, la presse libérale surtout aura tendance à se tourner contre elle.

A la France et à l'Angleterre, on attribuera un but économique, c'est-à-dire régler le problème du paiement des dettes.

Juarez émit une circulaire qu'il distribua dans les divers Etats de la République et où il déclarait que l'ennemi, c'était l'Espagne. Quant à l'Angleterre et à la France, on pouvait s'arranger, leurs exigences étant purement pécuniaires.<sup>37</sup> La presse au Québec réagit de la même façon.

Cependant, Le Journal de Québec et la Minerve publièrent des articles où ils voyaient d'un bon oeil le prétendu désir de l'Espagne de "conquête ou tout au moins de restauration"<sup>38</sup> ; selon eux, l'Espagne avait raison de revendiquer ses droits et de "faire du Mexique tout ce qu'exigent ses intérêts et sa dignité"<sup>39</sup>. Pour sa part, l'Ordre reproduisit un long article du Journal des Débats, qui rendait clairement l'Espagne responsable de cette machination politique contre le Mexique; d'après lui, si l'Angleterre et la France intervenaient, c'était plutôt pour empêcher l'Espagne de reprendre le Mexique, car les Etats-Unis, l'unique nation ayant directement intérêt à faire obstacle à l'Espagne, étaient en guerre. Peu importe, il ajoutait: "Nous osons le dire hautement, l'intérêt de la France est que l'Espagne réussisse". Il rendait l'Angleterre responsable de la destruction des empires espagnol et français qui étaient jadis alliés.<sup>40</sup> Le Pays, au contraire, attaqua l'Espagne, et il reproduisit un article du Siècle où il demandait de ne pas la laisser "s'attaquer à l'indépendance du Mexique". Il voulait que les Cabinets de Paris et de Londres empêchent le gouvernement de Madrid d'entreprendre une guerre dans l'unique but de ressaisir<sup>41</sup> des positions qu'il avait perdues par sa faute.

Au Mexique, Juarez voudra exploiter cette tendance anti-espagnole qui se dessinait dans tous les journaux libéraux. Sa haine pour l'Espagne était bien connue, de même que son admiration pour l'Angleterre et surtout la France.<sup>42</sup> Cette haine, alliée aux préjugés anti-espagnols que nourrissaient tous les Libéraux, le trompera dans son raisonnement et sa

politique. Ainsi, il espérait diviser les trois puissances: l'Angleterre et la France contre l'Espagne. Amadouer la France et l'Angleterre avec de l'argent et des promesses d'argent et affronter l'Espagne avec la racune des Mexicains et les "fusils du monroïsme"<sup>43</sup>. Une autre cause de la confusion qui régnait au sujet des vrais desseins des puissances interventionnistes fut non seulement l'imprécision de la Convention de Londres, mais aussi le secret avec lequel elle avait été négociée par l'Empereur. "Cette affaire il (Napoléon III) la mène personnellement souvent même à l'insu des collaborateurs les plus intimes"<sup>44</sup>.

Pendant un certain temps, on s'intéressa moins à l'affaire. Les journaux se contentèrent de donner le nombre des effectifs; ceux des forces françaises étaient minutieusement rapportés.<sup>45</sup> On doit discerner dans les journaux une espèce d'impasse, on ne sait à quoi s'en tenir; quand l'affaire semblait être une machination de l'Espagne, tout était clair, les factions avaient pris position; mais maintenant que les trois puissances semblaient être d'accord, on ne savait plus que penser. La publication, au complet, de la Convention par le Journal de Québec n'éclaircit rien et, dans le numéro du 30 novembre, citant le Journal des Débats, le Journal de Québec écrivit quelque chose qui semblait résumer la situation:

On ne connaît point encore nettement dans le public le but commun que poursuivent les trois puissances alliées. A plus forte raison ne sait-on pas ce que chacune d'elles peut secrètement méditer à part des autres. 46

Cette incompréhension de l'affaire amena tout le monde à croire que la Convention était une façade, et qu'il existait une autre Convention secrète entre les trois puissances. En réalité, il n'y en eut jamais.<sup>47</sup>

Durant cette période, deux autres questions furent traitées par les journaux: l'une, la situation de l'Eglise au Mexique, l'autre le fait que les pays impliqués invitèrent les Etats-Unis à se joindre à eux. En ce qui concerne la première, la Minerve publia, à la fin d'octobre, un article sur l'affaire italienne où elle déclarait:

A ces malheurs sont venues s'ajouter les nouvelles douloureuses résultant des persécutions dirigées contre l'Eglise dans la Nouvelle Grenade et dans les Etats du Mexique, par des hommes non moins criminels qu'en Italie qui ont promulgué des lois les plus opposées aux droits de l'Eglise... contre l'Italie et le Mexique, on ne pourra qu'encourager l'Espagne catholique à persister dans sa ligne de conduite à l'égard des deux gouvernements hérétiques. 48

Peu après l'Ordre publia une allocution du Pape sur "les violences commises contre l'Eglise au Mexique"<sup>49</sup>

Pour ce qui est de la participation des Etats-Unis, les journaux rapportèrent l'invitation faite aux Américains par l'Angleterre. Lincoln avait décliné l'invitation, et il n'avait "fait non plus aucune allusion à l'expédition" dans son message au Congrès en décembre 1861.<sup>50</sup>

A la fin de 1861, la Minerve, dans son éditorial de fin d'année, déclarait: "La Grande-Bretagne, de concert avec la France et l'Espagne, vient d'envoyer une expédition militaire au Mexique pour veiller à ce que justice soit rendue à ces nations"<sup>51</sup>. Il est évident qu'on comprenait très peu le problème. On ne croyait pas que l'expédition avait pour but

d'occuper d'une manière permanente une partie du territoire mexicain; le Mexique serait entièrement libre de choisir la forme de gouvernement qui lui plairait; toutefois, si la population choisissait la monarchie, on n'interviendrait pas au profit d'un prince en particulier.<sup>52</sup> "Du moins, on l'a promis...", mais elle admettait qu'un "certain mystère semble encore planer sur le Cabinet des Tuileries..."<sup>53</sup>

Le 2 janvier 1862, l'Ordre commença l'année en publiant une longue nouvelle sur le Mexique, puisée dans le Courrier des Etats-Unis. Après avoir annoncé que les trois pays intéressés voulaient l'abrogation de la loi du 17 juillet, il spécifiait que les réclamations de l'Espagne restaient vagues, et que les Anglais voulaient, en plus du paiement de la dette, celui de l'argent volé par Miramón à la Légation anglaise (660.000 pesos).<sup>54</sup> En outre, le journal soulignait l'intransigeance du représentant français, Monsieur de Saligny, qui avait été insulté dans une émeute au Mexique; il "refuse même d'ouvrir aucune négociation jusqu'à la réparation du grief qui lui est personnel". (Saligny, en effet, restera toujours intolérant envers le gouvernement libéral et, en agissant de la sorte, il fera échouer la politique de Juarez de diviser les puissances. Saligny répondra aux avances de réconciliation de Juarez par des demandes de plus en plus exigeantes).<sup>55</sup> Pour leur part, les demandes de l'Espagne, dit l'article, ne sont pas aussi nettement connues et, quelles qu'elles soient, Juarez ne semble pas disposé à répondre par la moindre concession; il n'hésitera pas à pousser la chose à l'extrême.<sup>56</sup> Ou bien les journalistes du Courrier des

Etats-Unis étaient très perspicaces, ou ils avaient, sans le vouloir, pressenti les faits tels qu'ils se présentaient au début de 1862.

## 2.- Le débarquement des troupes

Le 8 décembre 1861, les journaux annoncèrent que les Espagnols, devançant leurs alliés, s'étaient présentés à Vera Cruz qui avait capitulé; tant la ville que le fort de San Juan de Ullua avaient été évacués. Le Journal de Québec ne manqua pas l'occasion de se moquer des Etats-Unis. Reproduisant un article de la Tribune de New York, il déclara:

L'arrivée des Espagnols devant San Juan de Ullua et la prise de possession de cette place ne saurait être agréable à une république qui avait la prétention d'être seule arbitre des difficultés internationales sur ce Continent. 57

La Minerve mentionnait que les alliés n'étaient ni maîtres ni contents de la situation; "ils espéraient rencontrer des sympathies et ils ont trouvé la population tout entière liguée contre eux comme un seul homme".<sup>58</sup> Nouvelle importante si l'on considère que les Mexicains en Europe avaient promis que le peuple, en grande partie, acclamerait les troupes de l'Intervention et les aiderait à renverser le gouvernement de Juarez.<sup>59</sup>

Les journaux libéraux se taisaient. Ceci était dû, dit la Minerve dans un article puisé dans l'ultramontain Le Monde, à ce que leur idole était dans une mauvaise situation.

Juarez était un de ses héros, il y a douze mois: Juarez représentait le principe de la liberté contre celui de l'absolutisme. Juarez était un ennemi de l'Eglise, rien de plus estimable, par conséquent; à Miramón, tous les torts et tous les défauts, à Juarez tous les mérites et toutes les qualités. Aujourd'hui la presse libérale se tait sur Juarez; elle aime mieux ne pas en parler que de reconnaître, une fois de plus, que ses héros lui font peu d'honneur. Elle a beau faire: les ennemis de l'Eglise, qu'ils se trouvent au Mexique ou en Italie, finissent toujours par se montrer tels qu'ils sont, c'est-à-dire avide, cupides, despotiques et féroces.

Après une longue explication sur "l'horrible état de choses au Mexique" sous le gouvernement libéral, elle concluait: "On comprend qu'un pareil état de choses détourne bien des esprits de la forme républicaine et les ramène vers la royauté".<sup>60</sup>

Au fond, l'énigme de l'intervention continuait; on n'y comprenait rien. On publia de longs exposés sur l'arrivée des troupes françaises, avec le nom des bateaux, le nombre de troupes, etc.,<sup>61</sup> et sur des supposées batailles entre Espagnols et Mexicains, dont le Journal de Québec mettait en doute la véracité.

Malgré la malveillance habituelle du correspondant américain de la presse associée à La Havane, nous ne découvrons pas dans ces communications la moindre trace de la prétendue défaite des Espagnols au Pont National.<sup>62</sup>

Le 11 février parut une nouvelle très importante: Juan N. Almonte, général mexicain exilé en Europe, irait voir Maximilien pour le décider à prendre le trône du Mexique.<sup>63</sup>

Les journaux commencèrent à parler de plus en plus du trône du Mexique et de la candidature de Maximilien. "La rumeur que le trône du Mexique sera offert à Maximilien prend plus de consistance" dit la Minerve.<sup>64</sup> "Il y a une rumeur

qui semble s'accréditer", dit le Journal de Québec à propos de la même question.<sup>65</sup> "...l'opinion se répand en effet de plus en plus qu'il y a une royauté au bout de l'Expédition" déclara l'Ordre.<sup>66</sup>

La Minerve publia un long article sur la royauté au Mexique; elle mentionna que l'idée de la candidature de Maximilien datait de loin et que, tout en étant bonne et favorable au Mexique, elle ne pourrait se concrétiser "sans une dépendance absolue des puissances occidentales".<sup>67</sup> A ce propos, mais d'une façon plus détaillée et sur un ton mordant et moqueur, le Pays déclara dans un article reproduit du Moniteur Franco-Américain, intitulé Les royautés en Amérique: "Le but" est "d'obtenir la réparation d'insultes faites, le redressement de torts communs faits aux trois puissances et à leurs nationaux". Mais "d'autres affirment que des propos plus vastes encore s'élaborent dans les plus hautes et plus mystérieuses régions officielles". D'après lui, le projet visait à garder les rois européens sur des trônes de l'Amérique du Sud, jusqu'à ce qu'ils puissent être "transplantés plus tard, Dieu et la force aidant", en Europe. Et il ajoutait que les idées de 1789 étaient si fortes que ces rois, comme ceux de l'Europe, tomberaient un jour à leur tour. "Ce jour-là, on en serait quitte pour choisir dans d'autres régions un autre champ d'asile monarchique jusqu'à ce qu'enfin la terre fasse défaut aux derniers rejetons des vieilles légitimités".<sup>68</sup>

Le 20 février, l'Ordre publia une dépêche diplomatique de Dubois de Saligny, datée du 15 novembre 1861, dépêche qui, selon le journal, "met dans le vrai jour les motifs et le

but de l'Expédition".<sup>69</sup> Cette dépêche, ainsi que les instructions qu'avaient données Thouvenel à Jurien de la Gravière avant le départ de celui-ci pour le Mexique (qui étaient également incluses dans l'article), ne révélaient rien de plus que ce que l'on pouvait apprendre en lisant la Convention. Toutefois, les instructions confidentielles données par Thouvenel le 11 février 1861 à Jurien de la Gravière, auraient pu apporter de nouveaux éléments, car Thouvenel y mentionnait la candidature de Maximilien. (Il y a lieu de signaler que Londres et Madrid, dans leurs instructions à leurs plénipotentiaires, n'avaient pas fait mention de l'établissement d'une monarchie, encore moins de celle de Maximilien). Dans ces instructions confidentielles, Thouvenel ajoutait que le peuple mexicain allait manifester l'intention de s'unir aux forces alliées, et que les termes de la Convention étaient assez vagues pour les adapter au Mexique et atteindre le but de l'expédition, et ainsi justifier l'interprétation qu'on voulait leur donner.<sup>70</sup>

Par ailleurs, les journaux commençaient à mentionner la division entre les trois puissances. Le 3 mars, l'Ordre publia un communiqué du Daily News de New York, où l'on discernait "une dissension entre la France et l'Espagne d'une part et l'Angleterre de l'autre; car sur cette mystérieuse intervention au Mexique, ne serait-il pas temps de bien fixer l'opinion sur le but de l'expédition des trois puissances".<sup>71</sup> Lord Russell, Premier Ministre anglais, déclarait que si le "peuple mexicain place spontanément l'Archiduc Maximilien sur le trône, rien dans la Convention ne peut l'en

empêcher, mais d'un autre côté l'Angleterre ne peut prendre part dans l'intervention qui aura cet objet en vue"<sup>72</sup>. Du 9 janvier, jour où les alliés présentèrent l'ultimatum à Juarez, au 9 avril, date où l'alliance tripartite fut rompue, très peu de nouvelles parvinrent du Mexique. Les journaux, comme on l'a vu, rapportaient des nouvelles européennes sur le trône mexicain, sur Maximilien, etc. Toutefois, les événements au Mexique restaient un mystère, et on en était réduit aux conjectures.

Le Courrier des Etats-Unis, journal conservateur, était la principale source d'information, même pour des journaux comme le Pays<sup>73</sup>. Les lecteurs du Journal de Québec étaient les mieux informés, car ce dernier imprimait presque tout ce qui lui tombait sous la main, y compris des articles contre l'Expédition. (Il publia même la critique que fit Favre devant l'Assemblée le 13 mars).

### 3.- Rupture de l'entente tripartite.

Pour comprendre l'échec de l'accord tripartite, il faut analyser les événements au Mexique. Le 9 janvier, la première conférence des alliés eut lieu à Vera Cruz. On proposa d'envoyer à Juarez un exposé du but de l'Intervention: faire respecter le traité et protéger les compatriotes. "Ils vous trompent, ceux qui voudraient vous faire croire que derrière nos prétentions, aussi justes que légitimes, se cachent des plans de conquête et de restauration, et le projet d'intervenir dans votre politique intérieure"<sup>74</sup>. Cet exposé fut signé par tous, et le Journal de Québec le publia le 15

février. Trois jours plus tard, le Pays déclarait que le 14, on avait présenté "un ultimatum aux alliés avec une dépêche de chacun des plénipotentiaires, contenant leurs réclamations respectives"<sup>75</sup>. Il est vrai que ce jour-là, on avait envoyé des émissaires porter un ultimatum à Juarez, mais sans réclamation. En effet, au cours des conférences tenues pour rédiger l'ultimatum qui devait accompagner les réclamations, Prim et Wyke, examinant les réclamations françaises présentées par Saligny, les trouvèrent outrageantes et "tellement insultantes que le gouvernement mexicain n'accepterait jamais ces conditions"<sup>76</sup>.

Non seulement les réclamations françaises avaient-elles été enflées de 12 millions de dollars, mais à cette somme Saligny ajoutait la fameuse dette Jecker. En 1859, ce banquier suisse de nationalité française obtint du gouvernement de Miramón 15 millions de bons du trésor mexicain contre une somme totale de 1.484.428 dollars. Si ces bons ont eu tellement d'importance, ce n'est pas à cause de l'escroquerie de Monsieur Jecker, mais plutôt de la supposée demande de Morny, demi-frère de l'Empereur, qui voulait inclure cette somme dans les réclamations afin de recevoir 30% lui-même. Ce rôle suspect de Morny, ainsi que les discours de Favre devant l'Assemblée, qui portaient sur les bons Jecker, firent naître l'idée que ceux-ci avaient été l'une des causes principales de l'Intervention. L'intervention de Morny dans l'affaire est vague, et tout ce qui l'implique est une seule lettre, écrite après la mort de Morny, de Jecker à Conti, chef du Cabinet de l'Empereur, qui l'accuse d'y être compromis.

Jecker fut tué par la Commune qui lui imputait la guerre du Mexique. Ce qui est fort probable, comme l'explique Carl H. Bock, c'est que ces bons allaient servir à augmenter le montant des demandes et forcer ainsi le Mexique à refuser. Les Français auraient alors une excuse pour intervenir.<sup>77</sup>

Des demandes "fantastiques" et "excessives" faisaient partie du plan de Napoléon, et l'idée d'inclure ces bons, comme garantie, venait peut-être de l'Empereur.<sup>78</sup>

Dans les instructions secrètes que portait Saligny, les demandes faites au Mexique devaient être "excessives...aussi élevées que possible...Il fallait commencer par le gros bout" Sinon le gouvernement mexicain accepterait les conditions proposées, et n'ayant plus d'excuse pour rester, les Français devaient partir.<sup>79</sup>

Ces demandes excessives ainsi que le refus de Saligny de les modifier et d'en exclure les bons Jecker, empêchèrent les parties d'en arriver à un accord, et on décida d'envoyer l'ultimatum sans réclamation. Cet ultimatum était un chef-d'oeuvre d'absurdité; aucun journal ne le publia ni n'osa l'analyser. Les Mexicains demeurèrent un peu perplexes, car ils entendirent parler de la "non-intervention de l'intervention". On déplaçait 10.000 hommes, non pas pour faire la guerre, mais pour donner des conseils. "Ou tous étaient devenus fous, ou les événements dépassaient le gouvernement mexicain". La confusion augmenta quand Zamacona vint parler aux alliés, et que les Français, en qui il avait le plus confiance, rejetèrent ses propositions. A l'ultimatum les Mexicains répondirent qu'ils désiraient engager des

pourparlers en vue d'une conférence qui aurait pour but de régler les différends entre les pays. Les alliés se mirent d'accord pour envoyer Prim comme leur représentant auprès du Ministre des Affaires Extérieures mexicain, Manuel Doblado. C'est ce qu'on a appelé les préliminaires de la Soledad.

Le Pays en parla le 22 mars, sans donner d'explication; il indiqua toutefois que les alliés allaient faire preuve de conciliation envers Juarez. L'Ordre ne mentionna pas les préliminaires en soi, mais seulement leurs résultats. "On nous laissera possiblement prendre possession des trois villes en question: Jalapa, Orizaba, Córdoba".

Le Journal de Québec, comme toujours, donnait beaucoup d'explications. Le 27 mars, il annonça les pourparlers et parla des entretiens avec Zamacona. Le 11 mars, il publia les préliminaires qui, outre qu'ils permettaient aux troupes d'avancer, annonçaient des négociations à Orizaba pour le 19 avril. Après ces préliminaires, les alliés écrivirent à leurs gouvernements respectifs pour demander des instructions en vue des prochaines négociations.

Jusqu'alors, la confusion sur l'Expédition du Mexique avait régné partout. Au Mexique, on ne comprenait pas que ce soit la France et non l'Espagne qui voulait la guerre, et quoique les indices devenaient de plus en plus précis, on pensait encore à une solution pacifique. En France, on n'était pas plus éclairé. La question n'était pas de savoir ce que les alliés allaient faire au Mexique, mais quelles étaient les intentions de la France. Le 14 mars 1862, Achille Jubinal, député à l'Assemblée française, qui n'était même pas

membre de l'Opposition, souleva la question: "Que faisait la France au Mexique? Aider avec nos troupes à monter un trône?"<sup>84</sup> Mais l'opposition ne se manifestera qu'après le rejet par la France des préliminaires de la Soledad et le réembarquement des troupes espagnoles et anglaises.<sup>85</sup>

La presse officielle française se taisait, mais elle se vit forcée de donner des explications, quoique fictives. Au mois d'avril, elle parla de la réconciliation des alliés, de la marche sur Mexico et de la dissolution par les alliés des préliminaires de la Soledad.<sup>86</sup> On ne peut donc pas reprocher aux journaux canadiens d'avoir publié toutes sortes de nouvelles.

Le 7 avril, le Journal de Québec publia le discours de Favre qui faisait suite à la question de Monsieur Jubinal. Celui-ci avait demandé s'il était raisonnable de dépenser de 20 à 30 millions de piastres dans une intervention, pour obtenir 3 à 4 millions de dettes<sup>87</sup> (Favre ignorait encore le chiffre de Saligny et les bons Jecker).

Le 6 mars, le Général Lorencez débarquait avec 6.000 hommes supplémentaires. En même temps, débarquait Almonte, avec l'intention de pénétrer dans le pays et de former un gouvernement provisoire qui proposerait le trône à Maximilien. Il se présenta devant Prim et lui raconta le projet de Napoléon, de la monarchie, etc. Prim s' alarma. N'en croyant pas ses oreilles, il alla voir Wyke, le représentant anglais, et tous deux demandèrent aux Français de refuser à Almonte la permission d'entrer dans le pays. L'Empereur, l'Espagne et l'Angleterre reconnaissaient le gouvernement de Juarez

"de facto"; la présence d'Almonte, qui venait détruire ce gouvernement, comme lui-même l'avait avoué, était donc en complet désaccord avec le principe de non-intervention dans les affaires intérieures du Mexique, tel qu'il était énoncé dans la Convention de Londres. Quand Jurien de la Gravière et Saligny refusèrent de coopérer et de réembarquer Almonte, l'alliance tripartite fut rompue et les Anglais et les Es-  
88  
pagnols retirèrent leurs troupes. La France restait seule.

Il a été nécessaire de faire cet exposé des faits car la situation était, comme on l'a vu, très confuse. Le 22 avril, le Journal de Québec publia un long article où il rapportait des nouvelles puisées dans divers journaux officiels français. Les nouvelles sur la position des Alliés, l'emplacement des troupes anglaises et espagnoles, la marche des trois alliés sur Mexico, etc., étaient contradictoires. Le journal n'y comprenait rien non plus et déclarait que "les conjonctures les plus diverses se font jour et chacun prétend avoir le mot de la comédie qui se joue". Il concluait en se demandant: "Faut-il donc croire que commencée à trois, l'expédition serait réduite à une armée unique et que la France s'acharnerait seule à la Conquête du Mexique".  
89  
Enfin, le 10 mai, le Journal de Québec publia un article tiré du Courrier des Etats-Unis du 7 mai, sur la "cessation de toute action commune entre l'Espagne, l'Angleterre et la France". La note des trois plénipotentiaires disait: "N'ayant pu se mettre d'accord sur l'interprétation à donner dans les circonstances actuelles à la Convention de Londres... ils ont résolu d'adopter désormais une ligne d'action complètement séparée et indépendante".

Le journal publia également la note du gouvernement mexicain, où il était dit que le Mexique regrettait qu'un

...incident aussi imprévu empêche MM. les Commissaires européens d'accomplir les stipulations si solennellement arrêtées dans les préliminaires de la Soledad... Quant à l'injustifiable conduite de MM. les commissaires de l'Empereur des Français, le gouvernement mexicain se borne à répéter ici ce dont il a protesté en d'autres occasions. Le Mexique fera foi (sic) à toute demande équitable et fondée sur le droit des gens; mais il défendra à toute extrémité (sic) son indépendance et sa souveraineté. Sans prendre le rôle d'agresseur qui n'a jamais été le sien, il repoussera la force par la force et défendra jusqu'à la dernière goutte de sang mexicain les deux grandes conquêtes que le pays a faites dans ce siècle: l'Indépendance et la Réforme.

Ensuite, le journal publia la proclamation de Saligny et de Jurien de la Gravière, invitant les Mexicains à s'unir à eux pour se consacrer à la "régénération de votre beau pays..." "Le drapeau de la France a été planté sur le sol mexicain, ce drapeau ne reculera pas. Que tous les hommes honorables l'accueillent comme un drapeau ami! Que les insensés osent le combattre!" L'article se terminait ainsi: "Telle est la série de documents qui ouvrent la nouvelle face de la question mexicaine et en posent les termes... nous n'avons plus qu'à former des vœux pour le succès des armes de la France".

La Minerve ne donna pas plus d'explications. Elle se contenta de mentionner les préliminaires du 26 avril et la rupture. Par contre, le 10/<sup>mai</sup> elle déclara qu'Almonte ne tarderait pas à aller avec les Français à Mexico pour y former un gouvernement provisoire. <sup>91</sup> Le Pays du 29 avril souligna aussi l'arrivée d'Almonte et du Général (sic) Miranda (il s'agissait du Père Miranda, conservateur ultramontain, qui s'était aussi

exilé en Europe), ajoutant que le Mexique les "désigne nominativement comme des traîtres" et que le plan d'Almonte est de renverser le gouvernement et de "se faire reconnaître comme dictateur"... Plus loin, dans le même article, il annonça qu'il y avait dissension parmi les alliés et que le "parti réactionnaire" se préparait à combattre Juarez.<sup>92</sup> . L'Ordre ne rapporta pas beaucoup d'autres nouvelles, quoique le 28 avril, après avoir annoncé que Lorencez se préparait à avancer sur Mexico "en assumant sur lui toute la responsabilité", il déclarait dans un éditorial: "Le Parti réactionnaire mexicain semble vouloir profiter de cette occasion pour en finir avec le gouvernement de Juarez..."<sup>93</sup>

Ainsi se termina la période de l'Intervention tripartite, période confuse qui alimenta beaucoup la presse française.<sup>94</sup> La confusion provenait surtout des efforts que faisait le gouvernement impérial à travers la presse officielle et semi-officielle, pour amplifier l'importance de certaines nouvelles.<sup>95</sup>

Par conséquent, les journaux canadiens-français qui utilisaient la presse officielle étaient les mieux servis, mais les plus susceptibles d'imprimer de fausses nouvelles et de confondre davantage leur public.

Les nouvelles sur la réaction américaine au conflit étaient rapportées surtout par les journaux libéraux qui signalaient que, même si les Etats-Unis étaient en guerre, ils n'approuvaient pas l'Intervention. Les Américains espéraient que cette dernière ne servirait qu'à régler des griefs, et qu'il n'y aurait pas d'ingérence dans la politique intérieure du Mexique.<sup>96</sup> D'après le Pays, les Etats-Unis verraient d'un

oeil hostile à l'établissement d'une monarchie qui ébranlerait "la prospérité et la stabilité du système du gouvernement républicain dans ce pays".<sup>97</sup>

C'est de la Minerve qu'on obtenait le plus de nouvelles sur Maximilien, "prince catholique, libéral, homme de talent".<sup>98</sup> Mais personne n'était au courant des plans visant à établir Maximilien sur le trône. Napoléon les avait conçus lui-même secrètement, à l'insu des voies officielles et diplomatiques,<sup>99</sup> même de son ministre des Affaires Extérieures. Il voulait saisir la ville de Mexico, et confier la régence à Santa Ana ou Almonte. Selon ses plans (de Napoléon), des "notables accepteraient le trône pour Maximilien".<sup>100</sup> Maximilien était prêt à accepter la Couronne, à condition que la volonté du peuple mexicain fut respectée. Par conséquent, au fur et à mesure que les villes seraient conquises, une liste de noms serait envoyée à Miramar pour prouver que le peuple mexicain voulait l'Empire.<sup>101</sup>

Le peuple français ignorait tout de ce projet mais il fut informé par une lettre de Prim, adressée à Napoléon le 17 mars, et publiée dans le Temps (journal libéral). Cette lettre causa beaucoup de fureur dans les Chambres françaises. Prim y expliquait qu'il se retirait parce que les Français voulaient imposer un Empire aux Mexicains avec Maximilien.<sup>102</sup> La lettre était très dure et prophétique, car il mettait l'Empereur en garde contre les dangers de s'aventurer au Mexique où le sentiment monarchique n'existait pas.

"...Il serait facile à Votre Majesté de conduire le prince Maximilien à la capitale et le consacrer Roi". Mais seulement

quelques-uns l'admettront comme monarque.

Mais ce monarque n'aura rien pour le maintenir le jour où l'appui (des soldats français) viendrait à lui manquer et il tomberait du trône élevé par Votre Majesté comme tomberont d'autres puissants de la terre le jour où le manteau impérial de Votre Majesté cessera de les couvrir et de les défendre...

Cette lettre fut publiée en entier par la Minerve, le  
103  
3 juillet.

A cette nouvelle qui causa beaucoup de surprise vint s'en ajouter une autre qui consterna le monde: l'armée française avait battu en retraite à Puebla, le 5 mai 1862.

#### 4.- La défaite de Puebla

Après le départ des Anglais et des Espagnols, les journaux annoncèrent que les troupes françaises "sous la conduite de Lorencez marchaient sur Mexico", "sans opposition sérieuse". Ils pensaient aussi que le parti modéré mexicain se rallierait au représentant de la France; il "accueillera avec transport l'armée française". Puebla, où il y avait un "mouvement dans le sens conservateur", se préparait à les recevoir. On qualifia d'"insignifiante" la bataille de Cumbres Alcutzingo, "une facile victoire". L'armée française continue dans sa marche... on croit fortement qu'avant peu Mexico sera en son pouvoir", après avoir battu l'armée mexicaine à Puebla.

La défaite de Puebla eut beaucoup d'importance pour le Mexique. Avant Puebla, Napoléon aurait pu changer d'idée et abandonner le Mexique; après la défaite, l'honneur du drapeau était en cause et il exigeait un redressement par une victoire .

L'opinion publique en demandait autant. L'expédition du Mexique n'avait rien de populaire mais "cependant qu'aujourd'hui la guerre est engagée, on attend avec confiance les résultats... Il faut que notre drapeau entre victorieux à Mexico"<sup>113</sup>.

Pour les Mexicains républicains, la bataille de Puebla signifiait "une grande victoire morale et politique"<sup>114</sup>. Beaucoup d'indécis s'associèrent à Juarez. Par ailleurs, même si cette défaite fut amèrement ressentie par les cercles conservateurs mexicains, il leur restait une consolation: la France resterait au Mexique.<sup>115</sup>

C'est surtout à partir de cette bataille que les journaux, petit à petit, vont adopter une position qui reflètera leur propre idéologie.

Le 12 juin, la Minerve publia une nouvelle au sujet de la défaite de Puebla, tirée du Courrier des Etats-Unis. L'article était très intéressant car il résumait les convictions de la presse conservatrice ainsi que son opinion sur la question du trône mexicain: "La rumeur d'un revers essuyé par notre armée au Mexique jette le Times (New York) dans un tel transport de joie qu'il ne sent pas même la patience (sic) d'attendre des nouvelles positives". Le journal américain, qui s'identifiait comme français lorsqu'il parlait des troupes, doutait de cette défaite, mais il ajoutait cependant:

Que le Général Lorencez ait eu un échec mais au pis aller nous n'aurons pas à regretter une autre chose qu'un contretemps... Le Times et ses amis cherchent à représenter l'expédition du Mexique... chacun dans le but exclusif et formel d'établir un trône au profit de l'Archiduc Maximilien d'Autriche. Il s'empresse... à soutenir cette thèse de la polémique qui s'est engagée dans les journaux d'Europe et au sein de la presse française elle-même. Le but qui a conduit notre drapeau au Mexique... est la réparation des griefs longuement accumulés... une réparation... effective... entourée de garanties... pour l'avenir... nos commissaires ont reçu l'ordre de ne traiter qu'à Mexico. 115 a

Le 14 juin, la Minerve cita de nouveau le Courrier des Etats-Unis qui dut faire face à la réalité, soit à un échec "éprouvé par nos troupes dans une première attaque contre les ouvrages avancés de Puebla"<sup>116</sup>. Elle reproduisit le rapport officiel du Commandant en Chef de l'armée mexicaine de l'Est, sur les détails de la bataille. Ce rapport fut publié aussi le 16 par le Journal de Québec et l'Ordre<sup>117</sup>. Le Pays, pour sa part, ne fit que mentionner le rapport, le 14 juin, mais il ajouta: "La question mexicaine a donné lieu depuis quelque temps à nombre de polémiques dans la presse française. La presse libérale s'oppose fortement à ce que la forme de gouvernement à donner au Mexique soit une monarchie"<sup>118</sup>. Le 16, il publia une nouvelle venant de San Francisco, avec une lettre du général républicain J. Mejía, félicitant Juarez de la victoire, ainsi qu'une autre lettre de Prim dans laquelle celui-ci répétait ses prémonitions sur l'intervention française au Mexique.<sup>119</sup>

Quelques journaux canadiens-français ne croyaient pas encore à la défaite. Le 17, le Journal de Québec annonça l'entrée des Français à Puebla le 2 mai.<sup>120</sup> La Minerve en fit autant, et le 10 juillet, elle déclara: "L'armée

force à livrer en avant de Puebla un combat long et très  
 121  
 glorieux".

Que s'était-il passé à Puebla? Le 20 juin, dans un long article du Courrier des Etats-Unis, sur l'affaire de Puebla, la Minerve reproduisit un rapport du Général Zaragoza, le vainqueur de Puebla, ainsi qu'un autre d'Almonte. Les deux rapports se ressemblaient sur un point: Lorencez avait commis une faute à Puebla. Le même jour, elle publia un article du Monde où il était dit: "Nous ne sommes pas de ceux qui jette (sic) la pierre aux vaincus... cependant... le reproche... peut avoir un semblant de vérité... Monsieur Lorencez pouvait avoir péché par excès d'imprudente confiance..." L'article se poursuivait avec un rapport d'Almonte où ce dernier déclarait avoir "conseillé prudence"; toutefois, il excusait le Général en affirmant qu'en fait Puebla n'avait été qu'"un simple incident militaire". A la fin, la Minerve donna son opinion: elle accusait Lorencez d'avoir conduit "l'attaque avec mala-  
 122  
 dresse". Le Pays aussi l'accusa "d'impardonnable crédulité" <sup>123</sup>.  
 Au fond, la maladresse de Lorencez fut flagrante. Il crut dès le début qu'il était invincible:

Nous avons sur les Mexicains une telle supériorité de race, d'organisation, de discipline, de moralité et d'élevation de sentiments que je prie Votre Excellence de bien vouloir dire à l'Empereur que dès maintenant à la tête de ces 6.000 soldats, je suis le maître du Mexique. 124

Napoléon destitua Lorencez, non sans lui reprocher son manque de vision et de tactique militaire. Il l'avait cru capable d'arriver à Mexico avec 6.000 hommes et de provoquer la chute de Juarez. Il dut admettre qu'il lui aurait fallu

les 30.000 hommes que Prim lui avait mentionnés dans sa lettre.<sup>125</sup> "Le héros d'Italie", Forey, allait être envoyé avec des renforts.

La presse conservatrice s'efforça de trouver des excuses à la défaite de Puebla. Tous les journaux, sauf le Pays, publièrent la lettre de Lorencez sur la bataille. Le pauvre général y mettait autant d'ardeur à expliquer sa défaite du 5 mai que la rencontre de Barranca Seca le 18 du même mois, où il avait repoussé l'attaque de la cavalerie mexicaine. Pourtant le héros de cette bataille fut Marquez, appuyé par<sup>126</sup> les troupes françaises du 99e de Ligne.

L'action de Puebla entraîna, comme nous dit Frank E. Lally dans French Opposition to the Mexican Policy of the Second Empire,

a lull in all criticism...That painful event made it difficult even for the bitterest opponents to carry on their attack. These now demanded as ardently as the supporters of the enterprise that the Government despatch without delay reinforcements necessary to relieve the expeditionary forces. 127

Cependant la presse s'efforcera de trouver des réponses<sup>128</sup> à "cette mystérieuse expédition du Mexique". Allait-on au Mexique pour enlever un trône? A qui? En dépit des Etats-Unis? Cette question était posée dans l'article précité de<sup>129</sup> la Minerve, et on allait chercher des hypothèses de toutes sortes. La presse conservatrice surtout va publier de nombreux articles qu'elle choisira sans trop de discernement: "Napoléon" va conserver les institutions républicaines au Mexique "sans...Almonde... et sous le protectorat français" déclara la Minerve. On reconsidère l'expédition et "on

suspend l'envoi des troupes" ajoutait le même journal.

C'est à l'occasion du débat dans le Corps Législatif français que le Pays publia un long éditorial exprimant son propre point de vue. Les 15, 17 et 19 juillet, il avait consacré cinq ou six colonnes à la reproduction des discours sur les affaires du Mexique. Dans la première partie, Jules Favre, s'adressant au Corps, exprimait sa désapprobation à propos de l'Expédition, avec des "critiques les unes ouvertement dénoncées, les autres insinuées, avec cette faculté redoutable de l'allusion et du sous-entendu qu'il maniait en maître" <sup>131</sup> .

C'est dans l'éditorial du 19 juin, après la publication du débat, que le Pays exprima son point de vue:

Dans son remarquable discours, Monsieur Jules Favre a démontré combien étaient secondaires sinon puérils, les griefs de la France contre le Mexique et combien la position prise par le gouvernement était fautive et indigne du rôle de la France dans le monde civilisé. Son plaidoyer serré et logique jusqu'au bout a forcé le gouvernement de donner par la bouche de Monsieur Billault les explications qui, pour être longuement déduites et faites avec un talent qui s'élève presque jusqu'au génie, n'ont pas eu, tant s'en faut, l'effet d'amoinrir même faiblement la justesse des éloquentes remarques de Monsieur Favre. Selon nous, ces deux discours prononcés en sens contraire suffisent pleinement pour faire saisir à tout homme de bon sens les véritables intentions de la France sur le Mexique.

La France nous paraît être engagée un peu à la légère dans cette Expédition... pour ne pas laisser les Espagnols et les Anglais faire seuls cette expédition. Un sentiment de jalousie craintive l'a poussée vers ce mauvais pas et aujourd'hui c'est un sentiment de faux honneur national qui semble l'y retenir... Nous ne voyons pas que la France soit bien dans son rôle parce qu'elle se donne pour mission de renverser un gouvernement républicain dans un pays qui depuis vingt-cinq ans a subi tous les jougs et a été déchiré par toute espèce de dissensions. Et pourquoi? Pour

placer à la tête du gouvernement, sous le prétexte de consulter la nation mexicaine, un prince étranger, et pis que cela encore, un prince autrichien!

La France oublie également son rôle lorsqu'elle accorde la protection de son bras puissant à une aussi infâme spéculation que celle commise au préjudice du Mexique dans l'emprunt fait aux Jecker par Miramón.

Que la France aille verser le sang de ses admirables soldats pour faire sanctionner un pareil vol, cela ne peut se comprendre, et cela fait dire: "La France livrée à elle-même ne le ferait pas".

D'ailleurs nous sommes portés à croire que l'expédition actuelle froisse non seulement la souveraineté populaire au Mexique, mais qu'elle a le même effet en France.

Le "nous ne pouvons pas reculer" de Monsieur Billault nous fait croire que le gouvernement français a le sentiment de la faute qu'il a commise en se lançant dans cette expédition; et comme nous le disions au commencement, il n'y a que le faux honneur national qui l'empêche de revenir sur ses pas. 132

Le Pays, comme ses collègues de la presse française, s'était perdu en conjectures sur les vrais desseins du gouvernement. Cependant, voyant qu'une opposition en règle, menée par Favre et ses partisans, commençait à se former à l'Assemblée française, il va de plus en plus adopter les idées de celle-ci.

Pendant cette période, le Journal de Québec recevait des informations de Paris, titrées Lettres Parisiennes, et d'un ton quelquefois virulent; le correspondant semblait impartial et bien souvent sa critique était juste. Le 18 juin, celui-ci déclara: "Je vous ai dit que j'ai été le premier à réunir quelques renseignements sur ces ténébreuses affaires du Mexique". Selon lui, l'idée d'être l'arbitre du monde espagnol souriait à l'Empereur, et comme la division des Etats-Unis était imminente, Napoléon profiterait

de la situation américaine pour "exercer sans grand péril cet arbitrage". Mais la guerre tirait à sa fin, et le Sud semblait perdre. "C'est précisément dans ce moment que Napoléon III se trouve engagé dans une lointaine et périlleuse expédition... qui est...diamétralement contraire à la politique... des Américains:" est-ce que cela pourrait mener à la "possibilité d'une guerre entre les Etats-Unis et la France"<sup>133</sup>. Le correspondant continuait le 21: "On ne comprend pas que l'Empereur ait pu compromettre à ce point l'honneur de nos armes! ...La maladresse... l'incurie et l'imprévoyance seules ont dirigé cette expédition..."

Compromettre nos troupes ainsi que "l'honneur d'un honnête homme (Juarez) avec une légèreté dont l'histoire contemporaine n'offre pas d'exemple... La Gravière qui est puni par l'Empereur des fautes de l'Empereur. quelle logique! "

"(Juarez) déclare que le Mexique sera pour Napoléon III ce que l'Espagne a été pour Napoléon Ier"<sup>134</sup>. Le 23, il ajoutait:

Le gouvernement impérial est fort embarrassé de ce qu'il fera à Mexico...A la discussion du budget, des interpellations seront faites...sur cette expédition...Le gouvernement voudrait...annoncer que nos soldats sont entrés à Mexico... on craint bien qu'il n'en soit pas ainsi; et si Juarez décide de s'enfoncer par ces terres nous entrons dans une série incalculable de difficultés...Les dépêches... récemment publiées établissent l'exactitude...qu'il ne s'agissait de rien de moins que d'établir des monarchies... L'intervention continue... et c'est une fâcheuse affaire, un guêpier d'où il ne sera pas facile de se retirer... 135

Quelques jours plus tard, il déclarait: "...Si la lutte du Nord contre le midi était terminée, ce serait la guerre immédiate..."<sup>136</sup>, et il concluait le 17 juillet: "Ce qu'il

faut c'est une revanche militaire...suivie d'une prompte retraite..." Pour le Mexique, "le vote universel... la souveraineté nationale, c'est là de la fantasmagorie politique..." Pour cela il faudrait que "Napoléon III fit un gouvernement au Mexique et le soutienne...Cela coûterait trop cher... donc improbable...Le discours de Monsieur Billault a un air de bravoure couvrant une retraite".<sup>137</sup>

Les journaux conservateurs en France expliquèrent que la bataille de Puebla avait rendu les Libéraux et l'Opposition en France plus ou moins muets. L'opinion publique voulait que la France se retire une fois que l'honneur serait vengé, aussitôt qu'elle pourrait le faire sans perdre la face.<sup>138</sup> Les journaux impérialistes remplirent leurs pages de faits d'armes, de mouvements de troupes, d'articles demandant que l'armée se rende à Mexico avant de traiter.

Au Canada, on retrouve la même attitude chez les journaux conservateurs. Ainsi, le Journal de Québec se prononça pour l'intervention et contre Juarez, sans pour cela se montrer pro-impérialiste.

Il est devenu de mode...de gémir sur les dangers dont l'intervention française menace les principes républicains... nous croyons intéressant... de résumer l'histoire des gouvernements... de cette république modèle: aucun pays... saurait offrir un si bel exemple d'anarchie en permanence. 139

Quelques jours après, le même journal reproduisit le discours du nouveau Commandant en Chef du corps expéditionnaire, le Général Forey, dans lequel celui-ci déclarait: "Aussitôt que le peuple... aura été délivré par nos armes, il élira librement le gouvernement qu'il voudra". "Cette

proclamation réduit au silence tous les propagateurs du droit monarchique et ramène l'expédition à son unique et véritable but"<sup>140</sup>. La Minerve précisa: "une fois les armes françaises vengées et les affaires financières réglées avec le Mexique, la France cessera immédiatement toute hostilité..." Mais, ajoutait-elle, la France "ne quittera le Mexique qu'après la conclusion d'un nouveau traité"<sup>141</sup>. Ces lignes de la Patrie de Paris parues dans la Minerve nous montrent la manoeuvre de Napoléon III qui n'a jamais voulu ni ne voudra jamais traiter avec Juarez. Pour pouvoir conclure un traité avant de partir, les Français devaient négocier avec un gouvernement; or, celui-ci n'existant pas (les Français ne reconnaissaient pas celui de Juarez), ils devaient en former un après consultation du peuple, c'est-à-dire les notables et la partie soi-disant saine de la population. Ces notables, dans un mouvement "spontané", et guidés par Almonte et compagnie, allaient élire Maximilien Empereur.<sup>142</sup> Sur ce point, l'Ordre, citant le Courrier des Etats-Unis, fut plus explicite:

Aussitôt que nous serons entrés à Mexico, nous serons disposés à en sortir pourvu qu'il s'établisse un gouvernement qui nous offre plus de garanties que Juarez avec lequel nous ne voulons pas traiter. 143

Le Pays adopta une attitude semblable à celle des journaux progressistes et libéraux français: il attendit la suite des événements. Il publia les rapports de l'armée française<sup>144</sup>, tout en restant toujours en sympathie avec les Libéraux de Juarez. Le 9 septembre, dans un article de la correspondance particulière du Siècle, il mentionna le bon

traitement réservé aux Français tombés prisonniers aux mains des Libéraux, puis mis en liberté; il parla également des élections gagnées par Juarez, tout en admettant que les Conservateurs n'étaient pas représentés en grand nombre; enfin, il fit allusion aux troupes conservatrices "fanatisées par les Curés".<sup>145</sup> Le 23 septembre, le Pays exprima aussi le désir que la guerre finisse pour que les troupes françaises puissent se retirer. "C'est une bonne nouvelle... que la prompte arrivée des renforts. Nous sortirons ainsi de la position horrible où l'incertitude et la fausse opinion que l'on s'est formée de l'intervention française..." Sur ce point, le Pays était donc d'accord avec tous les autres journaux: il faut arriver à Mexico, traiter, et partir le plus tôt possible. Par contre, les journaux n'étaient pas du même avis quant à la valeur des généraux mexicains. "Un champion de la discorde" dit le Pays du Général Wolf, conservateur qui arriva à Mexico au début de juillet.<sup>146</sup> Le Général Ortega, qu'on appelait "Corazón de Gallina" (coeur de poule), "n'est pas d'une bravoure éprouvée" dit le Journal de Québec du général libéral.<sup>147</sup> Même à la mort du général Zaragoza, que le Pays avait appelé "l'âme de l'armée", le Journal de Québec déclara: "Il ignorait l'art de la guerre mais il avait eu la grande fortune de repousser une fois les Français".<sup>148</sup>

A la fin de l'année 1862, l'Ordre annonça la prise de nombreuses villes qui "se proclament chaque jour pour les Français".<sup>149</sup> Mais il subsistait encore quelques doutes: les Français étaient-ils à Mexico pour "un triomphe pour

nos armes et une réparation pour nos légitimes griefs", 150  
ou pour établir un trône?

Is French blood to be spilled and French treasure wasted to found an empire for a foreigner? Is France to expose herself to the danger of a rupture with the United States by the installation of an ephemeral monarchy? 151

Au début de l'année 1863, l'affaire mexicaine n'était pas encore très claire, et soulevait toujours beaucoup d'opposition. Dans l'Ordre, elle était qualifiée de la façon suivante: "La question mexicaine est non moins obscure aujourd'hui que ses soeurs grecque et italienne"<sup>152</sup> Pour sa part, la Minerve écrivait: "Le gouvernement doit mettre fin à l'expédition du Mexique de plus en plus impopulaire"<sup>153</sup>.

Toutefois, en raison de ses idées anti-libérales, la Minerve considérait cette expédition comme un mal nécessaire. C'est pourquoi elle dit dans un éditorial:

Le Mexique (est) en proie aux abus et aux vexations d'un gouvernement encore plus mauvais que l'anarchie, travaillé par les divisions intestines, pillé par les maraudeurs et les guerrilleros, accablé par l'invasion étrangère, toujours désastreuse dans ses effets immédiats, même quand elle est française et qu'elle a pour mission la répression des grands torts et la punition des crimes d'Etat et qu'elle doit infliger le châtement dû à l'infraction des principes les plus sacrés du droit international. 154

Le Pays publia le 10 janvier un compte rendu du discours que Prim prononça devant le Sénat espagnol, "répondant aux attaques de Monsieur Billault", et dans lequel il réitéra ses opinions: il ne suffit pas de "souffler pour renverser Juarez"; les adhérents de la monarchie "se réduisent à Almonte et à ses rares partisans"; c'est à cause des réclamations françaises injustes, surtout celle de Jecker, et "c'est

en reconnaissant chez la France un parti-pris de laisser de côté le Traité de Londres, qu'il ordonna le réembarquement des troupes espagnoles". Il termina en disant: "L'Empereur a été trompé par ses agents", et il devraity"avoir au Mexique une politique libérale comme en Italie"<sup>155</sup>. Par contre la Minerve et l'Ordre parlèrent seulement des attaques menées contre Prim dans les Cortes. Cependant, si les journaux bleus oublièrent Prim, ils n'oubliaient pas Juarez qui châtiât sévèrement tous ceux qui aidaient les Français,<sup>156</sup> et qui submergea Mexico en ouvrant "les écluses des lacs qui entourent la ville"<sup>157</sup>. A cause "d'excès croissant du gouvernement de Juarez",<sup>158</sup> "il commence à se dépopulariser". De plus "ses allures de matamore sont plus dérisoires qu'effrayantes et ce n'est pas le Général Forey qui s'en inquiétera"<sup>159</sup>.

Le monde entier attendait l'attaque de Puebla; l'impatience se faisait sentir dans l'opinion publique française, qui commençait à s'inquiéter de ce délai. "La cause et le but n'ont jamais été bien précises (sic)"<sup>160</sup>. La Minerve du 27 janvier manifesta la même inquiétude à l'annonce des renforts:<sup>161</sup> "le but n'est pas défini". En raison de cette imprécision et de cette anxiété, les journaux publiaient de plus en plus de nouvelles erronées, surtout la presse conservatrice qui puisait ses renseignements dans les journaux impériaux qui, eux, faisaient des efforts pour entretenir le sujet vivant.<sup>162</sup> De son côté, la presse libérale et progressiste était, à ce moment-là, davantage préoccupée par une autre question de grande importance pour la France: la question polonaise.<sup>163</sup>

Durant la plus grande partie de l'année 1863, le Pays va obtenir des nouvelles du Mexique, surtout dans des journaux américains comme le Messenger Franco-Américain et la Presse Associée. Cette dernière, qui était utilisée par tous et qui venait par dépêche télégraphique de La Havane, était une source ouvertement hostile à l'Intervention française. A plusieurs reprises, elle annonça de fausses nouvelles, et le Courrier des Etats-Unis s'efforça de corriger ces "inexactitudes flagrantes"<sup>164</sup>. En outre, il convient de signaler que les Français, autant que les Juaristes, avaient interdit la communication de mauvaises nouvelles; il était donc encore plus difficile de savoir "ce qui se passe dans cette malheureuse République",<sup>165</sup> ou bien, "l'excès de prudence qui intercepte toute communication avec le point occupé", "...avec pénalité très forte d'écrire en France à ce sujet".<sup>166</sup> "En résumé" comme disait le Journal de Québec, "la question mexicaine est ainsi entrée dans une phase militaire dont il n'y a qu'à attendre le dénouement".<sup>167</sup>

Les informations sur le Discours d'ouverture des Chambres françaises (12 janvier) arrivèrent au Canada vers la mi-février. Le discours était remarquablement bref. "Enfin les expéditions en Chine, en Cochinchine et au Mexique prouvent qu'il n'y a pas de contrée si lointaine où une atteinte portée à l'honneur de la France reste impunie".<sup>168</sup> Ou bien la question était si secondaire qu'on ne devait pas y attacher trop d'importance, ou bien si désagréable et louche que moins on en parlait, mieux c'était.<sup>169</sup> A l'occasion de ce discours et de la publication de quelques documents

diplomatiques du Livre Jaune, le Pays s'empessa de publier un article mordant du Messenger Franco-Américain: la glorieuse expédition était "l'un des actes les plus graves du règne", et la pensée impériale qui résultait du Livre Jaune consistait à former un gouvernement au Mexique qui, appuyé par la France, bloquerait les ambitions des Etats-Unis en Amérique espagnole. Ainsi, continuait le journal,

...briser l'indépendance d'une nation dans l'éventualité improbable qu'un peuple rival viendra y porter atteinte...la transformation d'une république indépendante en monarchie vassale... et des intérêts financiers d'une origine sordide, voilà le principe de l'Expédition. 170

Le débat qui s'ensuivit ainsi que la demande de fonds supplémentaires pour l'Expédition n'eurent pas grand retentissement au Canada. Le 6, l'Ordre publia un petit paragraphe sur le débat, signalant seulement que le Ministre Billault avait "fort habilement soutenu l'attaque de Favre".<sup>171</sup>

Comme on l'a déjà mentionné, la question polonaise acquit une importance primordiale dans la presse. En effet, le peuple français croyait que l'affaire mexicaine empêchait le gouvernement de se porter à l'aide de la Pologne, qui tentait d'obtenir son indépendance de la Russie. Sur ce point, la presse française était unie dans un esprit belliqueux. "Par conséquent toutes les autres questions furent reléguées à l'arrière-plan".<sup>172</sup>

On retrouve la même tendance dans la presse canadienne. Le Journal de Québec disait le 28 mars:

Si la France n'avait pas le bras pris dans cet étaiu de la question mexicaine, elle aurait des allures plus libres dans la question polonaise, et il serait plus digne (pour la France) de verser son sang pour l'indépendance du royaume du grand Sobiesky que pour les créances de Monsieur Jecker. 173

Quelques jours plus tard, il rapporta que l'Empereur avait dit:

Maudit Mexique! Cette exclamation se rattachait aussi dans la pensée impériale aux événements de Pologne où l'action de la France se trouve singulièrement entravée par les complications du Mexique. 174

Le 22 mars, Forey avait quitté Orizaba et marchait sur Puebla. "Il organisa tout pour marcher sur cette place mais il le fit avec une lenteur et une prudence aussi exagérée qu'avaient pu l'être l'entrain et la hardiesse de son prédécesseur".<sup>175</sup>

Les journaux rapportèrent de fausses nouvelles sur les mouvements de troupes, les batailles, la prise de Puebla et même de Mexico.<sup>176</sup> "Ce qu'il y a de clair c'est qu'au milieu de tous ces mouvements qui n'existent que sur le papier, notre armée est demeurée stationnaire".<sup>177</sup> En fait, Forey avait commencé le siège le 16 mars, mais avec tant de précaution et de lenteur que même l'armée était mécontente. Et les Mexicains de dire: "L'ennemi est comme la gélatine, il remue mais n'avance pas..."<sup>178</sup> Les mouvements de Forey furent rapportés par les journaux, mais il y avait tellement de rumeurs qu'il était bien difficile de savoir la vérité. Enfin, le 9 juin, la Minerve annonça que Comonfort avait été défait par Bazaine dans une attaque surprise.<sup>179</sup> Comonfort, comme le mentionnait le Pays, "avait pour objet... de favoriser l'entrée dans Puebla d'un convoi considérable d'approvisionnements

et munitions"<sup>180</sup> . Comonfort défait, Ortega se rendit sans con-  
 dition le 17 mai. "La belle victoire!" s'écria l'Ordre <sup>181</sup> .  
 "La chute du Sebastopol mexicain!" ajoutait-il quelques jours  
 après.<sup>182</sup>

Tout semblait alors facile et explicable, le retard, les  
 précautions. etc. C'était parce que Forey voulait "capturer  
 la garnison tout entière"<sup>183</sup> . La question, avait dit Forey,  
 n'était pas d'arriver vite à Mexico, mais plutôt de ne pas  
 y arriver sur des béquilles.

...Le plan suivi se trouve maintenant justifié par le  
 plus concluant de tous les arguments: le succès. Pue-  
 bla est pris, l'armée d'Ortega prisonnière, celle de  
 Comonfort affaiblie par une défaite signalée. La rou-  
 te de Mexico s'ouvre à peu près libre et l'armée fran-  
 çaise a toute chance d'y arriver "sans béquille" comme  
 le voudrait son chef. 184

Un grand nombre d'officiers mexicains, qui étaient pri-  
 sonniers, s'évadèrent, entre autres Ortega et Diaz qui al-  
 laient par la suite créer beaucoup de difficultés. Ils a-  
 vaient été libérés sous condition de "ne pas sortir de la  
 ville... nous ne savons pas si cette évasion procurera de  
 grands avantages aux Mexicains mais elle n'est pas faite dans  
 tous les cas pour honorer beaucoup la foi mexicaine aux yeux  
 du monde".<sup>185</sup> Cette nouvelle du Journal des Etats-Unis fut  
 rapportée aussi par le Pays. On doit croire que la parole,  
 même entre Libéraux, ne signifiait pas la même chose au  
 Canada qu'au Mexique.<sup>186</sup>

## 5.- La prise de Mexico et la Régence

Juarez ne resta pas à Mexico. Il s'enfuit à San Luis Potosí, et l'armée libérale se replia pour commencer une guerre de guerrillas. Le 10 juin, l'armée française entra sans difficulté à Mexico, ce qui fut annoncé par les journaux les premiers jours de juillet. La réaction de la presse ne se fit pas attendre, car la victoire ramenait la question des "conséquences politiques".<sup>187</sup> Le Journal de Québec reproduisit des articles du Pays de Paris (impérialiste) qui célébrait le triomphe, du Temps (libéral) qui suggérait à l'Empereur de prendre "cette glorieuse occasion pour mettre un terme à l'expédition du Mexique", et du Constitutionnel (impérialiste) qui déclarait: "On peut maintenant négocier, la partie militaire de l'expédition est terminée..."<sup>188</sup>

Les 6 et 7 juillet respectivement, l'Ordre et la Minerve annonçaient la prise de Mexico, en se basant sur un article du Courrier des Etats-Unis. Dans cet article, deux nouvelles importantes: l'une qui annonce que les journaux mexicains appuient la politique française et reconnaissent "la nécessité d'extirper l'élément démocratique"; l'autre, que Forey a "lancé un décret confisquant la propriété de tous ceux qui ont été ou sont en armes contre les Français".<sup>189</sup>

Les journaux ne savaient pas comment interpréter cette dernière nouvelle, et l'Ordre déclara:

Nous souhaitons avec notre confrère le Courrier des Etats-Unis que le Mexique comprendra avant peu les véritables intentions de la France et finira par s'y rallier avec une sympathique reconnaissance. Les prédictions survenues semées par la calomnie vont s'évanouir par la réalité des faits et on verra que le drapeau tricolore à Mexico ne symbolise ni la spoliation, ni la conquête, ni la royauté imposée mais la régénération et l'aurore d'une indépendance dont il n'a connu jusqu'ici que le mot. 190

Le Pays n'interpréta pas ces nouvelles de la même façon, et dans un éditorial où il attaquait le décret de Forey, il fit connaître sa position vis-à-vis de l'Intervention.

Mais en même temps que nous devons payer un juste tribut de louange à la bravoure de l'armée française, et à l'habileté de son commandement, nous devons faire nos réserves sur la justice de l'expédition. Que l'Empereur ait ici fait un abus de sa force, cela nous paraît incontestable. Les réclamations mexicaines ne représentaient pas la vingtième partie des frais de la guerre et il y avait évidemment un autre motif à l'expédition. L'Empereur sans doute affirmait souvent qu'il n'entendait pas imposer au Mexique aucune forme de gouvernement, mais le premier acte du Général Forey, en entrant à Mexico, a été, paraît-il, de décréter la confiscation de biens contre ceux qui étaient en armes contre la France. Or voilà une chose énorme car cet incroyable décret tend à établir que quand une puissance ennemie veut conquérir un pays, le peuple de ce pays n'a pas le droit de se défendre. Nous ne pouvons croire que le gouvernement français sanctionne un pareil décret. 191

Par contre, la Minerve écrivit le même jour: "On sentait que la civilisation, l'ordre, la justice, la paix et la liberté entraient à Mexico avec les Français".<sup>192</sup>

Napoléon devait proclamer la monarchie mexicaine, et pour cela il devait préparer l'opinion publique. Il choisit la fête du 15 août (fête de l'Assomption, celle de Napoléon et celle de l'Empire) pour annoncer dans le Moniteur que l'Assemblée des Notables venait d'offrir le trône à Maximilien.<sup>193</sup> Pourtant, à cette nouvelle qui contredisait tout ce que

l'Empereur avait dit auparavant, les journaux français restèrent indifférents. C'est probablement à cause de la question polonaise. "Hostility towards Russia at this moment outweighed every other sentiment in France; and it is in this antipathy that the apathy of Independents with respect to Mexico is to be explained".<sup>194</sup> En effet, puisque la "mission des Français était de donner aux Mexicains l'occasion de proclamer librement leurs vœux",<sup>195</sup> on réunit une députation de notables qui serait chargée d'aller offrir l'Empire à Maximilien, comme l'Empereur l'avait prévu et voulu.

Lally arrive à la conclusion que par son attitude envers la Pologne, Napoléon voulait détourner l'attention du trône du Mexique.

Polish nationality, in his opinion, was hardly worth a war; and it was his wish that diplomacy should still work the solution. But he was in no haste to inform France of his intention; and he had good reasons for this. Certain that nothing serious was to happen, he let the war cast his shadow until he was ready to dissipate it; and meanwhile gave his attention to the last details of the capricious policy that had sent his troops across the Atlantic. Thus, while the country waited for a war that was not to occur, a Mexican deputation, carrying an imperial crown, visited Miramar; and Napoleon and Maximilian corresponded and levelled out most of the obstacles bearing on the acceptance of that crown; and by their arrangements set the stage for the resumption of the domestic conflict on Mexico. 196

Les journaux français impérialistes qui, même aux heures les plus sombres, avaient continué à publier beaucoup de nouvelles du Mexique, tentèrent, après la prise de Puebla, de justifier les inévitables conséquences politiques de la victoire.<sup>197</sup> Au Canada, on ne trouva dans la presse que peu d'articles d'intérêt pour ou contre la proclamation de

l'Empire, et très peu sur le gouvernement provisoire établi par Forey au Mexique.

En arrivant au Mexique, Forey organisa "le gouvernement provisoire composé de trois personnages et d'un Conseil d'Etat". C'est ce que rapporta l'Ordre, qui ajouta: "Le 29 juin avait été fixé pour un scrutin populaire dans lequel les Mexicains devaient se prononcer sur leur forme de gouvernement ultérieur"<sup>198</sup>. Ceci n'était pas un referendum, car le gouvernement serait choisi par l'Assemblée. Celle-ci se réunit le 10 juillet, et "sur les 135 membres, 133 se sont prononcés pour la création d'un trône impérial au profit de l'Archiduc Maximilien d'Autriche... et s'il refusait, Napoléon choisirait un autre"<sup>199</sup>. La Minerve reproduisit une lettre du Mexique où on dénigrant Juarez, "l'Indien de Oaxaca qui vomissait contre nous l'injure" et dont les troupes se "vengeaient... dévastant et brûlant les haciendas". Par contre, le nom de Maximilien est "prononcé aujourd'hui à voix haute et l'on répand à Mexico ses photographies"<sup>200</sup>.

On avait trop souvent annoncé qu'on n'imposerait aucune forme de gouvernement sans demander l'opinion du peuple mexicain, pour pouvoir publier ces événements sans commentaires. Pourtant, le Journal de Québec ne donna aucune explication. Mais l'Ordre reproduisit un article du Courrier des Etats-Unis qui s'étonnait de cette mesure: "Il est à présumer que le vote de l'Assemblée sera soumis à la rectification du suffrage universel par les notables de Mexico"<sup>201</sup>.

Le 1er septembre, la Minerve fit paraître un article très intéressant de son correspondant particulier à Paris:

qui l'aurait crû! Les notables de Mexico chargés de se prononcer sur la forme de gouvernement la plus propre à assurer le bonheur de leurs concitoyens se sont prononcés pour l'établissement de l'Empire et ont nommé Empereur l'Archiduc Maximilien d'Autriche. La surprise causée par cette nouvelle a été extrême. On se souvenait que l'année dernière pendant la session du Corps Législatif, Jules Favre avait interpellé Monsieur Billault et lui avait demandé s'il était vrai que notre armée fut allée au Mexique pour reconstituer au profit d'un prince étranger le trône de Montezuma. Monsieur Billault avec cet aplomb qui n'appartient qu'aux arracheurs de dents et aux Ministres avait juré ses grands dieux qu'il n'en était rien, que c'était là un bruit sans consistance mis en circulation après un verre de punch de trop par les officiers de l'expédition...Le suffrage universel sera consulté et l'on s'inclinera devant sa volonté. C'est un nouveau chapitre à ajouter au martyrologue de la vérité. 202

Par la suite, la Minerve se gardera de publier des articles aussi anti-impérialistes.

Les 27 et 28 août, le Pays publia les deux meilleurs articles parus jusqu'alors sur la question. Ils avaient été écrits par le rédacteur en chef de l'Opinion Nationale, Monsieur Adolphe Guérault, progressiste, ancien Consul de France au Mexique. L'auteur ne s'opposait pas au choix de Maximilien, mais s'inquiétait des conséquences de l'Intervention; il appuyait la thèse défendue par les milieux libéraux en France, c'est-à-dire sortons du Mexique le plus vite possible, cela coûte cher et on ne peut se mêler à une guerre contre les Etats-Unis. En introduisant l'article, le Pays écrivit: "La question est considérée sous un point de vue énormément libéral et démocratique. Il (M. Guérault) se prononce fortement contre l'occupation et les articles sont complètement d'accord avec l'opinion que nous avons toujours soutenue".

Dans son premier article, le très perspicace Monsieur Guérault étudiait la question de la politique française dans le pays occupé. "Il n'a jamais été partisan de cette excentrique expédition", mais maintenant que "la vengeance est complète", qu'allons-nous y faire! Partir ou établir un gouvernement? Dans ce dernier cas, il faut penser "à tenir garnison...considérable... de 60 à 80.000 hommes...".

L'auteur expliquait que le gouvernement provisoire devait céder la place à un gouvernement permanent. Il mentionnait que le suffrage universel était connu au Mexique, mais qu'il avait été appliqué d'une façon curieuse: un représentant d'un chef-lieu vote pour toute la population.

Si le même procédé était encore employé, il ne faudrait pas se faire... illusion sur la portée d'un candidat décidé par de pareils moyens au profit d'un archiduc autrichien ou de tout autre candidat parfaitement inconnu des populations.

Monsieur Guérault touchait alors un point qui est à la base de l'échec impérial au Mexique, c'est-à-dire que, la France étant allée combattre Juarez avec l'appui des Conservateurs cléricaux, elle devait obéir aux désirs de ces derniers. Les applaudissements à la prise de Mexico provenaient du parti clérical, mais "ces applaudissements ne nous auront pas été donnés pour rien. Il y a derrière des espérances, des exigences... L'archevêque de Mexico est membre de ce gouvernement et Monsieur Forey veut faire proclamer des édits contraires à ses croyances, comme la liberté des cultes, que "même le Pape ne reconnaît pas". Nous

allons donc nous trouver placés dans l'alternative ou d'obéir aux aspirations du parti qui nous acclame au Mexique et alors désavouer... tous les principes par lesquels nous combattons depuis trois-quart de siècle ou de proclamer d'autorité les principes français et alors de froisser nos seuls partisans et de remuer contre nous les Libéraux que nous avons renversés et les cléricaux que nous avons déçus.

L'auteur n'aurait pas pu frapper plus juste. C'est là toute la tragédie impériale: la fausse espérance d'unir deux factions et de former un parti modéré au Mexique, tâche inutile et impossible car ni les uns ni les autres ne le voulaient. La réconciliation entre Conservateurs et Libéraux était irréalisable.

"La France est assez forte pour faire prévaloir sa volonté", continuait l'article. Mais elle "risque de s'isoler", car il y a, d'une part, ceux qui lui en veulent d'"être venue" et, d'autre part, ceux "qui lui en voudront pour être venue pour les contrarier dans leurs projets absurdes de réaction". Pour réussir,

...il faudra qu'elle crée un parti nouveau, un parti moyen qu'elle soutienne...Il faudra qu'elle réussisse à résoudre au Mexique les problèmes dont elle n'a pas pu trouver la solution chez elle, nous voulons parler des rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Et pour finir: "Si dans cinquante ans, nous avons établi au Mexique quelque chose qui ait quelque chance de durer, nous n'aurons pas perdu notre temps".

Dans le deuxième article, l'auteur arriva à la conclusion logique que l'occupation du Mexique serait longue et qu'elle donnerait probablement naissance à un conflit avec les Etats-Unis. "Nous entraîner peut-être de ce côté dans une lutte absurde et mille fois déplorable...C'est un fait curieux et

caractéristique", poursuivait-il, "mais incontrôlable qu'en France, à l'heure qu'il est personne ne sait encore exactement pourquoi nous sommes allés au Mexique". Et il se demandait: "...est-ce un simple coup de tête...ou...un vaste projet...". L'auteur établit alors une relation entre l'idée d'intervention et la reconnaissance des Etats Confédérés. Il acceptait le fait que le coton du Sud intéressait la France, mais ni le principe d'esclavage "antipathique à nos idées" ni "notre présence au Mexique" devraient nous pousser à reconnaître le Sud, car au fond, il veut "répandre...et protéger autour de lui son institution domestique". Donc, après la guerre, si le Sud est victorieux, on devra "repousser une invasion inévitable". Si le Sud perd la guerre, la France devra faire face à la doctrine Monroe. Par conséquent, l'unique solution est de "ramener nos troupes et notre drapeau".<sup>204</sup>

Les membres de la commission qui allèrent à Miramar offrir la couronne à Maximilien arrivèrent le 3 octobre. L'Ordre et la Minerve publièrent des articles où ils laissaient entendre que Maximilien accepterait le trône car il avait pris un "engagement moral envers l'épiscopat mexicain et envers la notabilité du pays". Les journaux mentionnèrent également que le frère de Maximilien, soit l'empereur d'Autriche, avait donné son "consentement anticipé".<sup>205</sup>

Pendant le mois de septembre et au début d'octobre, la presse parla de l'acceptation du trône. Le Pays reconnut cette possibilité, et il publia un article à ce sujet, qui se terminait ainsi: "Nous n'avons pas besoin de répéter que nous regrettons infiniment que cette nouvelle se confirmât".<sup>206</sup>

L'acceptation fut rapportée le 15 octobre par toute la presse.

Le Prince Maximilien a donné une réponse à la députation mexicaine qui est allée lui offrir un trône dans ce dernier pays. Il lui a dit qu'il était prêt à accepter la couronne impériale qu'elle lui offrait si cette offre était l'expression libre et spontanée de la population mexicaine et s'il lui était donné des garanties suffisantes pour la paisible possession de ce nouvel Empire. 207

La première de ces deux conditions fut vite remplie: une fois qu'une ville avait été occupée par l'armée française, on "invitait les citoyens à donner leur adhésion: la signature personnelle a été en effet substituée au vote anonyme". 208

L'auteur de cette nouvelle était vraiment naïf de croire que cette façon de procéder équivalait à un vote libre; l'explication donnée par Monsieur Guériault qui connaissait le pays était mieux fondée. Dans un article paru le 22 août, le Pays annonça que l'autre condition avait été remplie par la France qui avait promis des troupes et un emprunt. 209

Le Journal de Québec fit état de la réaction de la presse allemande qui ne voulait pas croire à l'acceptation. En effet, d'après cette dernière, la réponse était un refus poli plutôt qu'une "...acceptation, parce qu'il pose des conditions qui seront difficiles à satisfaire". 210 Mais elle ne savait pas à quel point Napoléon, Maximilien et Charlotte tenaient à l'établissement de cette monarchie.

Un autre aspect de l'Intervention dont parlaient les journaux, était celui de la reconnaissance du Sud par la France. Dans une brochure intitulée La France, le Mexique et les Etats Confédérés, il était question d'une politique de conciliation envers le Sud, et même d'une alliance

politique pour freiner les ambitions des Etats-Unis, car "la crise actuelle, loin d'épuiser les Etats-Unis, y développerait les instincts guerriers et conquérants; le Canada et le Mexique en sentiront les effets".<sup>211</sup> L'Ordre apporta des précisions le 30 septembre, se plaignant de ce que les journaux anglais considéraient cette brochure comme un exposé de la politique française, car elle avait été écrite par Michel Chevalier.

Rien de plus faux. Cette brochure n'est que l'expression des idées personnelles de son auteur...Auguste Chevalier... qu'on a confondu avec Michel Chevalier. Ces circonstances enlèvent donc à l'écrit toute la portée politique qu'on s'efforce de lui donner. 212

En réalité, la France avait adopté une politique de rapprochement à l'égard des Etats Confédérés, mais comme l'hostilité de Washington pouvait être fatale à l'Empire mexicain, elle s'efforça de faire reconnaître l'Empire par le Nord. La politique de Seward et ses entretiens avec le baron Mercier, représentant de la France à Washington, firent naître la rumeur qu'il était possible que Washington reconnaisse l'Empire.

In fact, no one had promised recognition. France has convinced herself that the empire could be made to look like the will of the Mexican people; and that when this has been brought to pass, United States' opposition will be dissolved.

Unfounded as this belief was, there is no doubt that Paris regarded it seriously. With such a prize as this to be won, recognition of the Confederacy was put away in moth balls. 213

Au point de vue militaire, l'année 1863 s'achevait avec de grandes victoires pour l'armée française qui repoussait Juarez vers le Nord. Le Journal de Québec publia une lettre de F. Zarco, rédacteur du journal El Siglo XIX (Le XIXe Siècle)

de Mexico, de tendance très libérale, qui, déçu de la situation désastreuse du camp de Juarez, écrivit: "Ici cela va mal, très mal. Nos chefs désertent journallement".<sup>214</sup> Quelques jours plus tard, on lisait dans le même journal: "Il (Juarez) se débat dans des convulsions qui pronostiquent son annihilation prochaine".<sup>215</sup>

Le Pays était le seul à croire encore à une victoire des Libéraux. Aveuglé par son désir de voir Juarez triompher, il publiait de fausses nouvelles comme celle-ci:

Juarez voyait ses forces s'augmenter tous les jours... le nombre de guerrillas devient de plus en plus considérable. Les partisans de Juarez paraissent déterminés à résister à l'intervention française jusqu'à la dernière extrémité. 216

Mais en réalité, dans le camp conservateur, les choses n'allaient pas bien. Les prophéties de Monsieur Guériault commençaient à se réaliser. Le Général Bazaine, qui était resté à la tête des armées après la rentrée de Forey en France, refusa de restituer les biens de l'Eglise qui avaient été confisqués et distribués par Juarez. L'archevêque de Mexico, Monseigneur Labastida, se retira du Conseil. Ainsi, à la fin de l'année, six mois après la prise de Mexico, la politique française de "réconciliation des Mexicains" allait, semble-t-il, se solder par un échec. Il était illogique de penser que les Conservateurs avaient demandé de l'aide à l'Empereur pour se réconcilier avec les Libéraux. Ils voulaient écraser Juarez, et Juarez demanda de l'aide aux Etats-Unis pour les écraser.<sup>217</sup>

L'année 1864 débuta avec la réalisation de l'inévitable: l'Empire mexicain était un fait, et peu de gens en doutaient. C'est seulement dans le Corps Législatif français qu'on

trouvait une résistance sérieuse. En France, la presse de l'opposition continuait à faire état de sa "russophobie" quant à la question polonaise, et elle se préoccupait très peu de l'Empire en voie de formation; par contre, la presse impérialiste continua à écrire de nombreux articles sur Maximilien et sa future couronne.

Au Canada, la presse continuait à s'intéresser aux événements. La question de l'Empire faisait quotidiennement les manchettes des journaux. Même le Pays devait se rendre à l'évidence: "Les continuels succès des Impériaux", dûs à leurs "troupes disciplinées et à l'artillerie", obligeaient les Libéraux à "éviter autant que possible des batailles rangées" et à "harasser l'ennemi par une guerrilla générale... jusqu'au jour où la guerre civile finirait aux Etats-Unis. Enfin le premier acte du drame mexicain est sur le point de finir par l'occupation...des troupes françaises", poursuivait le Pays, résigné, mais c'est une chose que "de gagner des victoires contre "des armées indisciplinées" et une autre "d'établir un gouvernement".

Pourtant le prince autrichien était plus ou moins prêt à se lancer dans l'aventure mexicaine. Dans une entrevue rapportée par le Journal de Québec et l'Ordre, il déclara:

Le peuple mexicain...veut me confier sa destinée sans même me connaître. Je m'appliquerai à justifier sa confiance par un dévouement absolu...J'espère qu'avec l'aide du Tout-Puissant nous arriverons à assurer à notre Patrie comme une nouvelle ère de paix et de prospérité par l'accomplissement consciencieux et loyal de nos engagements mutuels dont pour ma part je ne dévierai jamais.

Mais si le peuple ne voulait plus de lui, "...je descendrai du trône avec la même sérénité d'âme avec laquelle je m'appête aujourd'hui à en gravir les marches".<sup>219</sup>

C'est aussi l'opinion qui fut exprimée par le Ministre Rouher dans la séance du Corps Législatif du 27 janvier 1864.

Le suffrage universel fonctionnera bientôt; la forme républicaine sera respectée si elle se prononce dans ce sens; si la monarchie sort du scrutin, le régime monarchique sera établi; si l'Empire est donné au Prince Maximilien, la volonté nationale sera pour lui la meilleure des clientèles. 220

C'est par cette phrase que débutait le discours du Ministre, qui répondait à ses adversaires. Dans le rapport sur les crédits supplémentaires de 1863, l'Opposition s'était demandée jusqu'à quand la France resterait au Mexique. C'est le discours de Thiers, publié par le Pays, qui suscita le plus d'intérêt et qui fit dire ces paroles au Ministre. Dans son discours, Thiers avait fait remarquer que l'établissement d'un Empire "à trois mille lieues de ces côtes", ne valait pas tous ces sacrifices en argent et en hommes. Selon lui, on devait traiter avec Juarez, puis se retirer, car l'Empire avait peu de chances de réussir; l'Intervention aurait pour unique résultat de troubler les relations avec les Etats-Unis. Donc la solution était de chercher une façon de s'en sortir, de ne pas s'engager à placer Maximilien sur le trône, car alors la France serait "engagée d'honneur" et on devrait la soutenir "quoiqu'il arrive". Si on annonce à Maximilien que le Corps Législatif ne le soutient pas, alors il se désistera, et l'on pourra trouver une solution entretemps avec Juarez.<sup>221</sup> Favre ajouta: "Nous n'étions maîtres que du territoire sous les roues de nos canons".<sup>222</sup>

La défense de la politique impériale fut publiée par le Journal de Québec. Rouher avait déclaré que traiter avec Juarez après les victoires de Puebla et de Mexico serait "abandonner les Français au Mexique à la malveillance et à la cruauté de Juarez". Une fois les élections terminées, "l'oeuvre de la France approchera alors son terme". Les troupes seront retirées "le plus tôt possible", quand le gouvernement français "aura pleinement sauvegardé son honneur et son intérêt". Il finit par exalter l'idée impériale qui, d'après lui, amènerait les futurs historiens à dire: "Celui fut un homme de génie qui, à travers les résistances, les obstacles et les difficultés et les défaillances, eut le courage d'ouvrir les sources de prospérité nouvelle à la nation dont il était le chef...Oui, cette page sera glorieuse..."<sup>223</sup> Notons quand même que la verve de Rouher ne cacha pas la faiblesse de ses arguments, et que Thiers réussit à faire voter trente Conservateurs<sup>224</sup> contre la politique impériale.

Le Pays fut l'unique journal à commenter les discours, en particulier celui de Thiers, qu'il avait choisi parce qu'il résumait "toute une situation et qu'il se rattache tout particulièrement à de graves intérêts débattus à nos portes", c'est-à-dire "la création d'un Empire sur cette partie du continent américain où la démocratie demeure dans les moeurs et dans les institutions politiques et dans les idées..."<sup>225</sup>

Maximilien, pour sa part, en attendant de connaître les "désirs du peuple mexicain", alla chercher un appui moral et matériel à Paris, Londres et Bruxelles.

A Paris, il s'entretint avec Napoléon III de questions financières et militaires; à Londres, Palmerson, "d'un air un peu narquois, sans encouragement ni hostilité, lui souhaita bon succès", et à Bruxelles, son beau-père, Léopold,<sup>226</sup> lui renouvela ses encouragements.

Pourtant, il y avait un obstacle très sérieux. Le frère de Maximilien, François-Joseph, ne donnerait son consentement que si Maximilien signait un document attestant qu'il renonçait entièrement au trône d'Autriche, pour lui et ses héritiers. Maximilien refusa.

Les journaux rapportèrent la crise. Elle était grave, et Napoléon envoya un courrier à Vienne, pour essayer de régler les différends entre les deux frères. L'Ordre, qui traita la question en détail, termina son article en disant que l'aide-de-camp de l'Empereur portait une lettre secrète qui "relevait une menace formelle de guerre dans le cas où l'Empereur d'Autriche ne respecterait pas une transaction qui permit à son frère l'Archiduc de partir pour le Mexique".<sup>227</sup> La lettre ne contenait pas de déclaration de guerre, mais Napoléon rappelait à l'Empereur d'Autriche que Maximilien s'était "engagé d'honneur envers moi (Napoléon), envers le Mexique,<sup>228</sup> envers les souscripteurs de l'emprunt". Les négociations se poursuivirent et, finalement, à la demande de son beau-père Léopold, de sa femme, et de son frère qui avait adopté une attitude plus souple sans toutefois faire aucune concession, il accepta.

Mais comment résister à cette poussée de deux Empe-  
reurs de France et d'Autriche, des envoyés mexicains et  
d'une femme dévorée d'ambition qui ne voulait pas  
laisser tomber de sa tête une couronne impériale!  
Il capitula". 229

Les Mexicains étaient là, avec la liste des signatures  
obtenues et les votes des principales villes. Après les avoir  
examinés, Maximilien déclara que "la condition posée par lui  
pour l'acceptation de la Couronne se trouvait réalisée au-  
delà de ses espérances".<sup>230</sup>

Le 10 avril, en acceptant la Couronne, Maximilien pro-  
nonça un discours où il signala, entre autres, qu'il garde-  
rait le pouvoir "seulement le temps nécessaire pour créer  
au Mexique un ordre régulier et pour mettre sur pied des  
institutions libérales". Paroles qui, d'après l'historien  
mexicain Cuevas, furent reçues avec appréhension par les  
Conservateurs mexicains de la députation car, à leur avis,  
le mot libéral devait être exclu du programme du nouveau  
gouvernement.<sup>231</sup>

Le même jour, Maximilien signa avec Napoléon le Traité  
de Miramar. Le 14, le nouvel Empereur partit pour Rome afin  
de recevoir la bénédiction du Pape.

Au Québec, la nouvelle ne fit pas grand bruit. Seul  
l'Ordre utilisa plusieurs colonnes les 2 et 3 mai pour racon-  
ter tout le cérémonial du couronnement et reproduire les  
discours d'installation. Pour sa part, le Pays, avec un léger  
sarcasme, écrivit que l'Autriche avait

bien voulu tirer le gouvernement français de l'embaras que lui causait l'affaire du Mexique, en lui prêtant un Archiduc. Quoiqu'il en soit, le successeur de Monctezuma et d'Iturbide est enfin parti pour ces Etats mais s'il est jamais obligé d'en revenir il ne faudra pas qu'il s'attende à un accueil très chaud dans son ancienne Patrie". 232

Le 2 avril, Maximilien et Charlotte, Empereurs du Mexique, partaient pour Vera Cruz sur le Novara. Là-bas, tout était prêt pour la tragédie qui allait suivre.

NOTES DEUXIEME CHAPITRE

LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS DE L'INTERVENTION A L'EMPIRE

1. J. Meyer, op. cit., p. 417.
2. J. Vasconcelos, op. cit., p. 1588.
3. J. Meyer, op. cit., p. 418.
4. J. Vasconcelos, op. cit., p. 1597.
5. J. Meyer, op. cit., p. 417.
6. Solia Veroa de Bernal, Un hombre de mundo escribe sus impresiones, cartas de José Manuel Hidalgo y Esnaurrizar, Mexico, Porrúa, 1960, p. 5.
7. Carl Heinz Bock, The Negotiation and Breakdown of the Tripartite Convention of London of 31 October 1861, (thèse de doctorat), 2 volumes, Merburg/Lahn, publié par l'auteur, Philipps Universität, New York, 1961, p. 15 et 16.
8. Ibid, p. 13 et 18. Voir aussi Alexis de Gabriac, au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 11 mai 1858, 2 et 10 juillet 1858, 1er août 1858, 29 décembre 1858, dans L. Díaz, op. cit., p. 15, 26 à 29, 34 à 36, 50 à 52.
9. Daniel Dawson, The Mexican Adventure, Freeport, N.Y., Books for Libraries Press, 1935, p. 48 et 49; voir aussi Christian Schefer, La Grande Pensée de Napoléon III, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1930, p. 14 à 20.
- 9a. J. Meyer, L'Expédition du Mexique d'après les documents et études mexicains, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, janvier-mars, 1974, volume 21, Paris, p. 135.
10. G. Martinière, op. cit., p. 147.
11. G.H. Bock, op. cit., p. 12.
12. Ibid, p. 354.
13. C. Schefer, op. cit., p. 9.
14. D. Dawson, op. cit., p. 7.
15. Ibid, p. 8 à 11.
16. José Fuentes Mares, Juarez y la Intervención, Mexico, Editorial Jús, 1962, p. 23.
17. C. Schefer, op. cit., p. 9 et 10.
18. M. Cuevas, op. cit., p. 828.

19. A. de la Londe, au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 5 juin, 1860, dans L. Díaz, op. cit., p. 168 et 169.
20. C. Schefer, op. cit., p. 11 et 12.
21. C.H. Bock, op. cit., p. 14.
22. J. Fuentes Mares, op. cit., p. 23.
23. Ibid, p. 23.
24. C.H. Bock, op. cit., p. 150.
25. Ibid, p. 105.
26. Ibid, p. 327.
27. Journal de Québec, 15 novembre 1859 et 22 novembre 1859.
28. Ibid, 18 août 1858.
29. Le Pays, 8 et 15 novembre 1858.
30. Journal de Québec, 5 janvier, 1860.
31. Ibid, 7 janvier 1860.
32. Ibid, 30 juin, 1860.
33. Ibid, 10, 13, 15 novembre 1859.
34. L'Ordre, 26 août 1859.
35. Journal de Québec, 10 janvier 1861.
36. Ibid, 14 février, 1861.
37. J. Fuentes Mares, op. cit. p. 67.
38. La Minerve, 10 octobre, 1861.
39. Journal de Québec, 17 octobre 1861.
40. L'Ordre, 16 octobre 1861.
41. Le Pays, 24 septembre 1861.
42. J. Fuentes Mares, op. cit., p. 23.
43. Ibid, p. 69.
44. P. Renouvin, op. cit., p. 348.

45. Le Pays, 12 décembre 1861; Journal de Québec, 28 décembre 1861 et Minerve, 12 novembre 1861.
46. Journal de Québec, 30 novembre 1861.
47. J. Fuentes Mares, op. cit. , p. 54.
48. La Minerve, 31 octobre 1861.
49. L'Ordre, 31 octobre 1861.
50. Le Pays, 7 décembre 1861.
51. La Minerve, 31 décembre 1861.
52. Ibid, 30 novembre 1861.
53. Ibid, 26 novembre 1861.
54. L. Díaz, op. cit. , p. 14.
55. C. H. Bock, op. cit., p. 69.
56. L'Ordre, 2 janvier 1862.
57. Journal de Québec, 14 janvier 1862.
58. La Minerve, 23 janvier, 1862.
59. C. H. Bock, op. cit., p. 160 à 166.
60. La Minerve, 6 février, 1862.
61. Journal de Québec, 30 janvier 1862.
62. Ibid, 18 mars 1862.
63. La Minerve, 11 février, 1862.
64. Ibid, 24 et 27 février, 1862.
65. Le Journal de Québec, 15 février 1862.
66. L'Ordre, 26 février, 1862.
67. La Minerve, 27 février 1862.
68. Le Pays, 4 mars 1862.
69. L'Ordre, 20 février 1862.
70. C. H. Bock, op. cit., p. 370.

71. L'Ordre, 3 mars 1862.
72. La Minerve, 1er mars 1862.
73. Le Pays, 22 et 29 mars 1862.
74. Journal de Québec, 15 février 1862.
75. Le Pays, 18 février 1862.
76. C. H. Bock, op. cit., p. 216.
77. Ibid, p. 343 à 348.
78. Ibid, p. 329.
79. Ibid, p. 346.
80. J. Fuentes Nares, op. cit., p. 138 à 140.
81. Le Pays, 22 mars 1862.
82. L'Ordre, 26 février 1862.
83. Jpurnal de Québec, 11 et 27 mars 1862.
84. Frank Edward Lally, French Opposition to the Mexican Policy of the Second Empire, Baltimore, The John Hopkins Press, 1931, p. 30 à 36.
85. Ibid., p. 33.
86. Ibid., p. 40.
87. Journal de Québec, 7 avril 1862.
88. C. H. Bock, op. cit., p. 223 à 295 (passim).
89. Journal de Québec, 22 avril 1862.
90. Ibid., 10 mai 1862.
91. La Minerve, 10 mai 1962.
92. Le Pays, 29 avril 1862.
93. L'Ordre, 28 avril 1862.
94. F.E. Lally, op. cit., p. 60.
95. Lynn M. Case, French Opinion on the United States and Mexico, 1860-1867, Extracts from the Reports of the Procureurs Généraux, New York, Archon Books, 1969, p. ix.

96. Le Pays, 22 et 23 février, 1862.
97. Ibid, 3 mai 1862.
98. La Minerve, 11, 13, 18, 26 janvier; 15 février; 1er mars 1862.
99. C.H. Bock, op. cit., p. 328.
100. Ibid, p. 281 à 300.
101. M. Cuevas, op. cit. p. 914.
102. F.E. Lally, op. cit., p.49.
103. La Minerve, 3 juillet 1862.
104. Ibid, 24 mai 1862 et l'Ordre, 6 mai 1862.
105. L'Ordre, 28 avril 1862 et le Journal de Québec, 14, 16 et 20 mai 1862.
106. Journal de Québec, 23 mai 1862.
107. Ibid, 14 mai 1862.
108. Ibid, 17 mai 1862.
109. La Minerve, 24 mai 1862.
110. L'Ordre, 23 mai 1862.
111. Journal de Québec, 2 juin 1862.
112. C.H. Bock, op. cit., p. 323 et 330.
113. L. M. Case, op. cit., p. 454. à 457.
114. J. Sierra, Evolución política... , op. cit., p. 323.
115. J. Fuentes Mares, op. cit., p. 178.
- 115 a. La Minerve, 12 juin 1862.
116. Ibid, 14 juin 1862.
117. Le Journal de Québec, 16 juin 1862 et L'Ordre, 16 juin 1862.
118. Le Pays, 14 et 16 juin 1862.
119. Ibid, 16 juin 1862.
120. Le Journal de Québec, 17 juin 1862.

121. La Minerve, 10 juillet 1862.
122. La Minerve, 20 juin 1862.
123. Le Pays, 16 juin 1862.
124. Lettre de Lorencez au Ministre des affaires étrangères cité par Gustave Niox, Expédition du Mexique 1861-1867, Récit politique et militaire, Paris, J. Dumaine, 1874, p. 156.
125. J. Sierra, Juarez... op. cit., p. 313.
126. M. Guevas, op. cit., p. 877.
127. F. E. Lally, op. cit., p. 53.
128. Le Journal de Québec, 18 juin 1862.
129. La Minerve, 12 juin 1862.
130. Ibid, 8 juillet 1862.
131. Paul Guériot, Napoléon III, volume 2, Paris, Payot, 1934, p. 66.
132. Le Pays, 19 juin 1862.
133. Le Journal de Québec, 18 juin 1862.
134. Ibid, 21 juin 1862.
135. Ibid, 23 juin 1862.
136. Ibid, 28 juin 1862.
137. Ibid, 17 juillet 1862.
138. L. M. Case, op. cit., p. 310 à 324.
139. Le Journal de Québec, 1er octobre 1862.
140. Ibid, 10 octobre 1862 et L'Ordre, 18 juillet 1862.
141. La Minerve, 22 juillet 1862.
142. M. Guevas, op. cit., p. 491 et 914.
143. L'Ordre, 30 juillet 1862.
144. Le Pays, 9 août 1862.
145. Ibid, 9 septembre 1862.
146. Ibid, 23 septembre 1862.

147. Le Journal de Québec, 20 novembre 1862.
148. Ibid, 20 novembre 1862.
149. L'Ordre, 15 décembre 1862.
150. Ibid, 25 juillet 1862.
151. F.E. Lally, op. cit., p. 60.
152. L'Ordre, 1er janvier 1863.
153. La Minerve, 3 janvier 1863.
154. Ibid, 20 mars 1863.
155. Le Pays, 10 janvier 1863.
156. Le Journal de Québec, 31 mars 1863.
157. L'Ordre, 14 janvier 1863.
158. La Minerve, 24 janvier 1863.
159. L'Ordre, 14 janvier 1863.
160. L.M. Case, op. cit., p. 324 à 329.
161. La Minerve, 27 janvier 1863.
162. F.E. Lally, op. cit., p. 66.
163. Ibid, p. 65.
164. La Minerve, 3 février 1863 et Le Journal de Québec,  
12 février 1863.
165. La Minerve, 12 février 1863.
166. Le Pays, 7 février et 16 avril 1863.
167. Le Journal de Québec, 17 janvier 1863.
168. F.E. Lally, op. cit., p. 62.
169. Ibid, p. 62.
170. Le Pays, 14 février 1863.
171. L'Ordre, 6 mars 1863.
172. F.E. Lally, op. cit., p. 64.
173. Le Journal de Québec, 28 mars 1863.

174. Ibid, 2 avril 1863.
175. Paul Gault, L'Expédition du Mexique (1861-1867)  
1er Vol. Paris, Société d'Éditions Littéraires et Artistiques,  
1906, p. 103 et 104. Voir aussi G. Niox, op. cit., p. 203 à 253.
176. L'Ordre, 13, 20 et 23 mars; 6 avril; 4, 18, 27 et 29  
mai et 6 juin, 1863; Le Pays, 12 et 21 mars; 16, 25 et 28 a-  
vril et 19 mai 1863; Le Journal de Québec, 14 mars, 4, 18 et  
21 avril; 8, 19 et 28 mai et 6 juin 1863. La Minerve, 28 fé-  
vrier; 21 et 27 mars; 7, 16 et 18 avril; 9 et 12 mai, 1863.
177. Journal de Québec, 28 avril et 2 juin 1863.
178. P. Guériot, op. cit., p. 63 et 68.
179. La Minerve, 9 juin 1863.
180. Le Pays, 9 juin 1863.
181. L'Ordre, 8 juin 1863.
182. Ibid, 17 juin 1863.
183. Ibid, 8 juin 1863.
184. Journal de Québec, 6 juin 1863.
185. L'Ordre, 22 juin 1863.
186. Le Pays, 18 juin 1863.
187. F.E. Lally, op. cit., p. 69.
188. Journal de Québec, 30 juin 1863.
189. L'Ordre, 6 juillet 1863 et la Minerve, 7 juillet  
1863.
190. L'Ordre, 6 juillet, 1863.
191. Le Pays, 9 juillet 1863.
192. La Minerve, 9 juillet 1863.
193. F.E. Lally, op. cit., p. 70.
194. Ibid, p. 71.
195. La Minerve, 9 juillet 1863.
196. F.E. Lally, op. cit., p. 72.
197. Ibid, p. 74.

198. L'Ordre, 20 juillet 1863.
199. Ibid, 31 juillet et la Minerve 28 juillet 1863.
200. La Minerve, 28 juillet 1863.
201. L'Ordre, 28 juillet 1863.
202. La Minerve, 1er septembre 1863.
203. Le Pays, 27 août 1863.
204. Ibid, 28 août 1863.
205. L'Ordre, 4 septembre 1863 et la Minerve 8 septembre 1863.
206. Le Pays, 3 septembre 1863.
207. Ibid, 10 octobre 1863.
208. Journal de Québec, 19 septembre 1863.
209. Le Pays, 22 août 1863.
210. Journal de Québec, 22 octobre 1863.
211. Ibid, 30 novembre 1863.
212. L'Ordre, 30 septembre 1863.
213. Kathryn Abbey Hanna, The Roles of the South in the French Intervention in Mexico, dans The Journal of Southern History, Volume 20, February-November 1954, p. 13.
214. Journal de Québec, 27 novembre 1863.
215. Ibid, 12 décembre 1863.
216. Le Pays, 7 novembre 1863.
217. J. Fuentes Mares, op. cit., p. 201.
218. Le Pays, 5 et 8 janvier 1864.
219. L'Ordre, 29 janvier 1864 et Journal de Québec, 30 janvier 1864.
220. Journal de Québec, 16 février 1864.
221. Le Pays, 16 et 23 février 1864.

222. Emile Olivier, L'Expédition du Mexique, Paris, Nelson, 1922, p. 165.
223. Journal de Québec, 16 février 1864.
224. F.E. Lally, op. cit., p. 84.
225. Le Pays, 23 février 1864.
226. E. Olivier, op. cit., p. 173.
227. L'Ordre, 28 avril 1864.
228. E. Olivier, op. cit., p. 175.
229. Ibid, p. 179.
230. Le Pays, 29 mars 1864.
231. H. Cuevas, op. cit., p. 917.
232. Le Pays, 4 mai 1864.

### CHAPITRE III

#### LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS ET L'EMPIRE DE MAXIMILIEN

##### A. INTRODUCTION

Rien ne laissait prévoir par cette journée de printemps 1864, au moment où Leurs Majestés débarquaient dans leur nouvelle patrie, le désastre que fut l'Empire mexicain. En effet, l'accueil fait aux Empereurs semblait annoncer une nouvelle ère de prospérité et surtout de paix pour le Mexique.

Trois grands problèmes devaient être résolus par Maximilien: le marasme économique, la question du clergé et des biens de l'Eglise, et les divergences politiques.

Mais même avec l'aide de la France, Maximilien n'eut pas plus de succès que ses prédécesseurs libéraux et conservateurs. L'économie du pays resta chaotique: la guerre continuait, gênant la production agricole et minière. Comme tous les revenus allaient aux troupes, le gouvernement était forcé d'emprunter, et il lui était donc impossible d'améliorer la situation financière. En outre, en refusant de régler la question des biens de l'Eglise au profit de celle-ci, Maximilien s'aliéna le clergé et une bonne partie des Conservateurs. Enfin, ni les Libéraux ni les Conservateurs n'acceptèrent sa politique de rapprochement des partis, en vertu de laquelle l'Empereur voulait former un parti unique et modéré. Par ailleurs, les relations entre la France et les Etats-Unis se détériorèrent à un tel point que Napoléon III se vit forcé de retirer ses troupes du Mexique, laissant Maximilien seul pour combattre Juarez devenu de plus en plus fort grâce à l'aide que lui fournissaient les Américains.

Le présent chapitre traitera de la situation du Mexique à l'arrivée de Maximilien, ainsi que de la réaction des journaux québécois devant la politique interne de l'Empereur et devant l'affrontement diplomatique entre la France et les Etats-Unis.

## B.- LES JOURNAUX QUEBÉCOIS ET LA POLITIQUE DE MAXIMILIEN

### 1.-- Situation du Mexique à l'arrivée de Maximilien

Les Conservateurs n'étaient pas très contents de la Régence. Almonte et Bazaine suivaient les instructions de Napoléon, énoncées dans la proclamation de Forey, sur la question religieuse. Ils avaient, comme on l'a vu, fait passer de mauvais moments aux évêques, surtout à Monseigneur Labastida. Ils espéraient que Maximilien, prince catholique, allait tout régler. Par contre, les armées françaises allaient de victoire en victoire; en règle générale, elles étaient bien reçues, et villes et villages donnaient leur adhésion à l'Empire. Juarez et ses généraux fuyaient devant l'ennemi; les désertions se multipliaient, même dans les rangs les plus élevés, et le Président "nomade" s'enfonçait dans les régions désertiques du nord mexicain. Les Conservateurs espéraient que Juarez serait forcé de se rendre ou de s'enfuir aux Etats-Unis, et qu'une armée mexicaine, organisée par les Français, professionnelle, moderne et disciplinée, empêcherait toute reconstitution du parti radical.

En outre, la situation financière s'était un peu améliorée; on entrevoyait un meilleur avenir, dès que la paix viendrait, c'est-à-dire lorsqu'on ne serait plus obligé de consacrer aux troupes la plus grande partie du budget.

Ces espoirs des Conservateurs étaient réalisables: l'état des choses pouvait s'améliorer et Maximilien, avec une politique d'action rapide et efficace, aurait pu consolider le trône sans trop de peine.

Dans son livre L'Expédition du Mexique, Paul Gaulot reproduit une lettre d'un ancien Ministre de Juarez, Zamacona, qui écrivait en juin 1864:

On ne peut moins faire de s'impressionner (sic) en voyant devenir une réalité les plans et les espérances de l'intervention... Comment l'envahisseur s'est-il étendu dans le pays, établissant d'immenses lignes militaires non interrompues? ...Comment a-t-il rétabli la sécurité sur les principales routes? Comment a-t-il pu séduire certaines populations? Comment a-t-il capté la confiance du public qui met en ses mains des convois d'argent comme on n'en avait pas vu depuis longtemps? Comment attire-t-il à lui des membres du parti indépendant? ...A l'intérieur, nous avons perdu presque tous les grands centres de population, et le pis c'est que l'ennemi a fait la conquête matérielle de toutes ces localités sans que cela ait empêché les esprits de lui faciliter la conquête morale à laquelle il aspire, et qu'il a réussi, par un système sage, sinon à captiver les sympathies des Mexicains au moins à les refroidir (sic) pour la défense nationale...2

Ceci nous donne un aperçu du découragement des Libéraux et de la situation au Mexique à l'arrivée de Maximilien. Au fond, seule la question ecclésiastique n'était pas encore réglée. Masseras était d'avis que ce problème, quoiqu'épineux, avait une solution:

Le clergé, dépossédé depuis plusieurs années déjà de sa colossale fortune, dépouillé de sa prépondérance, contraint de plier devant l'autorité civile, pouvait bien parler de revendications et affecter de mettre son alliance au prix de la restauration de ses anciennes prérogatives; dans le secret de sa conscience, il ne dissimulait pas que ses biens étaient perdus et son règne passé sans retour. Quelles que fussent ses exigences apparentes dans le premier moment, son ambition réelle se bornait à espérer un règlement plus favorable et moins précaire de sa situation, la

cessation des tracasseries auxquelles il avait été en butte et certaines satisfactions légitimes au point de vue de son prestige et de sa liberté dans l'exercice de ses fonctions. )

L'avenir s'annonçait difficile et dangereux, mais non pas complètement sombre. C'est au cours de ce printemps 1864, que "l'Empire aurait pu devenir une réalité" <sup>4</sup>.

## 2.- Premières décisions politiques de Maximilien.

Le 28 mai 1864, le Novara rentrait à Vera Cruz, avec le nouvel Empereur à son bord. L'Ordre et le Journal de Québec rapportèrent la nouvelle publiée à La Havane, et le Journal ajouta:

L'arrivée de l'Empereur... a été dignement saluée par une série de victoires... ces victoires répondent victorieusement à ceux qui essayaient de représenter le parti de Juarez comme ayant la moindre chance de succès..." <sup>5</sup>

Mais, à l'Assemblée française, l'opposition s'éleva contre l'Empire lorsqu'elle connut les clauses du Traité de Miramar. Le Correspondant du Journal de Québec critiqua le gouvernement français et, dans une analyse des clauses économiques du Traité, il mentionna avec sarcasme l'emprunt de 270 millions de francs; il ne voyait pas comment celui-ci pourrait jamais être remboursé. "C'est donc en 1882", -dit-il- "que nous pouvons espérer d'être rentrés dans nos avances si l'Empire de Maximilien se consolide et si d'ici-là il n'y a pas de révolution au Mexique".<sup>6</sup>

Le Pays publia le discours de Favre à l'Assemblée. Ce discours a une importance majeure, car il représente un tournant de l'Opposition française, surtout de Favre lui-même qui s'était toujours opposé à l'Intervention parce qu'il estimait injustifiables les réclamations de la France

(les bons Jecker, etc...). Il va maintenant s'opposer à la présence des troupes françaises au Mexique qui, selon lui, représente un danger immédiat de guerre avec les Etats-Unis. A titre de preuve, il signale les dernières résolutions du Sénat américain contre le nouvel Empire.<sup>7</sup>

Pendant ces premiers mois de l'Empire, on va recevoir au Canada une série d'articles de Masseras qui, à peine arrivé au Mexique, donnera ses premières impressions sur le pays et sur le gouvernement impérial.

La première série de trois lettres, publiée par la Minerve, se compose de deux Lettres mexicaines, où Masseras raconte son voyage au Mexique. Selon lui, la désolation, la ruine et le brigandage règnent dans ce pays, à cause des guerres qui continuent. Dans la troisième lettre, il décrit "l'entrée triomphale" de Maximilien dans la capitale, ainsi que les fêtes qui suivirent et qui durèrent trois jours.<sup>8</sup> Quelques jours plus tard, le Journal de Québec publia d'autres lettres de Masseras sous le titre Le Programme de l'Empire. En neuf chapitres, l'auteur rend compte de l'état des choses à son arrivée au Mexique, décrit ce qui a été fait jusqu'alors par l'Intervention et la Régence, ainsi que les objectifs à atteindre.

L'Intervention -dit-il- est finie, et elle a montré "qu'elle n'avait pas d'autre mobile ni d'autre but que celui tout désintéressé qu'elle avait proclamé dans le premier moment...L'Empire apporte donc le salut au Mexique... La route est frayée; le guide arrive; la nation rendue à elle-même n'a qu'à l'entourer et le suivre avec confiance

pour assurer le succès".<sup>9</sup>

Le gouvernement doit être "stable" et pour cela il a l'aide et l'exemple de la France. Il doit donc être "l'alliance intime du prince démocratique et progressif des temps modernes avec le principe conservateur de la stabilité gouvernementale". Masseras propose ensuite une alliance des partis, sur le modèle de celle que Napoléon III avait formée en France. Pour le moment, Maximilien doit gouverner seul "dans une période de réserve et pour ainsi dire d'éducation préliminaire"<sup>10</sup> "Les masses ont besoin d'apprendre à manier l'arme électorale...Les cours politiques qui ont jusqu'ici accepté le pays sans gouverner ont besoin d'oublier les erreurs du passé".

Dans le dernier chapitre, il explique les avantages que ce nouveau gouvernement impérial apportera au Mexique. "L'Empire mettra les recours de la loi à la portée de tous", établira "un système financier", en finira avec le "chaos fiscal" et "relèvera le sens moral de la nation". Il termine ce rêve utopique par une absurdité: l'oubli du passé; la réconciliation générale et sincère des partis, "voilà le point de départ..." et "à ceux qui nous accuseraient d'évoquer des rêves irréalisables, nous répondrions en leur montrant la France de 1864 à côté de celle de 1851. Ils y verront ce que peuvent faire quelques années bien employées dans la vie d'une nation"<sup>11</sup>.

Dans l'autre série de lettres de Masseras, parue dans le Journal de Québec et la Minerve au mois d'août, l'ex-journaliste du Courrier des Etats-Unis commence à être déçu du gouvernement impérial:

L'Empereur Maximilien paraît s'être profondément imbu, pendant son séjour en Lombardie, du proverbe italien qui assure qu'aller doucement est le sûr moyen d'aller loin.

En six semaines l'Empereur n'a rien fait. <sup>12</sup> "Heureusement la discorde dans le camp juariste épargne aux armées françaises la moitié de la besogne". Zuluaga déserte. Doblado a fui aux Etats-Unis après avoir perdu toutes les batailles <sup>13</sup> contre les troupes impériales.

Dans sa dernière lettre du 30 août, Masseras, un peu railleur, écrit: "Nous avons eu, cette semaine, une émotion -chose rare depuis l'inauguration de l'Empire-...". Il annonçait un tremblement de terre. Et avant, il avait affirmé: "Sans doute il y a une raison de ne pas vouloir procéder dès le début par des coups de théâtre...Mais il doit se garder de tomber dans une trop longue inaction...qui s'étend d'ailleurs à la situa- <sup>14</sup> tion militaire".

Cette série d'articles que l'auteur utilisera plus tard dans son livre Un Essai d'Empire au Mexique démontre que Masseras était déçu de l'attitude de l'Empereur. Il préconise et préconisera toujours une politique à la française, à la Forey, active, rapide et personnelle, comme celle qui existait sous la Régence avec Almonte et Bazaine. Mais la Régence était un gouvernement d'occupation qui répugnait aux Conservateurs et que ceux-ci acceptaient en attendant Maximilien, <sup>15</sup> "le désiré" (le mot est de Masseras).

Maximilien essaiera de poursuivre la politique de réconciliation des partis, qui avait été exposée par Forey, ce qui lui attirera beaucoup d'ennemis chez les Conservateurs. Mais, en même temps, il ne voudra pas dépendre des Français,

sauf pour obtenir l'aide financière et militaire à laquelle lui donnait droit le Traité de Miramar. Il éloignera Almonte, à cause de son adhésion à la politique de Napoléon. De plus, il formera un Cabinet particulier où toutes les nationalités seront représentées, sauf la nationalité mexicaine, et qui sera hostile à la France.<sup>16</sup> En effet, les membres les plus influents de ce Cabinet furent Felix Eloin et Sebastien Sherzenlechner, l'un belge et l'autre autrichien, tous deux protestants; ils connaissaient très peu le Mexique et ils étaient anti-français. Ils eurent une influence très néfaste sur Maximilien et sur l'Empire.<sup>17</sup>

Du côté mexicain, il éloignera presque tous les Conservateurs et choisira des Libéraux modérés pour occuper des postes dans les ministères. Cette politique créera la situation dont Masseras et Montholon se plaignaient, c'est-à-dire que tant les Conservateurs que les Libéraux seront hostiles à la France, les uns parce qu'elle avait déçu leurs espérances,<sup>18</sup> les autres parce qu'elle avait détruit leur domination.

Au mois de septembre, le Journal de Québec publie des dépêches annonçant plusieurs victoires impériales dont la plus importante est celle de la prise de Matamoros sur le Río Grande (Río Bravo pour le Mexique).<sup>19</sup> L'occupation, par les troupes françaises, de la rive sud de la rivière qui sépare le Mexique des Etats-Unis, donnera lieu à un affrontement entre les Français et les Américains, affrontement qui s'envenimera à un moment donné, et qui fit voir à Bazaine le peu qu'il fallait pour qu'un incident provoque une guerre entre les Etats-Unis et la France. Bazaine laissera donc

un Mexicain, Mejía, s'occuper de ce point sensible, et après 1865, il empêchera les troupes françaises de s'approcher de la frontière.

Au début de son règne, Maximilien crut bon d'aller visiter les provinces pacifiées. L'Ordre publie un article du Mémorial Diplomatique qui, comme tous les journaux officiels français, prétendait que tout allait pour le mieux au Mexique; il parle de l'élimination presque complète de la résistance libérale, ainsi que des bienfaits de la politique de Maximilien. "Nous ne connaissons pas de souverain au monde qui ait aussi bien et aussi vite compris la nécessité de son pays...". Il loue l'initiative de Maximilien, car "pour se rendre utile aux peuples que l'on gouverne, il faut bien connaître leurs besoins...En allant lui-même étudier ceux des Mexicains"<sup>20</sup>

Les premiers signes de la politique de conciliation apparurent vers cette époque. Dans un petit article, la Minerve annonce que pendant le voyage à Guadalajara, "il veut rallier<sup>21</sup> à sa cause quelques chefs juaristes". Le Journal de Québec publie une lettre de Tampico où il est dit: "Tout le monde est d'avis ici que l'empereur Maximilien ne considère pas comme suffisant l'appui du parti conservateur. Il recherche égale-<sup>22</sup>ment celui des libéraux..."

A son retour à Mexico, il écrit une lettre à son Ministre de l'Intérieur, Vazquez de León, et aux préfets des provinces, dans laquelle il propose des mesures visant à protéger l'Empire contre les bandes armées qui se cachent sous une "bannière politique" et ne sont au fond que des maraudeurs et des bandits.

Masseras, qui envoya cette lettre au Courrier des Etats-Unis avec un commentaire, est enfin heureux. "Vous remarquez" -dit-il- "que Maximilien parle en souverain et qu'il se croit et se sent solidement installé dans son trône". Cette lettre fut reproduite avec plus ou moins de commentaires par tous les journaux, même le Pays, qui la reproduisit sans les remarques de Masseras mais avec toutes les instructions aux préfets.<sup>23</sup> Elle parut au moment où les troupes juaristes étaient en déroute, où Juarez fuyait vers les régions les plus au nord de Chihuahua, et au moment où ses généraux désertaient ou fuyaient à l'étranger. Les journaux en avaient fait mention, et Masseras le rappela dans les commentaires qui accompagnaient sa lettre. Le 3 septembre, la Minerve avait même publié la nouvelle que Juarez avait fui à la Nouvelle-Orléans. Cette nouvelle était fausse, mais elle aurait pu être vraie.<sup>24</sup> Tous croyaient que la guerre allait finir. Maximilien n'en doutait plus. "L'Empire est un fait", disait-il dans la lettre. La publication de cette lettre dans le Pays indique, semble-t-il, que le journal rouge acceptait aussi l'inévitable.

Mais après cette lettre énergique, Maximilien commit sa deuxième erreur. Napoléon lui avait conseillé de créer une armée mexicaine, sur le modèle de l'armée française et sous la tutelle de celle-ci. Bazaine semblait disposé à le faire car tels étaient les ordres, mais comme il méprisait les Mexicains, il joua le jeu de Maximilien et n'en fit rien. Bazaine humilia les généraux mexicains, en particulier Miramón, en prétendant placer celui-ci sous les ordres d'officiers de

rang inférieur. Maximilien "exila" ces généraux, envoyant Miramón à Berlin pour étudier les techniques d'artillerie, et Marquez à Istanbul. Il congédia l'armée mexicaine et, pour la réorganiser, il forma une commission de guerre qui ne comptait aucun général mexicain de valeur. Les délibérations avaient lieu en français, et les vieux généraux mexicains qui se trouvaient là n'y comprenaient rien, étant réduits à l'état d'observateurs.<sup>25</sup> La Commission ne fit rien, et Maximilien se mit sous la seule protection des armées françaises dont il croyait être sûr à cause du Traité de Miramar. Dans un article qu'il envoya au Courrier des Etats-Unis et qui fut publié par le Journal de Québec, Masseras parle de cet exil "déguisé" des généraux mexicains, qui fut causé, dit-il, par les rapports de Miramón avec les cléricaux.<sup>26</sup>

### 3.- La question des biens du clergé

Les choses commençaient à se gâter, et l'Empereur ne semblait pas s'en rendre compte. Non seulement il éloigna ceux qui auraient pu l'aider, mais il commença sa campagne anti-cléricale qui joua un rôle très important dans sa politique et qui lui fit perdre l'appui des derniers Conservateurs. Tous les historiens sont unanimes à dire qu'elle fut l'une des causes principales de la chute de l'Empire, car elle coïncida avec l'exil des généraux mexicains et fut menée dans le même but, soit se débarrasser du parti cléricol-conservateur. Les journaux canadiens se contenteront de reproduire des articles sur la question religieuse; ils ne la commenteront presque jamais, et encore moins en discuteront-ils dans les éditoriaux. Pour les Conservateurs

et Libéraux canadiens, l'attitude anti-cléricale et anti-conservatrice de Maximilien était gênante. Dans le cas des Bleus, leurs principes ne leur permettaient pas de l'approuver; toutefois, ils se sentaient obligés d'appuyer Maximilien car celui-ci combattait Juarez le libéral, il était appuyé par les armées françaises, il était ou allait être attaqué par les Etats-Unis, et il représentait une force monarchique de gouvernement qu'ils préconisaient dans leur propre pays. Il se révoltait contre l'Eglise mexicaine, mais cette Eglise était mal connue au Canada, et la majorité des réformes qu'il voulait imposer, quoique inacceptables pour l'Eglise mexicaine, existaient déjà au Canada. Cette situation gênante se reflète donc dans les journaux bleus, qui ne voudront pas discuter l'affaire et se borneront à reproduire les nouvelles et les proclamations.

Pour leur part, les Rouges sont aussi gênés. Ils critiquent Maximilien et l'Empire, qui représentent l'anti-libéralisme. Ils vont donc approuver les efforts de Juarez pour reconquérir le pouvoir, et l'aide que lui apporteront les Etats-Unis; ils critiquent le régime monarchique de Maximilien et, influencés par les articles de la presse libérale parisienne, ils parleront de la nécessité de rapatrier les troupes françaises. Mais l'attitude anti-cléricale de Maximilien les bouleverse. Ils devraient appuyer cette politique, mais peut-être préfèrent-ils se taire de crainte qu'on ne les accuse d'appuyer la monarchie. Donc leur attitude ressemble à celle des Bleus. Ils se limiteront à reproduire les faits, sans commentaires.

Donc, après s'être débarrassé des militaires mexicains, Maximilien va maintenant s'attaquer à l'affaire la plus délicate de son règne, "celle qui tenait les Mexicains en guerre civile depuis tant d'années, qui avait motivé l'Intervention et suspendu la vie industrielle et politique: celle des biens de l'Eglise"<sup>27</sup>.

Maximilien aurait pu choisir une politique conservatrice et régler la question à Rome, lors de sa rencontre avec le Pape, ou encore, il aurait pu, dès son arrivée, suivre une politique libérale et, conformément aux instructions énoncées dans la proclamation de Forey, résoudre le problème avant l'arrivée du Nonce. Il se garda d'agir ouvertement. Les Conservateurs et le Clergé voyaient déjà d'un mauvais oeil la nomination de nouveaux Libéraux à des postes ministériels, surtout celle du libéral, quoique modéré, Pedro Escudero y Echarane, comme Ministre de la Justice et des Affaires ecclésiastiques.

Le Nonce, Monseigneur Meglia, arriva au début de décembre. "C'était le Syllabus fait homme", nous dit Olivier<sup>28</sup>. Ultramontain et sûr de lui-même, il apportait des lettres de Pie IX. Pour Rome, la question ecclésiastique ne se posait pas: il fallait revenir au point de départ, à la situation qui existait avant les lois promulguées par Juarez. C'était là une bonne occasion de montrer aux Libéraux du monde entier qu'il y avait encore des endroits où "l'absolu de la thèse orthodoxe n'était pas une relique scolastique à l'usage des séminaires, mais une réalité qu'on incarnerait dans les faits partout où l'on se sentirait de force..."<sup>29</sup>

Ni cette attitude intransigeante de Rome ni la lettre du Nonce ne furent divulguées par la presse québécoise, peut-être parce que même pour l'Eglise canadienne-française, la position de Rome était trop radicale.

Mais, en janvier, tous les journaux font allusion au problème en publiant une lettre dans laquelle Maximilien demande à son Ministre de répondre au Nonce "conformément au principe d'une libre et ample tolérance, sans perdre de vue que la religion de l'Etat est la religion catholique, apostolique et romaine"<sup>30</sup>.

Le Journal de Québec publia un commentaire du Herald de New York. Dans cet article, ce dernier approuve la politique de l'Empereur qui "par son ton et son bon sens s'est solidement affermi". Il est vrai que son attitude envers les Conservateurs et les Cléricaux, qui l'avaient invité à "ceindre la couronne impériale", a été dure, mais il n'a jamais voulu être l'instrument de leurs vues". Il a donc appuyé les réformes de Juarez. Le Journal insinue que Maximilien <sup>31</sup> connaissait déjà ces idées "avant son arrivée". On doit douter de cette dernière assertion, car il aurait été ridicule d'attendre l'arrivée du Nonce pour agir. Il aurait pu, dès son arrivée, entamer des négociations avec l'Eglise mexicaine, et tout en prenant garde de ne pas la blesser, lui faire comprendre qu'il était impossible de revenir en arrière; il aurait pu arriver à un accord et le Nonce se serait trouvé devant un fait accompli. A l'indécision et à l'entêtement de Maximilien, s'opposait l'intransigeance de l'Eglise. Au début du règne, cette dernière aurait volontiers accepté de négocier,

mais maintenant, se sentant forte de l'appui de Rome, elle ne va faire aucune concession.

La lettre adressée au Ministre Escudero en date du 27 décembre, fut une conséquence directe de l'affrontement de Maximilien et du Nonce. En réponse aux demandes du Pape transmises par le Nonce, Maximilien avait présenté neuf points qui, selon lui, pouvaient constituer la base d'un statut organique préparant un Concordat. Le Journal de Québec publia un article de la "Prensa" (Presse) de La Havane, où l'on discutait des répercussions que cette attitude de Maximilien pouvait avoir dans l'Empire. Il conclut: "L'Empereur n'a sûrement pas inauguré d'aussi importantes réformes sans les avoir méditées et avoir mûrement pesé leur portée et leurs conséquences"<sup>32</sup>.

Dans ces neuf points, Maximilien exigeait: la liberté des cultes, même si l'on considérait la religion catholique comme religion d'Etat; la prise en charge, par l'Etat, des besoins du clergé ainsi que l'administration gratuite des sacrements, ce qui éliminerait les droits paroissiaux, la dîme, etc.; la cession de tous les droits que l'Eglise avait encore sur les biens nationalisés, c'est-à-dire que "l'aliénation des biens du clergé était ratifiée". Le gouvernement fixerait le nombre et les conditions des ordres religieux, de concert avec Rome; en terminant, l'Empereur réclamait l'ancien droit des rois espagnols sur l'Eglise d'Amérique, c'est-à-dire le "Real Patronato"<sup>33</sup>.

A la lecture du document, le Nonce déclara qu'il n'avait pas le pouvoir de négocier un Concordat basé sur ces points.<sup>34</sup> L'Empereur, le Ministre et Charlotte elle-même essayèrent en vain de le faire changer d'avis. Pour le Nonce, ces revendications ne faisaient que développer les idées de Juarez, et Maximilien devenait un simple "continuateur de l'oeuvre du Président errant".<sup>35</sup>

Au Mexique, la réaction fut très violente. Le mécontentement était général. Le Saint-Père pleura "d'amertume".<sup>36</sup> Maximilien ruinait les espoirs du clergé et des Conservateurs, sans se gagner pour cela l'appui des Libéraux. En effet, ces derniers avaient peur de perdre les avantages "plus ou moins légitimes" que leur avaient données les lois de Réforme car, pour justifier sa position au sujet des biens de l'Eglise, Maximilien avait chargé une commission d'étudier chaque cas de confiscation de biens de l'Eglise, ordonné par Juarez. Montholon écrivit à son gouvernement que cette mesure avait suscité l'inquiétude générale, et du mécontentement chez les "deux partis extrêmes et la population étrangère" (celle-ci avait acheté une bonne partie des biens de l'Eglise).<sup>37</sup>

Le Ministre français Montholon était stupéfait: il ne comprenait pas cette détermination à concilier l'inconciliable. Soit que l'Empereur s'attire les Libéraux en maintenant les lois de Juarez intactes et en reconnaissant la vente des biens ecclésiastiques comme valide, soit qu'il s'associe aux cléricaux pour pouvoir se passer des Libéraux. Il n'y avait pas de moyen terme.<sup>38</sup>

A l'extérieur du Mexique, on pensa que Maximilien allait s'incliner devant le Nonce. Dans une revue politique venue de Bruxelles, le Journal de Québec du 18 février fait remarquer que les journaux officiels français ne font aucune allusion aux questions ecclésiastiques, et il conclut en disant que "l'Empereur du Mexique reconnaîtra qu'il est de son devoir de les soumettre à la sanction du Saint-Siège"<sup>39</sup>.

Le 1er avril, le Pays et le Journal de Québec reproduisaient une lettre de Maximilien adressée aux évêques mexicains. Elle était quelque peu dure et insultante; il les accusait de trop se mêler aux questions temporelles, comme la politique et les richesses, et de négliger la "religion".

Le peuple mexicain est pieux, mais non pas catholique comme le veut l'Évangile...mais le Mexique sera catholique, je vous l'assure...bon catholique comme je le suis.<sup>40</sup>

Evidemment, si cette lettre plaisait au Pays, il n'en était pas tout à fait ainsi pour le Journal de Québec. Quelques jours après, celui-ci publia une lettre des évêques, datée du 29 décembre, dans laquelle ceux-ci demandaient le statu quo en attendant de recevoir d'autres instructions de Rome.<sup>41</sup>

Au même moment, Maximilien mit en vigueur les décrets du "Real Patronato", en assujettissant à un "placet" officiel les dispositions du Saint-Siège. En d'autres termes, il imposa une censure politique sur les bulles et les dépêches pontificales. En réalité, comme le souligne Fuentes Mares, "à côté de Ferdinand Maximilien, Juarez était d'une modération inconcevable".<sup>42</sup>

Au cours des jours suivants, Maximilien décréta diverses lois sur la même question, mais les journaux québécois ne mentionnèrent que celles qui avaient trait à la liberté du culte.<sup>43</sup>

Cette attitude de Maximilien paraît illogique si on l'analyse dans le contexte de l'Intervention. Pourquoi avoir continué à persécuter Juarez alors que sa politique n'était "plus que le juarisme sans Juarez".<sup>44</sup> Si la position des Libéraux envers l'Eglise, position responsable de quarante ans de guerre et cause d'anarchie et de ruine au pays, était injuste, et si cette situation avait amené l'Intervention, pourquoi y revenir?"Ou la partie de la population (les Conservateurs) qui avait appelé Maximilien représentait la volonté nationale dans sa majorité, ou elle ne la représentait pas". Si elle la représentait, Maximilien aurait dû l'aider à poursuivre sa politique pro-ecclésiastique; si elle ne la représentait pas, il aurait dû laisser en place ce qu'il y avait avant lui: les Libéraux de Juarez.<sup>45</sup>

#### 4.- Premier affrontement avec les Américains

Un autre problème commençait à semer d'autres nuages sur l'Empire: la menace américaine. Au Mexique, cette question ne semblait pas encore susciter beaucoup d'inquiétude, mais les journaux du Québec vont la voir sous un autre angle, c'est-à-dire comme faisant partie de l'agression américaine dans tout le continent. En octobre 1864, le Journal de Québec écrivait que les Etats-Unis avaient perdu "tout espoir dans le salut de la République mexicaine", et que "le prochain message contiendra même l'admission que le trône de Maximilien

est solidement établi".<sup>46</sup> Au Mexique, l'opinion publique croyait à cette idée propagée par la presse officielle française.<sup>47</sup> "On assure à Mexico que le gouvernement impérial sera reconnu par les Etats-Unis en mars prochain, et cette assertion trouve créance dans les cercles diplomatiques de la capitale".<sup>48</sup> L'Ordre publia dans le Mémorial Diplomatique (revue française à tendance pro-autrichienne) un compte rendu du discours de Lincoln au Sénat, daté de décembre 1864; le journal français n'y voyait aucune allusion importante au Mexique: "Deux lignes à peine sur le Mexique pour dire que la guerre civile y sévit toujours".<sup>49</sup> Dans le discours de Lincoln, publié par le Pays, il y avait très peu en effet sur le Mexique; cependant, il y avait plus que ce que le Mémorial voulait bien y voir, car Lincoln avait ajouté: "Notre position n'a pas changé à son égard et nous avons observé la plus stricte neutralité".<sup>50</sup> Le gouvernement américain continuait à reconnaître Juarez, et depuis l'Intervention jusqu'à la fin de la guerre de Sécession, les Etats-Unis resteront neutres. Les mesures visant à interdire l'envoi d'armes et d'effectifs au Mexique furent plus ou moins efficaces; tout dépendait des sentiments que nourrissaient les agents de douanes américaines à l'égard de Maximilien. Dans son article Placido Vega; a Mexican Secret Agent in the U.S. 1864-1866, M. R. Riggle Miller décrit les difficultés et les succès que connut ce général mexicain pour obtenir des armes pour Juarez, à partir de juillet 1863. Ces difficultés furent aplanies une fois la guerre civile finie, et les hommes et surtout les armes entrèrent à profusion.<sup>51</sup>

Dans les débats que suscita la Confédération au cours de cette période, le Journal de Québec et la Minerve attaquèrent les journaux rouges, en particulier le Pays, parce qu'ils ne reconnaissaient pas la nécessité d'une Confédération pour mieux défendre le Canada contre une attaque possible des Américains. Dans un éditorial du 6 août 1864, la Minerve déclara que l'isolement des provinces anglaises de l'Amérique serait fatal à cause de "la force d'expansion extraordinaire" de leurs voisins du Sud. "Les événements menés, -dit-elle-, en dehors de nous ont aujourd'hui rendu la Confédération nécessaire". Si le Bas-Canada ne fait pas partie de cette Confédération, qui va le défendre contre les Yankees? "Il y en a qui espèrent dans la France...La France! Mais qu'on se rappelle donc de toutes les récriminations contre la guerre du Mexique. Elle a assez de cette conquête à maintenir..." De plus, elle a jadis abandonné le Canada sans chercher à le reconquérir..."La guerre des Etats-Unis et celle du Mexique devront régler le sort de ces populations pour toujours". Il faudra donc que le Canada forme une "sorte d'union implicite nécessitée par la communauté de plusieurs intérêts..." Par la Confédération, nous "diminuerons notablement l'inégalité de forces qu'il y a entre les puissances diverses qui se partagent le continent et nous préviendrons notre fusion dans une population étrangère".<sup>52</sup> Cette idée d'une intervention de la France au Bas-Canada était propagée surtout par Médéric Lanctot.<sup>53</sup>

A ce propos, la Minerve publia un article du Times de Londres: la perspective d'un armistice pouvait inciter les Etats-Unis à "venger le déshonneur de leurs armes et à réparer leurs pertes récentes en envahissant les états voisins. La question intéresse particulièrement le Mexique et le Canada". Comme l'Angleterre n'était pas disposée à envoyer des effectifs suffisants pour faire face à la puissance américaine, c'était donc au Canada de s'unir dans une Confédération et de former une armée supérieure en "exercice et discipline"<sup>54</sup>. "En toute éventualité, -dit la Minerve dans un article reproduit du News of the World de Londres- il y a plus qu'une perspective d'annexion pour le Canada et le Mexique, à moins que les Canadiens et les Mexicains ne soient déterminés à éloigner le danger en se préparant à faire bonne contenance en cas d'attaque"<sup>55</sup>. "L'Angleterre -dit le Enquirer de Richmond dans un article reproduit par le Journal de Québec- ne veut pas du Canada qui a toujours été une source de grandes dépenses...l'Empereur Louis-Napoléon est beaucoup plus décidé d'établir son empire au Mexique que ne l'est l'Angleterre de garder le Canada". En outre, la situation s'aggrave en Europe. En cas de guerre, la France pourra encore "maintenir une armée au Mexique". Mais l'Angleterre ne pourra pas "disposer d'un seul régiment pour le Canada."<sup>56</sup>

Les échos qui parvenaient des Etats-Unis ne faisaient rien pour calmer l'appréhension des Canadiens. Par exemple, dans un discours, le fils de William Seward, Secrétaire d'Etat américain, réclamait une union des armées confédérées et nordiques, pour les envoyer à "la conquête du continent"

et "prouver leur loyauté à Québec et à Montréal"; les armées marcheraient ensuite sur le Mexique et chasseraient les "Autrichiens" avec leurs prétentions.<sup>57</sup>

La Minerve et l'Ordre publièrent une petite nouvelle qui, à première vue, semblait anodine: en parlant des allocations consulaires, un Sénateur demanda que l'on appelle le Mexique "République du Mexique". La proposition fut acceptée.<sup>58</sup> L'Ordre était furieux et prit la nouvelle assez au sérieux pour y ajouter quelques mots. Si cela signifiait que le gouvernement de Juarez était le seul reconnu, "où est-il donc ce gouvernement? Où siège-t-il? Où est sa capitale? Où est son armée? Où sont ses finances? Où prend-on pour lui tout ce qui constitue un gouvernement régulier? D'où vient que les Etats-Unis qui ont inauguré la doctrine des gouvernements de fait ont tout à coup changé?"<sup>59</sup> En réalité, la nouvelle était importante car cette mesure était le résultat des efforts du représentant diplomatique de Juarez à Washington, Matias Romero. Grâce à ses rapports habiles avec les Sénateurs, une opposition de plus en plus forte à l'Intervention et à l'Empire se fit jour au sein du Sénat américain. Cette opposition belligérante, qui allait à l'encontre de la politique de modération de Seward, voulait, même avant la fin de la guerre de Sécession, que l'on déclare la guerre à l'Empire mexicain ou, tout au moins, que l'on aide ouvertement Juarez avec des armes et des hommes.<sup>60</sup> Mais la politique de Seward fut rentable, car la France ne reconnut pas le gouvernement sudiste. Les Confédérés en furent tellement bouleversés qu'ils étaient prêts, une fois indépendants, à s'unir au Nord pour

le "maintien du principe de la doctrine Monroe" et "pour l'exclusion de toute violation semblable de ce principe sur le continent de l'Amérique du Nord".<sup>61</sup>

Mais au Canada, on continuait à se demander si l'attitude modérée des Américains ne dissimulait pas un plan pour s'emparer de tout le Continent, et on songeait de plus en plus à la nécessité d'une Confédération pour arrêter l'invasion. L'International, journal français publié à Londres, était d'avis que "immédiatement après la paix, la réalisation de la doctrine Monroe fera partie du programme ministériel. Le Cabinet de Washington devant se prononcer distinctement sur la politique envers le Mexique et le Canada..."<sup>62</sup>

Le Pays choisit un article du New York Herald pour traduire sa pensée: "Nous avons chez nous dans notre territoire des contrées non encore développées bien supérieures au Mexique et au Canada. Et nous n'avons que faire de l'un et de l'autre". En outre, les Etats-Unis ne veulent pas que "des systèmes de gouvernement" susceptibles de devenir un jour leurs ennemis "vivent à leur côté. Ils ne doivent pas être des monarchies ou des instruments des monarchies".<sup>63</sup>

Ainsi se termine la première année de l'Empire mexicain. A l'exception des journaux rouges, la presse québécoise est de plus en plus favorable à l'Empire, car non seulement ce dernier représente-t-il la France, mais il est une monarchie qui, au besoin, pourrait devenir une alliée contre les menaces américaines. De leur côté, les journaux radicaux continuent à ignorer plus ou moins l'Empire, et ils se bornent à publier les quelques nouvelles favorables à Juarez. Ils

considèrent les soldats français comme l'instrument des funestes desseins de Napoléon III, et accusent les impérialistes de cruauté, alléguant que la paix n'est maintenue que par "les fréquentes exécutions de mexicains innocents"<sup>64</sup>. Le système monarchique ne plaît pas non plus aux Rouges qui, par l'intermédiaire de Gonsalve Doutre, affirment que

le Mexique n'a accepté Maximilien que par la force et non par la volonté, il est étrange de voir la France seule parmi les puissances de l'Europe s'efforcer par les armes de faire accepter, non le régime militaire mais le régime le plus despotique, celui de la famille d'Autriche...Ainsi la France a-t-elle été inconséquente en bien des circonstances; la guerre d'Italie, le Traité de Villa Blanca et le Traité du 15 septembre; sa neutralité dans la guerre de Pologne et sa guerre au Mexique sont autant de contradictions avec elle-même. <sup>65</sup>

Au Québec, l'intérêt porté au Mexique dépassait le domaine politique. En effet, les journaux publièrent sous forme de feuilletons, des romans dont l'action se déroulait au Mexique. Ainsi, en 1862, le Journal de Québec publia Pauvre Dolores de Fernand Caballero et, en 1864, Un revenant du Mexique de Charles Deslys, et Une nuit à Mexico du fameux auteur d'aventures en Amérique, Gustave Aimard. D'Aimard également la Minerve publia Batteur de sentiers.

En outre, de nombreux Canadiens partirent pour le Mexique, notamment les Cadets de l'Ecole Militaire de Québec. En septembre 1864, on publia une annonce parue dans les journaux mexicains, où l'on demandait des cadets canadiens "pour exercer les nombreux corps de milice"<sup>66</sup>. Les plus importants d'entre eux furent Arthur Taschereau et Faucher de Saint-Maurice. Ce dernier fit paraître un récit de ses aventures au Mexique, et un autre ouvrage où il donna ses impressions

des derniers jours de Maximilien.<sup>67</sup> De plus, le carrossier de Maximilien était M. Pierre Beauchamps de Montréal, à qui la Minerve souhaite<sup>68</sup> "tout le succès possible". Mais un personnage encore plus important fut Monsieur de la Pauterie, "ancien rédacteur de la Patrie et de la Minerve, qui "va se rendre à Mexico avec le titre d'inspecteur des finances". (La Minerve publia cette nouvelle sans donner d'explications).<sup>69</sup>

Au Mexique, la première année de Maximilien se terminait sur de sombres présages. Au printemps de 1865, la guerre était encore très défavorable à Juarez, et la pacification<sup>70</sup> marchait "à grands pas", comme le fait remarquer l'Ordre. Mais ces victoires militaires camouflaient l'état désastreux où se trouvait en réalité l'Empire. La question religieuse avait de nouveau divisé le pays. Les démissions, comme celle de Arrangoiz, historien et ministre mexicain à Londres, devenaient de plus en plus fréquentes. Les Libéraux qui siégeaient au gouvernement complotaient de plus en plus contre l'Empire. Manuel Siliceo, membre du Conseil d'Etat, fut pris à envoyer des lettres à Juarez; malgré qu'il fût <sup>un</sup> espion et un traître, Maximilien lui pardonna et lui confia le portefeuille de l'Education et du Culte, ce qui n'empêcha pas Monsieur Siliceo de poursuivre ses activités pro-libérales. Frustrés, les cléricaux s'éloignèrent. Les Libéraux visaient la perte de l'Empire au sein de l'Empire. L'Empire était rongé par l'intérieur, comme le dit Fuentes Mares.<sup>71</sup>

C. LES JOURNAUX DU QUEBEC ET L'ATTITUDE AMERICAINE ENVERS

L'EMPIRE

1.- Politique américaine envers l'Empire

En 1865, au moment où la guerre de Sécession se terminait aux Etats-Unis, Maximilien se trouvait dans une situation précaire; les Conservateurs ne voulaient plus de lui, car il avait trahi leurs espérances; les Libéraux non plus, car il avait détruit leur pouvoir. Les deux partis extrêmes étaient désormais "coalisés contre l'Empire et contre celui qu'ils appelaient le Mannequin des Français".<sup>72</sup>

De plus, deux facteurs faisaient obstacle à la stabilité du gouvernement: la pacification du pays et sa situation financière. En effet, celle-ci était désastreuse, bien que Charles Corta, député commissionné par la France ppur étudier les finances du Mexique et préparer un autre emprunt, soutînt le contraire.<sup>73</sup> Le budget dépassait 200 millions de dollars, et les revenus, qui se chiffraient à environ 50 millions, étaient absorbés par les créances étrangères et par l'armée. Voilà une fois de plus l'éternel cercle vicieux du Mexique, le cercle qui avait ruiné le pays dès son indépendance: "Sans pacification on ne pouvait pas se procurer de l'argent et sans argent la pacification était impossible".<sup>74</sup>

En fait, la pacification tant attendue ne se réalisait pas, ce qui causa des froissements et des conflits entre Maximilien et Bazaine. Le premier accusait le maréchal d'être dépensier et de manquer d'initiative militaire. Le deuxième accusait le "rêveur allemand" de ne pas savoir gouverner et d'être impopulaire.<sup>75</sup>

Préoccupée par le coût croissant de l'expédition et la possibilité d'une guerre avec les Etats-Unis, l'opinion publique en France demandait le retour des troupes.<sup>76</sup> Pour elle, le processus de pacification était terminé (du moins c'est ce que rapportait la presse officielle). Il ne restait que quelques noyaux de résistance. Pourtant, comme le fit remarquer Favre, la campagne d'Oaxaca, lancée au printemps de 1865 et commandée personnellement par Bazaine, avait nécessité 4.000 hommes de troupe, 1.400 chevaux et 179 canons. Favre ne voulait pas perdre son temps à démontrer combien les rapports officiels étaient faibles, et il demandait le retour de l'armée; selon lui, le maintien de celle-ci au Mexique était une erreur, dont la gravité serait connue le jour où, la guerre civile américaine terminée, "des hordes de soldats seraient libérés".<sup>77</sup>

En effet, à la fin de la guerre de Sécession, l'opinion publique en France, aux Etats-Unis et au Canada, se demandait quelle politique allait adopter le gouvernement de Washington. Il y eut une période d'indécision de la part de ce gouvernement qui dura jusqu'à la fin de 1865.

Pendant la guerre civile, Seward avait pu, grâce à l'appui du Sénat, poursuivre sa politique de non-intervention, malgré l'opposition croissante du Congrès américain à l'Empire mexicain. Cette opposition, qui rejetait la politique de neutralité de Seward, avait été organisée par Matias Romero et ses amis au Congrès. Par un vote unanime, les membres du Congrès avaient adopté des résolutions hostiles aux monarchies européennes et à leur intervention en Amérique.<sup>78</sup> En Amérique,

l'opinion publique favorisait cette politique. Cependant, la politique de Seward ne signifia jamais qu'il avait renoncé à la doctrine Monroe, ni à l'idée du républicanisme en Amérique. "Our friendship toward the republic of Mexico and our sympathies with the republican system in this continent as well as our faith and confidence in it, have been constantly declared".<sup>79</sup>

Mais Seward voyait que l'opposition à l'aventure mexicaine devenait de plus en plus forte en France, et que la guerre civile allait se terminer par une victoire du Nord.

Why risk hurting French pride and a war with France when financial distress, hostile public opinion towards intervention, the victories of Mexican republicans, and the rise of Prussian military power dictated ultimate French withdrawal from Mexico? 80

Seward va donc poursuivre cette politique de neutralité, tout en exerçant des pressions sur la France pour que celle-ci rapatrie ses troupes sans risquer une guerre. "If we have war with her (France), it must be a war of her own making either against our ships or upon our territory".<sup>81</sup>

Cette politique de Seward va être suivie avec beaucoup d'intérêt et même d'anxiété au Canada. Les relations canado-américaines avaient été assez bonnes à l'époque du traité de Réciprocité, mais surtout en raison de la politique anglaise pro-sudiste durant la guerre civile et des raids des Confédérés amorçés au Canada (St. Alban), elles s'étaient un peu détériorées. Le Canada voyait avec méfiance cette grande armée qui faisait des Etats-Unis la puissance militaire la plus forte au monde, du moins temporairement, et avec appréhension l'expansion vers l'Ouest encouragée par le

"Homestead Act" de 1862. De plus, les déclarations des hommes d'Etat et du gouvernement américains n'étaient pas rassurantes. Seward, qui ne voulait pas une guerre avec la France, semblait en approuver une avec le Canada quand il déclara, à la fin de la guerre, qu'un conflit avec l'étranger serait la méthode la plus sûre d'unir le Nord au Sud, et que le Congrès introduirait un Bill permettant au Canada de se joindre à l'Union.

Il était donc compréhensible que le Canada craigne une invasion. "And these fears seemed fully justified, for the American people, flushed with victory, and deeply conscious of the real and also imaginary wrongs inflicted upon them by the other branches of the English-Speaking peoples, were in a mood that seemed to foreshadow vigorous action".

Au Québec, c'est encore dans la presse que se reflète l'opinion au sujet des relations des Etats-Unis avec le Canada et le Mexique, et la plupart des journaux vont analyser la question mexicaine à la lumière des problèmes avec les Etats-Unis.

En 1858, Joseph Cauchon, du Journal de Québec, ne voyait pas la nécessité d'une union fédérale pour le Canada; toutefois, en 1864, il changea d'avis, précisément à cause des forces extérieures qui s'exerçaient sur le Canada; la Confédération lui parut alors l'unique solution possible. Cette crainte d'une agression américaine se reflète dans son journal qui traitera de la question américaine et mexicaine dans de nombreux articles et éditoriaux. Le problème américano-mexicain inquiétait aussi la Minerve et, jusqu'à un certain point, l'Ordre, mais non pas le Pays qui ne croyait pas que

le Canada serait "victime d'une agression américaine".<sup>86</sup>  
 D'après Dorion, "ce que le Canada a de mieux à faire c'est d'être paisible et de donner aucun prétexte de guerre à nos voisins".<sup>87</sup> Les Rouges défendront l'attitude anti-monarchique et pro-républicaine des Etats-Unis envers le Mexique, et même, au besoin, l'application de la doctrine Monroe contre la France. Ils ne craindront pas non plus une tentative des Etats-Unis de s'emparer du Mexique, pour les mêmes raisons qu'ils ne le craignaient pas pour le Canada: les Etats-Unis n'avaient pas besoin d'annexer ces deux pays.

Au cours de cette période qui va de la fin de la guerre civile américaine à décembre 1865, date où, dans son message annuel, le Président Johnson se prononça ouvertement contre l'intervention française, la plupart des journaux s'intéresseront surtout à l'avenir du Canada et du Mexique. Quelques jours après la chute de Richmond, le Journal de Québec publia un article du Courrier des Etats-Unis, intitulé Les Etats-Unis et le Mexique, où celui-ci analyse l'éventualité d'une guerre qui mettrait aux prises la France et la Grande-Bretagne contre les Etats-Unis, guerre où interviendrait sûrement toute l'Europe. Ce n'est que de la "spéculation", conclut le Courrier des Etats-Unis.<sup>88</sup>

Le Journal de Québec doutait aussi de la véracité d'une rumeur selon laquelle une alliance pro-britannique se serait formée contre les Etats-Unis. Toutefois, cette idée le remplissait de joie, et il ne put s'empêcher d'écrire un éditorial où il déclarait que même s'il fallait "se méfier des journaux qui spéculaient sur les fausses nouvelles à

sensation... ", une telle alliance serait très importante.

Si le drapeau de la France et celui de la Grande-Bretagne se réunissaient réellement pour nous protéger (le Canada et le Mexique), on comprend que nous n'aurions plus les mêmes sujets de redouter la mauvaise humeur de notre turbulent voisin. S'il se trouvait sérieusement en face du lion britannique et de l'aigle impérial de la France, l'aigle de Washington filerait plus doux que par le passé. 89

Quelques jours après, le Journal de Québec se rendit compte qu'il s'agissait réellement de spéculation et, déçu, il déclara que, de toute façon, les deux puissances avaient été tellement insultées par l'attitude "insolente" et rude de Washington qu'il était normal qu'elles s'allient contre les Etats-Unis, surtout dans le cas du Mexique où sous le couvert d'une soi-disante "immigration", les Etats-Unis envoyaient leurs troupes licenciées pour "relever l'étendard de Juarez". "La France ne saurait souffrir que son protégé fut ainsi dépouillé par les soldats d'une nation avec laquelle elle est en paix", terminait-il avec espoir. 90

Le Journal de Québec désirait cette guerre entre la France et les Etats-Unis, afin de voir cette dernière puissance humiliée et, du même coup, enlever la pression qu'elle exerçait sur le Canada; c'est pourquoi il s'occupera davantage de la question américaine que les autres journaux. Ainsi, le 13 mai, il vit ses espoirs ranimés, lorsque le Marquis de Montholon fut nommé Ambassadeur à Washington, après avoir occupé le même poste au Mexique. Le Journal espère qu'il sera ferme avec les Etats-Unis, et qu'il empêchera "toute espèce de violation de neutralité en ce qui concerne les affaires du Mexique". 91

La question de "l'immigration" des troupes américaines au Mexique eut des échos au Québec pendant quelques jours. En effet, au mois de mai, des annonces parurent dans plusieurs journaux américains, pour inviter les jeunes gens à "émigrer" au Mexique et à y faire fortune. Quelques-unes d'entre elles étaient obscures (on y parlait de compagnies d'émigration), mais d'autres exprimaient clairement leur but. Par exemple, le Herald de New York, journal libéral, fit paraître une annonce intitulée Maximilien et la doctrine Monroe, où il invitait toutes les personnes qui le voulaient à se joindre à une compagnie d'anciens soldats qui partait de New York pour le Mexique.<sup>92</sup> Ces annonces furent reproduites par les journaux canadiens, qui ne manquèrent pas de faire des commentaires. Selon l'Ordre, elles étaient "hypocritement" inventées, et "le mot émigration n'est placé que pour ne pas violer les lois de neutralité".<sup>93</sup> La Minerve reproduisit un article du Times de New York qui n'approuvait pas l'ingérence des Etats-Unis dans l'affaire mexicaine: "Ceux qui poussent à des entreprises filibustières en ce moment sont à coup sûr les ennemis des Etats-Unis".<sup>94</sup> Le Journal de Québec, qui prenait l'affaire très à coeur, publia plusieurs articles dont un du Courrier des Etats-Unis où on rappelait au Président Johnson l'Acte de Neutralité adopté en 1818, et où on invitait M. Romero à taire ses protestations contre "l'enrôlement d'une légion belge destinée à agir au Mexique" pour contrebalancer l'appui fourni à Juarez. Cependant, il publia en même temps une lettre de Washington, où Seward s'engageait à annuler tout acte qui pourrait "compromettre le gouvernement dans la

question mexicaine".<sup>95</sup> Pour sa part, le Pays trouve le projet excellent. Juarez aura en ces émigrés "d'ardents défenseurs...avec lesquels l'Empereur en herbe, Maximilien ler, pourrait bien se trouver mal à l'aise".<sup>96</sup>

La question de la guerre entre les puissances européennes et les Etats-Unis, qui impliquait les deux monarchies, demeura le thème principal de cette période. Comme porte-parole de l'alliance libérale-conservatrice, la Minerve adopta une position semblable à celle du Journal de Québec vis-à-vis de la menace américaine; elle s'en prit directement aux Rouges, et à ceux qui ne croyaient pas à l'invasion américaine, comme "Le Pays, l'Ordre, le Witness et toute la suite démocratique et annexioniste".

"Les Etats-Unis", dit la Minerve, "ont toujours fait preuve d'un esprit de domination et d'envahissement qui n'a jamais reculé devant les obstacles"; elle donne comme exemples la Californie, la "Louisiane, une partie des Territoires du Nord-Ouest et du Nouveau-Brunswick et une partie du Mexique".<sup>97</sup> Elle croit aussi à la possibilité d'une guerre de la France et de la Grande-Bretagne contre les Etats-Unis, à cause de la présence de réfugiés sudistes au Canada et "d'émigrés" américains au Mexique". Par correspondant à Paris, elle fait savoir qu'à son avis, les Etats-Unis ne déclareront pas une guerre "sous un prétexte qui les mettrait au ban du monde civilisé".<sup>98</sup>

L'Ordre, pour sa part, se trouve dans une situation peu commode. Il partage avec les Rouges l'opinion selon laquelle les Etats-Unis n'attaqueront pas le Canada à moins que ce dernier ne les provoque; mais en même temps, son catholicisme et son penchant pour la monarchie lui font appuyer l'Empire mexicain. L'Angleterre et la France doivent donc se conduire de façon à ne pas provoquer les Yankees. En même temps, l'Ordre voudrait que les Etats-Unis reconnaissent Maximilien et que soit ainsi éliminée la friction entre les deux nations. Si ce double désir se réalisait, l'Ordre en serait très heureux, car cela confirmerait sa foi en la neutralité et en l'amitié des Etats-Unis, et, en même temps, l'Empire mexicain pourrait remplir sa mission civilisatrice au Mexique. Il estime toutefois que la situation mexicaine est beaucoup plus difficile que celle du Bas-Canada, et contrairement à son collègue, le Journal de Québec, qu'une guerre se terminerait par une victoire des Etats-Unis. Dans l'éditorial du 12 mai, l'Ordre explique sa position:

L'établissement d'un Empire au Mexique leur déplaît (aux Etats-Unis) au même degré qu'ils repousseraient une monarchie séparée et distincte de celle de l'Angleterre en Canada. Ils n'osent pas ouvertement déclarer la guerre à la France et au Mexique, mais ils permettent l'enrôlement public de leurs soldats licenciés pour aller se battre contre les Français. On peut s'attendre bientôt à des remontrances de la part du gouvernement Français, et ces remontrances pourraient peut-être conduire à une autre chose que des paroles. 99

Aussi longtemps que les Etats-Unis resteront à l'écart, les troupes impériales pourront se charger de ces "immigrés".

Mais

la scène changerait de face si le gouvernement américain y jouait un rôle direct. Le séjour des Français au Mexique deviendrait impossible, au même degré et peut-être plus que celui des Anglais au Canada, dans pareilles circonstances... nous regretterions, et pour le Mexique et pour l'humanité, l'échec que pourrait subir le prestige français en Amérique, mais nous y entrevoyons déjà, si les événements qui s'annoncent s'accomplissent, une grande leçon pour nous: la folie de cette prétention que nous pourrions être une barrière contre la puissance républicaine en Amérique. 100

Au sujet de la reconnaissance de l'Empire, l'Ordre va consacrer deux longs éditoriaux à sa position: dans le premier, après s'être plaint longuement qu'au Canada on ne s'occupe pas assez de "cette importante question", il dit:

Les Etats-Unis doivent-ils reconnaître le Mexique, c'est-à-dire le gouvernement de Maximilien? Dans notre humble opinion, ils n'ont pas d'autre conduite à suivre puisque les Etats-Unis ont toujours proclamé que tout système de gouvernement devrait être conforme aux volontés du peuple gouvernant et que pour eux, bien qu'ils préférassent les institutions républicaines, ils n'entendraient jamais contester aux nations le droit de changer la forme de leur gouvernement.

Il décrit ensuite en détail l'anarchie qui régnait au Mexique sous Juarez, et les bienfaits dont Maximilien comblera ce pays. Cependant, l'Ordre devait concilier ses idées libérales avec une monarchie au Mexique, et c'est pourquoi il dit:

Ceux qui attendaient...le magnifique spectacle d'une république universelle sur tout le continent de l'Amérique du Nord...nous reproche...de vouloir, en souhaitant la monarchie mexicaine, travailler contre cette belle idée. Non, tel n'est pas notre but, mais il faut se soumettre aux circonstances, il faut respecter la volonté d'un peuple, il faut admettre le fait accompli, enfin il faut être logique.

Mais tout de suite après, l'Ordre semble devenir illogique quand il ajoute: "...On admettra qu'il fallait à la tête de ce pays un homme ferme et énergique, loyalement appuyé

par les baionettes françaises pour dompter ce peuple bâtard issu du mélange anormal de sang espagnol et indigène". Si Maximilien devait être appuyé par des bayonettes, il n'était donc pas là par la volonté du peuple, et si le peuple était bâtard et devait subir le "joug" et le "frein" pour ne pas "s'adonner à toutes les mauvaises passions", il n'avait donc pas la capacité politique ni intellectuelle d'élire qui que ce soit, sauf peut-être l'un des siens. Plus loin, l'Ordre conclut: "Ces nations ne sont pas mûres pour le système républicain"; le Mexique a besoin d'un "maître" pour l'éduquer et le civiliser. Ce maître est Maximilien et il est appuyé par la France qui ne l'abandonnera pas car "il y va de son honneur et quand le mot d'honneur est prononcé en France, les critiques tombent et l'unanimité reste".<sup>101</sup>

Dans le deuxième éditorial, l'Ordre explique pourquoi les Etats-Unis devraient reconnaître l'Empire: premièrement, "par nécessité d'intérêt"; Maximilien apportera la paix et la prospérité du pays, et les Etats-Unis pourront ainsi investir leurs capitaux dans son industrie et son commerce. Deuxièmement, par "devoir de conscience": appuyer Juarez, c'est appuyer un "faux républicanisme", une forme de "gouvernement qui ne subsiste plus que par emprunt forcé, le vol et le pillage". Et l'Ordre de conclure agressivement: "Les Etats-Unis doivent reconnaître Maximilien au Mexique où les circonstances l'ont appelé et où il sera maintenu par la force du droit et au besoin par la force des armes".<sup>102</sup>

Malgré son opinion sur la question, le Pays déclara quelques jours plus tard:

Il y a quelques semaines l'Ordre publiait sur la question mexicaine quelques articles extrêmement remarquables dûs à la plume de notre ami M. Joseph Turgeau. À la vérité nous ne partageons pas ses idées sur la légitimité du régime impérial au Mexique ni sur la reconnaissance du Mexique par les Etats-Unis. Cependant il est impossible de nier la valeur et la force des écrits de M. Turgeau qui dans leur sens et à ce point de vue sont excellents. 103

Après avoir ainsi exprimé leur point de vue, l'Ordre, le Pays et la Minerve laissèrent tomber temporairement cet aspect de la question mexicaine et ils se bornèrent en général à suivre les événements. Le Journal de Québec, pour sa part, ne s'arrêta pas là. Il continua ses attaques contre les Etats-Unis, au sujet d'une agression possible contre le Canada et le Mexique. Le 9 juin, dans un long éditorial, il s'en prit à un article du Herald de New York, paru dans le Pays du 1er avril. Dans cet article, le Herald niait que les Etats-Unis voulaient annexer le Canada et le Mexique: 104  
 "Nous ne voulons ni de l'un ni de l'autre". Le Journal de Québec doutait de cette assertion, car depuis "l'époque la plus reculée, ils ont été audacieux". Ils ont évincé les Hollandais et les Français ainsi que les Mexicains et les Canadiens.

Le désir de s'agrandir de tous les côtés, l'envie d'arracher quelques lambeaux de terrain à leurs voisins fut pendant un demi-siècle surtout de 1800 à 1850, la passion dominante des Etats-Unis...les Etats-Unis après avoir tout fait pour étendre leur domination du Panama à la Mer Glaciale ne peuvent s'arrêter en aussi bon chemin. Directement ou indirectement on peut s'attendre qu'ils feront des efforts incessants pour tout soumettre à leur Empire...Il n'y a donc aujourd'hui que le Mexique... et le Canada pour tenir en échec le vol ambitieux de l'aigle américain. 105

Et le lendemain, il poursuivit, s'attaquant cette fois à la doctrine Monroe: "La doctrine Monroe dit bien, il est vrai, "L'Amérique aux Américains", mais pour rendre à ce terme le sens que lui donnent nos voisins, il faudrait dire encore l'Amérique aux Républicains! mort aux Rois et aux Empereurs..." Le journal situe alors la question dans un contexte beaucoup plus large, car l'attitude menaçante des Etats-Unis ne se borne pas seulement au Mexique, mais elle implique aussi le Canada et Cuba.

Le Canada et le Mexique chacun de son côté tiennent en échec l'ambition des Etats-Unis et constituent une espèce d'équilibre américain qui ne saurait être rompu désormais sans mettre en danger l'équilibre européen lui-même...Le gouvernement de Washington oserait-il affronter une guerre avec la moitié de l'Europe coalisée contre lui? 106

En réalité, quoique Seward continuât à suivre une politique de modération pour prévenir toute difficulté, l'opposition à l'Empire et le désir de déclarer la guerre se faisaient sentir partout aux Etats-Unis. On a déjà vu que les efforts de Monsieur Romero pour influencer le vote au Congrès furent fructueux, et pendant tout le reste de l'année, le Congrès proposa des résolutions en vue d'une action immédiate contre l'Empire. De son côté, la presse américaine multipliait ses efforts pour que l'opinion publique réclame une guerre contre le Mexique et le Canada.

Au Canada, la plupart des journaux se livraient à de la spéculation, et chaque faction essayait de reproduire les nouvelles qui semblaient appuyer ses arguments. Le Pays cita le Daily News qui avait dit que si Johnson déclarait la guerre, "il ne débanderait pas...ses armées... mais il

est probable par ailleurs que Juarez serait aidé par les Etats-Unis". "Le Président", ajoutait le Daily News, "n'a aucunement l'intention d'intervenir dans les affaires du Mexique et ce qui est infiniment plus important, dans les affaires du Canada!"<sup>107</sup> Le Journal de Québec publie un article du Courrier des Etats-Unis. Ce dernier se trouvait dans une position assez difficile car, étant établi dans ce pays, il n'osait pas se prononcer contre lui, ni contre la France qu'il aimait. Il adopte donc une politique de réconciliation et approuve celle de Seward qui, selon lui, est une politique de "haute sagesse" et de "justice". Le Journal est conscient aussi de l'esprit belliqueux des membres du Congrès, ainsi que des généraux américains, tels que Grant, Logan, Thomas, Sheridan, etc., qui se reflétait dans leurs discours pro-interventionnistes; mais leurs boutades "ne sont utiles qu'aux journaux dont elles remplissent les colonnes".<sup>108</sup>

La Minerve publie un article où le Herald de New York déclare: "Si Napoléon ne laisse pas le Mexique, il sera chassé... Les soldats de l'armée française ne peuvent se mesurer avec nos vétérans... Les Anglais prétendent avoir battu les Français et nous avons battu les Anglais..." Et la Minerve de commenter: "Cette tirade produit une telle envie de rire qu'il faudrait être bourreau pour s'en fâcher".<sup>109</sup>

Malgré les conclusions du Courrier des Etats-Unis, le discours que prononça le général Grant lors de sa visite à Québec au mois d'août, causa beaucoup d'émoi dans la presse canadienne. D'après un correspondant du Globe de Toronto, Grant était sûr qu'il y aurait une guerre avec la France,

car il avait déjà posté 100.000 hommes au Río Grande. Le Journal de Québec ne le croyait pas.<sup>110</sup> Le Globe défendit l'honnêteté de son correspondant et ajouta:

Il semblerait qu'il (Grant) voulut que ses paroles fussent répétées peut-être avec l'idée qu'elles arrivent sous une forme positive mais non officielle ni responsable aux oreilles des gouvernements de l'Angleterre et de la France et qu'elles puissent influencer leur action. 111

La presse se perdait en conjectures: Seward parlait de non-intervention au Mexique, mais les Généraux et le Congrès propageaient la rumeur d'une guerre éventuelle.

En fait, c'était la diplomatie de Seward qui était responsable de cette confusion. Il ne voulait à aucun prix d'une guerre avec la France. Il était conscient des pressions de quelques groupes qui voulaient faire un casus belli de la question mexicaine. En effet, des pressions étaient exercées sur le Congrès non seulement par le Mexique, c'est-à-dire par Romero et ses partisans, mais aussi par quelques généraux américains comme Grant, qui avait déjà envoyé le général Sheridan au Texas avec une armée, et qui voulait provoquer une guerre.<sup>112</sup>

D'autres pays faisaient aussi pression sur Seward, surtout les pays hispano-américains. Le Pays publia un article sur l'alliance des Républiques de l'Amérique:

La Salvador (sic), la Bolivie, les Etats-Unis de Colombie, le Chili, l'Equateur, le Pérou, et le Venezuela (sic) qui ont fait ensemble un traité d'alliance pour leur défense commune et ont nommé des plénipotentiaires pour les représenter à un Congrès des Républiques américaines contre l'Europe. 113

Cette alliance signifiait-elle qu'ils étaient désenchantés de la doctrine Monroe qui ne les protégeait pas?

Pour sa part, la France croyait encore à une entente par la voie diplomatique, et elle était sûre que la reconnaissance de l'Empire par les Etats-Unis était la solution. Cette reconnaissance lui permettrait de retirer ses troupes, et d'affermir la position de Maximilien car, sans l'appui américain, Juarez devrait céder. Maximilien le croyait aussi, et il envoya Eloi en Europe pour essayer de régler la question financière et négocier un autre emprunt. Mais ce dernier s'arrêta à Washington où, malgré ce que publie le Journal de Québec, il ne fut pas reçu par le Président; on l'informa que les 114 Etats-Unis ne reconnaissaient que la République mexicaine.

Au mois d'août, Seward demanda encore à la France de retirer ses troupes. Mais comme celle-ci voulait négocier sur une base de quid pro quo, pour pouvoir s'en sortir avec au moins son honneur intact, elle demanda aux Etats-Unis d'adopter une attitude plus amicale envers Maximilien, en échange du 115 retrait de ses troupes: en d'autres termes, elle voulait la reconnaissance de l'Empire mexicain.

## 2.- Début de l'affrontement franco-américain

Certains incidents forcèrent Seward à durcir son attitude. Le premier se produisit à la frontière, et Alphonse Danon, Ambassadeur de France au Mexique, en parla dans ses dépêches; selon lui, cette sorte d'incident "pouvait déclencher un 116 conflit". En effet, le 15 juin, un général de Juarez, Negrete, attaqua Matamoros, ville frontalière qui était séparée de la ville américaine de Brownville par le Río Grande. Le

général fédéral Brown permit à ses soldats de tirer sur les troupes impériales de Mejía durant la bataille. Negrete fut battu, mais Mejía protesta contre cette intervention des Américains.<sup>117</sup> Brown s'offusqua et ordonna à ses troupes de passer la frontière; mais cet ordre fut contremandé par le Général Peel, commandant du Département du Texas.<sup>118</sup> Cet incident eut beaucoup d'échos au Québec, si l'on considère les nombreux articles dont il fut l'objet, surtout dans le Journal de Québec et la Minerve. D'après eux, cet incident concrétisait leurs prévisions:

Nous croyons que jamais neutralité n'a été violée d'une manière plus flagrante que celle que prétendent professer les autorités sur les bords du Río Grande...On fait la guerre sans l'avoir déclarée comme si l'on voulait à tout prix provoquer une explosion.<sup>119</sup>

Le deuxième incident fut causé par la publication du Décret promulgué par Maximilien le 3 octobre contre les guerrilleros. Poursuivant son ambition de se faire reconnaître par les Etats-Unis, Maximilien, de concert avec Bazaine, projeta une attaque vers le Nord pour se saisir de Juarez ou du moins le rejeter de l'autre côté de la frontière. Juarez s'enfuit vers le Río Grande, et s'installa à El Paso del Norte. Les Français capturèrent Chihuahua et s'arrêtèrent là. Tout le monde croyait que Juarez était traversé aux Etats-Unis. Si Juarez avait quitté le territoire mexicain, il perdait automatiquement la présidence d'après la constitution, donc plus de président et plus de guerre civile. Plus de Juarez, plus d'obstacle à la reconnaissance de l'Empire, pensèrent les impérialistes. Le gouvernement impérial considérait donc les troupes qui se battaient contre

l'Empire comme des bandits et non comme des soldats. Poussé par Bazaine, il publia le décret du 3 octobre qui condamnait automatiquement à mort tous ceux qui seraient pris les armes à la main ou qui aideraient les guerrilleros.<sup>120</sup> De son côté, Bazaine informa ses troupes que, dorénavant, il fallait lutter à mort. "Je n'admets pas qu'on fasse de prisonniers... Des deux côtés il faut tuer ou se faire tuer".<sup>121</sup> Au même moment, Maximilien publia une proclamation où il faisait l'éloge de son adversaire (qu'il croyait à jamais vaincu), adversaire "qui avec tant de valeur et de constance avait soutenu la cause".<sup>122</sup> Il lui écrivit une lettre où il lui demandait de venir l'aider "sincèrement et loyalement". Il serait bien accueilli comme tout mexicain".<sup>123</sup> Cette proclamation eut l'effet d'une bombe dans les milieux conservateurs et français. On doit conclure avec Olivier que "l'ingénuité de ce pauvre Prince confond".<sup>124</sup>

Un autre décret publié en même temps autorisait les Confédérés qui voulaient venir s'installer au Mexique à se prévaloir du droit d'amener leurs esclaves. Ces deux décrets firent scandale aux Etats-Unis, et le Congrès réclama encore la guerre. "The American Government could never recognize the dangerous and desperate government who issues these decrees".<sup>125</sup>

Au Québec, l'Ordre parut approuver le décret: "L'empereur Maximilien s'est enfin résolu à user de rigueur contre les bandits", écrivit-il, avant de publier la proclamation.<sup>126</sup> Le Journal de Québec, pour sa part, publia une lettre d'un résident du Mexique qui disait: "Le décret du 3 octobre

commence déjà à produire un excellent effet".<sup>127</sup> Enfin, le Pays reproduisit un article du Messenger Franco-Américain, injuriant l'Habsbourg qui "...est venu...tout exprès pour lui enseigner les lois de civilisation et d'humanité...en faisant fusiller... ses adversaires politiques qui sont pris les armes à la main". Le journal américain, qui ignorait le rôle qu'avait joué Bazaine dans l'adoption du décret du 3 octobre, s'exclama: "...Ce qui est parfaitement affreux et dégoûtant pour nous c'est de voir le nom de la France compromis dans cette lutte de férocité et servant de prétexte à ce recul vers la barbarie". Mais le journal félicita Maximilien de ses paroles envers Juarez qui "avait soutenu la cause de l'indépendance avec autant de valeur et de constance". Il lui recommanda donc de partir pour ne pas périr dans cette "position fausse" où il se trouve, car s'il "s'obstine à rester sur le trône d'Iturbide, nous lui prédisons le sort de ce malheureux usurpateur".<sup>128</sup>

Seward se trouvait donc dans une situation difficile, et il changea d'attitude. En novembre, il n'invitait plus les Français à partir, il voulait les contraindre à retirer leurs troupes. Les Etats-Unis n'étaient pas "prepared to recognize any political institutions in Mexico which are in opposition to the republican government with which we have so long, and so constantly, maintained relations of amity and friendship". L'expulsion des Français du Mexique était nécessaire pour la sécurité des Amériques.<sup>129</sup>

En outre, la presse américaine avait publié, quelques jours auparavant, une partie des entretiens littéraires de Lamartine où celui-ci dénonçait la doctrine Monroe et déclarait que le globe "est la propriété de l'homme, le nouveau continent, l'Amérique, est la propriété de l'Europe". Ces écrits étaient farouchement anti-américains, et le Journal de Québec prit plaisir à les reproduire, en ajoutant:

Ce qu'il faut voir surtout dans cette étude où la beauté de la forme égale la grandeur de ses idées, c'est l'adhésion impartiale que Monsieur de Lamartine donne à l'intervention de la France au Mexique. Le patriotisme du grand poète...n'hésite pas à reconnaître tout ce qu'il y a eu de généreux et d'éminemment civilisateur dans le but qu'a dirigé la politique impériale. 130

Le Pays s'empressa de reproduire la réponse faite à Lamartine par le Messenger Franco-Américain: "Monsieur Lamartine est un grand poète. Que n'est-il resté ce qu'il était à vingt-cinq ans...", commence le journal. Il poursuit en parlant de la décadence de l'Europe, et de l'avenir qui appartient aux Etats-Unis; selon lui, ceux-ci sont à "l'avant-garde de l'Europe". Il termine en disant qu'il comprend le patriotisme du poète, mais que celui-ci se trompe:

Le temps d'ailleurs montrera à Monsieur de Lamartine d'une manière trop évidente pour la France dans quelle erreur il était tombé, mais d'ici-là, nous conseillons à Monsieur de Lamartine de réserver pour ses poésies toute la fécondité de son esprit. La littérature et la politique y gagneraient toutes les deux. 131

Ces écrits de Monsieur de Lamartine, qui furent très diffusés dans la presse américaine, n'aidèrent pas la cause française aux Etats-Unis. De plus en plus, cette presse s'opposait à la présence de la France au Mexique. Elle protesta même contre la présence de quelques cadets canadiens

dans l'armée impériale du Mexique. Le Journal de Québec écrivit:

La bataille du Canada et de la monarchie se livre en ce moment sur le sol du Mexique et à l'ombre du drapeau de Maximilien, et, nous sommes fiers de le dire, plusieurs jeunes hommes de notre pays, c'est-à-dire du Bas-Canada, ont pris du service dans l'armée impériale". 132

Le même jour, le journal publia une lettre d'un lecteur qui approuvait l'action des cadets, et trouvait ingrate l'attitude du Chronique-Télégraphe de Québec lequel, bien que conservateur, ne voyait pas d'un bon oeil le départ des cadets dont on pouvait avoir besoin au Canada. Pour le lecteur, l'action des cadets était héroïque et, grâce à l'expérience qu'ils avaient acquise au Mexique, ils allaient mieux servir le Canada. 133

Certains journaux canadiens se rendirent de plus en plus compte que la France allait quitter le Mexique, et que la cause de Maximilien était presque perdue. "Les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Mexique et la France se compliquent de plus en plus", dit le Journal de Québec. "On espère intimider le Cabinet des Tuileries et peser assez sur les décisions pour qu'il abandonne Maximilien". 134

Le général Logan, qui avait assidûment réclamé une intervention contre Maximilien, fut nommé ministre plénipotentiaire auprès de Juarez, ce qui ne plut pas aux journaux conservateurs. Le Courrier des Etats-Unis fut alarmé, et le Herald de New York déclara que cette nomination "était une notification directe à l'Empereur Napoléon d'avoir à abandonner son allié". 135

Le Journal de Québec ne pouvait pas croire que la France allait abandonner le Mexique, et à la fin de l'année, il écrivit dans un éditorial:

Il y a des feuilles américaines qui ont la bonhomie de croire...que l'Empereur des Français ressemble au Falstaff de Shakespeare, montant la côte avec ses 20.000 hommes et la redescendant de suite... pour s'y embarquer sans délai pour l'Europe. Si on les croyait même les Représentants de la France à Washington auraient prié M. Seward d'engager le Président à se montrer mesuré dans son langage afin de permettre à Napoléon de sortir avec fierté du Mexique...Il faut que le lecteur américain soit bien bienveillant pour que l'on le nourrisse de contes aussi ridicules...

Une guerre avec la France inciterait sûrement l'Angleterre à intervenir, et "il serait sûrement imprudent de provoquer en même temps au combat deux puissances aussi formidables".<sup>136</sup>

Au Mexique, les choses n'allaient pas bien du tout. La question religieuse s'était détériorée, et on n'arrivait pas à s'entendre sur un Concordat.<sup>137</sup> Bien qu'on ne parlât pas beaucoup de cette affaire au Québec, le Pays annonça que le peuple refusait de faire "aucune concession au sujet des biens du clergé".<sup>138</sup> La Minerve publia aussi la nouvelle que Maximilien était l'unique souverain catholique à ne pas recevoir de félicitations du Pape pour la fin de l'année.<sup>139</sup>

La guerre allait mal. Les victoires juaristes se faisaient de plus en plus nombreuses. La tactique de Bazaine était de chasser l'ennemi et non de pacifier le pays. Les villes occupées étaient tout de suite abandonnées à leur sort, et laissées aux Républicains. Si elles s'étaient déclarées en faveur de l'Empire, ces derniers les châtiaient en tuant une partie de la population. On se gardait bien alors de

"manifester sa sympathie pour un gouvernement incapable de défendre ses sujets".<sup>140</sup>

D'autre part, la France avait envoyé Monsieur Langlais pour régler la situation financière. Mais, en dépit de ses efforts, il n'arriva pas à l'améliorer.

Malgré tout, Maximilien croyait en l'avenir. Il pensait que les Etats-Unis allaient reconnaître l'Empire, et que Juarez était parti ou, du moins, qu'il n'avait plus d'influence. Il croyait que les batailles gagnées par les troupes françaises et le décret du 3 octobre allaient pacifier le pays. Malgré les rumeurs, il ne croyait pas que Napoléon allait retirer ses troupes. Il s'imaginait que les Etats-Unis ne reconnaissaient pas l'Empire à cause de Juarez; il n'a jamais pensé que c'était parce qu'ils ne voulaient pas d'une influence étrangère de l'autre côté de la frontière, encore moins si cette influence était une monarchie. Dans les endroits d'où l'Espagne avait été chassée, ils ne voulaient pas d'autre influence que la leur. N'étaient-ils pas le "nid d'où sortiront les poussins qui se chargeront de peupler l'Amérique", comme<sup>141</sup> avait dit Jefferson. L'Amérique aux Etats-Unis était en réalité la devise; mais Maximilien ne le comprit pas.

Pourtant le 4 décembre, le Président Johnson allait fournir des précisions: la monarchie imposée par la force à une république américaine était considérée comme une insulte et une offense par le peuple américain.

We should regard it as a grave calamity to ourselves, to the cause of good government, and to the peace of the world, should any European power challenge the American people, as it were, to the defence of the republicanism against foreign interference. 142

Dans son éditorial du 6 décembre, le Journal de Québec ne voyait pas de solution possible. "Il n'y a pas cependant menace directe", disait-il.<sup>143</sup>

Cependant, quand le Congrès se réunit le 11 décembre, les amis de Monsieur Romero, les sénateurs Banks, Wace et Shenck, proposèrent une résolution en vue d'une action directe contre le "so-called Emperor of Mexico"; ladite résolution dénonçait le décret du 3 octobre et prévoyait les mesures nécessaires<sup>144</sup> pour rétablir la République.

Le Journal de Québec déclara que l'ambassadeur de France à Washington était plus préoccupé par cette résolution que par le message du Président. Il la reproduisit, en ajoutant qu'il craignait qu'elle "ne soit approuvée par le Comité des Affaires Etrangères de la Chambre, et adoptée par elle."<sup>145</sup>

L'attitude des Etats-Unis ne plaisait pas au Journal de Québec qui, dans son éditorial, ne perdit pas l'occasion de les attaquer. Selon lui, une guerre avec la France donnerait lieu à une autre guerre civile.

L'anéantissement du commerce du nord...et probablement ...l'indépendance finale des états qui souffrent avec peine le despotisme inconstitutionnel des autorités de Washington... On ne bouscule pas impunément le pavillon français et l'Empereur qui tient à la dignité nationale...ne reculera ni devant les menaces ni devant les canons du Nord.

De plus, pensait le journal, l'Angleterre participera au conflit, car "après le Mexique ce serait le Canada que les Américains essaieraient de prendre...comme cette dernière

bouchée pour satisfaire sa convoitise suprême". Cependant le Journal de Québec doutait des intentions de l'Angleterre, quand il affirme: "Il y a des hommes publics en Angleterre qui ont plus d'affection pour la République américaine qu'ils n'ont pour leur propre pays."<sup>146</sup>

Cette nouvelle proposition du Sénat va pousser Seward à envoyer de nouvelles instructions à Bigelow, son Ambassadeur à Paris, pour amener la France à retirer ses troupes de peur que l'amitié franco-américaine ne soit compromise. Bigelow répondit à Seward que, selon lui, "même si la politique mexicaine n'était pas populaire, l'honneur national empêcherait la France de reculer devant des menaces".<sup>147</sup> Le problème de Seward était donc d'aider la France à s'en sortir avec dignité. Pour Napoléon, il s'agissait de donner à l'opinion publique française une excuse honorable pour retirer les troupes. L'année 1866 allait résoudre ces problèmes.

NOTES TROISIEME CHAPITRE

LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS ET L'EMPIRE DE MEXIQUE.

1. E. Masseras, Un Essai d'Empire au Mexique, Paris, G. Charpentier, 1879, p. 19.
2. Paul Gaulot, op. cit., p. 367.
3. E. Masseras, op. cit., p. 21 et 22.
4. José Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, Mexico, Editorial Jus, 1963, p. 53.
5. L'Ordre, 17 juin 1864 et le Journal de Québec, 17 juin 1864.
6. Journal de Québec, 13 mai 1864.
7. F.E. Lally, op. cit., p. 88 et 89.
8. La Minerve, 14, 16 et 23 juillet 1864; L'Ordre 13 juillet 1864.
9. Journal de Québec, 7 juillet 1864.
10. Ibid., 12 avril et 9 juillet 1864.
11. Ibid., 14 juillet 1864.
12. Ibid., 1<sup>er</sup> août 1864; la Minerve, 1 août 1864.
13. Ibid., 13 août 1864.
14. La Minerve, 30 août 1864.
15. E. Masseras, op. cit., p. 25.
16. Montholon au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 28 juillet 1864, dans Lilia Diaz, op. cit., vol. 4, p. 7 à 11.
17. Montholon au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 10 juillet, 1864, dans Lilia Diaz, op. cit., vol. 4, p. 3.
18. Montholon au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 10 et 28 juillet, 1864, dans Lilia Díaz, op. cit., vol. 4, p. 3 et 7.
19. Journal de Québec, 16 septembre 1864.
20. L'Ordre, 10 octobre 1864.
21. Minerve, 3 septembre 1864.

22. Le Journal de Québec, 12 novembre 1864.
23. Le Pays, 15 décembre 1864; le Journal de Québec, 15 décembre 1864; la Minerve 15 décembre 1864.
24. La Minerve, 3 septembre 1864.
25. M. Cuevas, op. cit., p. 930; voir aussi E. Olivier, op. cit., p. 190.
26. Le Journal de Québec, 21 décembre 1864.
27. E. Olivier, op. cit., p. 189.
28. Ibid, p. 190.
29. Ibid, p. 192.
30. La Minerve, 19 janvier 1865; l'Ordre, 20 janvier 1865.
31. Le Journal de Québec, 21 janvier 1865.
32. Ibid, 24 janvier 1865.
33. F. Arrangoiz, op. cit., p. 599, voir aussi E. Olivier, op. cit., p. 182 et 183.
34. J. Fuantes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 69.
35. Ibid, p. 71.
36. Ibid, p. 71 et 72.
37. Montholon au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 28 janvier 1865, dans Lilia Diaz, op. cit., p. 79 à 84.
38. Ibid.
39. Le Journal de Québec, 18 février 1865.
40. Le Pays, 1er avril 1865 et le Journal de Québec, 1er avril 1865.
41. Le Journal de Québec, 8 avril 1865.
42. J. Fuantes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 75.
43. L'Ordre, 13 avril 1865 et la Minerve 11 avril 1865.
44. E. Olivier, op. cit., p. 188.
45. J. Fuantes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 77.
46. Le Journal de Québec, 7 octobre 1864.

47. F.E. Lally, op. cit., p. 92.
48. Le Journal de Québec, 24 janvier 1865.
49. L'Ordre, 16 janvier 1865.
50. Le Pays, 10 décembre 1864.
51. Robert Ryal Miller, Plácido Vega: A Mexican Secret Agent in the United States (1864-1866), dans The American Historical Review, Volume 62, October 1961-July 1962, *passim*.
52. La Minerve, 6 août 1864.
53. Gaétan Gervais, Un Souverainiste du XIX<sup>e</sup> siècle: Médéric Lanctôt, 1838-1877 dans Fernand Dumont, Jean-Paul Montmerry, Jean Hamelin, Idéologies au Canada Français, 1850-1900, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971, p. 271 à 274.
54. La Minerve, 4 octobre 1864.
55. Ibid, 30 octobre 1864.
56. Le Journal de Québec, 24 octobre 1864.
57. La Minerve, 21 janvier 1865.
58. L'Ordre, 31 janvier 1865.
59. Ibid, 23 janvier 1865.
60. Marwin Goldwert, Matias Romero and Congressional Opposition to Seward's Policy Toward the French intervention in Mexico, dans The Americas, Volume 22, July 1965, through April, 1966, *passim*.
61. La Minerve, 16 février 1865.
62. Le Journal de Québec, 30 mars 1865.
63. Le Pays, 1er avril 1865.
64. Ibid, 30 mars 1865.
65. Ibid, 20 décembre 1864.
66. L'Ordre, 21 septembre 1864.
67. Faucher de Saint-Maurice, de Québec à Mexico. Souvenirs de Voyage, de Garnison, de Combat et de Bivouac, Volume 1, Montréal, Duvernay, Frères et Dansereau, 1874, *passim* et Notes pour servir à l'Histoire de l'Empereur Maximilien, Québec, A. Côté et Cie, 1889, *passim*.

68. La Minerve, 2 mai 1865.
69. Ibid, 13 septembre 1864.
70. L'Ordre, 13 avril 1865.
71. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 79.
72. E. Olivier, op. cit., p. 207.
73. F.E. Lally, op. cit., p. 97.
74. E. Olivier, op. cit., p. 209.
75. Paul Guériot, op. cit., p. 82 et 83.
76. Lynn Case, op. cit., p. 390 à 399.
77. F.E. Lally, op. cit., p. 77.
78. Marwin Goldwert, op. cit., p. 29 et 30.
79. James Morton Callahan, American Foreign Policy in Mexican Relations, New York, Macmillan, 1932, p. 301 à 304.
80. Marwin Goldwert, op. cit., p. 36.
81. J. M. Callahan, op. cit., p. 301.
82. Hugh Ll. Keenleyside, Canada and the United States, New York, Knopf, 1929, p. 114.
83. Ibid, p. 113.
84. Ibid, p. 116.
85. Mason Wade, Les Canadiens français de 1760 à nos jours, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1963, p. 145.
86. Le Pays, 18 mai 1865.
87. M. Wade, op. cit., p. 358
88. Le Journal de Québec, 13 avril 1865.
89. Ibid, 3 mai 1865.
90. Ibid, 12 mai 1865.
91. Ibid, 13 mai 1865.
92. L'Ordre, 12 mai 1865.

93. Ibid, 12 mai 1865.
94. La Minerve, 13 mai 1865.
95. Le Journal de Québec, 12 et 13 mai 1865.
96. Le Pays, 13 mai 1865.
97. La Minerve, 1er avril 1865.
98. Ibid, 7 juin 1865.
99. L'Ordre, 12 mai 1865.
100. Ibid, 12 mai 1865.
101. Ibid, 4 août 1865.
102. Ibid, 7 août 1865.
103. Le Pays, 22 septembre 1865.
104. Ibid, 1er avril 1865.
105. Le Journal de Québec , 4 juin 1865.
106. Ibid, 10 juin 1865.
107. Le Pays, 6 juin 1865.
108. Le Journal de Québec, 17 août 1865.
109. La Minerve, 11 juillet 1865.
110. Le Journal de Québec, 9 août 1865.
111. Ibid, 18 août 1865.
112. J. M. Callahan, op. cit., p. 365.
113. Le Pays, 3 novembre 1865.
114. Le Journal de Québec, 22 juin 1865 et J. M. Callahan, op. cit., p. 307.
115. J. M. Callahan, op. cit., p. 312.
116. Alphonse Dano, au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 28 juillet 1865 dans Lilia Diaz, op. cit., volume 4, p. 152.
117. Le Journal de Québec, 5 juillet 1865.
118. Ibid, 3 août 1865.

119. Ibid, 28 novembre 1865.
120. G. Niox, op. cit., p. 519 à 522.
121. E. Ollivier, op. cit., p. 237.
122. José Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, Mexico, op. cit., p. 93.
123. E. Ollivier, op. cit., p. 240.
124. Ibid, p. 240.
125. J. M. Callahan, op. cit., p. 314.
126. L'Ordre, 27 novembre 1865.
127. Le Journal de Québec, 7 décembre 1865.
128. Le Pays, 28 octobre 1865.
129. J. M. Callahan, op. cit., p. 315.
130. Le Journal de Québec, 14 décembre 1865.
131. Le Pays, 23 décembre 1865.
132. Le Journal de Québec, 27 octobre 1865.
133. Ibid, 27 octobre 1865.
134. Ibid, 27 novembre 1865.
135. Ibid, 28 novembre 1865 et La Minerve, 23 novembre 1865.
136. Le Journal de Québec, 22 décembre 1865.
137. L'Ordre, 2 juin 1865.
138. Le Pays, 13 juillet 1865.
139. La Minerve, 22 décembre 1865.
140. E. Ollivier, op. cit., p. 242.
141. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 117.
142. F.E. Lally, op. cit., p. 105.
143. Le Journal de Québec, 6 décembre 1865.
144. J. M. Callahan, op. cit., p. 78.

145. Le Journal de Québec, 16 décembre 1865.
146. Ibid, 20 décembre 1865.
147. J. M. Callahan, op. cit., p. 310.

## CHAPITRE IV

### LES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS ET LA CHUTE DE L'EMPIRE MEXICAIN

#### A.- INTRODUCTION

L'année 1866 allait voir l'abandon, par Napoléon, de "la grande pensée du règne". La pression américaine s'avérait trop forte. En effet, devant la position exigeante et inflexible des Etats-Unis à la fin de 1865, la France ne voyait pas comment elle pourrait laisser ses troupes au Mexique. Elle essaiera de sauver l'Empire, mais quand ses efforts échoueront, elle tentera de sauvegarder uniquement ses intérêts. Pour satisfaire les Américains, elle demandera à Maximilien d'abdiquer en faveur d'une république ayant à sa tête un chef libéral. Mais les Libéraux refuseront de former une république sous le tutelage de la France, et Maximilien ne voudra pas abdiquer. Alors elle se retirera, abandonnant le Mexique.

La presse canadienne continue à considérer le problème mexicain sous la même perspective que depuis la fin de la guerre de Sécession, c'est-à-dire dans le contexte de la politique américaine. La menace américaine préoccupe toujours le gouvernement canadien, et la chute possible de l'Empire, qui signifierait une victoire pour les Radicaux au Mexique, inquiète les Conservateurs. Un retrait des armées françaises marquerait plus ou moins la fin des intérêts français en Amérique, donc l'absence d'une force qui pourrait aider à freiner les ambitions américaines. Les journaux conservateurs étaient sûrs qu'après l'évacuation des troupes, les Etats-Unis

interviendraient au Mexique. Au Québec, l'apathie des États-Unis devant les attaques des Fénians contre le Canada intensifiait encore plus la peur d'une invasion américaine. Les adeptes de la Confédération croyaient à la nécessité de proclamer celle-ci le plus tôt possible.

Les journaux bleus, qui désiraient la présence française au sud pour faire contrepoids aux Américains, verront avec crainte l'abandon du Mexique par la France. La retraite française n'ayant rien d'honorable, les journaux rouges se limiteront à commenter la lutte des libéraux mexicains contre Maximilien. C'est ainsi que le Pays s'occupera plus que tout autre journal de la guerre elle-même, qui donnait de plus en plus de victoires à Juarez.

## B.- REACTION DES JOURNAUX QUEBÉCOIS DEVANT LA CHUTE DE L'EMPIRE

### 1.- Fin des négociations franco-américaines au sujet du retrait des troupes

Il y a lieu de souligner qu'au début de l'année 1866, l'Empire mexicain était encore pour quelques journaux canadiens une possibilité tangible. "La question mexicaine a fait des grands progrès depuis douze mois. L'Empire mexicain s'est consolidé" dit la Minerve dans son éditorial du Jour de l'An.<sup>1</sup> Dans un éditorial semblable, l'Ordre déclara aussi: Nous voyons..."au Mexique l'Empire s'affermissant (sic) de plus en plus et les vestiges des aventuriers qui ont bouleversé ce beau pays pendant quarante ans disparaître peu à peu".<sup>2</sup> C'est à croire que les deux journaux ne lisaient pas leurs propres articles. Croyaient-ils encore que la France était

capable de tenir tête aux Etats-Unis et d'aller jusqu'à leur déclarer la guerre? En effet, les journaux ne semblent pas avoir pris trop au sérieux le message de Johnson, à l'exception du Pays. Ce dernier publia à ce propos un article du Messager Franco-Américain, où était reproduite une partie de la correspondance Seward-Drouyn de Lhuy relative à la reconnaissance de l'Empire par les Etats-Unis. Ce document "nous révèle les véritables dispositions du gouvernement fédéral à l'égard de Maximilien. Il prouve aussi l'inexactitude des rumeurs d'après lesquelles Monsieur Andrew Johnson ne serait pas opposé à la reconnaissance de l'Empire mexicain par les Etats-Unis"<sup>3</sup>. Le Pays avait raison, car non seulement les Etats-Unis ne voulaient pas reconnaître l'Empire, mais ils continuaient à considérer comme une insulte la présence de troupes étrangères au Mexique.

D'autre part, dans le camp de Juarez, il se passait des choses qui allaient compliquer encore plus l'affaire. Selon la Constitution, Juarez était arrivé au terme de sa présidence. Il devait soit ordonner des élections (ce qui était impossible dans les circonstances), soit céder la place à un autre, en l'occurrence Gonzalez Ortega qui était Président de la Cour Suprême. Juarez imposa la solution par un décret qui lui conférait la présidence jusqu'à la fin de la guerre, ce qui causa des défections au sein du parti libéral. Ortega s'enfuit aux Etats-Unis, et forma une faction pour lutter contre Juarez. Ce fait important ne fut mentionné que par le Journal de Québec, dans un article tiré du Courrier des

Etats-Unis. Ce dernier se demandait ce qu'allaient faire les Etats-Unis: reconnaître Juarez, un président qui violait la Constitution pour garder la présidence, ou appuyer Ortega?<sup>4</sup>

Un autre personnage entra en scène: Santa Ana. En 1862, Santa Ana s'était prononcé en faveur de l'Intervention française, mais pressentant maintenant la chute de Maximilien, il publia un Manifeste où il se proclamait "fermement" républicain.<sup>5</sup> Dans cette lutte constitutionnelle, il vit une occasion de reprendre le pouvoir.

Sur ce problème constitutionnel, l'opinion publique américaine était divisée, et la popularité qu'avait connue Juarez allait à Ortega et même à Santa Ana. Même Seward considérait Santa Ana comme un candidat possible, et il alla le visiter dans l'île de San Tomás, dans les Antilles. Il revint plus déçu que jamais.<sup>6</sup> Seul l'Ordre fit allusion à ce voyage, sans comprendre toutefois son but véritable: "Quelques malins vont jusqu'à y rattacher la question mexicaine. On dit que le Secrétaire d'Etat doit s'entendre avec le Général Santa Ana, déjà bien connu dans l'histoire des Révolutions, sur le moyen de donner un léger coup d'épaule à la doctrine Monroe..."<sup>7</sup> Seward rejeta aussi Ortega. Non seulement ce dernier était-il un piètre militaire, mais comme homme politique il ne valait rien.<sup>8</sup> Donc, après quelques hésitations, Washington décida de continuer à appuyer Don Benito.

Pour le moment, les Etats-Unis poursuivaient officiellement une politique de "non-intervention" et de "parfaite neutralité", ce qui amena l'Ordre à penser que les radicaux

de Juarez avaient perdu la partie au Mexique. "On peut -dit-il- considérer l'incident comme terminé à la complète satisfaction du parti modéré"<sup>9</sup>.

La probabilité d'une guerre contre la France existait encore, et un incident de frontière pouvait la déclencher, contrairement au désir de Seward et de Napoléon. Comme on l'a vu, un incident de ce genre s'était déjà produit en 1865, incident dont fut témoin le village frontalier de Bagdad. Au début de janvier 1866, le même village fut, cette fois-ci, pris d'assaut, pillé, mis à sac et brûlé par des troupes fédérales américaines. Les journaux virent encore dans cet incident une preuve que la question mexicaine était bien vivante aux Etats-Unis. "Violation des lois de la neutralité", dit la Minerve<sup>10</sup>, et "qui pourra avoir des conséquences très graves sur les relations déjà si tendues qui existent entre les Etats-Unis et la France", dit l'Ordre, en publiant des dépêches au sujet des événements; mais il s'empressa de signaler que de Washington on avait donné l'ordre "d'observer la plus stricte neutralité"<sup>11</sup>.

Pourtant quelques journaux commençaient à croire que la France allait abandonner bientôt l'Empire mexicain. Washington publia des dépêches diplomatiques échangées entre les Etats-Unis et la France, où l'on vit que le gouvernement américain n'allait pas céder sur la question de l'évacuation des Français. Les nouvelles provenant de France ne démentaient pas ces faits: "Le Journal de Paris semble donner à entendre que la retraite des troupes françaises est probable" déclara la

<sup>12</sup>  
Minerve, même si elle publia quelques jours après que la <sup>13</sup>  
 France allait "remplir strictement la Convention de Miramar".  
 Cette nouvelle avait été répandue en France pour préparer  
 la voie, car Napoléon allait accuser Maximilien de n'avoir pas  
 respecté sa partie du Traité, et excuser ainsi le retrait des  
 troupes.

Mais la correspondance franco-américaine et le discours  
 du Président Johnson en décembre démontraient clairement que  
 non seulement les Etats-Unis ne voulaient plus les Français au  
 Mexique, mais qu'ils ne voulaient surtout pas d'une monarchie.  
 Ce point touchait de plus près les Canadiens.

L'Ordre le comprit, et quand il fut question d'un vice-  
 roi pour le Canada, il s'empressa de faire ressortir le fait  
 que les Etats-Unis n'interviendraient pas à moins d'être pro-  
 voqués.

Il est peut-être curieux de constater que c'est au  
 moment où la République américaine déclare que le  
 pouvoir établi au Mexique par l'armée d'interven-  
 tion est en antagonisme direct avec la politique du  
 gouvernement fédéral et les principes sur lesquels  
 il est établi que l'on parle monarchie. Nous protes-  
 tons d'ailleurs, contre toute intervention du gouver-  
 nement américain dans une question qui lui sera aussi  
 parfaitement étrangère... Considérant les choses au  
 point de vue des faits, cependant, nous nous croyons  
 justifiable de prévoir que les adeptes de la doctrine  
 Monroe briseraient plutôt avec leurs principes de li-  
 berté pour tous, et trouveraient peut-être quelque  
 moyen de ne pas reconnaître le Roi du Canada; ce qui  
 nous ferait une bien singulière position. 14

Le Journal de Québec ne voyait pas les choses de la même  
 façon, et il se demandait: "N'est-ce pas assez pour que M.  
 Andrew Johnson se contente de raffermir la République  
 ébranlée aux Etats-Unis mêmes par une guerre désastreuse,

et qu'il laisse le Mexique faire en paix l'expérience de la monarchie?"<sup>15</sup>

Au fond, l'évacuation des troupes n'était pas encore certaine. Ni Romero aux Etats-Unis ni le Journal de Québec n'y croyaient. Ce dernier nous dit qu'il refusait de "croire à la rumeur du retrait des troupes..."<sup>16</sup> Pour lui, une guerre entre la France et les Etats-Unis était encore possible. Il publia des articles de journaux qui partageaient ses idées, comme l'International de Londres. Celui-ci admettait aussi la possibilité d'un conflit où l'Angleterre et la France se ligueraient contre les Etats-Unis: "La jalousie de la jeune République contre ses voisins n'est point nouvelle. Son ambition ne connaît pas d'espace assez vaste où elle ne puisse se mouvoir".<sup>17</sup> Mais le journal de la capitale québécoise allait devoir lui aussi se rendre à l'évidence quand, le 5 février, la Minerve annonça:

L'Empereur des Français est décidé à rappeler, dans le plus court délai possible, ses troupes du Mexique; il n'exige autre chose des Etats-Unis que la neutralité entre les belligérants...L'Empereur n'exige pas du gouvernement américain qu'il reconnaisse Maximilien comme Empereur et n'insiste pas sur aucune stipulation d'un Traité. 18

On y lisait également une autre nouvelle très importante: Hidalgo était arrivé de France pour annoncer à Maximilien que Napoléon ne pouvait plus longtemps l'aider et qu'il faisait mieux d'abdiquer.<sup>19</sup> Qu'allait faire maintenant le monarque mexicain sans l'appui de la France? Etait-il assez fort pour vaincre Juarez à lui seul? Les Conservateurs voulaient le croire. Juarez, tout comme son Ambassadeur Romero, avait peur et voulait une intervention américaine; mais les Américains,

convaincus que Juarez allait gagner la guerre, continueront à rester neutres.

Mais il faut voir ce qui s'était passé entre Seward et la France pour arriver à faire accepter à Napoléon le retrait des troupes. Depuis le discours de Johnson, Napoléon avait cherché une sortie honorable. Son argument était que la France n'était pas allée au Mexique pour installer un Empire mais pour obtenir une réparation. C'est le peuple mexicain qui avait réclamé une monarchie. Maintenant que la France avait obtenu ce qu'elle voulait, elle pouvait retirer ses troupes.<sup>20</sup> Napoléon espérait que ces explications seraient suffisantes et que les Etats-Unis le laisseraient en paix. En échange du retrait des troupes, il voulait un traité de non-intervention de la part des Américains.

Seward n'y consentit pas. Il ne voulait pas se prononcer sur la guerre entre la France et le Mexique, il ne voulait en parler qu'en relation avec les Etats-Unis et les intérêts de ces derniers. Après tout, Napoléon avait bien dit dans sa note à Forey qu'il voulait anéantir l'influence des Etats-Unis en Amérique et les intérêts des institutions américaines dans ce continent.<sup>21</sup> D'après Seward, le peuple mexicain n'avait pas demandé l'Empire. Le changement politique survenu au Mexique ne se serait pas produit sans l'intervention de la France. Au Mexique, les Etats-Unis ne reconnaîtraient que le régime républicain, et ils s'opposeraient toujours à tout genre de monarchie.<sup>22</sup>

Donc tout était clair: pas de reconnaissance de l'Empire, pas de traité. "Nothing short of unconditional withdrawal would satisfy Seward"<sup>23</sup>

Pourtant Seward se rendit compte qu'il devait donner une porte de sortie à l'honneur français, et il déclara: "France need have no fear of American intervention in Mexico after that evacuation was accomplished"<sup>24</sup>. Ce n'était pas un traité mais une promesse de non-intervention.

Comme l'indique Lally, "The issue was in no way to the liking of the Emperor but matters might have terminated much more unsatisfactorily, had Seward's informal assurance been rejected, and the treaty insisted on"<sup>25</sup>. Le rusé Seward avait gagné la partie.

Mais Napoléon n'était pas le seul à n'être pas satisfait; Romero et son maître Juarez ne l'étaient pas non plus. Ils voulaient une intervention complète: argent, troupes, tout pour les aider à repousser l'envahisseur. Seward répondit à Romero: "If United States troops marched into Mexico, and should Mexico become financially dependent on the United States, the troops might never leave. Beware...of those willing to aid you with an eye to the future acquisition of Mexican territory"<sup>26</sup>.

Au Canada, on croyait que même si les Français retiraient leurs troupes, Maximilien continuerait à être protégé, moralement et financièrement, par la France. Dans son éditorial du 5 février, la Minerve laisse sous-entendre cette théorie:

Le gouvernement français a promis qu'il ne soutiendra jamais Maximilien contre ses propres sujets, mais qu'il ne permettrait pas non plus qu'il fût chassé par une puissance étrangère. Que les Etats-Unis promettent de rester neutres, et le nouvel Empereur pourra facilement, avec ses seules ressources, venir à bout des quelques bandes isolées qui tiennent encore la campagne pour le compte de Juarez. 27

Les cercles conservateurs voulaient que l'Empire mexicain survive, même après le départ des troupes. Le Journal de Québec cite plusieurs journaux conservateurs américains, tels que le World de Washington, le Courrier des Etats-Unis et le Times de New York, qui expriment tous ce désir. Ils vont jusqu'à imaginer qu'il y avait des "raisons de croire qu'il (Maximilien) y restera...avec le consentement tacite du gouvernement des Etats-Unis", car une fois les troupes parties, "l'animosité contre l'Empereur s'apaisera". Sinon, ce serait le retour au pouvoir de la "classe criminelle".<sup>28</sup>

Au fond, la situation était confuse. La France avait publié un Livre Bleu où elle expliquait l'affaire à sa façon, disant que les troupes partaient après avoir accompli leur devoir (sans y être forcées par les circonstances). Elles laissent l'Empire bien portant "et non en banqueroute", et les Etats-Unis promettent de ne pas intervenir. Le Journal de Québec, citant l'International de Paris, dit:

En préparant la rentrée de nos troupes en France, il (le gouvernement français) ne cédera ni à la mauvaise humeur des radicaux américains ni aux craintes exagérées pour le sort d'un Empire qui peut vivre par lui-même. Il agira encore cette fois conformément à son humeur et à ses intérêts; c'est-à-dire, au conseil d'une bonne politique". 29

Voilà ce que publiait la presse impériale en France, et ce que croyait la presse bleue.

L'Ordre publia des extraits du Livre Bleu, sans y ajouter de commentaires. Mais après un compte rendu de la réunion du Cabinet fédéral de Washington, il conclut:

La position des Etats-Unis est nettement définie. Les troupes françaises abandonnent le Mexique, et le gouvernement fédéral continuera à rester neutre comme par le passé. Il laissera les populations mexicaines aux prises avec le choix d'une nouvelle forme de gouvernement ou le maintien du trône de Maximilien. 30

On ne publia rien au Québec au sujet de la réaction de l'opinion française au discours que prononça Napoléon à l'ouverture de l'Assemblée française. Seul, le Journal de Québec publia le commentaire suivant: "Plusieurs journaux de Paris, entre d'autres la Presse et l'Opinion Nationale, ont demandé l'abandon immédiat du Mexique, la Gazette de France leur a répondu par l'article que nous reproduisons ici et qui a fait fureur". Dans l'article en question, on mettait la France en garde contre cet "abandon immédiat", car alors son oeuvre au Mexique serait à jamais anéantie et "le départ des Français serait le signal du retour d'un ordre de choses que nous nous sommes donné la mission exclusive d'anéantir". En outre, l'article abondait dans le sens du Journal de Québec, car il y était dit que la France préférerait se battre plutôt que de céder.<sup>31</sup>

Le spectre d'une guerre n'était pas complètement disparu. L'Ordre croyait que "des complications entre l'Amérique et l'Europe" se préparaient. "Espérons", disait-il, "que rien ne tombera sur nous au moins".<sup>32</sup> Le Journal de Québec publia

un discours de Forey, qui réclamait l'envoi de troupes additionnelles pour combattre les Américains. Le Journal, qui appuyait cette idée de Forey, déclara:

Nous croyons avec l'écrivain que les Etats-Unis ne sont pas en position aujourd'hui de faire la guerre à la France et qu'ils auront à combattre un ennemi bien autrement formidable que le Sud. 33

Le plus surprenant de tout, c'est que le Pays ne se mêla point de cette affaire et se contenta de reproduire des nouvelles sur la guerre et les vicissitudes de Don Benito Juarez, "le chef infatigable des libéraux mexicains" qui "ne semble pas avoir perdu l'espérance"<sup>34</sup>. En effet, Juarez avait été déçu de l'attitude américaine et voulait de l'argent et des soldats. Lui non plus ne se rendait pas compte de l'état de l'Empire qui, sans argent (Langlais était mort subitement le 23 février), sans armée, divisé politiquement, allait tomber comme un fruit mûr dès que les armées françaises partiraient. Pour protéger ses armées, Bazaine abandonnait déjà le nord peu à peu. Les attaques des guerrilleros se faisaient plus nombreuses, plus audacieuses (on prit Tlaxcala à quelques milles de Mexico le 19 juin), et plus victorieuses.

La nouvelle de l'évacuation fit fureur à Mexico. "Chacun vit l'Empire à bas; les défections commencèrent; les bandes républicaines grossirent...Même dans l'armée française il y eut des déserteurs..."<sup>35</sup>

Maximilien accusa alors les Français: ni Langlais, ni personne n'avait fait son devoir; tous voulaient s'emparer de l'or du Mexique et le salut de ce dernier ne les préoccupait pas. Il rendit Bazaine responsable de l'inexistence d'une

armée mexicaine.<sup>36</sup> Alors Maximilien demanda de l'aide à l'Autriche. Croyait-il qu'il pourrait remplacer les Français par des Autrichiens, sans que les Etats-Unis s'y opposent? La note adressée à Vienne par les Etats-Unis fut dure. Ceux-ci considéraient l'éventuel envoi de troupes comme un acte hostile à Washington. Par conséquent, les Autrichiens ne bougèrent pas. La réaction de l'Autriche, dit le Pays, avait "produit, comme on pouvait s'y attendre, un effet très défavorable sur les impérialistes".<sup>37</sup> Les journaux québécois se firent à l'idée que la France abandonnait l'Empire.

L'Ordre qui, depuis le danger féni<sup>38</sup>an, voyait d'une autre façon la menace américaine, considérait le retrait des troupes comme un danger pour le Canada. Dans un long éditorial, daté du 7 mars, il cita le journal Le Canadien:

La Confédération canadienne destinée à former avec la Confédération du Sud et l'Empire du Mexique une ligue contre l'envahissement des Etats-Unis pouvait naître (sic) viable et devenir une puissance.

mais

le Sud est tombé, l'Empire du Mexique est une construction éphémère qui tombera lorsqu'il lui manquera l'appui de la France, bien hardi soit celui qui dirait que le salut de la Confédération canadienne est assuré. 39

Le Journal de Québec, par contre, donnait plus de chance à Maximilien. L'idée d'une guerre mettant aux prises l'Angleterre et la France contre les Etats-Unis l'obsédait, et il ne voulait pas croire que la France ne poursuivrait pas ses desseins. Le 13 mars, dans un éditorial sur la question féni<sup>39</sup>ane, il déclarait lui aussi que si les Etats-Unis laissaient les féniens attaquer, c'est parce qu'ils voulaient la guerre.

Un an près la guerre de Sécession, le Journal de Québec espérait que le Sud se révolterait:

Ces dix millions d'hommes du Sud frémissent sous les chaînes et sous la pression et n'attendent que le moment pour tenter un dernier et suprême effort...Une guerre serait un terrible fléau pour nous car nous serions probablement le principal champ de bataille où se déciderait le sort de l'Amérique du Nord, qui peut dire qu'en vue des combinaisons et des événements qu'elle pourrait faire surgir, elle ne serait pas aussi le signal du démembrement de cette République aujourd'hui si fière qui menace la liberté et l'autonomie des nations! 40

Le Journal de Québec rêvait de voir les Etats-Unis écrasés, et c'est pourquoi il voulait que la France reste au Mexique. Il n'acceptera donc pas facilement les faits. La Minerve propageait des idées semblables à celles du Journal de Québec. Elle croyait à la possibilité d'une guerre, mais sans vouloir celle-ci. Elle espérait que la politique américaine accepterait l'existence de l'Empire. En février, elle avait écrit: "Croit-on que la France et l'Angleterre consentiraient à sacrifier toutes ces entreprises dans lesquelles sont engagés leurs nationaux et cela pour le salut de la doctrine Monroe?"<sup>41</sup> Cette idée que les Etats-Unis accepteraient l'Empire était ridicule. Le 11 avril, dans un éditorial, la Minerve parla encore de cette "reconnaissance de l'Empire" et d'un "traité secret" entre la France et les Américains par lequel les Etats-Unis "se seraient engagés... à rester neutres", et la France, "à retirer ses troupes dès que l'Empire serait consolidé et l'Etat pacifié". La naïveté du journal n'avait pas de limite. Il poursuivait: "Ce traité aurait été conclu dans le commencement de l'invasion française".

Ensuite, ne tenant pas compte des faits, de toutes les nouvelles, et des discours prononcés aux Etats-Unis et en France, il décrivait un Mexique florissant, ordonné, riche, "où les finances du pays sont en très bon état et les capitalistes se disputent les emprunts". Sur ce point, il attaqua le Pays qui, le 8 avril, avait annoncé que les finances étaient en meilleur état sous Juarez que sous l'Empire.<sup>42</sup> C'est parce que "Juarez ne pouvait pas emprunter" qu'il n'avait pas de dettes, disait la Minerve. "...que le Pays nous fasse connaître à quel prix on achetait les obligations de la république mexicaine..."<sup>43</sup> . On se demande si la Minerve avait un point de vue propre, ou si elle écrivait dans le seul but d'attaquer le Pays.

De son côté, le Pays continuait à défendre Juarez, en publiant ses victoires. Il ne se prononça pas sur le retrait des troupes; il se contenta de blâmer Napoléon plutôt que la France.

Napoléon n'est pas essentiellement considéré comme la France, par les Américains, et je vous promets de voir renouveler, avec toute la solidité qu'elles doivent avoir, les relations amicales entre la France et les Etats-Unis aussitôt que Napoléon aura retiré ses troupes du Mexique et que l'Empereur de sa création les aura suivies,

déclara-t-il dans un article sur le "Mouvement annexioniste des Canadiens de New York".<sup>44</sup> En blâmant Napoléon III et non la France, le Pays rejetait la possibilité d'une guerre entre les Etats-Unis et la France. "L'alliance naturelle" de la France et des Etats-Unis contre l'Angleterre avait été compromise par Napoléon III. Mais le peuple français se chargerait

de renouveler cette alliance en s'opposant à l'Empereur.<sup>45</sup>  
 Cette idée s'opposait à celle du Journal de Québec, qui déclarait: "Le peuple français n'a pas compris l'avenir et ne s'est pas mis à la hauteur de la pensée impériale".<sup>46</sup>

Dans un article sur le mouvement fénian, le Pays expliqua encore pourquoi il ne croyait pas à la guerre:

Il est écrit au livre de ce Destin Manifeste si fréquemment invoqué par eux (les Etats-Unis) que l'Angleterre quittera le Canada et la France, le Mexique. Et cet exode est tellement certain qu'il n'est pas besoin de tirer un coup de canon pour le précipiter.

Et tout cela à cause de la "vertu et la noblesse de la République; l'institution démocratique par excellence". Les Etats-Unis le démontrent au monde entier, alors "le câble qui attache le Canada à l'Angleterre sera bientôt rompu et l'Empire de Maximilien se sera évanoui".<sup>47</sup>

Et chacun avec ses idées, les journaux du Québec attendirent patiemment au cours de l'été 1866 la suite des événements. L'été fut calme; les nouvelles du Mexique étaient rares, et généralement on se perdait en conjectures sur le sort de Maximilien. Le correspondant particulier de l'Ordre à Paris se plaignait de la dureté des Etats-Unis, qui empêchait l'Empereur autrichien d'envoyer de l'aide à son frère. "...Ce pauvre Maximilien...abandonné là-bas seul avec... sa destinée. On tremble rien qu'à penser à ce qu'elle lui réserve".<sup>48</sup>  
 "Maximilien perdrait du terrain tous les jours... et après le départ des troupes étrangères il lui restera peu d'amis au Mexique"<sup>49</sup> écrivait le Journal de Québec. "Il est probable que Maximilien abdiquera avant leur départ", souhaitait le Pays.<sup>50</sup>

De temps à autre, cependant, les journaux revinrent à la charge avec leurs illusions. Le Journal de Québec ne manqua pas l'occasion de publier un extrait d'un article de Michel Chevalier, pour rappeler qu'il espérait voir toute l'Europe s'allier contre les Etats-Unis.

Une grande raison en faveur de l'union européenne se tire de l'apparition du colosse politique qui s'est créé de l'autre côté de l'Atlantique...Caveate Cónsules! C'est de leur propre avenir qu'il s'agit. 51

Par ailleurs, le Pays parla d'un livre intitulé Le Mexique et la solidarité des nations, où l'auteur faisait état des atrocités du parti impérialiste mexicain et du "triste rôle qu'on a fait payer au drapeau français en le mettant au service d'une pareille cause".<sup>52</sup>

On parlait peu de la question militaire, mais le peu qu'on en disait était très défavorable à l'Empire. Et malgré les divisions au sein des Libéraux dont parlait le Journal de Québec<sup>53</sup>, les victoires se faisaient de plus en plus nombreuses et importantes. Matamoros était tombée en juin et, avec elle, tout le Río Grande; en outre, le 22 août, l'Ordre annonça la chute du port de Tampico, grand centre douanier. A mesure que les troupes françaises se repliaient, les Libéraux occupaient tout de suite le territoire.<sup>54</sup>

## 2.- Rumeurs d'abdication et folie de l'Impératrice.-

Le 28 août, le Journal de Québec publia une nouvelle qui allait intéresser les journaux bleus, et même l'Ordre. Charlotte était partie pour Paris; elle voulait intervenir auprès de Napoléon et du Pape pour sauver l'Empire. Qu'est-ce qui avait poussé l'Impératrice à se séparer de son mari aux

heures les plus sombres de l'Empire? C'est que Maximilien, découragé, avait voulu signer son abdication. En mai, il avait envoyé Almonte en France, pour présenter à Napoléon le projet d'un nouveau traité qui pourrait remplacer celui de Miramar. Ledit traité demandait que les troupes restent au Mexique pendant trois ans et qu'elles soient payées par la France. Inutile de dire que le gouvernement français le rejeta. Quand Maximilien connut ce refus, il s'écria:

Napoléon m'a trompé; il existe un traité formel entre lui et moi sans lequel je n'aurais jamais accepté ce trône et dans lequel il m'assurait de l'aide absolue des troupes françaises jusqu'à la fin de 1868. 55

Cette décision, la situation militaire, le manque d'argent, enfin l'état de l'Empire, l'incitèrent à abdiquer. Mais Charlotte ne voulait pas lâcher sa couronne si facilement, et elle décida d'aller en Europe défendre sa cause.

Au Mexique, le voyage fut considéré, tant par les Conservateurs que par les Libéraux, comme un prétexte pour le retour de l'Empereur en Europe. Les Juaristes chantaient: "Adiós, Mamá Carlota; Adiós mi tierno amor" (Adieu Maman Charlotte; adieu mon tendre amour)<sup>56</sup>. La pauvre femme partait sûre de pouvoir convaincre Napoléon de revenir sur ses décisions, en lui rappelant ses promesses de Miramar, surtout la clause secrète de la Convention que personne ne connaissait et qu'elle rendrait publique si Napoléon les abandonnait.

Le Journal de Québec écrivit qu'elle était allée en France "afin de tenter un dernier effort en faveur de son royal époux". Comme les entrevues avec l'Empereur étaient secrètes, il se contenta de les annoncer et de dire qu'elles avaient été

très affectueuses. Elle était venue, disait le Journal, pour régler deux questions, l'une financière et l'autre militaire.<sup>57</sup> On ne soupçonnait pas qu'elle n'était pas venue demander mais exiger l'exécution du traité de Miramar.<sup>58</sup> Quand Napoléon refusa, elle demanda, elle implora, elle pleura, dit-on, sans ne pouvoir rien changer. "Je n'ai pu rien accomplir", écrivait-elle à son époux, et elle partit pour Miramar.<sup>59</sup> Elle était obsédée par l'idée d'être constamment persécutée et épiée par Napoléon, et les premiers signes de cette obsession commencèrent à se manifester. Au mois de septembre, elle alla à Rome pour demander de l'aide au Pape. Ses crises se multipliaient, et elle se croyait empoisonnée par les Français. Elle refusa de sortir du Vatican et n'accepta de manger que la nourriture destinée au Pape. Charlotte était devenue folle.<sup>60</sup> Cette nouvelle fut largement diffusée dans les journaux québécois, sauf dans le Pays qui, sûrement, ne voulait pas soulever une polémique au sujet d'une affaire aussi triste. Le Journal de Québec considéra la maladie de l'Impératrice comme une malédiction qui "pèse sur tout ce qui rattache au Mexique".<sup>61</sup> Autant on avait rien dit de concret sur les entrevues de Charlotte avec Napoléon, autant on raconta d'une façon détaillée toutes les scènes au Vatican.<sup>62</sup> La Minerve qualifia la nouvelle d'exagérée: "On a transformé en folie une surexcitation bien naturelle quand on est passé par les épreuves qu'a subies l'Impératrice", et "un calme séjour à Miramar ramènera/à cette noble et courageuse femme toute sa santé".<sup>63</sup> Pour l'Ordre, il n'était pas question de douter de la nouvelle, mais il espérait aussi que "le calme et le repos",

ainsi que les soins médicaux, la guériraient.<sup>64</sup>

Même si le 8 novembre le Journal de Québec annonça "un espoir de la ramener à la santé"<sup>65</sup>, l'Ordre du 19 décembre déclara que son état ne faisait qu'empirer, et alla jusqu'à dire: "Mieux vaudrait peut-être la mort pour cette noble et malheureuse princesse, qu'une vie languissante et toujours troublée par ce mal cent fois pire que la mort même qui s'appelle la folie".<sup>66</sup>

En effet, comme le disait le Journal de Québec, l'Empire était au bord de la ruine.<sup>67</sup> En réalité, la France voulait se débarrasser de Maximilien. Une abdication servirait bien ce dessein, et une fois l'Empereur disparu, elle pourrait sauver une partie de ses intérêts. Donc l'évacuation se ferait comme prévu, "sans se soucier de Maximilien et sans nulle entente avec lui", comme l'avait conseillé Bazaine.<sup>68</sup> Ainsi que le dit Olivier, tout ceci équivalait à dire: "Vous couperez la tête de Maximilien en le tuant le moins possible".<sup>69</sup>

Tous savaient que la fin était proche. "La chute d'un Empire qui a coûté si cher à la France est un événement prévu qui ne peut tarder", commentait le Journal de Québec.<sup>70</sup> "Nous ignorons si Maximilien abdicuera ou tentera un dernier effort afin de sauver au moins l'honneur s'il ne sauve pas sa couronne..."<sup>71</sup> En fait, après l'échec des efforts de Charlotte auprès de Napoléon, et en apprenant la maladie de celui-ci, Maximilien avait décidé d'abdiquer. Le Journal de Québec publia un article de l'Ere Nouvelle de Mexico, racontant que l'Empereur était parti pour Orizaba "sans espoir de retour".<sup>72</sup>

(Orizaba était située sur la route qui menait au port de Vera Cruz).

Si Napoléon voulait que Maximilien abdique, c'était pour essayer autant que possible de sauver quelque chose de l'entreprise. La France pensa donc à la création d'un gouvernement républicain sans Juarez. Cette mesure calmerait les Etats-Unis et garantirait les intérêts compromis. On pensa à Ortega. Mais Juarez fut plus astucieux qu'eux: il fit arrêter et emprisonner ce dernier par les Etats-Unis.<sup>73</sup> Si ceci ne marchait pas, on mettrait l'affaire sous la protection américaine.<sup>74</sup> Et voilà ce à quoi aboutissait la "grande pensée" du règne: pour sauver la race latine du continent, on abandonnait le Mexique aux Etats-Unis! Mais on n'avait pas besoin de la France pour "placer la République sous le tutelage de Washington qui, depuis 1821, parrainait tous les présidents, dictateurs, tyrans, etc. qui protégeaient ses intérêts",<sup>75</sup> comme nous dit Fuentes Mares.

Ou, comme l'indique Olivier,

Ainsi l'expédition qui avait eu pour but de débarrasser le Mexique de Juarez...ne trouvait d'autre moyen de finir honorablement qu'en traitant avec Juarez ou l'un de ses amis. Et pour se procurer cette sauvegarde humiliante, on comptait sur le concours des Etats-Unis dont on était venu arrêter l'extension ambitieuse! 76

### 3.- Décision de Maximilien et fin de l'Intervention.-

Depuis septembre, le Pays souhaitait l'abdication; il voyait les jours de l'Empire comptés et anticipait la prise du pouvoir par un parti libéral qui, grâce à la guerre, était plus influent que jamais. Le peuple, disait-il, ne voulait pas des Conservateurs, et tous, "grands et petits",

reconnaissaient l'autorité de Juarez. "Pour la première fois depuis quarante années, la loi règne donc au Mexique, ou plutôt chacun s'incline devant celui qui par son patriotisme et son héroïque persévérance mérite si bien de représenter la nation".<sup>77</sup> Le 8 novembre, le Pays était si sûr du départ de l'Empereur qu'il écrivit avec une joie mal contenue: "Nous recevons d'intéressantes nouvelles du Mexique. La fin de l'Empire s'approche. Le pauvre Maximilien est à moitié fou, abruti qu'il est par les malheurs qui ne cessent de fondre sur lui".<sup>78</sup>

Mais à la fin de novembre, une nouvelle surprit tout le monde: Maximilien avait décidé de retourner à Mexico et de ne pas abdiquer. "Maximilien va-t-il ou ne va-t-il pas abdiquer?" s'impatientait le Pays. "Il paraît certain qu'il a repris la route de Mexico".<sup>79</sup>

Quelles étaient les raisons derrière la décision de l'Empereur? Les arguments de ses conseillers comme le Docteur Bach et surtout le Père Fisher? La lettre d'Eloin qui lui indiquait qu'il serait mal vu en Europe de rentrer en fugitif?<sup>80</sup> La lettre de sa mère -comme l'insinue Olivier- où celle-ci lui disait aussi qu'il serait mal vu en Autriche par son frère et surtout, qu'il "valait mieux s'enterrer sous les murs de Mexico plutôt que de se laisser diminuer par la politique française".<sup>81</sup>

Nul ne le sait. Le fait est, qu'en ce moment d'indécision, Miramón et Marquez se présentèrent à Orizaba. De retour d'Europe, ils mirent leurs épées à la disposition de Maximilien, tout comme le parti clérical-conservateur qui voyait dans

l'Empereur sa dernière chance de salut. C'est également à ce moment que Maximilien apprit les négociations des Français avec les Libéraux.<sup>82</sup> Il se tourna alors vers les Conservateurs: avec eux, il allait sinon sauver la couronne, du moins sauver l'honneur comme l'avait souhaité le Journal de Québec.

L'espoir s'éveilla au coeur des journaux conservateurs, mais ils savaient que Maximilien avait peu de chance. Si au moins les Etats-Unis cessaient d'aider Juarez, les cléricaux pourraient peut-être sauver la situation. Si seulement Napoléon retardait l'embarquement des troupes, il aurait au moins une chance.<sup>83</sup> La question de l'intervention américaine semblait préoccuper beaucoup la Minerve. Elle écrivit deux longs éditoriaux contre l'attitude américaine envers l'Empire et envers Napoléon. Selon elle, les Etats-Unis voulaient agrandir leur territoire. "On sait quelle peut être la signification et les résultats de ses secours donnés à Juarez".<sup>84</sup> Et le journal d'ajouter:

Les Etats-Unis ont prêché la neutralité tant que leur intérêt l'a demandé et pour cet unique motif. Maintenant que la position est retournée, maintenant qu'ils ont l'espoir de retirer leur part! Maintenant qu'ils songent au paiement promis par Juarez pour l'appui effectif qu'ils lui ont donné, ils mettent la loi de côté pour ne s'occuper que de leur intérêt. Telle a été toujours la politique des Etats-Unis. 85

Doit-on blâmer la Minerve de penser ainsi quand elle lisait dans le Pays un discours de la "Deuxième Convention des Canadiens français des Etats-Unis à New York", où l'auteur disait: "...la confédération des provinces britanniques est le dernier acte de concert pour lequel l'Espagne dans

l'Amérique du Sud, la France au Mexique et l'Angleterre au Nord s'imaginent pouvoir arrêter l'expansion territoriale et éteindre le prestige de l'Union américaine".<sup>86</sup> Pour l'Ordre, l'Angleterre était en faute, parce qu'elle avait laissé la France seule au Mexique. Mais "tout n'est pas désespéré". Maximilien veut rester pour "combattre jusqu'à la fin plutôt qu'abdiquer", après sa "réconciliation avec le parti catholique".<sup>87</sup> Le Pays, pour sa part, ne semblait pas approuver la nouvelle attitude de Maximilien. Aussi disait-il: "Les dernières nouvelles du Mexique, si elles sont vraies, font peu d'honneur au jugement de Maximilien. Il aurait en effet pris la décision de rester dans son Empire et de défendre son usurpation jusqu'à la dernière heure".<sup>88</sup> Il espérait cependant qu'il "partira à la première occasion".<sup>89</sup> Mais de tous les journaux, celui qui fut le plus heureux d'apprendre la décision de Maximilien, ce fut le Journal de Québec. Pendant un certain temps, il crut entrevoir la possibilité d'une victoire de Maximilien, une victoire aidée par le clergé! Dans son éditorial du 14 décembre, il écrivait:

Maximilien encouragé par l'appui que lui prêtent le clergé et les hommes de commerce du pays était décidé à garder sa couronne et la défendre jusqu'à la dernière extrémité. On ne peut qu'applaudir de tout coeur cette résolution courageuse qui sauvera peut-être ce malheureux pays de la ruine. Car en effet que deviendrait le Mexique si Maximilien l'abandonnait? La réponse est facile: il serait livré à l'anarchie, il perdrait son autonomie et deviendrait bientôt la proie du gouvernement américain qui le convoite depuis si longtemps. 90

Le 17, le même journal allait jusqu'à dire: "C'est la providence qui a arrangé tout pour déjouer les projets des révolutionnaires, des coupe-gorges et l'ambitieuse république

voisine". Maximilien, disait-il, avait rejeté le parti clérical-conservateur en faveur d'une politique libérale, mais ce dernier "se tenait à l'écart en attendant le moment convenable pour agir". Maintenant que la France est partie,

le clergé relégué au dernier plan...offre à Maximilien précisément ce qui lui manque: l'argent...Les événements se sont merveilleusement arrangés pour déjouer tous les ennemis de l'Empire mexicain et Maximilien reste sur le trône pour tenter un dernier et suprême effort de salut avec les ressources considérables mises à sa disposition par le clergé. 91

Ainsi se terminait la désastreuse année 1866. L'Empire subsistait, mais il était réduit à quelques villes d'où les armées françaises n'étaient pas encore parties. La France avait dû s'incliner devant les Etats-Unis et, par conséquent, perdre la face devant le monde. Au Canada, on avait considéré le tout comme une inexorable fatalité qui attirait toute l'Amérique dans l'orbite des Etats-Unis. C'est ce que croyaient la Minerve et le Journal de Québec, alors que l'Ordre le regrettait et le Pays s'en réjouissait.

Le dernier acte de l'Empire se préparait au Mexique, et les journaux allaient le suivre avec intérêt. Y avait-il une autre fin possible? Les journaux bleus l'espéraient, mais ils savaient trop bien, comme tout le monde, que la partie était perdue. Les Américains voulaient la fin de l'Empire mexicain. Ils continuaient à fournir à Juarez des munitions et de l'argent. <sup>92</sup> Si les Etats-Unis n'intervinrent pas directement, ce n'est pas parce qu'ils n'auraient pas aimé le faire; mais fatigués d'une longue guerre fratricide, ils étaient occupés à reconstruire et développer les immenses

territoires de l'Ouest. En outre, Seward espérait que sans occupation directe,

...the future of Mexico would be largely influenced by a gradual process of Americanization through slow and peaceful emigration of citizens and capital and development of transportation and trade-by economic infiltration or percolation. 93

Cette politique de Seward fut si efficace et si fructueuse que dès lors, les Etats-Unis ne cherchèrent plus, à quelques rares exceptions, à s'agrandir territorialement, préférant s'adonner à cet impérialisme économique beaucoup plus sûr et beaucoup plus rentable.

L'année commençait mal pour Maximilien. Dans son éditorial du premier de l'an, l'Ordre déclarait: "L'Empire de Maximilien tombe en décadence et il est probable qu'au printemps il deviendra la proie de l'anarchie et ensuite des Etats-Unis.<sup>94</sup> Sur le plan chronologique, l'Ordre ne se trompait pas. Le 5 janvier, Maximilien entra à Mexico où, comme l'écrivit le Journal de Québec,<sup>95</sup> il y eut des manifestations anti-françaises. En effet, les Français s'étaient tournés contre cet Empereur qui ne voulait plus suivre leurs instructions. Le Ministre de la France, Monsieur Dano, non seulement suspendit les relations avec le gouvernement, mais il voulut, avant le départ des troupes, confier la ville aux chefs libéraux Porfirio Díaz et Martínez.<sup>96</sup> Le correspondant de l'Ordre à Paris écrivit:

Nous n'avons plus qu'une pensée sur ce point (le Mexique), c'est d'en finir au plus vite. Peu nous importe que Maximilien abdique ou non, qu'il intrigue pour se maintenir au pouvoir: on ne s'occupe plus de lui. 97

Dans son discours devant les Chambres, Napoléon avait déclaré: "L'étendue de son sacrifice (de la France) m'a paru dépasser les intérêts qui nous avaient appelés de l'autre côté de l'océan"<sup>98</sup>. Ainsi, il abandonnait Maximilien, oubliant ses promesses et les traités. Et, pour comble, Bazaine, de triste mémoire au Mexique, avait, avant d'aider les impérialistes, vendu aux Libéraux les chevaux, les fusils, les munitions et même les uniformes et tout l'équipement.<sup>99</sup> Ce qui resta, il préféra le détruire plutôt que de le remettre à Maximilien. Le Journal de Québec annonça cette nouvelle le 8 mars -quoiqu'il doutait de sa véracité-, mais il la confirma le 22 du même mois.<sup>100</sup> Aucun autre journal ne publia cette action méprisante et encore moins ne la commenta.

Les Français étaient encore là quand Maximilien réunit l'Assemblée mexicaine pour lui demander de voter en faveur de l'Empire. L'Assemblée décida de continuer à défendre l'Empire, Bazaine, qui avait essayé de l'en dissuader, se fit dire: "L'erreur du Mexique était de se confier trop aux étrangers. Allez-vous-en, lui dit-on, cela ne nous fait rien. Vous avez fait très peu pour votre Souverain mais encore moins pour l'Empire et rien, absolument rien, pour votre honneur"<sup>101</sup>. Le 11 mars, Bazaine s'embarquait à Vera Cruz avec l'armée française. L'Intervention française avait pris fin. "Enfin seul", s'exclama Maximilien.<sup>102</sup>

#### 4. Chute de l'Empire et mort de Maximilien

L'Empereur réunit ses effectifs. La situation était critique; seules quatre villes restaient aux mains des impérialistes: Vera Cruz, Puebla, Querétaro et Mexico. "La fortune militaire lui avait tourné le dos", comme disait le Pays.<sup>103</sup>

Au Canada, l'évacuation modifia la teneur des éditoriaux. Les journaux pouvaient maintenant traiter la guerre, non pas comme une intervention française mais comme un choc entre Conservateurs et Libéraux. Il y avait aussi l'aspect monarchique, qui était un thème très en vogue à cause de la Confédération. A ce sujet, le Pays disait:

Au moment où grâce à l'attitude des Etats-Unis, la monarchie disparaît au Mexique, elle surgit au Canada. Il n'est pas probable que nos voisins se croisent les bras et laissent établir solidement d'un côté ce qu'ils ont renversé de l'autre. 104

Et l'Ordre de dire: "Il y a beaucoup à penser qu'ils ne la toléreront <sup>pas</sup> plus (la monarchie) quand même elle vient de l'Angleterre que celle qui avait tenté la France du côté du Mexique".<sup>105</sup>

La route de Mexico à Vera Cruz était coupée, et les journaux recevaient peu de nouvelles de Mexico. Ils croyaient encore à la possibilité d'une abdication.<sup>106</sup> En réalité, Maximilien, sur les conseils de ses généraux, se dirigeait vers Querétaro. C'était dans cette ville conservatrice que l'Empire allait jouer sa dernière carte. Le Journal de Québec publia plusieurs nouvelles, entre autres l'entrée de Maximilien à Querétaro.<sup>107</sup> Ce journal fit preuve d'un optimisme étonnant quand il déclara qu'en ce moment "Juarez se prépare à jouer sa dernière partie".<sup>108</sup> En fait, Maximilien s'enferma

dans la ville qui, le 9 mars, fut tout de suite assiégée par les Libéraux, avec des forces bien supérieures.

La presse québécoise se perdit en conjectures sur l'avenir. Deux questions se posaient: qu'allait-il arriver à Maximilien et ses généraux, et qu'allait-il arriver au Mexique? Pour le Pays, il n'y avait pas d'autre issue: l'Amérique était destinée à faire entièrement partie des Etats-Unis dont la puissance grandissait. Après tout, "cet enfant dont tout le monde rit, avait fait reculer la France"<sup>109</sup>. L'achat de la Russie américaine prouvait ce point: la possession graduelle de toute l'Amérique. La preuve: "Ils ont chassé les Français du Mexique, ils veulent chasser l'Angleterre du Nord-Ouest et du Canada...ils chasseront l'Espagne du Cuba...Le républicanisme triomphe"<sup>110</sup>. L'Ordre ne doutait pas non plus du destin de l'Amérique, mais il espérait qu'au moins le Canada y échapperait.

Les Etats-Unis ne veulent s'en tenir là. Ils sont sur le point d'agrandir encore leur territoire...aux dépens du Mexique...quand cette expansion se terminera-t-elle? Puissions-nous jamais l'apprendre à nos dépens?.<sup>111</sup>

Le Journal de Québec voyait "ce beau pays prêt à retomber dans l'anarchie"<sup>112</sup>. Tout ce désordre justifierait presque une intervention, "mais par malheur les Américains ne rétabliront l'ordre qu'en faisant perdre aux Mexicains leur autonomie"<sup>113</sup>. La "grande inspiration" de Napoléon aurait pu sortir ce pays du chaos et arrêter en même temps "l'ambition croissante des Etats-Unis". Après Maximilien, le désordre reviendra et une main de fer "tombera sur le Mexique". Ce sera celle des

Etats-Unis qui se "passant en ami de l'ordre remplira le rôle que Napoléon n'a pu achever"<sup>114</sup>. Pour la Minerve, ce sont les idées libérales qui sont à la base de la chute de l'Empire.

"Les derniers événements du Mexique", dit-elle, "mettent dans un triste jour les principes, la sincérité et l'humanité des libéraux de ce malheureux pays... Là on voit le libéralisme démocrate à l'état de nature". A l'intention du Pays et des libéraux des Etats-Unis et du Québec, la Minerve déclara avec sarcasme: "Ailleurs il (le libéralisme) est plus policé mais guère plus civilisé"<sup>115</sup>.

La chute de Querétaro le 15 mai remit en question la sécurité de Maximilien, qui préoccupait déjà les journaux. L'exécution des prisonniers français restés au Mexique pour se battre pour l'Empire, leur avait donné une idée de ce qui se préparait pour l'Empereur et les assiégés de Querétaro. Les juaristes commettaient des actes "d'une cruauté sauvage qui rappellent les plus mauvais jours du Mexique" disait l'Ordre<sup>116</sup>. Les pays européens avaient demandé aux Etats-Unis d'intercéder auprès de Juarez pour sauver la vie de Maximilien, au cas où celui-ci serait fait prisonnier. Par l'entremise de Campbell, son représentant auprès de Juarez, Seward demanda grâce pour les prisonniers de guerre. Dans un éditorial, le Journal de Québec espérait que les Etats-Unis auraient assez d'influence pour sauver l'Empereur.<sup>117</sup> Mais le 6 juin, après la prise de Querétaro, il craignait pour Maximilien qui allait peut-être "perdre la vie"<sup>118</sup>. Les pronostics n'étaient pas trop favorables. Deux lettres publiées par les journaux ne

laissaient plus d'espoir possible. L'une était de M. Romero à Washington, où ce dernier expliquait que des raisons politiques exigeaient l'exécution de Maximilien. Si Maximilien n'est pas exécuté, il portera le nom d'Empereur du Mexique et il sera toujours le point de ralliement pour les ennemis de la République, le centre de futures révoltes.<sup>119</sup> L'autre lettre provenait de Lerdo de Tejada, l'éminence grise de Juarez. Ses arguments étaient basés sur le fait que Maximilien avait choisi de rester au Mexique pour combattre et verser plus de sang mexicain, et qu'il avait signé lui-même le décret du 3 octobre stipulant que les prisonniers de guerre devaient être fusillés. Donc c'est comme criminel qu'il allait être fusillé et non pas comme prisonnier politique.<sup>120</sup> On refusait donc de faire droit à la demande de Washington de sauver la vie de Maximilien. La Minerve écrivit alors un éditorial sur le rôle des Etats-Unis comme protecteurs de Juarez. Les Américains, disait-elle, avaient été humiliés par Juarez, car celui-ci avait refusé d'épargner la vie de Maximilien. "Ce n'est pas rose le rôle de protecteur". Et elle ajouta:

Aujourd'hui ils sont punis (les Etats-Unis) par où ils ont péché...C'est une loi qui n'a pas d'exception. Les folies criminelles de leurs enfants gâtés sont plus que suffisantes pour leur faire regretter leur sympathie et leur tolérance. Leur haine les aura servis et maintenant ils rallient les bénéfiques à leur aveuglement. 121

Le Pays ne voyait pas ces lettres comme un refus, mais plutôt comme une explication du droit qu'avaient les Libéraux de punir Maximilien. Après la lettre de Seward -disait-il- "Juarez qui pour être un libéral n'a pas moins d'humanité,

promit aussitôt d'épargner la vie de l'Archiduc et prit des mesures en conséquence". Dans ce même éditorial, le Pays répondait à celui de la Minerve du 23 mai où elle doutait des principes, de la sincérité et de l'humanité des Libéraux. Le Pays disait: "Il est vrai qu'il y a déjà assez longtemps Escudero a exercé de terribles représailles contre les Libéraux. Pourquoi par un acte isolé aussi rare que cruel jeter la pierre à tous les libéralistes?" De plus, le Pays estimait que quand les impérialistes fusillaient des Libéraux, obéissant à un "décret barbare", ils n'étaient pas à blâmer. "...Tout est permis au représentant du droit divin, et le sacre des rois est un baptême qui efface toutes les taches de sang".<sup>122</sup>

Les nouvelles au sujet de Maximilien provenaient surtout du Courrier des Etats-Unis. En fait, ce dernier n'en savait pas beaucoup plus long sur les événements. Le 10 juin, il déclara: "Tout espoir n'est pas encore perdu".<sup>123</sup> Le 11, le Journal de Québec, se basant sur les nouvelles venues de la Nouvelle-Orléans, disait: "Il n'y a plus d'espoir sur le sort de Maximilien".<sup>124</sup> Mais le Courrier des Etats-Unis, toujours optimiste, publiant la deuxième lettre de Seward à Juarez, donnait "raison d'espérer qu'il serait gracié".<sup>125</sup>

En réalité, Maximilien avait été fusillé le 19 juin avec ses deux généraux, Miramón et Mejía. Plusieurs requêtes avaient été faites pour le sauver. A part celles du Département d'Etat américain, il faut au moins signaler l'intervention de la princesse de Salm Salm, femme du Prince de Salm Salm, officier

de l'armée de Maximilien, qui s'offrit à Escovedo en échange de la liberté du prisonnier. Selon Faucher de Saint-Maurice, qui avait connu le couple au Mexique, cette brave princesse était canadienne-française et fille du colonel  
 126  
 Leclerc.

La mort de Maximilien suscita de nombreux éditoriaux d'un grand intérêt dans la presse québécoise. Ces éditoriaux résument l'attitude que chaque journal adopta à propos de l'Intervention, de l'Empire et de la guerre civile, et ils reflètent ainsi leurs idéologies politiques. Le 3 juillet, l'Ordre écrivait: "L'humanité tout entière frémira sans doute d'indignation à la nouvelle que les brigands du Mexique, non contents de tenir leur patrie dans un perpétuel état de barbarie, ont couronné leur oeuvre d'infamie en se faisant régicide". Le journal reproduit alors les dépêches des journaux américains donnant la nouvelle. L'Ordre était, comme toujours, pris entre son libéralisme et son catholicisme. Il ne participa donc pas à la polémique sur la mort de Maximilien, et se contenta de reproduire de nombreux articles -surtout du Courrier des Etats-Unis et du Mémorial Diplomatique- sur les détails de l'exécution et la suite des événements. Cependant, il finit son éditorial du 3 juillet en blâmant indirectement les Etats-Unis de l'incident.

Au nom de la civilisation tous les peuples qui ne sont pas encore plongés dans les ténèbres de la barbarie ne manqueront pas de protester contre cet odieux attentat et ceux qui, par leur influence et leurs relations amicales avec les bandits, ayant pu empêcher ce forfait ne sont pas intervenus quand ils le pouvaient, ils partageront devant l'histoire la terrible responsabilité. 127

Le Journal de Québec qui, depuis la chute de Maximilien, voyait le Mexique retourner à "l'anarchie en permanence" et ainsi "préparer l'intervention américaine" <sup>128</sup>, accusait avant tout Juarez:

Maximilien est tombé sous les balles des bandits mexicains. Si Juarez et ses amis n'étaient descendus depuis longtemps au dernier degré de l'estime publique, le crime épouvantable dont il vient de souiller l'histoire du Mexique forcerait tous les honnêtes gens à la mettre au ban de la civilisation...Jamais meurtre ne fut commis avec plus de sang-froid dans des circonstances qui en augmentent plus l'horreur et l'odieux, il nous donne la juste mesure de la scélératesse des monstres entre les mains desquels se trouve la destinée du Mexique.

Il accusait ensuite les Etats-Unis de n'avoir pas su arrêter la main de Juarez, et allait jusqu'à se demander s'ils ne l'avaient pas fait exprès. "Cette affaire est enveloppée de mystère, de ténèbres que l'on devra dissiper pour justifier l'action du gouvernement américain". <sup>129</sup>

Dans un éditorial, la Minerve alla droit contre ceux qu'elle croyait les coupables: les Libéraux.

L'exécution de Maximilien par les Libéraux du Mexique, est un échec pour la politique américaine; c'est aussi un événement rempli d'enseignements pour toutes les nations qui se trouvent en rapport avec les Etats-Unis...Cruauté, lâcheté, barbarie, voilà les qualités qui forment le fond de leur caractère, et ce sont les traits que leur donnera l'histoire...Il y a un grand nombre d'hommes politiques qui s'appellent du titre de libéraux, pour mieux pallier leurs trahisons et leurs lâchetés. Si tous les lâches étaient mis en dehors du parti libéral, dans tous les pays, ses rangs seraient beaucoup éclaircis.

Elle n'accusa pas les Etats-Unis d'être de connivence avec Juarez, comme le laissait sous-entendre le Journal de Québec, mais elle les blâma de ne pas avoir eu assez

d'influence sur Juarez pour empêcher l'exécution. Quelle va être la réaction des Etats-Unis envers le Mexique -se demande la Minerve- maintenant que ce dernier a affirmé "publiquement sa "puissance" et sa "force". Logiquement les Etats-Unis devraient le "prendre en tutelle", poursuit-elle, "mais alors, ils reprendraient le rôle de la France, et tous les arguments contre l'intervention française se réduiraient à une question d'ambition nationale".<sup>130</sup> Dans un éditorial du 10 juillet, elle **continuait**:

L'humanité se voile la face à la vue d'un crime aussi révoltant et la société tout entière sent le besoin de se protéger davantage contre le principe d'une école dont les excès les plus dégradants sont l'expulsion la plus naturelle. 131

De son côté, le Pays écrivit un éditorial qui surprit tout le monde. Il excusait Juarez de l'exécution de Maximilien.

La plus importante nouvelle étrangère que nous ayons reçue depuis plusieurs mois est celle de l'exécution de l'archiduc Maximilien, à Querétaro, le 19 juin. Nous ne cherchons nullement à justifier cet acte: un adversaire de la peine de mort ne le peut en nulle circonstance. Mais nous l'excuserons jusqu'à un certain point. 132

Le Journal de Québec, révolté par cet écrit digne d'un rougisme des plus radicaux, écrivit deux jours plus tard:

Tous les journaux du Canada se sont élevés contre ce forfait, le Pays seul a le triste courage d'excuser Juarez. Nous donnerons dans notre prochain numéro le plaidoyer du Pays. 133

Dans sa réponse, le Journal de Québec attaqua violemment le Pays.

Il n'y a eu qu'une voix dans la presse pour livrer, au mépris de l'opinion, le meurtre commis dont le Mexique a à rougir aujourd'hui.

Le Pays, fidèle à son système de dénigrement et de calomnie, a presque seul fait exception à la règle. Depuis que le journal des sans-culottes s'est constitué envers et contre tous, à tort et à travers, l'avocat de la démocratie, il lui arrive de défendre maintes et maintes oeuvres, dont la meilleure défense serait de n'en faire aucune, et que l'on aurait tout l'intérêt du monde à cacher...

D'ailleurs le Pays fait cause commune avec tous les membres de l'engance démocratique dont les actes sont toujours en désaccord complet avec les principes. N'ont-ils pas toujours à la bouche les grands mots de liberté, d'humanité, et d'horreur du sang répandu, des gibets monarchiques.

Mais, voyez-les à l'oeuvre, depuis le grand Robespierre qui demandait l'abolition de la peine de mort, jusqu'à Juarez; et vous les trouverez oppresseurs, sanguinaires, excusant tous les crimes, et en tout et partout faux antipodes de leurs belles théories humanitaires et sociales.

Le jour suivant, la Minerve n'en fit pas moins dans son éditorial:

On doit être fier de soi quand on se sent le courage de dire qu'un prince de sang royal, qu'un dépositaire sacré de l'autorité, n'est rien à nos yeux et que l'on ne peut approuver l'assassinat d'un monarque que parce qu'on a déjà parlé contre la peine de mort. La gravité du crime, l'atroce barbarie d'un tel procédé ne doit pas émouvoir un bon démocrate. Le démocrate est meilleur enfant que cela; il ouvre les bras à toutes les licences, pourvu que ce soit au nom du peuple. Au nom de l'autorité et de la loi, il n'en est pas ainsi. Les rois, les législateurs, tous ceux qui sont chargés de faire régner la justice et l'équité n'ont qu'à se bien tenir.

A cause de leur intérêt, les éditoriaux du Journal de Québec et de la Minerve sont reproduits au complet dans les annexes 1 et 2.

Le 25 juillet, la Minerve attaqua de nouveau le Pays, citant le journal le plus ultramontain, l'Univers de Louis Veuillot.

Voici un billet de recommandation pour le Pays qui s'est efforcé d'excuser Juarez de l'horrible assassinat de Maximilien:

Les bas régicides qui ont frappé Maximilien sont sortis de l'arsenal révolutionnaire. Ceux qui appuyaient Juarez au Mexique sont les mêmes qui soutenaient Cavour et Garibaldi en Italie, Prim, en Espagne, les Fénians aux Etats-Unis et en Angleterre, Bismark en Allemagne; et on a bien vu par leur langue, dans la presse révolutionnaire, qu'ils n'étaient point désintéressés dans un nouvel attentat.

Juarez avait pour lui des doctrines, des partisans et des complices en Europe, sans quoi il n'eut point osé commettre ce crime à la face du monde civilisé au lendemain de notre expédition au Mexique. Beau-coup de ceux qui s'indignent aujourd'hui contre cette sanglante catastrophe y ont participé de loin. 136

L'Ordre qui, comme on l'a vu, ne voulait pas se mêler à la discussion, ne parla pas de l'éditorial du Pays. Ce dernier promit, le 11 juillet, de répondre au Journal de Québec.

L'honnête rédacteur du Journal de Québec, si bien culotté qu'il arrivera à son tour aux bas de soie de M. Cartier, voudra bien ne pas perdre patience, si nous ne tenons pas compte pour quelque temps de sa tirade à propos de feu l'Empereur Maximilien. Nous sommes si occupés à surveiller la clique d'honnêtes gens au milieu desquels brille notre confrère, que nous négligeons un peu le Mexique pour le moment. Quelques jours de répit, Sire Cauchon en herbe. 137

Ses lecteurs durent attendre avec impatience sa réponse et, quoique le 16, il écrivait:

Les journaux qui, comme le Courrier de Saint-Hyacinthe et le Pionnier de Sherbrooke affirment que le Pays approuve l'exécution de Maximilien, savent qu'ils mentent, et nous les déclarons rédigés par des misérables s'ils ne se rétractent le plus tôt possible 138,

il ne réfuta jamais l'éditorial du Journal de Québec.

Il se contentera de publier un article du Messenger Franco-Américain qui écrivait:

Nous comprenons qu'on le (Juarez) blâme, mais ce que nous ne comprenons pas, c'est que des journaux sérieux osent dire que la république est à jamais déshonorée par l'exécution de Maximilien.

Nous prions ces journaux de vouloir bien nous dire si le bonapartisme est à jamais déshonoré par la mort du duc d'Enghien, fusillé la nuit dans les fossés de Vincennes, et si les Bourbons sont à jamais déshonorés par la mort de Murat, fusillé au Pizzo comme un aventurier et un malfaiteur. 139

On peut donc se demander jusqu'à quel point le Pays ne se repentit point quelque peu de l'éditorial du 4 juillet. En effet, vers le 13, il semblait déjà avoir changé d'idée quand il déclara, après avoir publié la lettre de Victor Hugo à Juarez lui demandant d'épargner la vie de Maximilien: "Combien ne faut-il pas regretter que l'événement ait dément<sup>140</sup> les prévisions du poète".

Malgré la mort de Maximilien, les journaux continuèrent à s'intéresser au Mexique. Jusqu'au mois de novembre quand Juarez fut réélu président, les journaux publièrent des articles sur le défunt Empire et sur la République restaurée. Entre le Pays et l'Ordre, une sorte de lutte s'engagera.<sup>141</sup> Quand le premier publiera une biographie de Juarez,<sup>142</sup> l'Ordre répondra avec une de Maximilien. Quand le Pays publiera un article sur Madame Juarez et son voyage de retour au Mexi-<sup>143</sup> que, l'Ordre parlera de la pauvre Charlotte, folle dans son château de Miramar.<sup>144</sup> Mais aucun des deux journaux libéraux n'écrira encore des éditoriaux sur la question mexicaine.

Pour leur part, les journaux bleus reproduiront aussi des articles sur la prise de Mexico, la reprise du pouvoir par Juarez, et enfin l'élection de ce dernier. Mais ils auront ce que l'on peut appeler le dernier mot, avec quelques éditoriaux où ils exposeront pour la dernière fois leur opinion sur l'affaire mexicaine.

Tout en admettant que le Mexique, à cause de son "incapacité gouvernementale", n'avait pas d'autre recours que de "faire partie d'une union américaine",<sup>145</sup> le Journal de Québec, dans son dernier éditorial sur l'Empire mexicain, parlera encore une fois de son ancien rêve: une guerre des deux monarchies américaines unies contre les Yankees. La "grande pensée" de Napoléon était de "poser une barrière aux empiètements d'un voisin...cette idée aurait dû attirer les sympathies des...autres nations et surtout de l'Angleterre". Mais Napoléon commit une erreur, celle de ne pas reconnaître le Sud, et l'Angleterre, celle de ne pas coopérer avec Napoléon. Alors, devant "l'attitude menaçante des Etats-Unis", la France dut céder.

"La chute de Maximilien n'était plus qu'une affaire de temps". Et le Journal de Québec termina en disant:

Il serait inutile de discuter plus longtemps ce triste sujet, attendons. Le temps qui fait disparaître les préventions et affaiblit les haines, se chargera de désigner au mépris du monde les véritables auteurs de la mort de Maximilien et rendre à chacun sa part de mérite ou de blâme. 146

Pour sa part, la Minerve qui s'opposait surtout à l'aspect libéral de l'affaire, attendra jusqu'à l'élection de Juarez pour dire son dernier mot:

Le gouvernement du Mexique est le parfait modèle des gouvernements fondés sur la souveraineté du peuple. Que peut être en effet la souveraineté du peuple, sinon la volonté du peuple, agissant à tout propos sur les affaires du gouvernement. Ce principe n'admet pas de règle, et lui en imposer une, c'est l'anéantir. On ne peut pas donner à un peuple des leçons de liberté et d'obéissance tout à la fois: le peuple ne comprend pas qu'il doive être libre et sujet simultanément; il est l'un ou l'autre; aussi tous les gouvernements fondés sur la souveraineté du peuple finissent-ils par la souveraineté d'un seul homme étant encore préférable à l'absence de tout gouvernement. 147

Comme Juarez, dit-elle, n'a pas de rival. (s'il en a, ils ne sont pas assez connus ou ils sont en prison comme Ortega), il faut s'attendre à ce qu'il soit élu.

Au Mexique, il n'y avait plus d'Empereur. L'Intervention et l'Empire faisaient partie de l'histoire, mais les idées qui provoquèrent ces divergences d'opinion dans les journaux du Québec subsistèrent longtemps, car elles reflétaient les idéologies qui, à cette époque, s'affrontaient partout dans le monde.

NOTES QUATRIEME CHAPITRELES JOURNAUX CANADIENS-FRANCAIS ET LA CHUTE DE L'EMPIRE

1. La Minerve, 2 janvier 1866.
2. L'Ordre, 3 janvier 1866.
3. Le Pays, 16 janvier 1866.
4. Le Journal de Québec, 8 janvier 1866.
5. La Minerve, 3 août 1865 et le Journal de Québec, 3 août 1865.
6. José Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 131 et 132.
7. L'Ordre, 8 janvier 1866.
8. M. Cuevas, op. cit., p. 963.
9. L'Ordre, 26 janvier 1866.
10. La Minerve, 20 janvier 1866.
11. L'Ordre, 25 janvier 1966.
12. La Minerve, 12 janvier 1866.
13. Ibid, 25 janvier 1866.
14. L'Ordre, 19 janvier 1866.
15. Le Journal de Québec, 3 février 1866.
16. Ibid, 22 janvier 1866.
17. Ibid, 8 février 1866.
18. La Minerve, 5 février 1866.
19. Ibid, 5 février 1866.
20. José Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 136 et F.E. Lally, op. cit., p. 113 et 114.
21. F. E. Lally, op. cit., p. 115.
22. José Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 137 et 138 et F.E. Lally, op. cit., p. 113-116.
23. F.E. Lally, op. cit., p. 116.

24. Ibid, p. 116.
25. Ibid, p. 117.
26. Marwin Goldwert, op. cit., p. 38
27. La Minerve, 2 février 1866.
28. Le Journal de Québec, 12 février 1866.
29. Ibid, 13 février 1866.
30. L'Ordre, 16 février 1866.
31. Le Journal de Québec, 20 février 1866.
32. L'Ordre, 26 février 1866.
33. Le Journal de Québec, 2 mars 1866.
34. Le Pays, 17 février 1866.
35. E. Ollivier, op. cit., p. 269 à 272.
36. José Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 155 et 156.
37. Le Pays, 25 mai 1866.
38. M. Wade, op. cit., p. 278.
39. L'Ordre, 7 mars 1866.
40. Le Journal de Québec, 13 mars 1866.
41. La Minerve, 5 février 1866.
42. Le Pays, 10 avril 1866.
43. La Minerve, 11 avril 1866.
44. Le Pays, 24 avril 1866.
45. Ibid, 24 avril 1866.
46. Le Journal de Québec, 23 juillet 1866.
47. Le Pays, 28 février 1866.
48. L'Ordre, 4 juin 1866.
49. Le Journal de Québec, 26 juin 1866.
50. Le Pays, 26 mai 1866.

51. Le Journal de Québec, 23 juillet 1866.
52. Le Pays, 25 août 1866.
53. Le Journal de Québec, 16 août 1866.
54. L'Ordre, 22 août 1866.
55. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 170.
56. Ibid, p. 177.
57. Le Journal de Québec, 28 août et 11 et 13 septembre 1866.
58. F.E. Lally, op. cit., p. 125.
59. Egon Cesar Comte Corti, Maximilien et Charlotte du Mexique, 2 volumes, Paris, Plon, 1927, p. 196.
60. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 184 et 187, voir aussi Corti, op. cit., p. 197 à 228.
61. Le Journal de Québec, 25 octobre 1866.
62. Ibid, 25 et 30 octobre 1866.
63. La Minerve, 23 octobre 1866.
64. L'Ordre, 23 octobre 1866.
65. Le Journal de Québec, 28 novembre 1866.
66. L'Ordre, 19 décembre 1866.
67. Le Journal de Québec, 28 août 1866.
68. E. Ollivier, op. cit., p. 267.
69. Ibid, p. 264.
70. Le Journal de Québec, 28 août 1866.
71. Ibid, 2 novembre 1866.
72. Ibid, 21 novembre 1866.
73. E. Ollivier, op. cit., p. 295.
74. Alphonse Dano, au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 29 octobre 1866, dans Lilia Diaz, op. cit., p. 409 à 413.

75. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 199.
76. E. Ollivier, op. cit., p. 295.
77. Le Pays, 8 septembre 1866.
78. Ibid, 10 novembre 1866.
79. Ibid, 24 novembre 1866.
80. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 201.
81. E. Ollivier, op. cit., p. 301.
82. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 203.
83. La Minerve, 21 novembre 1866.
84. Ibid, 11 décembre 1866.
85. Ibid, 26 décembre 1866.
86. Le Pays, 15 décembre 1866.
87. L'Ordre, 17 et 19 décembre 1866.
88. Le Pays, 15 décembre 1866.
89. Ibid, 26 décembre 1866.
90. Le Journal de Québec, 14 décembre 1866.
91. Ibid, 17 décembre 1866.
92. J. Vasconcellos, op. cit., p. 1602 et 1603.
93. J. M. Callahan, op. cit., p. 331.
94. L'Ordre, 3 janvier 1867.
95. Le Journal de Québec, 18 janvier 1867.
96. A. Dano, au Ministère des Affaires Etrangères, Mexico, 9 janvier 1867, dans Lilia Diaz, op. cit., volume 4, p. 460 à 462.
97. L'Ordre, 18 janvier 1867.
98. Ibid, 13 mars 1867.
99. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 210 et E. Ollivier, op. cit., p. 310

100. Le Journal de Québec, 8 mars 1867.
101. J. Fuentes Mares, Juarez y el Imperio, op. cit., p. 216.
102. Ibid, p. 219.
103. Le Pays, 4 avril 1867.
104. Ibid, 28 février 1867.
105. L'Ordre, 24 mars 1867.
106. Le Journal de Québec, 18 mars 1867.
107. Ibid, 26 mars 1867.
108. Ibid, 25 février 1867.
109. Le Pays, 6 avril 1867.
110. Ibid, 9 avril 1867.
111. L'Ordre, 15 avril 1867.
112. Le Journal de Québec, 20 avril 1967.
113. Ibid, 26 avril 1867.
114. Ibid, 6 juin 1867.
115. La Minerve, 23 mai 1867.
116. L'Ordre, 20 mai 1867.
117. Le Journal de Québec, 20 avril 1867.
118. Ibid, 6 juin 1867.
119. Ibid, 7 juin 1867.
120. L'Ordre, 7 juin 1867.
121. La Minerve, 6 juin 1867.
122. Le Pays, 25 mai 1867.
123. Le Journal de Québec, 10 juin 1867.
124. Ibid, 11 juin 1867.
125. Ibid, 25 juin 1867.

126. F. de Saint-Maurice, Notes pour... op. cit., p. 143.
127. L'Ordre, 3 juillet 1867.
128. Le Journal de Québec, 21 juin 1867.
129. Ibid, 4 juillet 1867.
130. La Minerve, 5 juillet 1867.
131. Ibid, 10 juillet 1867.
132. Le Pays, 4 juillet 1867.
133. Le Journal de Québec, 6 juillet 1867.
134. Ibid, 8 juillet 1867.
135. La Minerve, 9 juillet 1867.
136. Ibid, 25 juillet 1867.
137. Le Pays, 11 juillet 1867.
138. Ibid, 16 juillet 1867.
139. Ibid, 25 juillet 1867.
140. Ibid, 13 juillet 1867.
141. Ibid, 1er août 1867.
142. L'Ordre, 26 août 1867.
143. Le Pays, 8 août 1867.
144. L'Ordre, 4 septembre et 16 octobre 1867.
145. Le Journal de Québec, 11 juillet 1867.
146. Ibid, 26 juillet 1867.
147. La Minerve, 1er octobre 1867.

## CONCLUSION

L'intervention française souleva une polémique dans les journaux canadiens-français, et nous avons voulu exposer les différentes opinions des journaux choisis, à savoir la Minerve, le Journal de Québec, l'Ordre et le Pays. Nous avons analysé ces opinions pour voir jusqu'à quel point elles correspondaient aux grandes lignes de leurs positions idéologiques respectives.

Pour arriver à ce but, nous avons étudié toutes les nouvelles publiées sur la question, qui consistaient surtout en des articles reproduits d'autres journaux, et en des éditoriaux et commentaires. Il y avait également des dépêches télégraphiques, mais elles ne présentent pas beaucoup d'intérêt pour notre étude car elles ne donnent aucune indication sur les tendances politiques des journaux de l'époque.

Les conclusions les plus importantes tirées de cette étude sont les suivantes:

1<sup>o</sup>.- Les journaux québécois choisissaient généralement des journaux étrangers qui reflétaient leur propre idéologie.

2<sup>o</sup>.- Dans les éditoriaux et les commentaires, la polémique à propos de l'Intervention et de l'Empire ne devint vraiment importante qu'en 1865, c'est-à-dire au moment où une possible agression américaine au Mexique et au Canada amena les journaux québécois à associer l'affaire mexicaine à la Confédération.

3<sup>o</sup>.- L'analyse des articles reproduits et des éditoriaux et commentaires révèle les tendances politiques des journaux.

10.- CHOIX DES JOURNAUX.-

En lisant les journaux du Québec, on constate tout d'abord qu'un grand nombre d'articles étaient reproduits de la presse étrangère. En analysant ces sources, on se rend compte également que les journaux québécois les choisissaient selon leur propre position idéologique. A ce sujet, Pierre-Louis Lapointe, dans l'excellente étude qu'il a faite de ces imprimés, nous dit: "Les critères qui président au choix des journaux étrangers sont multiples mais l'on choisit de préférence ceux qui sont d'une idéologie apparentée à la leur (sic)".<sup>1</sup>

Les périodiques étrangers que les journaux québécois utilisaient pour traiter de l'Intervention, étaient surtout les journaux francophones d'origine française, américaine, belge et mexicaine.<sup>2</sup> Venaient ensuite les journaux américains et canadiens-anglais, ainsi que d'autres journaux étrangers publiés au Mexique, en Espagne, à Cuba, en Autriche, etc.

Le Journal de Québec suit avant tout la pensée des journaux impérialistes français, comme le Moniteur Universel, la Patrie et le Constitutionnel. Il s'inspirera aussi de journaux conservateurs comme le Courrier des Etats-Unis et l'Emancipation Belge, ainsi que du Mémorial Diplomatique (pro-autrichien) et même du Monde (ultramontain). La Minerve va se placer, par son choix de sources, politiquement parlant, à droite du Journal de Québec. Ainsi non seulement elle choisira des journaux impérialistes comme la Patrie et

l'International, mais elle utilisera beaucoup aussi le Monde et l'Univers (ultramontains), ainsi que le Courrier des Etats-Unis (conservateur).

L'Ordre, d'après la sélection de ses journaux, avait des idées libérales modérées, car il utilisera le Journal des Débats (orléaniste) et le Mémorial Diplomatique (journal pro-autrichien, qui aura tendance à appuyer le point de vue de Maximilien plutôt que celui de Napoléon). Toutefois, il se servira aussi de journaux impérialistes comme le Constitutionnel et le Moniteur Universel, ainsi que du populaire Courrier des Etats-Unis.

Pour sa part, le Pays démontrera clairement ses tendances libérales et démocratiques en choisissant le Siècle et le Temps (libéraux), ainsi que la Presse et l'Opinion Nationale (progressistes). Cependant, au fur et à mesure que se développera la crise entre les Etats-Unis et la France au sujet du retrait des troupes françaises au Mexique, le Pays préférera choisir ses articles dans le Messager Franco-Américain (démocratique), parce que celui-ci partage son idéologie radicale et appuie davantage la politique américaine.

## 29.- ANALYSE QUANTITATIVE DES EDITORIAUX ET COMMENTAIRES.

Les journaux exprimaient également leur opinion dans des éditoriaux et des commentaires sur les articles reproduits des journaux étrangers. En comparaison des articles copiés, ces éditoriaux étaient peu nombreux, mais beaucoup plus importants, car ils nous donnent le véritable point de vue des journaux.

Le tableau suivant nous renseigne sur la fréquence de ces éditoriaux.

<u>NOMBRE D'EDITORIAUX</u>					
<u>Année</u>	<u>Journal de Québec</u>	<u>Minerve</u>	<u>Ordre</u>	<u>Pays</u>	
1861	-	1	-	1	
1862	2	4	1	4	
1863	-	3	1	1	
1864	4	2	1	2	
1865	15	2	7	4	
1866	15	15	12	9	
1867	20	19	6	9	

En examinant ce tableau, on remarque tout de suite que jusqu'en 1865, l'Intervention n'était pas vraiment un sujet de polémique pour les journaux. Cependant, en 1865 et, plus particulièrement, après la fin de la guerre de Sécession, la discussion s'anima. En effet, c'est à partir de ce moment-là qu'ils commenceront à envisager l'Empire mexicain dans le contexte des débats sur la Confédération canadienne. Les nombreux éditoriaux de l'année 1867 seront surtout consacrés à la chute de l'Empire et à l'exécution de Maximilien.

### 30.- ANALYSE DE LA QUESTION.-

En étudiant la question de l'Intervention et de l'Empire dans les journaux québécois, nous avons constaté que ceux-ci ont réagi suivant leur propre position idéologique, même lorsqu'ils durent faire face à un dilemme, c'est-à-dire choisir entre leurs tendances politiques et leurs sympathies pour la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, etc. En effet, ils furent toujours fidèles à leur idéologie, sauf dans le cas de la question religieuse où ils préférèrent s'abstenir de

commentaires.

A.- DILEMME DES JOURNAUX.-

1.- La France et l'Intervention.- Pour les journaux du Québec, la France est en même temps la Mère-Patrie et une puissance interventionniste qui attaque un pays indépendant et libéral pour y fonder une monarchie. Donc, si pour des journaux conservateurs, comme la Minerve et le Journal de Québec, ces deux positions sont acceptables, pour le Pays, elles sont diamétralement opposées, et ce dernier optera pour le libéralisme. Pour l'Ordre, qui voudra concilier les deux, elles représenteront un problème.

2.- La question religieuse.- Au Québec la question religieuse a toujours joué un rôle primordial dans les luttes idéologiques des journaux. Au début, la question religieuse du Mexique leur semble assez claire: Juarez est l'ennemi absolu de l'Eglise, et la France, avec Maximilien, empêchera que cette Eglise soit anéantie par les Libéraux. Mais quand Maximilien, appuyé par la politique française, devient le prince aux idées libérales, la question religieuse sera cause d'embarras pour les journaux conservateurs et libéraux du Québec. Les Conservateurs cesseront de s'y intéresser car ils auraient à choisir entre, d'une part, Maximilien et la politique française et, d'autre part, les conservateurs-cléricaux mexicains, appuyés par Rome. Le choix est trop difficile pour la Minerve, le Journal de Québec et même pour l'Ordre (catholique): plutôt que de se prononcer, ils préfèrent ignorer la question. Le Pays a le même problème, mais de crainte qu'une

attaque contre le cléricalisme ne soit interprétée comme un appui à la politique française et à Maximilien, il préfère aussi oublier la question.

3.- La France et les Etats-Unis.- Le conflit diplomatique entre la France et les Etats-Unis obligea les journaux du Québec à choisir entre leurs intérêts, ceux de la France, et ceux du Mexique. Ainsi, quand la France décide de retirer ses troupes, après les pressions diplomatiques exercées par les Etats-Unis, les journaux conservateurs devront soit appuyer la retraite des troupes, acceptant ainsi la victoire diplomatique américaine, soit désapprouver cette retraite et, par ce fait, attaquer la politique américaine d'expansion dans le Continent.

Le Journal de Québec optera pour cette dernière solution. Il justifiera sa position en expliquant que l'échec diplomatique subi par la France était dû à l'ambition américaine et à la politique anglaise (l'Angleterre avait abandonné la France au moment de l'Intervention et avait refusé de reconnaître le Sud pendant la guerre civile américaine). Selon lui, si l'Angleterre avait appuyé l'Empire mexicain et reconnu le Sud, la France et l'Angleterre auraient pu, ensemble, réduire la puissance américaine et, du même coup, délivrer le Canada (l'Amérique Britannique du Nord) de la pression des Etats-Unis.

La position de la Minerve est très semblable, quoique, pour elle, le coupable n'est pas l'Angleterre mais les Libéraux du monde entier qui ont forcé la France à céder aux

Etats-Unis (opposition à l'Assemblée française qui a enflammé l'opinion publique), qui ont appuyé Juarez (pression dans le Sénat américain), et qui ont forcé l'Espagne et l'Angleterre à se retirer de l'Intervention (Prim et Wyke).

L'Ordre, toujours pris entre sa position de journal catholique, pro-français, et son libéralisme modéré, ne se prononcera pas trop contre les Etats-Unis jusqu'en 1866, alors que, après les invasions fénianes, il acceptera l'idée de la Confédération au Canada. A ce moment-là, il verra la politique américaine comme une conspiration contre le Canada et le Mexique, et il défendra l'Empire mexicain parce qu'il fait échec aux idées expansionnistes des Etats-Unis. Avant 1866, l'Ordre ne croyait pas que les Américains convoitaient le Mexique et le Canada, bien qu'il aurait aimé voir les Etats-Unis reconnaître Maximilien.

Le Pays, pour sa part, ne faisait pas face à un tel dilemme. Tout d'abord, il ne croyait pas à l'agression américaine et il attribuait la politique française non pas à la France mais à Napoléon III. Il va donc appuyer l'aide américaine ainsi que le retrait des troupes françaises. Il concilia alors son amour pour la France et la politique anti-française des Etats-Unis, en disant que ces derniers ne s'attaquaient pas au peuple français, qui était au fond libéral-démocrate, mais à la politique impériale monarchique et anti-libérale de Napoléon III.

## B.- REACTION DES JOURNAUX.-

Dans ces éditoriaux, ces commentaires et ces articles copiés d'autres journaux, les journaux québécois vont se prononcer sur l'affaire mexicaine, généralement en fonction de leur propre idéologie. Leur position, difficile à saisir parfois, à cause de la complexité de l'affaire mexicaine, deviendra plus claire au cours de certaines périodes de crise où ils nous fourniront plus d'éléments nous permettant d'arriver à des conclusions valables. Ces périodes sont les suivantes: a) période de la Convention de Londres et de l'Intervention; b) période de la création de l'Empire; c) période de l'affrontement franco-américain et d) période de la chute de l'Empire.

### 1.-PERIODE DE LA CONVENTION DE LONDRES ET DE L'INTERVENTION.

A la nouvelle de l'Intervention, tous les journaux québécois crurent qu'il s'agissait d'une manoeuvre de l'Espagne pour reconquérir le Mexique. Toutefois, chacun réagit selon ses penchants politiques. Les journaux conservateurs (le Journal de Québec et la Minerve) vont appuyer la supposée intention espagnole qui avait pour prétexte de mettre fin à l'anarchie au Mexique; d'après eux, elle (l'Espagne) avait tous les droits de le faire.

L'Ordre démontre déjà l'ambiguïté de sa position: il va publier un extrait du Journal des Débats, farouchement anti-espagnol, mais dans un commentaire à la fin de l'article, il déclarera qu'il espère que "l'Espagne réussisse" surtout pour gêner l'Angleterre qui fut la cause de la chute des empires espagnol et français en Amérique.

Le Pays réagira comme tout bon libéral: l'Espagne est le symbole de la réaction, du fanatisme religieux, donc "si nous étions les irréconciliables ennemis du Mexique, nous ne pourrions pas lui souhaiter de plus grand malheur que de retomber sous le joug présent et abhorré de l'Espagne..." Mais "la coopération de la France et de l'Angleterre est une espèce de garantie qui laisse porte ouverte au triomphe des idées libérales". On comprend la déception de ce journal quand la France reste seule pour combattre Juarez et établir une monarchie.<sup>3</sup>

L'idée d'intervention était donc approuvée par le Journal de Québec, la Minerve et l'Ordre; le Pays, pour sa part, semble attendre la réaction américaine qui, pour le moment,<sup>4</sup> "...ne sait au juste quel parti prendre..." .

Mais l'échec de l'alliance tripartite va remettre tout en question. Les journaux se demandent: que va faire la France seule au Mexique? Si elle n'avait pas voulu traiter avec Juarez, comme l'avaient fait les Espagnols et les Anglais, c'est parce qu'elle voulait à tout prix renverser le gouvernement de la Réforme; quelles seraient ses intentions dans l'avenir?

Pour les journaux conservateurs, la solution consistait à délivrer le Mexique du radicalisme de Juarez -chose qui les rendrait très heureux-, à former un gouvernement élu librement par le peuple et, après avoir traité avec le nouveau gouvernement de la réparation de ses griefs, la France partirait. Telle était la politique française énoncée dans les articles de la Convention, dans les proclamations des commandants de

l'Expédition, Lorencez et Forey, et dans les discours de l'Empereur. On ne doutait pas de la parole de la France. Même pour l'Ordre, qui était modéré, cette position était logique.

Le Pays, pour sa part, gardant sa position libérale, s'opposera à l'Intervention. C'était la position reconnue et exprimée par l'Opposition à l'Assemblée française, et avec laquelle le journal était d'accord. "Nous ne voyons pas que la France soit bien dans son rôle...de renverser un gouvernement républicain", le tout à cause d'une "infâme spéculation (les bons Jecker) et d'un "faux honneur national"(la revanche demandée en France après la défaite de Puebla). Il fallait donc traiter avec Juarez et partir.

## 2. P. RIODE DE LA CREATION DE L'EMPIRE.

On croyait généralement que tôt ou tard les Français traiteraient à Mexico et partiraient. Mais la déception fut grande quand Forey proclama à Mexico que la politique française était de rester et de respecter la volonté de l'Assemblée des Notables qui avaient voté l'établissement d'une monarchie. (L'Assemblée des Notables était en grande majorité conservatrice, puisque les Libéraux avaient fui avec Juarez).

La première réaction des journaux conservateurs fut celle qui fut exprimée par le Courrier des Etats-Unis et qu'ils reproduisirent: "...Inutile d'entretenir désormais, même le plus simple rêve de volonté populaire". L'Ordre, pour sa part, espérait que la France n'aiderait pas à imposer une monarchie.

Le plus déçu fut le Pays. Alors qu'il payait tribut aux armées françaises, il accusa Napoléon III d'être l'auteur de cette machination et d'avoir fait "abus de sa force".

Quelques mois plus tard, les notables présentèrent à Maximilien le vote des principales villes du Mexique (naturellement, seulement celui des villes qui étaient occupées par les Français), et ils le proclamèrent Empereur.

Les journaux conservateurs acceptèrent la pseudo-élection de Maximilien plutôt que de critiquer la politique de la France. Le Minerve accepta l'Empire, parce qu'il signifiait "l'ordre et la justice, la paix et la liberté" pour le Mexique. Après avoir reproduit un article assez dur contre l'Intervention et l'Empire, le Journal de Québec déclara que l'Empire était l'oeuvre de Napoléon III plutôt que le reflet de la volonté nationale des Mexicains. L'Ordre préféra ne pas se prononcer. Il avait vu avec déplaisir la France "aider les réactionnaires mexicains", mais son dégoût pour les décrets sacrilèges de Juarez et ses violences contre l'Eglise, l'amènèrent à accepter l'Empire. Le Pays suivra une ligne franchement libérale et se proclamera anti-monarchiste, alléguant que Napoléon III sera responsable des conséquences, car déjà les Etats-Unis voyaient cette monarchie d'un "oeil hostile".

### 3. - PERIODE DE L'AFFRONTLEMENT FRANCO-AMERICAIN. -

A la fin de la guerre de Sécession américaine s'ouvrira au Québec une polémique qui durera jusqu'à la fin de l'Empire. En effet, les Etats-Unis qui étaient restés pratiquement muets devant l'Intervention, décidèrent alors d'appliquer leur doctrine Monroe. Il s'agissait de lancer une offensive

diplomatique pour forcer la France à retirer ses troupes, et de fournir une aide à Juarez pour récupérer le Mexique; on fournirait des armes et des munitions, et on refuserait de reconnaître l'Empire de Maximilien.

Au Québec, la polémique qui éclata à propos de l'ingérence américaine dans les affaires mexicaines doit être analysée à la lumière du grand débat canadien de cette période: la question de la Confédération. Pour la Minerve, organe de la coalition libérale-conservatrice, l'ennemi de la Confédération était non seulement les Etats-Unis mais surtout les Libéraux, c'est-à-dire les Rouges. Pour le Journal de Québec de J. Cauchon, la Confédération était souhaitable à cause des pressions externes et, en particulier, de celles des Etats-Unis. Pour lui, il n'y avait pas de choix: il fallait se fédérer ou s'annexer. Il préférait la Confédération au libéralisme démocratique américain. Dans ses attaques, il s'acharnera contre les Américains qui le forçaient à choisir cette solution. L'Ordre, en tant que libéral, s'opposa au projet de Confédération. ~~Même~~ après les invasions fénianes, le Pays continua à s'opposer à la Confédération, il admirait tellement les structures politiques des Américains que non seulement il ne voyait aucun danger de ce côté mais il admettait que tôt ou tard, tous les pays d'Amérique du Nord finiraient par faire partie de l'union américaine.

Ces positions politiques des journaux vont se refléter dans leur attitude face à la question mexicaine.

Avec ses nombreux articles et éditoriaux, le Journal de Québec mènera la polémique. Il fallait à tout prix se défaire

de la menace américaine pour sauver le Canada, et quoi de plus beau que de le faire de concert avec la France. Il fallait donc s'unir à la France, qui était au Mexique, et déclarer la guerre aux Etats-Unis. C'était là une occasion à ne pas manquer. Si les Etats-Unis, disait-il, se trouvaient "en face du lion britannique et l'aigle impérial de la France, l'aigle de Washington filerait plus doux que par le passé". Selon ce journal, le désir des Etats-Unis était "d'étendre leur domination du Panama à la Mer Glaciale".

Pour le Journal de Québec, n'importe quel incident était bon pour justifier sa position. L'achat de l'Alaska, quelques incidents de frontière au Mexique, étaient des événements qui devraient ouvrir les yeux à la France et à l'Angleterre. "La bataille du Canada et de la monarchie se livra à ce moment sur le sol mexicain". Le Journal de Québec gardera cette haine envers les Etats-Unis même après la chute de l'Empire et la proclamation de la Confédération. Dans son éditorial du 26 juillet 1867, il parlera encore de son rêve de voir les Etats-Unis écrasés par l'Angleterre et par la France.

Pour la Minerve, les Etats-Unis étaient aussi une menace réelle dont il fallait se défaire. Mais pour elle, ni la France ni l'Angleterre voudraient se mêler à cette affaire. Les événements aux Etats-Unis rendaient "la Confédération nécessaire", disait-elle, mais ni la France (comme elle l'avait prouvé dans le passé) ni l'Angleterre (comme l'avaient déclaré quelques membres du Parlement) n'étaient prêtes à venir à l'aide du Canada. Il fallait se confédérer, et alors Canadiens et Mexicains s'uniraient pour "éloigner le danger".

L'Ordre croyait que les Etats-Unis n'attaqueraient pas le Canada à moins d'être provoqués. L'Angleterre et la France devraient donc se conduire de façon à ne pas provoquer les Américains, mais les Etats-Unis, de leur côté, devraient reconnaître l'Empire qui avait pour mission de civiliser le Mexique. Cette reconnaissance éliminerait les frictions entre la France et les Etats-Unis, donc le danger de guerre au sud. Pour l'Ordre, la reconnaissance de l'Empire signifiait aussi la fin du radicalisme et du faux républicanisme de Juarez, et la victoire du parti modéré, ce qu'il voyait d'un bon oeil. Mais les invasions féniennes le firent changer d'avis, et il se proclama anti-américain. Il vit alors le retrait des troupes françaises du Mexique comme un danger pour le Canada. Il fallait donc se fédérer.

Le Pays était d'avis que sur les plans politique et économique les Etats-Unis n'avaient pas besoin d'annexer le Canada ni le Mexique. De plus, selon le Destin Manifeste, les Etats-Unis devraient posséder un jour toute l'Amérique. Il fallait rejeter l'aximilien qui représentait la monarchie, tout comme il fallait rejeter cette dernière si elle s'installait au Canada. "Il n'est pas probable que nos voisins se croisent les bras en laissant établir solidement d'un côté ce qu'ils ont renversé de l'autre". La position du Pays face à l'intervention française, et au rôle des Etats-Unis, est clairement résumée dans cet article sur des causeries à l'Institut Canadien de Montréal, qui parut dans le journal le 12 octobre 1866.

La France profitant d'un moment solennel où les deux armées, tour à tour victorieuses et vaincues, suspendaient à chaque instant la victoire et la défaite sur le Sud ou le Nord, la France, disons-nous, profita de ce moment pour envoyer des troupes au Mexique et travailla à métamorphoser une République en Monarchie. Le génie fourvoyé de Napoléon III espérant, en établissant cette monarchie, donner la force au Sud et le faire triompher. Le triomphe du Sud était la mort de la République, les Etats-Unis coupés en deux n'auraient pu résister aux divisions et ils se seraient séparés en quatre ou cinq Etats, qui tôt ou tard se seraient assimilés à la monarchie mexicaine, et n'auraient fait que des gouvernements maladifs, moins vivants que vivotants. Bénissons Dieu que le Sud ait été vaincu et par sa défaite ait rendu impossible l'introduction du système monarchique au Mexique. Napoléon III sera responsable du sang versé et des trésors gaspillés pour étouffer le sentiment populaire. Ce n'est pas la France, ce n'est pas le peuple français qui a envoyé des troupes au Mexique, c'est Napoléon et les siens. 5

#### 4. PÉRIODE DE LA CHUTE DE L'EMPIRE.

La dernière polémique fut provoquée par la chute de l'Empire et l'exécution de Maximilien. Pour le Journal de Québec, la chute de l'Empire signifiait le retour à la barbarie. Pour la Minerve, elle représentait une autre victoire de la conspiration des forces radicales et anti-catholiques. Pour le Pays, c'était le triomphe du républicanisme.

Mais c'est surtout l'exécution de Maximilien qui provoqua la plus forte réaction. La presse conservatrice et modérée fut indignée. Dans les éditoriaux qui parurent à cette occasion, on put étudier pour une dernière fois les tendances politiques des journaux: à droite, se trouvait la Minerve, qui accusait les Libéraux de tous les pays d'avoir appuyé Juarez, et la démocratie américaine d'avoir été trop faible pour arrêter la main de ce dernier. Au centre droit se trouvait le Journal de Québec. Pour lui, les coupables étaient les Républicains mexicains, guidés par Juarez et aidés par les

Etats-Unis, lesquels voulaient affaiblir ce pays pour plus tard l'annexer. Au centre gauche se trouvait l'Ordre qui accusait les brigands anti-cléricaux et radicaux qui avaient commis ce régicide. Et à gauche se trouvait le Pays qui, ne cherchant pas à justifier l'exécution, l'excusa.

#### CONCLUSION FINALE.-

L'évolution de la pensée politique du XIXe siècle provoqua un conflit entre les tendances conservatrices représentées par l'ancienne alliance du trône et de l'autel, et les nouvelles tendances libérales qui préconisaient la défense des libertés fondamentales de l'homme telles qu'exposées par la Révolution Française. Ces tendances, sous leurs aspects les plus radicaux, étaient connues au Québec sous le nom d'Ultramontanisme et de Rougisme, et au Mexique, de Conservatisme Clérical et de Libéralisme Radical de la Réforme. Dans les deux pays, cet affrontement aura la même intensité bien qu'il se manifestera de façon différente. Comme nous dit Philippe Sylvain: "Cette lutte qui opposa farouchement l'Eglise aux libéraux européens et sud-américains ne fut pas moins violente au Canada-français".

Au Mexique, il se traduit par une lutte sanglante et continuelle depuis l'indépendance du pays; au Québec, par contre, il sera limité à une polémique dont le champ de bataille sera les journaux. La lutte ne se bornera pas à des questions d'intérêt local et de politique nationale, mais elle se fera aussi à la lumière des événements internationaux,

surtout quand, dans ces événements, des tendances politiques opposées, semblables aux tendances idéologiques des journaux, s'affronteront. Tel fut le cas de l'intervention française au Mexique, où le libéralisme radical de Juarez dut faire face au conservatisme clérical qui voulait installer une monarchie avec l'aide de la France. Les journaux québécois rapportèrent cette lutte, chacun à sa façon, chacun essayant de l'interpréter selon les grandes lignes de sa propre position idéologique.

NOTES POUR CONCLUSION

1. P.-E. Lapointe, La nouvelle européenne... op. cit., p. 518.
2. Ibid, p. 521.
3. Le Pays, 28 décembre 1861.
4. Ibid, 28 décembre 1861.
5. Ibid, 13 octobre 1866.
6. Philippe Sylvain, Libéralisme et Ultramontanisme... op. cit., p. 111.

Annexe ALe Journal de Québec, 8 juillet 1867Réponse du Journal de Québec à l'article du Pays (4 juillet 1867)

"Il n'y a eu qu'une voix dans la presse pour livrer, au mépris de l'opinion, le meurtre commis dont le Mexique a à rougir aujourd'hui".

"Le Pays, fidèle à son système de dénigrement et de calomnie, a presque seul fait exception à la règle. Depuis que le journal des sans-culottes s'est constitué envers et contre tous, à tort et à travers, l'avocat de la démocratie, il lui arrive de défendre maintes et maintes oeuvres, dont la meilleure défense serait de n'en faire aucune, et que l'on aurait tout l'intérêt du monde à cacher. Mais le Pays, en franc démocrate, a le verbe long; jamais il ne comprendra que quelquefois le silence est d'or, jamais il ne laissera échapper une occasion de se compromettre, de se mettre à couteaux tirés avec les honnêtes gens".

"Pour ne pas déroger, pouvait-il laisser passer inaperçue l'exécution de Maximilien? Pouvait-il refuser de mettre sa plume au service du pire des clients, du féroce et stupide Juarez? Evidemment, non. Il lui fallait à tout prix excuser, lui l'adversaire de la peine de mort, un crime dont presque personne aux Etats-Unis n'a osé pallier l'énormité. Voyons l'extrait de la défense du Pays:"

"Nous ne cherchons nullement à justifier cet acte: un adversaire de la peine de mort ne le peut en nulle circonstance. Mais nous l'excuserons jusqu'à un certain point."

" La peine de mort est dans le code mexicain: Maximilien résidait au Mexique; -elle est dans le code militaire de tous les peuples: Juarez et Maximilien étaient en guerre; - elle est dans le code politique de tous les pays: Maximilien était un usurpateur."

"Nous eussions grandement désiré, répétons-nous, que la république mexicaine ne commît point cette faute: mais, nous le répétons aussi, dans les circonstances où elle se trouvait placée, étant donnés les codes de toutes les nations, pénal, politique et militaire, Juarez est excusable".

"Nous est (sic) d'avis que si Juarez n'a pas de défenseur plus habile dans la gente (sic) démocratique, il a toute chance de ne pas trouver grâce devant les gens honnêtes. Ce plaider boîteux, ces faussetés du Pays montrent la cause de Juarez sous son plus mauvais jour. Il faut que le Pays soit bien embarrassé de son client pour qu'il ne puisse pas trouver au moins un seul argument solide, qui tienne une seconde

devant la réflexion. A qui, en effet, pourra-t-on persuadé (sic) que Maximilien est un usurpateur? Le choix de la junte l'a appelé (sic) au trône n'a-t-il pas été ratifié par le vote de cinq millions de Mexicains et Astèques (sic). Pourquoi le Pays applique cette qualification à son protégé, qui ne règne que de par le droit du sabre. Le terme de sa présidence est depuis longtemps fini et Ortega devrait aujourd'hui occuper le siège présidentiel."

"Mais, nous dit le Pays, voyez le code militaire de tous les peuples, le code politique. Mais, grand Dieu, voulez-vous nous ramener à une époque bien loin de nous, vous êtes diablement rétrograde pour un homme de progrès, vous en êtes encore au va victis."

"Il y a des bonnesâmes qui ne nous reconnaît (sic) pas sous cette défroque. Dites-nous, depuis quand les peuples, les vainqueurs se servent-ils de ce code? On en verrait de belles si le Pays était dans le vrai. Le désir de défendre une mauvaise cause entraîne le démocrate dans d'étranges erreurs, lui fait oublier que, depuis longtemps, la voix de l'humanité domine le monde et que quiconque s'appuie sur le code draconien, se condamne à tout jamais dans l'esprit de la justice."

"Il n'y a qu'une chose de claire et d'évidente dans cette prétendue excuse, la pensée secrète et chère à tous les coeurs démocrates, perce à travers les arguments du Pays. Pourquoi vous gênez (sic), confrère, pourquoi ne pas approuver de suite l'exécution de Maximilien; qu'avez-vous à perdre dans l'opinion publique, pourquoi ces réticences? Allons! ayez jusqu'au bout le courage de vos opinions et donnez l'accolade fraternelle au grand Juarez, applaudissez ces hauts faits."

"D'ailleurs le Pays fait cause commune avec tous les membres de l'engeance démocratique dont les actes sont toujours en désaccord complet avec les principes. N'ont-ils pas toujours à la bouche les grands mots de liberté, d'humanité, et d'horreur du sang répandu, des gibets monarchiques."

"Mais, voyez-les à l'oeuvre, depuis le grand Robespierre qui demandait l'abolition de la peine de mort, jusqu'à Juarez; et vous les trouverez oppresseurs, sanguinaires, excusant tous les crimes, et en tout et partout faux antipodes de leurs belles théories humanitaires et sociales".

Annexe BLa Minerve, 9 juillet 1867Réponse de La Minerve à l'article du Pays (4 juillet 1867)

"On doit être fier de soi quand on se sent le courage de dire qu'un prince de sang royal, qu'un dépositaire sacré de l'autorité, n'est rien à nos yeux et que l'on ne peut approuver l'assassinat d'un monarque que parce qu'on a déjà parlé contre la peine de mort. La gravité du crime, l'atroce barbarie d'un tel procédé ne doit pas émouvoir un bon démocrate. Le démocrate est meilleur enfant que cela; il ouvre les bras à toutes les licences, pourvu que ce soit au nom du peuple. Au nom de l'autorité et de la loi, il n'en est pas ainsi. Les rois, les législateurs, tous ceux qui sont chargés de faire régner la justice et l'équité n'ont qu'à se bien tenir.

On trouvera assez singulier qu'un adversaire de la peine de mort se permette de reconnaître que tous les codes de toutes les nations sanctionnent la peine de mort. Mais alors, est-ce que tous les peuples réunis n'ont pas autant de sagesse et de discernement que le rédacteur du Pays. Quand, depuis le commencement des siècles jusqu'à nos jours, le genre humain a reconnu la nécessité de la peine de mort, quel cas faut-il faire des appels révolutionnaires du Pays contre l'exécution d'une loi décrétée par la sagesse des nations?

Et puis, si un brigand comme Juarez est justifiable d'avoir assassiné un empereur pour sauver, non pas son pays, mais sa position, la société n'est-elle pas autrement excusable de faire disparaître ces grands criminels, qui jettent le trouble dans nos rangs en s'attaquant à nos existences?"

## BIBLIOGRAPHIE

### A. JOURNAUX

Le Journal de Québec (Québec), consulté de 1859 à 1867.  
La Minerve (Montréal), consultée de 1859 à 1867.  
L'Ordre (Montréal), consulté de 1859 à 1867.  
Le Pays (Montréal), consulté de 1859 à 1867.

### B. GUIDES

Bellanger, Claude, Godechot, Jacques, Guirol, Pierre, et al, Histoire Générale de la presse française, volume 2, de 1815 à 1871, Paris, Presses Universitaires de France, 1969, 465 p.

Bleiberg, Germán (directeur), Diccionario de Historia de España, 3 volumes, Madrid, Revista de Occidente, 1968, 3744 p.

Hamelin, Jean, Beaulieu, André, Les journaux du Québec, de 1764 à 1964, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965, 329 p.

### C. SOURCES IMPRIMEES

Brunet, Michel, Histoire du Canada par les textes, volume 2, Montréal, Fides, 1963, 281 p.

Case, Lynn M., (compilateur) French Opinion on the United States and Mexico, 1860-1867, Extracts from the Reports of the Procureurs Généraux, New York, Archon Books, 1969, xxix-452 p.

Diaz, Lilia (compilateur), Versión Francesa de Mexico, Informes Diplomáticos (1853-58), Volume 1 (1853-1858), Mexico, Colegio de Mexico, 1963, xi-474 p.

-----, Versión Francesa de Mexico, Informes Diplomáticos, Volume 2 (1858-1862), Mexico, Colegio de Mexico, 1964, xxiii-486 p.

-----, Versión Francesa de Mexico, Informes Diplomáticos, Volume 3 (1862-1864), Mexico, Colegio de Mexico, 1965, xviii-421 p.

-----, Versión Francesa de Mexico, Informes Diplomáticos, Volume 4 (1864-1867), Mexico, Colegio de Mexico, 1967, xxiv-569 p.

Fuentes Mares, José (compilateur), Proceso de Fernando Maximiliano de Hapsburgo, Miguel Miramón y Tomás Mejía, Mexico, Editorial Jus, 1966, xii-271 p.

García, Genaro (compilateur), La intervención francesa en México según el archivo del Mariscal Bazaine, 2 volumes, Mexico, Editorial Porrúa, 1973, 1416 p.

Bellison, M. (compilateur), Les orateurs politiques de la France de 1830 à nos jours, Paris, Hachette, 1898, 336 p.

Poulet, Malassis (compilateur), Papiers secrets et correspondance du Second Empire, Paris, Auguste Ghio, 1878, 314 p.

Romero, Matias, Diario Personal 1855-1865, Mexico, El Colegio de Mexico, 1960, xx-657 p.

Torre Villar, Ernesto de la (compilateur), La intervención francesa y el triunfo de la República, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1968, 449 p.

-----, Gonzalez Navarro, Moises, Ross, Stanley (compilateurs), Historia Documental de México, volume 2, Mexico, Universidad Autónoma de Mexico, 1964, 678 p.

Veroa de Bernal, Solia (compilateur), Un hombre de mundo escribe sus impresiones, cartas de José Manuel Hidalgo y Esnaurrizar, Mexico, Porrúa, 1960, xi-426 p.

Les Papiers Secrets du Second Empire, Bruxelles, Office de Publicité, 1871, 287 p.

La politique impériale, Exposée par les discours et proclamations de l'Empereur Napoléon III, Paris, Henri Plon, 1868, 503 p.

#### D. ETUDES GENERALES

Aguado Bleye, Pedro, Alcázar Molina, Cayetano, Manual de Historia de España, volume 3, Madrid, Espasa-Calpe, 1969, 1057 p.

Arrangoiz, Francisco de Paula de, Mexico desde 1808 hasta 1867, Mexico, Porrúa, 1968, ii-966 p.

Bernard, Jean-Paul, Les Rouges, libéralisme, nationalisme et anti-cléricalisme au milieu du XIXe siècle, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1971, xx-395 p.

Beyens, Baron, Le second Empire vu par un diplomate belge, volume 2, Paris, Plon (Nourrit et cie ed.) 1926, 489 p.

Bock, Carl Heinz, The Negotiation and Breakdown of the Tripartite Convention of London of 31 October 1861, (thèse de doctorat), 2 volumes, Merburg/Lahn, publié par l'auteur, Philipps Universität, New York, 1961, 610 p.

Boulanger, Marcel, Le duc de Morny, Paris Hachette, 1925, 247 p.

Brunet, Michel, Canadiens et Canadiens, Montréal, Fides, 1954, 175 p.

Brunet, Michel, La présence anglaise et les Canadiens, Montréal, Beauchemin, 1968, 325 p.

-----, Les Canadiens et les débuts de la domination britannique 1760-1791, Brochure Historique de la Société Historique du Canada, numéro 13, Ottawa, 1962, 24 p.

Bulnes, Francisco, El verdadero Juarez y la verdad sobre la Intervención y el Imperio, Mexico, Editora Nacional, 1973, 870 p.

Bury, J.P.T., Napoleon III and the Second Empire, London, The English Universities Press, 1964, 199 p.

Callahan, James Horton, American Foreign Policy in Mexican Relations, New York, Macmillan, 1932, vii-644 p.

Cobban, Alfred, A History of Modern France, Volume 2, From the First Empire to the Second Empire, 1799-1871, Middlesex, Penguin Books, 1961, 246 p.

Copp, J.T., Hamelin Marcel, Confédération: 1867, Vancouver, The Copp Clark Publishing, 1966, 100 p.

Corley, T.A.B., Democratic Despot - A Life of Napoleon III, London, Barrie and Plocklill, 1952, 402 p.

Corti, Egon Cesar Comte, Maximilien et Charlotte du Mexique, 2 volumes, Paris, Plon, 1927, iii-892 p.

Creighton, Donald, The Road to Confederation, The Emergence of Canada (1863-1867), Toronto, Macmillan of Canada, 1964, viii-489 p.

Christophe, Robert, Napoléon III au Tribunal de l'Histoire, Paris, Ed. France-Empire, 472 p.

Cuevas, Mariano, Historia de la Nación Mexicana, Mexico, Porrúa, 1940, xxix-1090 p.

Dawson, Daniel, The Mexican Adventure, Freeport N.Y., Books for Libraries Press, 1935, vi-433 p.

Descola, Jean, Les Libertadors, Paris, Fayard, 1957, 530 p.

Desternes, Suzanne, Chandet, Henriette, Maximilien et Charlotte, Paris, Librairie académique Perrin, 1964, 518 p.

Dumont, Fernand, Montmerry, Jean-Paul, Hamelin, Jean (compilateurs), Idéologies au Canada Français, 1850-1900, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971, 327 p.

Dupuy, Aimé, 1870-1871, la guerre, la commune et la presse, Paris, Armand Colin, 1959, 255 p.

Frégault, Guy, La civilisation de la Nouvelle-France, 1713-1744, Montréal, Fides, 1969, 243 p.

-----, La Société canadienne sous le régime français, Les Brochures de la Société Historique du Canada, numéro 3, Ottawa, 1969, 19 p.

Frías y Soto, Hilarión, La Intervención y el Imperio ante la Verdad Histórica, Mexico, Editora Nacional, 1972, 479 p.

Fuentes Mares, José, Juarez y el Imperio, Mexico, Editorial Jus, 1963, 252 p.

-----, Juarez y la Intervención, Mexico, Editorial Jus, 1962, 244 p.

-----, Juarez y los Estados Unidos, Mexico, Editorial Jus, 1960, 244 p.

Gaulot, Paul, L'Expédition du Mexique (1861-1867), 2 volumes, Paris, Société d'Éditions Littéraires et Artistiques, 1906, xviii-1017 p.

Gooch, Brison, D. (compilateur), Napoleon III -Man of Destiny, Enlightened Statesman or Proto-Fascist?, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1963, 122 p.

Gorce, Pierre de la, Histoire du Second Empire, Volume 4, Paris, Plon, 1911, 642 p.

Groulx, Lionel, Histoire du Canada-français depuis sa découverte, 2 volumes, Montréal, Fides, 1960, 836 p.

Guériot, Paul, Napoléon III, volume 2, Paris, Payot, 1934, 334 p.

Hale, Charles A., El liberalismo mexicano en la época de Mora, 1821-1853, Mexico, Ed. Siglo Veintiuno, 1972, 347 p.

Henry, Paul, Le problème des Nationalités, Paris, Colin, 1937, 214 p.

Humboldt, Alejandro de, Ensayo político sobre el reino de la Nueva España, Mexico, Porrúa, 1966, clxxv-696 p.

Iglesias, José Maria, Revistas Históricas sobre la intervención francesa en Mexico, Mexico, Porrúa, 1966, xlii-799 p.

Keenleyside, Hugh Ll, Canada and the United States, New York, Knopf, 1929, xxvi-406 p.

Knapp Jr., Frank Averill, The Life of Sebastian Lerdo de Tejada, 1823-1889, a Study of Influence and Obscurity, New York, Greenwood Press, 1968, ix-292 p.

Kohn, Hans, The Idea of Nationalism, New York, The Macmillan Co., 1952, 382 p.

Lally, Frank Edward, French Opposition to the Mexican Policy of the Second Empire, Baltimore, The John Hopkins Press, 1931, 163 p.

Lavissee, Ernest, Histoire de France Contemporaine, volume 7, Paris, Hachette, 1921, 426 p.

Madariaga, Salvador de, Le déclin de l'Empire espagnol d'Amérique, Paris, Albin Michel, 1958, 510 p.

Magner, James A., Men of Mexico, Milwaukee, The Bruce Publishing Co., 1943, 632 p.

Masseras, E., Un essai d'Empire au Mexique, Paris, G. Charpentier, 1879, 407 p.

Mora, José Maria Luis, Mexico y sus Revoluciones, 3 volumes, Mexico, Porrúa, 1965, xxv-1317 p.

Morales, Padrón, F., Manual de Historia Universal, Historia General de América, volume 4, Madrid, Espasa-Calpe, DL. 1958, 723 p.

Morison, Samuel, Eliot, The Oxford History of the American People, New York, Oxford University Press, 1965, 1150 p.

Niox, Gustave, Expédition du Mexique 1861-1867, Récit politique et militaire, Paris, Dumaine, 1874, 770 p.

Nunes Américo, Les révolutions du Mexique, Paris, Flammarion, 1975, 198 p.

Ollivier, Emile, L'Expédition du Mexique, Paris, Nelson, 1922, 379 p.

Ouellet, Fernand, Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850, Montréal, Fides, 1966, xxxii-639 p.

-----, Louis-Joseph Papineau, un être divisé, Brochure Historique numéro 11, Ottawa, la Société Historique du Canada, 1960, 24 p.

Pellisson, M., Les Orateurs Politiques de la France, Paris, Hachette, 1898, 336 p.

Pereyra, Carlos, Juarez Discutido como dictador y estadista, Mexico, Tipografía Económica, 1904, 116 p.

Perkins, Dexter, A History of the Monroe Doctrine, Boston, Toronto, Little Brown and Co., 1955, xiv-462 p.

Plessis, Alain, De la fête impériale au mur des fédérés, 1852-1871, Paris, Editions du Seuil, 1973, 256 p.

Renouvin, Pierre, Histoire des Relations Internationales, volume 5, Le XIXe Siècle, l'Europe des nationalités et l'éveil de nouveaux mondes, Paris, Hachette, 1954, 420 p.

Rivera Cambas, Manuel, Historia de la Intervención Europea y Norte-Americana en México y del Imperio de Maximiliano de Habsburgo, 5 volumes, Mexico, Academia Literaria, 1962, ccx-2703 p.

Roeder, Ralph, Juarez and his Mexico, 2 volumes, New York, Greenwood Press, 1947, 763 p.

Rumilly, Robert, Histoire de la province de Québec, volume 1, Georges-Etienne Cartier, Montréal, Fides, 1940, 365 p.

Saint-Maurice, Faucher de, Notes pour servir à l'Histoire de l'Empereur Maximilien, Québec, A. Coté et Cie, 1889, 225 p.

-----, De Québec à Mexico. Souvenirs de Voyage, de Garrison, de Combat et de Bivouac, Volume 1, Montréal, Duvernay, Frères et Dansereau, 1874, 271 p.

Schefer, Christian, La Grande Pensée de Napoléon III, les origines de l'Expédition du Mexique, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1930, 328 p.

Sierra, Justo, Evolución Política del Pueblo mexicano, Mexico, La casa de España en México, 1910, xxi-480 p.

-----, Juarez, su obra y su tiempo, Mexico, Porrúa, 1905, xi-475 p.

Underhill, F.H., Canadian Political Parties, Ottawa, The Canadian Historical Association, Historical Booklets, no. 8, 1956, 21 p.

Valadés, José, C., El pensamiento político de Benito Juárez, Mexico, Porrúa, (pas de date), 117 p.

Vasconcelos, José, Obras Completas, Mexico, Libreros Mexicanos Unidos, 1961, 1723 p.

Velasco, Valdés, Miguel, Historia del Periodismo mexicano, Mexico, Porrúa, (pas de date), 258 p.

Wade, Mason, Les Canadiens français de 1760 à nos jours, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1963, 685 p.

Waite, P.B., The Life and Times of Confederation, 1864-1867, Toronto, University of Toronto Press, 1962, 379 p.

Weymuller, François, Histoire du Mexique, Paris, Presses Universitaires de France, 1953, 128 p.

Wheat, Raymond, C., Francisco Zarco, El portavoz liberal de la Reforma, Mexico, Porrúa, 1957, 333 p.

#### E. ETUDES SPECIALES

Barker, Nancy, Nichols, France, Austria, and the Mexican Venture, 1861-1864, dans French Historical Studies, Volume 3, numéro 2, Fall, 1963, p. 224-245.

Bélanger, Claude, L'Opinion des journaux Canadiens-français et l'affaire du Mexique, dans Cahiers Semestriels, Département d'histoire, Université d'Ottawa, volume 1, numéro 1, novembre 1967, p. 67 et 87.

Berbusse, Edward, J., The Origins of the McLane-Ocampo Treaty of 1859, dans The Americas, Volume 14, July 1957 through April 1958, p. 223-245.

Bernard, Jean-Paul, Définition du libéralisme et de l'ultramontanisme comme idéologies, dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 25, numéro 2, septembre 1971, p. 244-246.

Brunet, Michel, L'Eglise catholique du Bas-Canada et le Partage du Pouvoir à l'heure d'une nouvelle donne (1837-1854), dans Historical Papers, La Société Historique du Canada, 1969, p. 37-51.

Dawson, D., The Archduke Ferdinand Maximilian and the Crown of Greece 1863, dans The English Historical Review, volume 37, 1922, p. 107-114.

Dumont, Fernand, Notes sur l'analyse des Idéologies, dans Recherches Sociographiques, mai-août 1963, volume 4, numéro 2, p. 155 à 165.

-----, La Représentation idéologique des classes au Canada français, dans Recherches Sociographiques, volume 6, numéro 1, janvier-avril 1965, p. 9-22.

Fohlen, Claude, Les Historiens devant la politique américaine du Second Empire, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Janvier-mars, 1974, volume 21, p. 127-134.

Frégault, Guy, Le Régime Seigneurial et l'Expansion de la Colonisation dans le Bassin du Saint-Laurent au Dix-Huitième siècle, dans The Canadian Historical Association, Rapport 1944, p. 61-73.

Gervais, Gaétan, Médéric Lactôt et l'Union Nationale, thèse (non publiée) de maîtrise présentée au Département d'Histoire de l'Université d'Ottawa, Ontario, 1968, 189 p.

Goldwert, Marwin, Matias Romero and Congressional Opposition to Seward's Policy Toward the French Intervention in Mexico, dans The Americas, volume 22, July 1965, through April 1966, p. 22-40.

Hamelin, Jean, et Beaulieu, André, Aperçu du journalisme québécois d'expression française, dans Recherches Sociographiques, volume 7, numéro 3, septembre-décembre 1966, p. 305-348.

Hanna, Kathryn Abbey, The Roles of the South in the French Intervention in Mexico, dans The Journal of Southern History, volume 20, February-November 1954, p. 3-21.

Hardy, René, Libéralisme Catholique et Ultramontanisme au Québec, éléments de définitions, dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 25, numéro 2, septembre 1971, p. 247-251.

Lapointe, Pierre-Louis, La nouvelle européenne et la presse québécoise d'expression française (1866-1871), dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 28, numéro 4, mars 1975, p. 517-537.

-----, La Presse québécoise d'expression française face au problème franco-prussien 1860-1871, thèse (non publiée) de maîtrise présentée au Département d'Histoire de l'Université d'Ottawa, Ontario, 1974, vi-329 p.

Martinez Baez, Antonio, La Ley Juarez, dans Boletín Bibliográfico, numéro 95, Secretaría de Hacienda y Crédito Público, 14 décembre 1956, p. 4.

Martinière, Guy, L'Expédition Mexicaine de Napoléon III dans l'Historiographie française, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, janvier-mars 1974, volume 21, p. 142-173.

Meyer, Jean, Décolonisation et sous-développement: Le Mexique au XIXe siècle, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, octobre-décembre 1967, volume 14, p. 406-423.

-----, L'Expédition du Mexique d'après les documents et études mexicains, dans Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, janvier-mars, 1974, volume 21, Paris, p. 135-140.

Miller, Robert Ryal, Plácido Vega: A Mexican Secret Agent in the United States (1864-1866), dans The American Historical Review, volume 62, October 1961-July 1962, p. 137-148

Monet, Jacques, French-Canadian Nationalism and the Challenge of Ultramontaniam dans The Canadian Historical Association, Rapport 1966, p. 41-55.

Ouellet, Fernand, Les fondements historiques de l'option séparatiste dans le Québec, dans Liberté IV, mars 1962, p. 90-112.

-----, Nationalisme Canadien-Français et laïcisme au XIXe siècle, dans Recherches Sociographiques, volume 4,

Rioux, Marcel, Sur l'évolution des idéologies au Québec, dans Revue de l'Institut sociologique de Bruxelles, 1968, p. 95-124.

Savard, Pierre, Les Canadiens français vus par les Consuls de France à Québec et à Montréal de 1859-1900, dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 21, numéro 2, septembre 1967, p. 217-229.

Savinhiac, Louis, L'Espagne et l'Expédition du Mexique, dans Revue Historique, volume 36, janvier-avril 1888, p. 335-353.

Sears, Louis Martin, A Confederate Diplomat at the Court of Napoleon III, dans The American Historical Review, volume 26, October 1920 to July 1921, p. 255-281.

Senior, Hereward, Quebec and the Fenians, dans The Canadian Historical Review, volume 48, numéro 1, March 1967, p. 26-44.

Sylvain, Philippe, Compte-rendu du livre de Jean-Paul Bernard: les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle, dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 25, numéro 4, mars 1972, p. 565-568.

-----, Libéralisme et Ultramontanisme au Canada français: affrontement idéologique et doctrinal, 1858-1865, dans Le Bouclier d'Achille (W. L. Morton, éd.), Toronto, McClelland and Steward, 1968, p. 111-138 et 220-255.

-----, quelques aspects de l'antagonisme libéral-ultramontain au Canada français, dans Recherches Sociographiques, volume 8, numéro 3, septembre-décembre 1967, p. 275-297.

-----, quelques aspects de l'Ultramontanisme canadien-français dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 25, numéro 2, septembre 1971, p. 239-244.

Wallot, Jean-Pierre, Le Canada français: Classes sociales, idéologie et infériorité économique, dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, volume 20, numéro 3, décembre 1966, p. 477-498.

Wallot, Jean-Pierre, Le Régime Seigneurial et son abolition au Canada, dans The Canadian Historical Review, volume 50, numéro 4, décembre 1969, p. 367-393.

-----, Religion and French-Canadian Mores in the Early Nineteenth Century, dans The Canadian Historical Review, volume 52, numéro 1, March 1971, p. 51-95.

Wallot, Jean-Pierre et Paquet, Gilles, Groupes sociaux et pouvoir: le cas canadien au tournant du XIXe siècle, dans Revue d'Histoire de l'Amérique Française, volume 27, numéro 4, Mars 1974, Montréal, p. 509-564.

Wilson, Howard Lafayette, President Buchanan's proposed Intervention in Mexico, dans American Historical Review, volume 5, October 1899 to July 1900, p. 687-701.

The Mexican Empire and the Canadian Confederation dans The Dublin Review, July-October 1865, volume 5, New Series, London, p. 206-226.